

2017

VOLUME 16.

CHRONICA

ANNUAL OF THE INSTITUTE OF HISTORY
UNIVERSITY OF SZEGED



CHRONICA

ANNUAL OF THE INSTITUTE OF HISTORY
UNIVERSITY OF SZEGED
HUNGARY



Editor-in-chief:
Richárd Szántó

Editor:
Péter Ákos Ferwagner

Editorial Board:
*Sándor Papp, Tibor Almási, Lajos Kövér,
Melinda Székely, István Zimonyi, László Marjanucz
László Révész, Béla Tomka*

Articles appearing in the CHRONICA are abstracted in
HISTORICAL ABSTRACT AND AMERICA: HISTORY AND LIFE

ISSN 1588 2039
Published by the Institute of History
University of Szeged
2. Egyetem u.
H-6722 Szeged
Hungary

e-mail: chronica@primus.arts.u-szeged.hu
<http://primus.arts.u-szeged.hu/chronica>

(Front-page: The coat of arms of the University of Szeged)

Printed in Hungary, on acid-free paper
by Innovariant Nyomdaipari Ltd., Szeged-Algyő

Copyright © 2017, by the authors and editors

General Information for Authors of Chronica

In order to ensure conformity of style within each volume and to facilitate the editorial process, authors are asked to submit their manuscripts according to the guidelines which appear below.

The Editorial Board only accepts papers submitted in major languages. It is the duty of the Editorial Board to make the papers proof-read by native proof-readers.

Provide two printed copies of your paper and a machine-readable copy (on disc or CD-ROM or via e-mail) preferably prepared in MSWord. The word-processor and version used should be stipulated. Be sure to indicate the file name under which your text is stored on disc at the end of the printed copy.

Use A4 paper (210x297 mm). 12 point font-size, double-space and use one inch (2,54 cm) margins all around for editorial amendments and eventual corrections. If possible, use Times New Roman font-face. Use minimal text-formatting (cursive), hyphenation should be switched off. Paragraphs are headed by Tabs, not spaces!

Prepare footnotes not endnotes. Notes are to be placed at the bottom of page with continuous numbering formatted the same way as the main text.

For the style of references consult the present volume of CHRONICA. The translation of references published in non-major languages should be provided in square-shape brackets.

All recognized abbreviations are accepted, however, best avoided unless they are well known and serve a useful purpose. Abbreviations should be in conformance to the language of the paper or should be given in Latin.

Gazetteer: Toponyms should be in conformance with the language of the paper: e. g. Vienna or Wien; Nuremberg or Nürnberg. Different present-day names should be provided in brackets.: e. g. Spalato (Split).

Quotations: Double quotes, except for quotations within quotations (single quotes). For omissions, use: [...]. Quotations exceeding 5 lines should be indented.

Illustrations (maps, diagrams, figures) can only be reproduced in black and white and should be submitted in (both electronic and printed) final format. Captions, legends and other additions should be submitted separately indicating the proper place in the text. Authors are responsible for obtaining permission to reprint material from the copyright holder.

Manuscripts and all correspondence concerning editorial matters should be addressed to Chronica, Institute of History, University of Szeged, 2 Egyetem u., H-6722 Szeged, Hungary; chronica@primus.arts.u-szeged.hu

Contents

FRANCIS DEMIER

Le sentiment national français aux multiples visages5

ALEXANDROS DAGKAS

Nationalismes, irrédentismes dans les Balkans. L'implication du
mouvement social pendant la période 1945-198917

DIDIER REY

Le football européen à l'aune de la Guerre Froide, 1947-199127

GEZA SZASZ

La finale de Berne exposée au public hongrois d'aujourd'hui45

THIERRY DOMINICI

Revendications d'autodétermination et nationalismes corses57

SERENA TALAMONI

Etat de l'imaginaire politique corse au moment de l'accession au
pouvoir des nationalistes67

MIKLOS NAGY

Émigration politique hongroise après la Seconde guerre81

KRISZTIAN BENE

Une migration atypique. Le parcours et l'identité des volontaires centre-
européens de la Légion étrangère au lendemain de la Seconde Guerre
mondiale (1945-1954)89

ALESSANDRO ROSSELLI

In materia di emigrazione: rileggere oggi il libro di Angelo Del Boca Gli
italiani in Libia. Dal fascismo a Gheddafi (1988)101

LASZLO J. NAGY

Les « événements » du premier novembre 1954 et les premières
réactions115

TRAMOR QUEMENEUR	
Migrations, exclusions et post-mémoires de la guerre d'Algérie (1945-1989)	125
NOURREDINE ABDI	
L'effet de la rente des hydrocarbures sur la manifestation du nationalisme arabe après 1973	141
PETER ÁKOS FERWAGNER	
La conception de la nation arabe dans deux documents du Parti Baas syrien	151
JEREMY FLOUTIER	
La construction de l'identité nationale par le livre scolaire : le cas de la Transylvanie au temps de l'Empire austro-hongrois (1867-1918)	161

Le sentiment national français aux multiples visages

FRANCIS DEMIER
(Université de Paris Ouest)

«Le nationalisme a repris en France une place qu'il avait perdue au fil de l'histoire politique de la V^e République. Mais s'agit-il du retour inattendu d'un nationalisme qui avait connu, des années 1880 à l'entre-deux-guerres un succès considérable, ou bien s'agit-il de tout autre chose, c'est-à-dire d'un nationalisme qui serait l'écho français d'un mouvement très large incarnant, à l'heure actuelle, dans toute l'Europe, un rejet d'un monde sans frontières bouleversé par la mobilité de l'argent et d'incessantes surenchères sécuritaires et héréditaires.

Si l'on se réfère au discours des leaders politiques français, il est encore fréquent de puiser dans le vieux fond du nationalisme français pour se lancer à la reconquête d'une opinion troublée par la perte évidente des repères politiques les plus classiques. On en a un exemple dans une récente déclaration de Nicolas Sarkozy qui a mobilisé l'attention et déclenché une polémique : « Nous ne nous contenterons plus d'une intégration qui ne marche plus – déclarait l'ancien président –, nous exigerons l'assimilation. Dès que vous devenez Français, vos ancêtres sont Gaulois. ». C'est ainsi que réapparaissaient en 2016, des images inventées par les manuels scolaires de la Troisième République, prompts alors, dans une France coloniale amputée de deux provinces, à fabriquer un « roman national » bien loin de toute réalité historique¹. La Gaule est une fiction géographique créée par César et les Gaulois une autre fiction de peuple.

Mais le souci de puiser dans le vieux fond d'un patriotisme français qui a souvent alimenté un glissement vers le nationalisme ne s'arrête pas à la droite dans le paysage politique français. Après avoir pris position en faveur de municipalités classées très à droite dans une polémique qui visait les femmes musulmanes vêtues de « burkini » sur les plages de la Côte d'Azur, Manuel Vals, premier ministre de la France, qui a pris pour modèle politique Clémenceau, opposait à ces femmes contraintes de cacher leur corps, la liberté incarnée par la fameuse Marianne du tableau de Delacroix, « La liberté guidant le peuple ». Manuel Vals apportait son commentaire : « Marianne a le sein nu parce qu'elle nourrit le peuple. Elle n'est pas voilée parce qu'elle est libre. C'est la République ! » Le « roman national » officiel

¹ Anne-Marie Thiesse, *La création des identités nationales*, Paris, Seuil, 1999.

n'a guère creusé les intentions du peintre et le regard de son public. Avoir le sein nu, en 1831, n'a rien à voir avec le « vestiaire » républicain. La Marianne de Delacroix est une allégorie qui répond à des codes esthétiques contraignants hérités de l'antiquité à la différence de sa coiffe, le bonnet phrygien, chargé lui de significations politiques républicaines.

Dans tout le paysage politique réapparaissent ainsi, de façon assez baroque, des références à un passé national français réinterprété à un moment où l'on peut constater aisément que la France est un pays multiculturel et multiethnique. Il est utile également de constater, qu'à droite, comme à gauche, dominant des rappels qui sont ceux d'une histoire républicaine et que les grandes figures du nationalisme de droite, on peut penser à Jeanne d'Arc, occupe dans ce nouveau dispositif idéologique une place secondaire. Dans ce paysage politique assez confus où se mêlent sans grandes précautions des références extraites de leur contexte historique, l'expression « nationalisme » qu'on peut définir, dans le contexte français, comme une exagération chauvine du sentiment national et d'un patriotisme né à gauche, dans le sillage de la Révolution française, reste toutefois fortement négative. Elle vise en effet des formations politiques comme le Front national, dont l'idée de nation est présentée par les médias comme une menace sur les libertés et l'identité démocratique de la nation.

Mais l'horizon politique est très instable dans un contexte où les points d'appui idéologiques de la gauche sont désormais très affaiblis. Le courant dominant de la droite française, issu de primaires consacrées à la désignation d'un candidat aux élections présidentielles, a modifié encore le périmètre des références au « nationalisme ». La victoire de François Fillon à cette consultation s'est accompagnée d'un retour en force d'un courant catholique conservateur pour lequel les racines chrétiennes de la France l'emportent clairement sur la référence aux sources révolutionnaires².

Plus largement ces différentes prises de position récentes font allusion de manière indirecte au problème de l'immigration en France, problème qui, dramatisé brutalement, aurait pour conséquence de remettre en question rien moins que l'identité de la nation française. Alors que la France longtemps confrontée à un régime démographique assez faible pour assurer sa vitalité économique a été un pays d'immigration considérable, le nouvel apport de migrants, nettement moins important que celui auquel l'Italie, par exemple, est confrontée, semble affecter de manière très directe l'identité de la nation française. Avant d'aller plus loin dans la recherche d'une explication du phénomène, il est utile de s'interroger sur la nature de la nation que nous aurions perdue ou sur le point de perdre au point qu'une nouvelle *intelligentia*, née de la crise de société récente et du repli des idéologies universalistes parle de « grand remplacement ».

La nation française est une construction historique dont la composition et la nature même ont profondément évolué. La date de sa création du reste fait prob-

² Cf. Hervé Le Bras, « Le retour des trois droites », *Le Monde*, 30/11/2016.

lème et a été l'enjeu de débats nombreux entre historiens. Une première thèse sur ses origines est royaliste et assimile la France au peuple Franc conduits par des dynasties de rois : les Mérovingiens, les Carolingiens, les Capétiens. Parmi eux, Clovis est celui qui a la préférence parce qu'il est le premier à dominer de vastes territoires entre le Rhin et la Seine et aussi parce qu'il symbolise la naissance d'une France chrétienne avec son baptême à Reims en 498. Napoléon, inspiré progressivement de références monarchiques, parla de « la France de Clovis au Comité de Salut public » ! La France républicaine elle-même, à travers les manuels d'histoire de Lavissee³, put inculquer au fil de la Troisième République, une idée reprise par Nicolas Sarkozy « Notre pays s'appelait jadis la Gaule et ses habitants les Gaulois ». Mais, dans l'histoire républicaine du 19^e siècle, l'emporte sur la référence religieuse l'idée de l'apparition d'un territoire dont les contours encore assez flous tendent vers les dimensions de l'hexagone moderne. Mais cette thèse est en concurrence, sous la Troisième République avec une autre origine de la « nation France », celle qui fait partir l'histoire du pays du célèbre partage de l'Empire de Charlemagne par le traité de Verdun en 843, une date qui ferait alors celle du royaume de Charles le Chauve, donc une nation de onze siècles, chronologie arrondie à mille ans pour célébrer, il y a quelques temps, l'anniversaire du sacre de Hugues Capet, en contrepoint de celui de la Révolution française, en 1987.

Dans cette longue comptabilité fixant les doctrines qui ont accompagné les combats du patriotisme français et ses dérives nationalistes, la droite et la gauche se sont affrontés mais elles ont souvent partagé l'idée d'une chronologie commune et célébré dans un patriotisme des origines des héros commun : Bayard, Richelieu, Colbert... Ni la gauche, ni la droite ne pouvaient rejeter une si longue histoire dans laquelle s'est formé un territoire⁴. La gauche, comme la droite, ont été de même attachées au fait de montrer que la France s'était construite autour d'un Etat, monarchique d'abord puis républicain. Droite et gauche enfin ont pu soutenir que l'histoire nationale s'était faite en mettant en avant le primat de la langue française, parlé au moins par les élites de l'Etat, le bilinguisme entre le Français et les langues locales n'ayant jamais posé de véritable problème, sauf pendant l'offensive de la République jacobine qui stigmatisait « la réaction qui parle bas-breton » !

Mais ce qui est en cause dans le débat actuel sur l'idée de nation n'a que de lointains rapports avec la représentation historique que s'en faisait encore le général de Gaulle dans une phrase célèbre : « Vieille France, accablée d'histoire allant et venant sans relâche de la grandeur au déclin mais redressée de siècle en siècle par le génie du renouveau... » Cette idée de la nation, rappelait Maurice Agulhon, relève d'un patriotisme des origines, elle appartient à la culture, elle est une référence mémorielle qui s'impose encore dans de nombreuses commémora-

³ Cf. E. Bourdon – P. Garcia – F. Pernot (dir.), *Lavissee : le roman national comme patrimoine scolaire ?* Paris, Editions de L'œil, 2016.

⁴ Colette Beaune, *Naissance de la nation France*, Paris, Gallimard, 1985.

tions, elle parle à travers quelques symboles, des monuments dont beaucoup sont devenus des énigmes pour les sociétés actuelles⁵.

Cette conception de la nation que nous venons d'évoquer a fait débat en France lorsqu'on a voulu en fixer les origines du pays dans une bataille politique qui a perdu désormais beaucoup de son intensité dans la synthèse mémorielle que tous les gouvernements de la V^e République se sont efforcés de bâtir pour pacifier leurs rapports à l'histoire. Ce qui est en cause dans le débat actuel sur la nation qui oppose le néo-libéralisme européen et les formes très variées d'un retour à une défense des frontières nationales est très différent et nécessite dans le cas de la France de revenir à la Révolution.

Si la Révolution française s'est considérée volontiers comme l'héritière des rois bâtisseurs de l'Etat, elle a néanmoins introduit une rupture fondamentale dans la perception de l'identité de la France, rupture associée à un type d'état territorial rationnel, associant l'accès progressif à la lecture, le souci d'une instruction de masse, l'unification linguistique, l'exercice d'un pouvoir politique qui s'est démocratisé, l'extension de l'économie de marché dans un modèle de développement qui depuis les Girondins inscrit étroitement la liberté économique dans le cadre de la nation. Cette idée de la nation était fondée sur l'universalisme de ses principes ce qui fit dire à Brissot face à l'aristocratie des émigrés: « Un patriote français est un patriote universel car la patrie commence avec la liberté et la liberté dépasse la France ».

La frontière à laquelle se réfère aujourd'hui des idéologies nationalistes en Europe n'avait pas pour fonction alors de délimiter un territoire de la différence et du rejet de l'autre, elle manifestait surtout le souci de créer un espace du collectif dans lequel les individus, comme les régions, pourraient accéder à l'égalité dans un destin commun. Au-delà cette frontière délimitait à l'opposé d'une Europe des princes économiquement cosmopolite un socle protectionniste sur lequel une nouvelle économie nationale a permis à la France d'échapper à la désindustrialisation promise à beaucoup de pays d'Europe confrontés à l'arrivée des marchandises anglaises à bas prix.

Cette idée de la nation a traversé l'histoire contemporaine et alimenté un patriotisme révolutionnaire qui, face à l'Europe des aristocraties, s'est incarné dans la geste populaire de 1830, de 1848, ou de 1871. La droite monarchique et catholique ne s'est toutefois pas laissé enfermer dans la figure de l'émigré hostile à la nation France⁶. Dès l'épisode de la Restauration elle a exalté ses héros comme Jeanne d'Arc⁷, mais aussi ses rois chrétiens et leurs grands serviteurs. Le romantisme a donné une dimension sentimentale et héroïque à cette idée conservatrice de la nation qui réapparaîtra encore au moment de la conquête de l'Algérie ou encore en mineur dans la

⁵ *Les lieux de mémoire*, « La nation » 3 vol, sous la direction de Pierre Nora, Paris, Gallimard, 1984-1992.

⁶ Cf. Pierre Gourinard, *Les royalistes français devant la France dans le monde (1820-1859)*, Nîmes, Latour editeur, 1992.

⁷ C'est en 1819 qu'est inauguré le Musée de Domrémy consacré à Jeanne d'Arc, cérémonie accompagnée aussi de l'inauguration d'une statue qui lui est consacrée.

réponse à l'appel de Gambetta en faveur de la défense nationale en 1870. Mais cette idée de la nation va avoir pour issue un nationalisme moderne au tournant des années 1880 et elle va se doter d'un corps de doctrine opposé à la tradition républicaine. Ce nationalisme donne alors la priorité exclusive aux intérêts définis comme nationaux avant toute considération philosophique ou humanitaire et se charge dans le sillage de l'Affaire Dreyfus, les écrits de Barrès dans le camp républicain, ou de Maurras dans le camp monarchique, de connotations xénophobes et antisémites⁸. Deux idées antagoniques de la nation s'imposent alors au tournant du XX^e siècle : la France on l'aime parce qu'elle est la fille aînée de l'Eglise, le pays où l'on est né (une nation du reste presque réduite à la Lorraine chez Barrès) ou bien la France est le porte drapeau du droit et de la justice définis par les Lumières et la raison, et elle est fixée dans ces principes par le souffle de la Révolution française sur l'époque contemporaine⁹.

Ces deux interprétations opposées de la nation ont été dépassées dans une formule commune qui est celle du patriotisme de 1914¹⁰. Un temps contesté par l'antimilitarisme anarchisant de la CGT et le nationalisme exacerbé de la droite, la guerre imposée à la France par l'Allemagne a fait émerger un « patriotisme défensif » traduit politiquement dans « l'Union sacrée ». Cette formule politique restera comme la référence presque absolue du sentiment national pour tout l'entre-deux-guerres, une référence accompagnée de la dimension tragique du sacrifice de toute une génération sur les champs de bataille, une génération d'hommes qui ont tenu précisément dit-on parce que « la France était une vieille nation ».

Toutefois la dimension inhumaine du sacrifice imposé à tant de jeunes Français, de manière rétrospective, a fait débat en particulier chez les anciens combattants qui ont développé un pacifisme dont la formule clef a été : « Plus jamais ça ». Ce pacifisme a pris des visages et des teintes différentes : antipatriotisme du parti communiste, antimilitarisme des anarchistes, pacifisme idéaliste des radicaux et de la SFIO soucieux de se tourner désormais vers le droit international pour trancher les conflits, pacifisme d'une droite plus hostile au Front populaire qu'à la menace d'Hitler¹¹... Cet éclatement du pacifisme a joué contre la nécessaire lucidité qui aurait du mobiliser la nation contre le nazisme et nombre d'historiens voient dans cette « baisse du moral de la nation » la cause profonde de la défaite de 1940 face à l'armée d'Hitler.

La Seconde Guerre mondiale a fait encore profondément évoluer les composantes du sentiment national français. Dans le sillage du régime de Vichy s'est précisé un nationalisme associé à la collaboration avec l'Allemagne et expression d'une xéno-

⁸ Bertrand Joly, *Nationalistes et conservateurs en France, 1885-1902*, Paris, Les Indes savantes, 2008.

⁹ Cf. Suzanne Citron, *Le mythe national, l'histoire de la France en question*, Paris, les Editions ouvrières, 1989.

¹⁰ Cf. Maurice Agulhon, *Nation, patrie, patriotisme en France du Moyen Age à nos jours*, Documentation photographique, 1997.

¹¹ Michel Winock, *Nationalisme, antisémitisme, et fascisme français*, Paris, Seuil, 1990.

phobie et d'un racisme né au fil de la crise des années 1930. C'est dès 1927 que sont apparues les premières lois qui prononçaient la déchéance de nationalité, mais c'est sous le gouvernement de Daladier, un des acteurs du Front populaire qu'ont été pris les décrets-lois de 1938 qui légalisaient l'internement des « étrangers indésirables », loi qui atteignaient tous ceux qui commettaient des actes jugés « incompatibles avec la qualité de Français ».

Cette politique put trouver des défenseurs chez un avocat comme René Gontier l'auteur de *Vers un racisme français* qui voyait, dans la chasse aux antinationaux, « un aspect de la défense nationale ». Ce dernier se donnait aussi pour objectif de défendre l'identité nationale contre l'immigration coloniale : « Si la France – disait-il – n'adopte pas un racisme sage, j'estime que le génie de notre peuple est gravement menacé ... le mélange des juifs et des Français est à réprouver et cela à cause de leur qualité de blancs métissés de sang nègre et jaune ».

Les mesures sur la nationalité prirent encore une autre dimension à partir du 3 octobre 1940¹². Les travaux récents de Claire Zalc sur la déchéance de nationalités¹³ montrent que 15 000 français se sont vus retirer leur nationalité sous Vichy en vertu de la loi du 22 juillet 1940, tandis que 450 000 dossiers de révision d'immigrés naturalisés depuis 1927 étaient soumis à examen dans une logique de purification ethnico-sociale voulue par un régime qui mettait en avant pour formuler un choix, des critères de moralité, de patriotisme suspect associé à une identité réprouvée : juif, roumain...

On a pu toutefois avoir le sentiment d'une restauration de l'idée de nation dans ses racines révolutionnaires à travers la Résistance, les initiatives du général de Gaulle, la participation de la France au combat final qui lui permit de siéger à nouveau parmi les grandes puissances pour régler le sort de l'après guerre. En dépit de ce redressement, la France ne retrouva pas alors une image de la nation comparable à celle qu'elle avait imposée dans sa victoire de 1918. La victoire sur l'Allemand – dit Maurice Agulhon – fut aussi une victoire sur un ennemi intérieur, Vichy ; et elle eut « un goût de guerre civile », en résumé, elle fut la victoire d'une minorité de la France et non celle de toute la nation, en tenant compte encore du fait qu'elle avait été obtenue avec le concours des Alliés. La France n'était plus une puissance mondiale, ce qui se vérifia encore par la perte de l'empire colonial accompagné d'une prise de conscience progressive que cette grandeur impériale de la nation avait été fondée sur une colonisation violente et injuste. La mission civilisatrice de la France, orgueil de la nation se trouvait désormais contestée.

Toutefois, ce déclin de l'image de la « nation France » a été enrayé par un enchaînement de faits qui ont marqué l'histoire du pays de 1945 aux années 1980. « L'Esprit de 1945 », issu de la Résistance, s'est accompagné de l'énoncé de nouvelles formes de loyauté civique qui tiennent au fait que la nation devait assurer aux

¹² Cf. Gérard Noiriel, « Vers un racisme français », *Le Monde*, le 27 septembre 2016.

¹³ Claire Zalc, *Dénaturalisés. Les retraits de nationalité sous Vichy*, Paris, Seuil, 2015.

individus le progrès, la mobilité sociale, la protection à l'égard des maux qui ont affecté les nations au 19^e siècle : maladie, vieillesse, absence d'éducation... La nation soutenue par une croissance forte, fut alors refondée dans une formule nouvelle associée à la promesse d'une universalisation du bien-être et de la sécurité. Cette mutation confia à la puissance publique un rôle redistributif du revenu social beaucoup plus important que celui qu'elle avait pu avoir au 19^e siècle. Durant cette période, la force du discours gaullien reposa sur le souci d'associer à cette modernité, la légitimité d'un passé millénaire et des liens tissés avec la gauche communiste par la résistance commune au fascisme.

Un nouveau tournant est pris dans les années 1980, avec la présidence de François Mitterrand et un changement profond dans les rapports entre la France et l'Europe, changement qui se traduit alors par un effacement progressif de l'idée de nation au profit de l'Europe, au point de faire de l'Europe « une nouvelle nation ». S'impose alors l'idée d'un déclin accepté de la nation française au profit d'une identité européenne définie comme un système de vie collective supérieur, fondé sur un droit universaliste, la démocratie libérale et une promesse de prospérité permanente. Cette évolution n'associe plus directement les droits de l'homme au souvenir de la Révolution française (dont la violence est désormais condamnée) mais à une opposition frontale aux régimes totalitaires, autant de thèmes qui s'imposent avec la « chute du mur ». La nation prend désormais une dimension négative : la nation c'était la guerre ; l'Europe, c'est la paix, affirmation assortie d'une bonne conscience collective sans frontière qui renvoie au passé le patriotisme et le sentiment national.

L'idée de nation a alors été repoussée sur les extrêmes du spectre politique et peu à peu marginalisée. Il y a un patriotisme du PCF de l'époque opposé à la pression de l'impérialisme américain, mais il va être réduit dans l'Union de la gauche mise en place par F. Mitterrand après 1981. Il y a aussi un nationalisme d'extrême droite, celui de Jean-Marie Le Pen, mais d'une part il est renvoyé très négativement au passé de Vichy et aux putschistes de l'Algérie française et, d'autre part, il est coupé du nationalisme classique de la droite, lui-même affaibli dans la mesure où l'Eglise catholique cesse de le soutenir quand la droite devient clairement favorable à l'Europe.

Une nouvelle métamorphose de l'idée de nation s'impose encore dans les années 1990-2000. L'indice de cette évolution se trouve dans l'effondrement de la gauche aux élections présidentielles de 2002 et la présence de J. M. Le Pen au deuxième tour de cette consultation électorale, épisode politique révélateur d'une crise profonde qui fait resurgir l'idée de nation de façon nouvelle. En arrière-plan de cette crise, il faut prendre en compte la mondialisation des échanges de capitaux et de marchandises apparue dans les années 1980 et amplifiée après la chute du Mur. Le basculement est aussi contemporain de la libéralisation financière qui se joue désormais des frontières nationales en Europe, de la mise en œuvre des politiques de convergence préparatoires au lancement de l'euro et de l'accélération spectaculaire des délocalisations qui amorcent un cycle de désindustrialisation dans de nombreux pays européens.

Ces évolutions font perdre à cadre national ses moyens d'assurer la cohérence d'une construction bâtie sur les ruines du Second conflit mondial, une construction dans laquelle s'articulait étroitement la maîtrise du marché national, des politiques sociales progressistes, un Etat protecteur et un renouveau des valeurs démocratiques. A l'œuvre, alors, dans cette évolution, des mécanismes propres à détricoter le tissu de la société et à rendre beaucoup plus aléatoire le sentiment d'appartenance à une communauté nationale, sans que, dans le même temps une mondialisation techno-économique qui se veut « celle d'un monde qui réussit » puisse engendrer une culture commune de substitution.

Avec cette évolution réapparaît une idée de la nation qui est revendiquée sous des formes inédites. Toutes s'éloignent, d'une manière ou d'une autre, du modèle d'Etat-nation classique et expriment en revanche le malaise et les difficultés d'une société confrontée à des déséquilibres économiques et sociaux majeurs liés à des politiques d'austérité, de mise en cause de l'Etat social et au chômage de masse. Le sentiment d'impuissance de l'Etat qui, en France, a été le pilier de la construction de la nation, donne à cette crise une dimension particulière.

Mais cette évolution ne peut se comprendre si on ne prend pas en compte la mutation du paysage intellectuel français. Une lame de fond idéologique qui prend sa source dans les années 1980 balaie l'héritage politique du gauchisme des années 1960, mais plus profondément s'attaque au tissu d'un progressisme français dans lequel la Résistance, le parti communiste ont joué un rôle décisif. Ce tournant intellectuel d'abord libéral, puis conservateur, enfin très vite réactionnaire, remet en cause les caractéristiques du vieux fond politique hérité de la Révolution française et porté par la gauche combattante au fil de l'histoire contemporaine.

En 1989, François Furet, dans le contexte des manifestations du bicentenaire de la Révolution française, sur ce point, ouvre la voie à un puissant mouvement qui en dénonçant la violence politique du jacobinisme fait le lien entre la Révolution française et les pays communistes, le tout étant confondu dans ce qu'il est convenu d'appeler alors le « totalitarisme »¹⁴. Une autre étape se dessine au fil des années 1990 avec l'apparition d'une vague néo-réactionnaire faite d'intellectuels qu'on va bientôt appeler « identitaires ». Ce mouvement composite fait confluer des personnalités venues d'horizons très différents : anciens gauchistes des années 1960 ralliés à la révolution conservatrice, mais aussi droite de tradition maurassienne qui retrouve alors une nouvelle jeunesse dans le régionalisme chouan ou dans les combats contre le « laxisme » des mœurs, un « laxisme » dans lequel le droit à l'avortement figure en bonne place.

Ce discours qui vise en premier lieu « l'esprit de 68 » est fondé sur la crainte d'un déclin, la revendication d'une pureté identitaire originelle de la « nation France » opposée alors à un étranger dont la particularité – à la différence d'un Barrès qui

¹⁴ François Furet, *Le passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XX^e siècle*, Paris, Calmann-Lévy, 1995.

dénonçait l'ennemi allemand – est d'être déjà sur le sol français sous la forme d'une immigration incontrôlée. Mais au-delà d'un discours xénophobe, c'est une métamorphose véritable de la représentation de la nation et de ses fondements qui se profile dans une critique de l'égalitarisme, du multiculturalisme, de l'antiracisme et du laxisme à l'égard des progrès de l'Islam. L'identité de la nation est alors celle d'une France malheureuse, d'une France en voie de désagrégation et contrainte désormais pour survivre de retrouver ses racines ethno-religieuses oubliées.

Cette révolution conservatrice transforme profondément le débat qui a opposé, jusque-là, la droite et la gauche sur la question de l'identité de la nation. Le changement le plus voyant est celui de la poussée d'une extrême droite qui s'était marginalisée sous le gaullisme et qui occupe désormais un espace considérable avec un Front national qui place la question d'une défense de la nation au cœur de son programme. Mais si le vieux fond de l'extrême droite nationaliste ne disparaît pas de son paysage politique, l'ampleur du mouvement tient au fait que, dans son discours, la nation, définie comme celle des Français de souche, a pris aussi un sens plus large et sensiblement différent de celui du nationalisme classique défendu par la droite. Le terme de nation, associé fréquemment à celui de « patriote », ne renvoie pas seulement à l'histoire de l'extrême droite, tout comme sa base sociale qui s'est élargie à une partie importante d'un monde du travail en crise et cela au détriment des formations de gauche ou de la droite classique.

Les progrès du Front national tiennent en effet largement à sa capacité de se faire le porte-parole des perdants de la mondialisation, des victimes d'une politique néolibérale portée par les institutions européennes de Bruxelles, d'une population qui nourrit un sentiment d'injustice et qui associe étroitement insécurité identitaire et insécurité sociale¹⁵. Cette mutation idéologique est aussi celle d'une société minée par le chômage de masse, la précarisation, l'appauvrissement de la jeunesse, le déclassement de la classe moyenne, le recul de la solidarité de classe au sein des couches populaires. L'ancrage géographique de l'extension de ce nouveau nationalisme est du reste différent de celui des fiefs classiques de l'extrême droite. Le vote Front national, ancré à l'origine dans un espace urbain, est devenu un phénomène périurbain et de petites villes¹⁶.

Ce nouveau nationalisme qui modifie profondément les références classiques à l'idée de nation est le symptôme d'une crise plus globale du lien social causé par l'affaiblissement des institutions de socialisation : famille, partis, syndicats mais aussi de l'école qui a été source d'espoir et d'émancipation de la nation républicaine et qui aujourd'hui perpétue les clivages sociaux et même les aggrave.

¹⁵ Joel Gombin, *Le Front national*, Paris, Eyrolles, 2016.

¹⁶ Sylvie Crépon – Alexandre Dézé – Nonna Meyer (dir.), *Les faux-semblants du Front national. Sociologie d'un parti politique*, Paris, Presses de la Fondation de sciences politiques, 2015 ; Annie Collovald, *Le « populisme du FN » : un dangereux contresens*, Paris, Editions du Croquant, 2003.

Cette mutation de l'idée de nation n'est pas limitée au Front national car on en voit aussi les effets sur la droite traditionnelle qui tente de reconquérir un terrain politique perdu au sein des classes populaires et des classes moyennes. On a pu en prendre la mesure dans les élections présidentielles de 2007 qui ont porté Nicolas Sarkozy à la tête de la France dans une campagne inspirée par Patrick Buisson, militant de l'extrême droite. Plus tard dans le quinquennat, le discours du président à La Chapelle en Vercors, discours qui s'est voulu « une ouverture d'un débat sur l'identité nationale » a précédé, dans la radicalisation de la droite d'origine gaulliste, la mise en place d'un éphémère Ministère de l'identité nationale avant qu'un Musée de l'histoire de France voué à exalter un nouveau « roman national » dans lequel la droite pourrait retrouver ses références échoue de la même manière.

Les dernières évolutions de la droite à l'approche des élections présidentielles de 2017 mettent en évidence les nouvelles inflexions idéologiques du conservatisme classique pour s'approprier à nouveau, face au Front national, une représentation de la nation susceptible de lui apporter en se revendiquant d'un « vrai peuple de droite », un socle majoritaire dans l'horizon politique français. François Fillon a repris un discours de célébration de la fierté nationale, des « valeurs françaises », une identité qui renoue désormais avec le conservatisme moral des réseaux catholiques de droite, voire d'extrême droite sur les questions sociétales. Cette évolution se traduit par le retour en force de références conservatrices puisées dans un électorat catholique de l'ouest français¹⁷. Mais ce nouvel effort de la droite pour se donner à nouveau la légitimité d'incarner la nation se heurte aux contradictions très fortes du lien opéré entre un conservatisme sociétal affiché et un libéralisme économique débridé qui désigne comme ennemi principal l'Etat-providence français devenu depuis 1945 une composante essentielle dans la reconstruction d'une nation consensuelle. La très faible participation des milieux populaires à la consultation électorale de la primaire de la droite qui a enthousiasmé les catégories les plus aisées de la population montre les limites de la contre offensive de la droite pour s'imposer à nouveau comme nouvelle boussole de la « nation France ».

Les mutations idéologiques suscitées par la crise des politiques néo-libérales poursuivies depuis le tournant des années 2000 ont aussi suscité une profonde évolution de la gauche social-démocrate qui, portée au pouvoir en 2012, a tenté de faire du parti socialiste « le parti de la nation »¹⁸. Cela s'est traduit par l'apparition d'un discours martial dans lequel le président, présenté comme un « chef de guerre » face à la menace d'un terrorisme venu de l'étranger est allé jusqu'à puiser dans l'arsenal des idées de l'extrême droite un nouveau projet de loi sur la déchéance de nationalité. Les frontières entre république et nationalisme se sont également brouillées dans le discours « valsiste » de l'autorité et dans l'héritage revendiqué de Clemenceau, « père la victoire » d'une république forte, à défaut d'être sociale. Dans

¹⁷ Cf. Le Bras, « Le retour des trois droites », *op. cit.*

¹⁸ Cf. Jean-Christian Vinel (dir), *Conservatismes en mouvement*, Paris, Editions de l'EHESS, 2016.

cette transformation de la gauche « classique », la laïcité républicaine est devenue le terrain d'une surenchère identitaire opposée aux communautés immigrées et non plus un principe de régulation entre Etat et religion. La laïcité, pensée à l'origine comme un instrument de réunion de la nation, s'est trouvée alors interprétée de manière intolérante et brutale jusqu'à devenir un facteur de division.

On peut mesurer ainsi les extraordinaires métamorphoses de l'idée de nation dans la France contemporaine. Cette « nation France », dans tout un discours politique, s'est longtemps confondue avec une longue histoire du pays interprétée, dans sa dimension catholique et monarchique, comme un territoire, un Etat, une langue. La droite comme la gauche ont pu assumer fréquemment cet héritage, mais avec la Révolution française s'est imposée une autre image de la nation, celle qui, liée à un Etat rationnel soucieux d'assurer une instruction de masse et un exercice démocratisé de la politique, a dessiné les contours d'une nation moderne en rupture avec le passé. La « nation France » s'est alors fixée sur le socle solide de la République et a trouvé son expression la plus classique dans la Grande guerre et une « Union sacrée » qui a associé dans un même patriotisme la gauche et la droite.

Ce socle s'est délité au fil du 20^e siècle quand la France a perdu son rayonnement international de grande puissance et son empire. Mais la nation s'est refondée solidement en rupture avec les nationalismes de l'entre-deux-guerres quand elle s'est identifiée, dans « l'Esprit de 1945 », à une république plus sociale réglée par un Etat-providence protecteur des citoyens, mais aussi nouveau bouclier de la démocratie politique. Cette idée de la nation née d'un rejet du régime de Vichy est désormais affectée de déséquilibres profonds sous les coups portés par la mondialisation économique au « village français ». « L'idée de nation », malmenée, est en profond désarroi face une société affectée par la désindustrialisation, le chômage de masse, le délitement des liens sociaux, l'effondrement de ses repaires politiques les plus simples. Cette crise a profondément transformé le sentiment national des Français, bousculé par une révolution conservatrice qui brouille d'autant plus le paysage politique qu'elle affecte à la fois la droite et la gauche du spectre politique français.

Nationalismes, irrédentismes dans les Balkans. L'implication du mouvement social pendant la période 1945-1989

ALEXANDROS DAGKAS
(Université Aristote de Thessaloniki)

Introduction

Dans notre étude sur la question nationale dans les Balkans, à l'entre-deux-guerres¹, nous avons discuté le rapprochement, en Macédoine, du mouvement ouvrier avec les séparatistes slavomacédoniens et la tentative sans succès de renverser, avec une lutte armée, les régimes bourgeois dans la région. L'alliance des communistes avec les slavomacédoniens a continué, dans le territoire macédonien, pendant l'occupation des Balkans, en 1941-1944, par les armées des fascistes, allemandes, italiennes et bulgares, ayant comme but la victoire nationale-libératrice contre les puissances de l'Axe, mais en même temps, dans un deuxième volet, ayant comme but la libération sociale des populations de diverses nationalités de la région. Dans la présente étude, nous discutons la suite de cette histoire de révolte nationale et en même temps sociale, en montrant l'évolution paradoxale de la politique des deux camps belligérants pendant la « Guerre froide », États du système socio-économique du capitalisme et États du communisme, en ce qui concernait la question nationale.

Les nationalismes en Europe

Le processus de conflit entre les deux mondes fut mis à nouveau en mouvement, après l'intervalle de l'alliance pendant la Deuxième Guerre mondiale. La confron-

¹ Cf. Alexandros Dagkas, « Nationalismes, irrédentismes, changements de frontières dans les Balkans. L'implication du mouvement social, du début du XX^e siècle jusqu'à la veille de la Deuxième Guerre mondiale », *Nations, nationalismes, nationalités, minorités dans l'espace euro-méditerranéen, 1903-1945*, Rencontres Universitaires Internationales, Université de Corse, 19-20 novembre 2015 (actes sous publication).

tation de la « Guerre froide » se caractérisa par l'utilisation de tous les moyens disponibles (la concurrence économique, les mesures politiques, l'érosion idéologique, et l'instrumentalisation du facteur culturel). Plus au fond de chacune des fractions mondiales, faisaient rage les conflits intérieurs. La différence dans l'expression des oppositions était que, dans le camp du capital, dans les métropoles se développaient des divisions qui toutefois ne portaient pas atteinte à l'accumulation du capital (à savoir, ne heurtaient pas la combattivité de ce camp). Au contraire, dans le système communiste, les expressions des tendances communistes centrifuges sapèrent le modèle « marxiste-léniniste » et le « socialisme réellement existant ».

Parmi d'autres facteurs culturels critiques, l'enjeu était le nationalisme.

Dans les recherches sur le passé du mouvement communiste, était apparue l'appréciation – sans indiquer de connotation idéologique – que la mort de Joseph V. Staline était le début de la fin².

L'intention qui peut être attribuée au dit « stalinisme », lorsque, dans chaque territoire sous domination communiste, il nivela les cultures nationales, ainsi que les élites nationales, était la dévalorisation du nationalisme pour soutenir l'élément de classe du mouvement social. La même tactique à l'envers fut maintenue, de la part des communistes, face aux pays de la périphérie du capitalisme, contre l'inégalité de classe du système social bourgeois et de l'impérialisme, en attisant le nationalisme des nations socialement subordonnées.

La situation que nous constatons, dans le camp communiste, pendant la confrontation avec les anticommunistes, se caractérisait par l'effort étatique de dévaloriser, à l'intérieur, le nationalisme et d'encourager, à l'extérieur, le nationalisme des peuples opprimés par le capitalisme. À l'opposé, dans le camp capitaliste, on pourrait regarder l'effort étatique d'encourager, à l'intérieur, le nationalisme parmi les peuples des métropoles et de décourager, à l'extérieur, dans les pays subordonnés, le nationalisme des peuples opprimés.

Avec la fin du « stalinisme » et la libéralisation des régimes communistes pendant la direction de Nikita S. Khrouchtchev, il y eut de terrain, dans le monde communiste, pour que les services occidentaux soutiennent les forces nationales et nationalistes au sein de chaque pays de l'Europe du Sud-Est et même au sein de l'Union soviétique. Les Soviétiques défendaient leur position à deux niveaux. Idéologiquement, ils offraient une proposition rationnelle, en prévoyant le dépassement des facteurs culturels (le nationalisme) qui mettaient un frein à la diffusion de l'optique communiste (lutte des classes) et de son expression politique subséquente (régime communiste). Pratiquement, en même temps, ils prenaient des mesures efficaces (les surveillances, l'imposition du secret, la collecte de renseignements, l'oppression des dissidents et autres). Une conduite pragmatique était affichée, qui, à certains moments, aboutit à des choix apparemment exagérés.

² Cf. François Furet, *Le passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XX^e siècle*, Paris, Robert Laffont – Calmann-Lévy, 1995, p. 502.

Les paradoxes dans le Sud-Est européen

Au sein d'une évolution curieuse (la Bulgarie était prosoviétique, l'Albanie prochinoise, la Yougoslavie non-alignée, la Roumanie en faveur du communisme national), on peut constater qu'après 1945, la guerre des nationalismes dans les Balkans se répétait inversement, créant une situation paradoxale.

Pendant la durée de l'entre-deux-guerres, les communistes cherchèrent la révolution et le renversement du statu quo avec en filigrane la question nationale. Face à la puissance des régimes bourgeois dans les Balkans, l'état-major communiste élaborait un plan de leur renversement, s'appuyant sur les problèmes nationaux et sur la question des minorités dans la région. On avait repéré le point vulnérable, la Macédoine, et le véhicule potentiel, les slavomacédoniens et leur organisation, l'Organisation révolutionnaire macédonienne intérieure (VMRO), avec ses hommes armés. Des ordres avaient été donnés aux partis communistes locaux (sections de l'Internationale communiste) de matérialiser le but. Dans le cas inverse, après la Seconde Guerre mondiale, l'existence de ce groupe national créa des problèmes au sein du camp communiste, avec les différends des Yougoslaves et des Bulgares. En outre, ce qui était le point vulnérable des régimes bourgeois de l'entre-deux-guerres, grec, bulgare et yougoslave, se transforma à un atout des anticomunistes, qui recherchèrent la contre-révolution par le biais de l'implication des nationalismes dans les projets de renversement des régimes communistes.

Les paradoxes étaient présents à l'intérieur de la Yougoslavie socialiste, à la République socialiste de Macédoine, avec, dans le centre de la société, les communistes slavomacédoniens. Autour, les autres communistes, les Yougoslaves restants, les Albanais, les Bulgares, les Grecs, obéissaient culturellement à des formes pré-établies – chaque groupe national selon l'« imaginaire » de ses membres. Le régime yougoslave avait des hommes qui se reconnaissaient, dans leur vie culturelle, au sein de leurs caractéristiques communes. Il restait au parti communiste à les intégrer dans la Yougoslavie socialiste³. Contrairement au « stalinisme », qui dévalorisait le nationalisme, le parti communiste yougoslave prêta une attention accrue au renforcement de la conscience nationale particulière de chaque groupe, spécialement des slavomacédoniens.

Il est à noter que les slavomacédoniens constituaient un peuple qui avait subi des souffrances⁴. Pendant l'occupation fasciste de 1941-1944, ils avaient participé massivement dans la lutte partisane. En Grèce, après la fin de la résistance nationale (1945-1946), leur critère était le succès de la lutte contre le régime monarchiste-

³ Cf. Evangelos Kofos, « The Macedonian Question : The politics of mutation », *Balkan Studies*, vol. 27, n°1, Thessaloniki, 1986, passim.

⁴ Cf. Menelaos Tzimakas, *La Macédoine grecque, populations, migrations et territoires depuis le début du XX^{ème} siècle*, Thèse dirigée par Joëlle Dalègre, Paris, INALCO - Centre de Recherches Europe-Eurasie (CREE), 2014, pp. 231-235.

fasciste, se distinguant également pour leur participation au mouvement social. Au cours de la guerre civile grecque (1947-1949), les slavomacédoniens constituèrent le noyau de l'Armée démocratique, où ils composaient proportionnellement l'élément le plus nombreux (en proportion de 60 % de la population slavomacédonienne en Grèce par rapport à 4 % seulement des Grecs), et se révélèrent de glorieux combattants et commandants. Ils avaient subi un holocauste, avec des pertes innombrables. Après la défaite des communistes en 1949, ils se trouvèrent dans une position exceptionnellement difficile. Les slavomacédoniens cadres dirigeants de l'Armée démocratique furent accusés comme responsables de la défaite, parce qu'ils étaient agents de Tito (Tito était adversaire du parti soviétique sous la direction de Staline), et subirent des poursuites de la part du parti communiste grec (Parti communiste de Grèce) et de l'appareil d'État des pays communistes. Les combattants slavomacédoniens restants furent transférés, contre leur volonté, loin de leur patrie et se répartirent, en qualité de réfugiés politiques, en Union soviétique principalement et dans d'autres pays communistes de l'Est.

L'évolution jusqu'aux années 1980

La guerre, historiquement, apparaissait pour le mouvement communiste comme plus facile, en comparaison de la paix, et, à cet égard, en Yougoslavie, après l'occupation du pouvoir en 1944, la création d'une conscience sociale, qui pourrait pousser le potentiel humain vers des positions de soutien des demandes de classe et vers la défense du socialisme, était entravée par les difficultés d'édification du nouveau système social, par le faible niveau éducatif, par l'efficacité de la propagande « bourgeoise ». Par conséquent, fut renforcée la probabilité que soit créé un tissu social par l'utilisation, en même temps de la vision du socialisme, de l'argument de l'identité culturelle. Face au manque d'enthousiasme du côté de la population, le parti mit le poids sur la gestion du facteur culturel, avec en premier le paramètre de la mémoire populaire. Dans ce champ, la gestion du souvenir de la guerre composa le noyau de la propagande qui fut effectuée dans la masse des autochtones et des réfugiés slavomacédoniens. Les éléments qui constituaient la thématique étaient le parti communiste grec, le front slavomacédonien de libération nationale (NOF), l'Armée populaire de libération nationale (ELAS), la guerre civile grecque.

La propagande de l'État pour la mémoire populaire était intense, parce que l'unité de la fédération des démocraties yougoslaves se présentait douteuse. On prenait en compte la tendance de certaines forces sociales à s'éloigner du noyau communiste⁵. En ce qui concernait, par exemple, la crise de Hongrie en 1956, les

⁵ Cf. John Lampe – Mark Mazower (dir.), *Ideologies and National Identities. The Case of Twentieth-Century Southeastern Europe*, Budapest, Central European University Press, 2006, passim.

Yougoslaves ont donné leur feu vert à l'opération, sans exercer la moindre critique ; les adversaires estimaient qu'une libéralisation dans tous les pays communistes bénéficierait non le communisme national, mais plutôt la révolte contre l'appareil policier et certainement contre le communisme lui-même⁶.

La Yougoslavie, par des interventions continues et en ravivant les questions sensibles des relations étatiques, maintenait actuelle et vivante la question macédonienne. Mais l'État yougoslave ne posait pas ouvertement le sujet du changement de frontières, qui équivaldrait, à l'époque de la « Guerre froide », à une cause de conflit mondial. Il posait, au lieu de celui-ci, la question du rétablissement social et culturel des choses, la satisfaction morale de la population de la Macédoine yougoslave qu'ait été reconnue son identité, son passé, ses droits historiques, son sentiment de référence à un espace géographique. On soulignait l'impératif moral de la levée de l'injustice au détriment des réfugiés « macédoniens ». La question était posée – pour l'instant – sur des bases théoriques et idéologiques, non dans sa dimension politique. Ceux-ci sont toujours, bien sûr, les préludes des mouvements politiques à venir.

Les demandes slavomacédoniennes liées à la libération nationale qui avaient un rapport avec la guerre en Grèce se référaient à la question macédonienne par le biais d'une représentation qui associait ces éléments. Une construction idéologique, par laquelle serait déterminée l'unité de l'élément de classe avec celui national, était le défi pour le dispositif du travail théorique et idéologique des communistes de Macédoine – tout comme d'ailleurs pour les communistes de Yougoslavie. De longues heures furent consacrées à la discussion sur la question nationale – fait significatif de la connaissance, alors, de la gravité du problème – et une proposition théorique structurée fut en effet présentée. La ligne directrice se tournait vers l'approfondissement de l'égalité de droits des nations dans la communauté socialiste de la République socialiste de Macédoine. On considérait que la politique de l'égalité de droits véritable était un principe de base de l'édification des relations des peuples, et était favorisée par la stabilité du système politique du socialisme. Grâce à cette perception théorique, les communistes yougoslaves firent face – conformément à la conception qu'ils avaient eux-mêmes sur leur position politique et idéologique – « à la pratique et à la théorie stalinienne », qui prévoyait la régulation, dans le socialisme, des relations nationales sur la base de l'ainsi nommée « place dirigeante d'une nation »⁷ (de la responsabilité dirigeante d'une nation) dans une société multinationale. Il était possible que de telles théories résultent seulement de la violation du principe de l'égalité des peuples. Le parti communiste local (Ligue des communistes de Macédoine, branche de la Ligue des

⁶ Cf. Ministère des Affaires étrangères de la France, *Documents diplomatiques français*, 1956, vol. 3, Paris, Imprimerie Nationale, 1990, p. 134.

⁷ Cf. III Конгрес на сојузот на комунистите на Македонија [III^e congrès de la Ligue des communistes de Macédoine], Скопје, Култура, 1959, pp. 53-65.

communistes de Yougoslavie) s'opposait à l'opinion selon laquelle, dans le socialisme, le contenu de la question nationale se limitait à la question de l'intégration, en général, de celle-ci dans les droits démocratiques des nations, à l'égalité des cultures nationales et à l'égalité des droits, puisque la pratique de la construction du socialisme prouvait désormais que le mouvement de la base matérielle et des rapports sociaux socialistes était organiquement attaché au mouvement des rapports nationaux⁸.

La série des mouvements de la Ligue des communistes de Macédoine, que nous présentons, sur la gestion du souvenir de la guerre et sur la formation de la théorie sur le facteur de classe – national peut être lu en sens inverse. La nécessité d'« inventer » une issue à la question (multi)nationale yougoslave trouva un fondement dans la réalité de l'existence d'une couche en République socialiste de Macédoine (la génération de la guerre) qui était susceptible d'assimiler le message de classe – national et peut-être apte à transmettre cette nouvelle identité culturelle socialiste aux plus jeunes groupes démographiques.

Le modèle théorique combinant l'élément de classe à celui national fut au-delà enrichi par des éléments supplémentaires, comme la forme supérieure de la démocratie. En 1971, les communistes slavomacédoniens, lors de l'élaboration de la question de l'existence nationale des habitants de la République socialiste de Macédoine, notaient que l'égalité de droits dans l'autoadministration de la société socialiste était une condition indispensable à la confirmation nationale. Cependant, au cours de la projection du modèle théorique-idéologique, la menace éventuelle du dérapage vers le nationalisme était perceptible. Pour la création d'un tissu social, pour laquelle la condition économique (dans la République socialiste de Macédoine, elle était d'ailleurs embryonnaire en comparaison du niveau des régions yougoslaves développées) ne suffisait pas, rendant nécessaire le soutien à une acceptation morale, la fomentation de l'ancien sentiment ethnique risquait, dans la nouvelle circonstance, d'être changé en fondement nationaliste, développant des tendances d'irrédentisme. Favoriser une culture d'appartenance nationale était une éventualité pour acquérir des côtés d'expansionnisme. En contrepois, fut renforcée la propagande contre le nationalisme comme danger sérieux dans l'évolution du socialisme.

Après le décès de Tito, en 1980, le rappel de la question macédonienne était dû éventuellement à l'effort de la direction yougoslave de renverser les tendances centrifuges.

Les historiens slavomacédoniens étudiaient les thèmes du front slavomacédonien de libération nationale (NOF), de la guerre de libération nationale, de la révolution et de l'édification socialiste. Pendant les années 1980, amenés, avec tout le parti et le pays, vers la fin de l'expérience communiste, ils ont présenté des sentiments plus intenses d'amertume et une tendance à une rancune particulière.

⁸ *Ibid.*

Ils montraient, à nouveau, du doigt les responsables de la perte de la lutte, en 1949, en Grèce, en accentuant la conviction que le parti communiste grec utilisait les « Macédoniens » lorsqu'il avait besoin d'eux, tandis qu'à d'autres phases, lorsqu'il les ressentait comme une charge, il les abandonnait.

Les répercussions de la chute du communisme européen sur les idéologies

L'effondrement des régimes communistes en Europe, en 1989, convertit, dans la République socialiste de Macédoine, des sentiments mais aussi des idéologies⁹. Certains communistes slavomacédoniens, au lieu de s'attrister de la rétrogradation des pays communistes européens en démocraties parlementaires, ont changé de position, évoluant rapidement – comme il résulte de leur position idéologique dans leurs écrits – en anticommunistes. Les accusations contre le parti communiste grec l'appelant inconséquent et immoral revinrent et se déployèrent avec une mordacité abondante.

Le renversement du courant historique-idéologique de défense du communisme dans l'ancienne démocratie socialiste devenue démocratie parlementaire, dès que celui-ci perdit le soutien de l'État (et ses soins prodigués), allait de pair avec de récentes parthénogenèses – en réalité, intégration au service du nouveau régime social – d'écoles d'histoire, dans les anciens États communistes voisins, qui procédaient à une révision de l'histoire de chaque parti communiste.

D'autres historiens slavomacédoniens restèrent immuables sur leur position idéologique antérieure, mais se sentirent libres d'exprimer publiquement l'avis qu'ils avaient formé précédemment. L'historien le plus célèbre, Risto Kiriazovski, par une attitude différenciée, dans une certaine mesure, mais non par une expression intense, trouva une issue à sa rancœur sur la perte de la lutte de classe et démocratique (et nationale, bien sûr). Dans ses nouveaux textes, il n'insultait pas le mouvement communiste yougoslave collectivement, comme d'autres. Il se limitait à des accusations contre la direction du parti pour avoir trompé les « Macédoniens » lorsqu'il les plaça sous le parti communiste grec. Sa position s'approcha des opinions de ceux qui commencèrent à critiquer la direction du parti slavomacédonien, selon laquelle, face à la lutte de classe, les communistes avaient renié la lutte nationale.

Dans d'autres textes, Kiriazovski, dans une attitude évidemment influencée par la crise au sein du mouvement communiste, mit en avant une opinion historique confuse, tournée globalement contre les partis communistes grec et yougoslave. La narration des événements et des aspects de la guerre civile grecque était caractéris-

⁹ Cf. R. J. Crampton, *The Balkans Since the Second World War*, New York, Routledge, 2002, pp. 146-155.

tique. Il existait des vérités dans les éléments qu'il présentait (était révélé, parallèlement, le type de relations entre les réfugiés politiques slavomacédoniens, à Skopje, qui étaient les pires). Comme il écrira, très nombreuses étaient les victimes slavomacédoniennes de la politique des communistes grecs et yougoslaves¹⁰. Il resta jusqu'à la fin communiste, cependant il ne voulait désormais plus partager aucune vision avec ses semblables. Le fait que Kiriazovski tourna la recherche de la vérité historique dans une direction confuse, disant que, pour le malheur des « Macédoniens », les responsables étaient les communistes, contraire à celle qu'il soutenait dans le passé, signifiait que l'effondrement conduisit une partie des communistes slavomacédoniens à l'autre extrémité, au nationalisme.

Accusations slavomacédoniennes contre le parti communiste grec : complète confusion !

Les informations et les opinions qui étaient canalisées par les slavomacédoniens, anciens partisans de la guerre civile grecque, reflet des positions idéologiques sur la question de classe, sur le problème national et sur les autres paramètres des luttes antérieures, différaient de la construction qui, s'appuyant sur des sources historiques d'origine différente, prédomina en tant que principale estimation idéologique des adversaires du parti communiste grec. C'est une ironie des circonstances, que la critique slavomacédonienne contre le parti communiste grec l'exposait en tant qu'organisation sociale (abandon, après la défaite, des partisans qui l'avaient suivi dans la lutte de classe) mais l'innocentait du point de vue du gréco-centrisme (respect de la politique nationale contre les « Macédoniens »)¹¹. La critique était motivée par l'axiome selon lequel les « Macédoniens » luttèrent pour la Macédoine, non pour une Grèce socialiste. Avec pour exception les slavomacédoniens qui avaient développé une conscience socialiste, ceux restants obéissaient à l'incitation de lutter pour leur patrie, la Macédoine, tandis qu'ensuite, ils ne virent pas s'accomplir ni même le minimum, leur désir d'aller en République socialiste de Macédoine, mais furent envoyés par la force en tant que réfugiés politiques dans d'autres directions. La création de la République populaire de Macédoine dans le cadre de la République fédérale de Yougoslavie et la lutte que menèrent les « Macédoniens » de la Macédoine de l'Égée sous la direction du front slavomacédonien de libération nationale (NOF) pour leur autodétermination venait en

¹⁰ Cf. Ристо Кирјазовски, *Македонското национално прашање и граѓанската војна во Грција* [La question nationale macédonienne et la guerre civile en Grèce], Скопје, ИНИ, 1998, passim.

¹¹ Cf. Ιωάννης Μουρέλος – Ιάκωβος Δ. Μιχαηλίδης (dir.), *Ο ελληνικός Εμφύλιος Πόλεμος. Μια αποτίμηση. Πολιτικές, ιδεολογικές, ιστοριογραφικές προεκτάσεις* [La Guerre civile grecque : un bilan. Implications politiques, idéologiques, historio-graphiques], Αθήνα, Ελληνικά Γράμματα, 2007, passim.

opposition avec la politique sur la question nationale tant du parti communiste grec que du Parti communiste bulgare. Au fond, l'Institut d'histoire nationale, à Skopje, faisait la propagande de la position que la politique du parti communiste grec sur la question nationale était contraire aux intérêts nationaux des « Macédoniens ». Conformément à ces opinions, le parti communiste grec était patriotique non selon les prescriptions internationalistes mais seulement selon celles grecques, puisqu'il revendiqua les slavomacédoniens et tenta de les éloigner de la République socialiste de Macédoine. La tactique pour attirer les « Macédoniens » continua même ultérieurement, lorsque, après la normalisation des relations des partis yougoslave et grec en 1956, le parti communiste grec demanda au parti yougoslave que les communistes qui provenaient de Macédoine grecque – des réfugiés slavomacédoniens qui vivaient en Yougoslavie – puissent être membres d'organisations communistes grecques. « Naturellement les Yougoslaves refusèrent »¹². Ils ne souhaitaient pas octroyer au parti communiste grec la possibilité de récupérer un espace parmi les slavomacédoniens, anciens réfugiés politiques provenant de la Macédoine grecque (et de continuer à les revendiquer).

La lecture inverse de la dénonciation du parti communiste grec l'assainit dans la conscience des Grecs ayant une pensée ethnocentrique, déterminant un contour conformément auquel le parti fonctionna avec patriotisme et ne désavoua pas les droits nationaux.

¹² Cf. Ристо Кирјазовски, *Македонската политичка емиграција од егејскиот дел на Македонија во Источна Европа* [Les réfugiés politiques macédoniens du territoire de la Macédoine de l'Égée en Europe de l'Est], Скопје, Култура, 1989, p. 131.

Le football européen à l'aune de la Guerre Froide, 1947-1991

DIDIER REY

(Università di Corsica Pasquale Paoli)

Vendredi 13 août 1948, Londres, stade de Wembley, finale du tournoi de football des jeux Olympiques : l'équipe de Suède bat celle de la République socialiste fédérative de Yougoslavie par trois buts à un.

Samedi 25 juin 1988, Munich, Stade olympique, finale du Championnat d'Europe des nations, l'équipe des Pays-Bas bat celle de l'URSS par deux buts à zéro.

À l'énoncé des résultats précédents, situés aux deux extrémités de la période, il semblerait bien que, quelle qu'ait été la compétition concernée, amateur ou professionnelle, mondiale ou européenne, les sélections nationales des pays de l'Est n'aient guère connu le succès face à leurs adversaires du « monde libre ». Une lecture des palmarès des différentes coupes d'Europe réservées aux clubs¹ confirmerait l'impression première. Dès lors, si l'on s'en tient aux seuls résultats sportifs, vouloir s'interroger sur les rapports entre la Guerre Froide et le football peut sembler dénué d'intérêt.

Les choix effectués ici, de manière quelque peu provocatrice, ne correspondent, en fait, qu'à une part de la vérité, en occultant même une partie non négligeable. Il faut donc aller plus avant et s'interroger non seulement sur la réalité des terrains, mais également sur celle des coulisses, autrement dit sur les rapports de force, parfois subtils, qu'entretinrent les deux camps avec les organisations internationales chargées d'organiser les compétitions : le Comité international olympique (CIO) dans le cadre des Jeux Olympiques (JO), la Fédération internationale de football-association (FIFA), organisatrice de la Coupe du monde² et, à compter de 1954, de l'Union des associations européennes de football (UEFA³), responsable de

¹ Coupe d'Europe des clubs champions (C1), Coupe d'Europe des vainqueurs de coupes (C2) et Coupe des villes de foires puis de l'UEFA (C3).

² D'une périodicité quadri annuelle, la première se tint en 1930, la compétition fut interrompue à cause du Second Conflit mondial de 1938 à 1950.

³ Pour une approche synthétique de la création de l'UEFA, le 15 juin 1954, on se reportera à Antoine Maumon de Longevialle, *La création de l'UEFA*, disponible sur <http://www.wearefootball.org/PDF/la-creation-de-l-uefa.pdf>

la Coupe d'Europe des nations⁴ et des trois coupes d'Europe réservées aux clubs. Ce fut peut-être autant sur le « tapis vert » que sur les gazons que se joua la partie ; sans oublier « la mise en scène » de certaines équipes et de certains joueurs propres à représenter les « valeurs » du socialisme ou celles du capitalisme. C'est sur ces rapports que nous voudrions nous interroger ici, laissant d'autres aspects de côté du fait du cadre volontairement contraint de cette communication.

Dès lors, cette précision apportée, comment les pays des deux blocs tentèrent-ils d'imposer leur point de vue aux organisations internationales CIO, FIFA et UEFA ? Quelles en furent les conséquences en termes d'organisation des compétitions ? Comment cela se traduisit-il sur les terrains ?

Afin de tenter d'apporter un début de réponse à ces questions, nous nous pencherons tout d'abord sur les batailles diplomatiques que livra notamment l'URSS pour obtenir son affiliation aux organisations internationales ; ensuite, nous verrons que l'intégration des Pays de l'Est n'empêcha pas les conflits en tous genres ; enfin, nous nous intéresserons à « la vérité des terrains », aboutissant à une domination footballistique inégalement partagée ainsi qu'à la « mise en scène » de héros sportifs socialistes.

Avant de poursuivre, ouvrons ici une petite parenthèse et précisons d'entrée deux autres limites à cette courte analyse. La première concerne le cadre géographique que nous limiterons à « l'Europe de l'Atlantique à l'Anatolie⁵ », mais également à ses dépendances coloniales lorsque cela s'avérera pertinent. En effet, le Vieux continent non seulement matérialisait la coupure en deux du monde par le « rideau de fer » mais, de plus, concernant le football, apparaissait comme un terrain idéal de l'affrontement compte tenu de la puissance de ce sport et de sa place de choix dans la hiérarchie mondiale, où seuls quelques pays d'Amérique latine⁶ dictaient leur loi footballistique aux sélections nationales des pays européens. La seconde a trait au football féminin⁷, que nous laisserons de côté compte-tenu de son extrême faiblesse lors de la période concernée qui le place en dehors des enjeux internationaux de la Guerre Froide. Mais non pas en dehors d'enjeux nationaux comme, par exemple, dans les pays communistes où, malgré leur discours émancipateur, les gouvernements freinèrent la pratique du football féminin dès les années

⁴ Également quadri annuelle, la première édition se déroula en France du 6 au 10 juillet 1960 ; la compétition fut renommée Championnat d'Europe des nations en 1968. Les coupes d'Europe réservées aux clubs ayant, pour leur part, une périodicité annuelle.

⁵ Pour reprendre les termes de Paul Diestchy, *Histoire du football*, Paris, Perrin, 2010, p. 359 ; il s'agit de l'ouvrage en langue française qui offre actuellement la meilleure approche de l'histoire de ce sport.

⁶ Il s'agissait, dans les limites chronologiques qui sont les nôtres, de l'Argentine, championne du monde en 1978 et en 1986, du Brésil, champion du monde en 1958, en 1962 et en 1970 ainsi que de l'Uruguay, champion du monde en 1950.

⁷ Concernant le football féminin sur le Vieux continent, on pourra consulter Xavier Breuil, *Histoire du football féminin en Europe*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2011, 339 pages.

1970, avec des arguments rappelant les discours réactionnaires de la fin du 19^e siècle :

« Selon Natalya Grayevskaya, le médecin [soviétique] responsable des activités féminines, le ballon rond représente non seulement un danger physique pour les femmes mais comporte également une tendance sociale dangereuse dans la société communiste⁸. »

De plus, les premières compétitions internationales officielles entre sélections ne datent que de 1991, malgré les coups d'essais particuliers des deux Coupes du monde féminines de 1970 et 1971 en marge des instances internationales. Re-fermons la parenthèse.

Batailles diplomatiques

Un héritage conflictuel (1922-1941)

Dans l'entre-deux-guerres, l'URSS refusa toutes participations à des compétitions internationales qualifiées de « bourgeoises » et considérées comme des outils de propagande et d'aliénation aux mains du capital international. Elle essaya donc, fort logiquement, de mettre en place ses propres rendez-vous internationaux par l'intermédiaire de l'Internationale Rouge Sportive (IRS) « qui a œuvré de 1921 à 1937 comme organisation auxiliaire de l'Internationale communiste (IC ou Komintern)⁹ ». Elle tentait en cela de concurrencer – voire de dépasser – les instances internationales qu'étaient la FIFA et le CIO, « c'est à partir de 1925 qu'elle a envisagé d'organiser ses propres "Jeux" internationaux, sous le nom de "Spartakiades"¹⁰ ». Ces manifestations se voulaient également des concurrentes de celles organisées par l'Internationale socialiste, comme on le vit bien, à Berlin, en 1931. Le rapprochement entre les deux structures de gauche permettant la mise sur pied des Olympiades populaires de Barcelone¹¹, prévue à l'été 1936, afin de concurrencer les JO nazis de Berlin, et qui ne put se tenir pour cause de déclenchement de la Guerre Civile la veille de leur ouverture, le 18 juillet.

⁸ *Idem.* p. 257.

⁹ André Gounot, « Les Spartakiades internationales, manifestations sportives et politiques du communisme », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique* [En ligne], 88 | 2002, mis en ligne le 01 juillet 2005, consulté le 25 septembre 2016. <http://chrhc.revues.org/1582>

¹⁰ *Ibid.*

¹¹ On pourra consulter sur la question André Gounot, « L'Olympiade populaire de Barcelone 1936 : entre nationalisme catalan, "esprit olympique" et internationalisme prolétarien », in André Gounot – Denis Jallat – Benoît Caritey (dir.), *Les politiques au stade. Étude comparée des manifestations sportives du XIX^e au XXI^e siècle*, Rennes, PUR, 2007, pp. 125-143.

En revanche, côté strictement football, hormis des tournées de prestige de certains clubs, tel le Dynamo de Moscou, et de l'équipe nationale soviétique en Turquie et en Europe occidentale, aucune réelle alternative ne put être trouvée à la Coupe du monde ; la complaisance de la FIFA avec les régimes autoritaires et fascistes n'étant pas faite pour arranger les choses¹². Cependant, si le CIO se montra totalement fermé sur la question, par anticommunisme viscéral, la FIFA, en revanche, en dépit de l'anticommunisme affiché de ses dirigeants, essaya d'attirer l'URSS dans son giron en faisant preuve d'une surprenante « patience¹³ » à son égard. Outre le danger de voir les membres des classes populaires désertir les clubs « bourgeois » qui fut pris au sérieux, il y avait également, et surtout, l'obstination à vouloir étendre son pouvoir au niveau mondial. Dès lors, la Fédération internationale dû « finasser » et louvoyer entre les écueils. On le vit bien, en 1932 notamment, lors du contentieux qui opposa la Fédération internationale à la Fédération turque de football, cette dernière laissant certains de ses clubs rencontrer leurs homologues soviétiques en violation des règles de la FIFA dont elle était membre. La FIFA s'inclina et les rencontres continuèrent¹⁴.

Nouvelle donne

En 1945, le prestige considérable et la toute-puissance de l'URSS sur la scène internationale ne justifiait plus, de la part de cette dernière, un isolement sportif, d'autant que l'échec et la disparition de l'IRS en avaient montré toutes les limites. Dès lors, Moscou entreprit de sortir de son isolement sportif et, en novembre 1946, l'URSS demanda et obtint son adhésion à la FIFA¹⁵ ; cette dernière voyant là l'aboutissement de ses concessions et de ses efforts depuis plus de 15 ans. En juin 1954, dans un tout autre contexte, fait de première détente après la mort de Staline, l'adhésion de l'URSS à l'UEFA se fit de manière « naturelle » si l'on peut dire, de même que sa participation aux différentes coupes d'Europe réservées aux clubs, créée entre 1955 et 1960¹⁶. En revanche, la même année 1946, lorsque l'URSS déposa officiellement sa demande d'adhésion auprès du CIO, celui-ci tergiversa et fit traîner les négociations en longueur, si bien que rien n'était réglé à l'approche des JO de Londres, devant se tenir du 29 juillet au 14 août 1948. Bientôt, le déclenchement de la Guerre Froide, ainsi que la soviétisation progressive des pays de l'est de l'Europe entre 1945 et 1948, sans oublier la victoire communiste en Chine en 1949, changèrent totalement la donne.

¹² Collectif, *FIFA, un siècle de football 1904-2004*, Paris, FIFA / Le Cherche midi, 2004, p. 275 et suivantes.

¹³ *Ibid.*

¹⁴ *Ibid.*, p. 276.

¹⁵ *Ibid.*, p. 281.

¹⁶ Coupe d'Europe des clubs champions et Coupe d'Europe des villes de foire (puis de l'UEFA) en 1955 et Coupe d'Europe des vainqueurs de coupes en 1960.

Malgré un anticommunisme commun, l'attitude du CIO différait jusque-là de celle de la FIFA, elle devait finalement converger dans un sens favorable aux pays socialistes, pour des raisons assez diverses cependant.

Les événements des années 1947-1950 confirmèrent le CIO dans son opposition ; ainsi, lors de la préparation des JO de Londres, à la question de Lord Burghley, du comité d'organisation, demandant aux membres du CIO : « La Russie et l'Autriche doivent-elles recevoir une invitation ? », la réponse fut sans appel : « seuls seront invités les pays possédant un Comité olympique à l'exclusion des autres¹⁷ » ce qui excluait *de facto* l'URSS qui ne disposait pas d'un Comité national olympique (CNO). Il faut dire que le contexte international, en pleine première crise de Berlin (juin 1948 - mai 1949), ne pouvait que conforter la position du CIO. L'URSS décida alors de réactiver une forme d'olympiade populaire en organisant de nouvelles rencontres de masse à travers les Jeux ouvriers qui, malgré tous les efforts déployés, ne pouvaient concurrencer les JO ; échec d'autant plus garanti que Moscou laissait ses satellites y participer, voulant par là-même démontrer que ces derniers agissaient en toute indépendance ; tout en leur offrant un dérivatif patriotique à l'heure de la terreur stalinienne et de la soviétisation forcée.

Or, très rapidement, le Comité olympique nuança sa position, effectuant une forme de rapprochement avec l'Est. Plus que l'hypothétique menace de résurgence de l'IRS, deux raisons essentielles expliquaient ce changement de perspectives.

La première tenait, paradoxalement, à la trop grande proximité avec les États-Unis et leur allié britannique qui amena le CIO à tenter d'élargir son assise afin de mettre un terme à ce tête-à-tête obsédant. En effet, depuis 1945, les alliés occidentaux exerçaient sur l'instance de Lausanne une très forte pression afin que, à l'heure du procès de Nuremberg, elle procédât, elle aussi à une forme de dénazification, conséquences de son embarrassant héritage et de ses accointances avec les régimes totalitaires, en tout premier lieu nazi. Se réfugiant derrière l'apolitisme sportif, le CIO n'en voulait à aucun prix et ne consentit à sacrifier « à contre-cœur¹⁸ » que quelques rares membres de son comité, maintenant les autres à leur poste et décernant, en 1948, le diplôme du « mérite olympique »... au film *Olympia*, de Leni Riefenstahl – la cinéaste préférée d'Hitler –, sur les JO de Berlin¹⁹ ! Le Comité entreprit de courtiser les pays neutres, et l'attribution des JO d'été de 1952 à la Finlande (Helsinki) et ceux d'hiver à la Norvège (Oslo) était à replacer dans ce contexte. Mais cela ne pouvait suffire, d'où le rapprochement avec l'Est.

¹⁷ Éric Monin, *L'URSS dans l'olympisme*, 2^{ème} partie, « De l'après-guerre jusqu'à la chute de l'Union soviétique (1946-1991) », *Russie Info*, 31 janvier 2014, <http://www.russieinfo.com/>

¹⁸ Patrick Clastres, *Jeux Olympiques. Un siècle de passions*, Paris, Les quatre chemins / Musée national du Sport, 2008, p. 76.

¹⁹ Françoise Hache, *Jeux olympiques. La flamme de l'exploit*, Paris, Découverte Gallimard, 2000, p. 138.

En effet, d'où la seconde raison, malgré le maintien de son ancrage à l'Ouest, le CIO, ne pouvait accepter les nombreuses interventions des gouvernements occidentaux, notamment Anglo-Saxons, dans les affaires sportives qui menaçaient jusqu'à l'existence même des compétitions et, par conséquent, de l'olympisme, comme le rappelait justement, quelques années plus tard, Constantin Andrianov, l'un des deux premiers membres soviétiques élus au Comité olympique :

« À l'époque de la guerre froide, l'OTAN s'efforça de s'approprier le Mouvement Olympique en ayant recours à la discrimination en sport. Les athlètes des pays socialistes n'étaient pas autorisés, pour des raisons politiques, à prendre part aux compétitions organisées dans les pays membres de l'OTAN²⁰. »

Se rapprocher du bloc communiste, revenait à tenter de l'utiliser comme une sorte de contrepoids, de manière à mettre fin l'« impuissance diplomatique²¹ » flagrante du CIO. Dès lors, les choses ne trainèrent pas : 21 avril 1951, l'URSS créait son CNO et fit aussitôt sa demande d'adhésion au CIO qui, lors de sa 45^e session le 7 mai 1951, la reconnaissait comme l'un de ses membres ; les athlètes soviétiques descendirent dans l'arène olympique pour la première fois lors des JO d'Helsinki en 1952. À compter de ce moment, l'URSS n'eut « de cesse de prendre le contrôle du CIO et de sa Commission exécutive²² » de manière à y importer la logique d'affrontement de la Guerre Froide ; en 1952, l'élection à la tête du CIO d'Avery Brundage, anticommuniste viscéral, marquait l'échec de sa tentative. Pour autant, le CIO continua de marquer une certaine défiance vis-à-vis de l'Ouest, publiant, par exemple, le 26 mars 1962, une « Déclaration concernant l'ingérence politique dans le sport²³ » où il renvoyait les deux blocs dos-à-dos ; en revanche, en mai de la même année, un « Mur de visas à Berlin-Ouest²⁴ » reprochait vertement aux Occidentaux leurs attitudes vexatoires vis-à-vis des athlètes de la RDA devant se déplacer à l'Ouest pour les compétitions :

« Le sport international était entravé par la politique [...]. Il nous paraît nécessaire de mettre les choses au point tant il a été dit de choses sur cette

²⁰ LA84 Foundation, Constantin Andrianov, « 25 ans au service du mouvement olympique » in *La Revue olympique*, n°119, septembre 1977, p. 547 ; le second délégué soviétique était Alexjev Romanov, coopté en 1952.

²¹ Patrick Clastres, *Jeux Olympiques*, op.cit., p. 75.

²² *Ibid.*, p. 84.

²³ LA84 Foundation, Avery Brundage, « Déclaration du Comité International Olympique concernant l'ingérence politique dans le sport, adressée à la presse mondiale », in *La Revue olympique*, n°79, août 1962, p. 8.

²⁴ LA84 Foundation, « Mur de visas à Berlin-Ouest », in *La Revue olympique*, n°78, mai 1962, pp. 23-26.

malheureuse affaire politico-sportive. Donc, les passeports des citoyens de l'Allemagne de l'Est n'étant pas reconnus par les pays membres de l'OTAN, ceux-ci, désirant se rendre dans un de ces pays, doivent demander un sauf-conduit de voyage (ou titre de voyage) au "Allied Travel Office" (Office inter-allié de voyage) de Berlin-Ouest, composé de représentants de la France, de la Grande-Bretagne et des États-Unis. »

Pour mesurer toute de la portée symbolique du titre de cet article, on se souviendra que le Mur de Berlin venait à peine d'être édifié par les autorités de la RDA (12-13 août 1961). Le CIO mettait donc ici les Alliés occidentaux sur le même pied que le gouvernement de Berlin-Est et, au-delà, que les Soviétiques, dans les ententes apportées à la libre circulation des personnes ce qui était, pour le moins, osé.

Conflits en tous genres

« L'Allemagne : combien de pays ? »

L'insertion de l'URSS et des pays satellites à la FIFA, l'UEFA et le CIO, permettait donc désormais une participation des équipes nationales et des clubs aux grandes compétitions européennes et mondiales. Pour autant, les conflits perdurèrent, notamment au sein du CIO, devenu en quelque sorte l'otage de sa politique de bascule.

Le cas de la République démocratique allemande (RDA) demeurait emblématique. Prenant prétexte de la reconnaissance d'un seul CNO par pays, le CIO reconnut celui de République fédérale d'Allemagne (RFA) en mai 1950, soit quelques mois après sa fondation, à Bonn le 24 septembre 1949, fondation intimement liée à la création de la RFA²⁵. Celui de la RDA ne vit le jour que le 22 avril 1951, ce qui permit de le tenir éloigné du Comité olympique jusqu'en 1955, date à laquelle il bénéficia d'une reconnaissance partielle, puis totale dix ans plus tard. En 1952, l'Allemagne fit donc son retour sur la scène sportive internationale²⁶, à l'occasion des JO d'hiver d'Oslo, dans sa seule version occidentale²⁷. Le CIO réussit néan-

²⁵ « La fondation de ce comité en 1949 ne fut pas un acte isolé. Il entra dans le cadre de la "Fête fédérale de la jeunesse et du sport allemand" qui se déroula à Bonn [...] à l'occasion de la fondation de la République Fédérale d'Allemagne ». Siegfried Gehrmann, « Le sport comme moyen de réhabilitation nationale au début de la République Fédérale d'Allemagne », in Pierre Arnaud - Alfred Wahl, *Sports et relations internationales*, Metz, Centre de recherche Histoire et civilisation de l'Université de Metz, 1994, p. 232.

²⁶ En effet, les athlètes allemands avaient été interdits de participations tant aux JO de Londres, en 1948, qu'à la Coupe du Monde au Brésil, en 1950.

²⁷ Ce retour dans le « concert des nations » fut parachevé à Helsinki, lors des JO d'été et, surtout, le 4 juillet 1954 avec *Das Wunder von Bern* (« le Miracle de Berne ») lorsque l'équipe

moins à faire accepter par les dirigeants Ouest-Allemands la constitution d'équipe commune aux JO de 1956 à 1964, ce qui allait, d'une certaine manière, à l'encontre de la doctrine Hallstein²⁸ (1955) ; en effet, si pour le football, cela ne concerna que les deux dernières olympiades, on ne peut s'empêcher de remarquer que l'équipe unifiée qui obtint la médaille de bronze en 1964, n'était autre que celle de RDA. Néanmoins, le CIO pouvait alors se targuer, en dépit des tensions internationales, de réussir là où la diplomatie échouait. Cependant, l'illusion d'une réunification – même sportive – fut de courte durée et s'envola définitivement en 1972, lorsque les deux États envoyèrent chacun leur équipe ; l'année suivante, le 18 septembre 1973, la RFA et la RDA entraient à l'ONU.

En revanche, fidèle à la même logique qui avait prévalu avec l'URSS dans l'entre-deux-guerres, à savoir l'extension coûte que coûte de sa puissance, la FIFA admit la RDA en son sein le 24 juillet 1952, soit deux ans après la RFA. Dès lors, les deux Allemagnes participèrent chacune de leur côté aux compétitions internationales. Les deux pays ne se rencontrèrent qu'une seule fois et, de manière symbolique, le 22 juin 1974, à Hambourg, lors de la coupe du monde, la RDA s'imposa par un but à zéro. Tout avait été fait pour qu'aucune fraternisation n'ait lieu, pas même l'échange de maillot qui se fit dans les vestiaires, loin de toutes caméras.

Mais la FIFA avait fait encore mieux en accueillant la « troisième Allemagne », autrement dit la Sarre comme membre à part entière le 22 juin 1950²⁹, si bien que, entre 1952 et 1956, trois entités allemandes différentes siégèrent en même temps à Zurich : la RFA, la RDA et la Sarre. En effet, depuis l'intégration de la Sarre dans la zone franc, en 1947, « les autorités françaises lancent un nouveau mot d'ordre : "Éloignons le football sarrois du football allemand"³⁰ ». L'année suivante, *Le Monde* constatait satisfait que « le sport sarrois est devenu indépendant du sport allemand³¹ » avec la création d'une Fédération sarroise de football dépendante de la Fédération française (FFF). Mais, à cause d'une opposition – pour des raisons diverses mais finalement convergentes – tant des clubs français que sarrois, l'ob-

de football de RFA fut sacrée championne du monde en battant le « onze d'or » hongrois ; symboliquement, les dernières scènes du film de Rainer Werner Fassbinder *Die Ehe der Maria Braun* (« Le Mariage de Maria Braun ») se déroulent, avec en fond sonore radiodiffusé, les dernières minutes de la rencontre RFA-Hongrie.

²⁸ Rappelons que la Doctrine Hallstein impliquait, de la part de la RFA, la rupture de toutes les relations diplomatiques avec les États qui reconnaîtraient la RDA. Elle devait son nom à son promoteur, Walter Hallstein, alors secrétaire d'État ouest-allemand aux affaires étrangères du chancelier Konrad Adenauer.

²⁹ Sur le cas de la Sarre, on pourra se reporter notamment à Pierre Lanfranchi, « Le football sarrois de 1947 à 1952. Un contrepied aux actions diplomatiques » in *Le football, sport du siècle*, Vingtième siècle, revue d'histoire, n°26, 1990, pp. 59-65.

³⁰ *Ibid.*, p. 60.

³¹ *Le Monde* du 9 mai 1948, cité par Lanfranchi.

jectif final, l'intégration sportive de la Sarre ne fut pas atteint³² ; à compter de 1951, les clubs sarrois disputèrent les rencontres du championnat ouest-allemand. Le champ sportif conserva ici une autonomie suffisante pour mettre en échec les manœuvres politiques et diplomatiques. À défaut d'intégration et pour continuer de garder, un tant soit peu, la Sarre éloignée de l'Allemagne occidentale, la France demanda et obtint l'adhésion sarroise à la FIFA qui eut lieu au Congrès de Rio, le même jour que celle de la RFA³³. Le nouveau membre participa donc aux éliminatoires de la Coupe du monde 1954 où il fut éliminé par... la RFA ! L'UEFA accueillit également les Sarrois, dont le club du FC Sarrebruck disputa la première édition de la C1 en 1955-1956 ; l'année suivante, la Sarre était exclue de la FIFA et de l'UEFA en vertu de sa réintégration politique dans l'Allemagne occidentale.

Par contre, la FIFA se vit confrontée à d'autres problèmes ayant trait à l'épineuse question de la nationalité, tant en Europe à cause de la Guerre Froide qu'en Afrique du fait de la décolonisation. Les hésitations et les divergences d'appréciations indiquaient clairement que, au sein de la FIFA et jusqu'à nos jours, les réponses apportées à ces questions n'étaient pas simples et dépendaient en grande partie des rapports de force politiques au niveau international.

Le cas de Laslo Kubala, tour à tour international tchécoslovaque (1946-1947), hongrois (1948) et espagnol (1953-1961), annonçait les problèmes épineux que la FIFA devrait bientôt avoir à résoudre avec les pays de l'Est, confrontés à la fuite de leurs citoyens afin d'échapper au régime communiste et à une intervention militaire soviétique comme cela sera le cas pour la Hongrie en 1956. Kubala quitta la Hongrie clandestinement, en 1949, l'année de la proclamation de la République populaire. Réfugié en Italie, il passa en Espagne quelque temps plus tard et rejoignit les rangs du FC Barcelone, tout en étant naturalisé espagnol. Mais la fédération hongroise porta plainte contre lui auprès de la FIFA ; celle-ci se rangea aux arguments des Hongrois et suspendit Kubala. La fédération espagnole fit aussitôt savoir qu'elle le considérait comme un réfugié politique. À la suite d'une réclamation de Francisco Franco, une solution fut trouvée : la Hongrie ayant aboli le football professionnel, Kubala était donc assimilé *amateur*, auquel cas la suspension ne pouvait excéder 12 mois. Passé ce temps, il put alors défendre les couleurs de son nouveau club et de son nouveau pays. Il devint l'un des premiers symboles, largement instrumentalisé, des victimes de la « barbarie rouge » et joua son propre rôle dans le film d'Arturo Ruiz-Castillo, sorti en 1954, *Los ases buscan la paz*.

Concernant l'Algérie, comment ne pas évoquer à ce propos, quelques années plus tard, entre les mois d'avril 1958 et juillet 1962, l'attitude de la FIFA vis-à-vis

³² Qu'il convient de replacer dans la volonté française « d'européaniser » le territoire à compter de 1950, faute de pouvoir l'intégrer définitivement ; pour une première approche de la question, on se reportera à Jean-Baptiste Duroselle et André Kaspi, *Histoire des relations internationales de 1945 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2004, notamment les pp. 74-76 et 184-186.

³³ Lanfranchi, « Le football sarrois », *op.cit.*, p. 64.

des succès sportifs, des *Dribbleurs de l'Indépendance* algériens, pour reprendre le titre de l'ouvrage de Michel Nait-Challal³⁴. Les pressions françaises furent si fortes que la Fédération mondiale menaça d'exclusion toute sélection officielle qui en découdrait avec les Algériens sur un terrain de jeu ; mesure strictement appliquée jusqu'en 1962 et dont firent les frais la Tunisie et la Libye, suspendues provisoirement, dissuadant efficacement les autres pays à l'image de l'Égypte « trop soucieuse d'éviter les foudres de la FIFA et de préserver sa position dans le football international ». Il en alla pratiquement de même avec la Confédération africaine de football qui refusa de reconnaître le « onze du FLN » comme représentant légitime de l'Algérie.

Dans tous les cas, fidèle à sa politique depuis l'entre-deux-guerres, la FIFA prenait donc le parti du plus fort, quitte à accueillir ensuite en son sein les ex-révoltés et autres bannis.

Boycotts et autres soucis

Les autres conflits se manifestèrent essentiellement sous la forme des boycotts et, de ce point de vue, le CIO fut beaucoup plus pénalisé que l'UEFA et la FIFA. Ainsi, par exemple, aucun mouvement de boycott ne réussit contre les différentes éditions de la Coupe du monde. Certes, il y eut quelques boycotts ponctuels lors des éliminatoires, le plus célèbre demeurant celui du 21 novembre 1973, où l'équipe d'URSS refusa de rencontrer le Chili, dans le stade sanglant de Santiago, un mois après le coup d'État de Pinochet du 11 septembre 1973 ; le 26 septembre précédent, le match aller s'était soldé à Moscou par un match nul et vierge. Les membres de la FIFA qui visitèrent le stade de Santiago quelques jours avant la rencontre, ne trouvèrent rien à redire dans cette enceinte qui, peu auparavant, servait encore de centre de torture et de lieu d'assassinats. La Fédération internationale faisant preuve de la même complaisance que celle dont elle avait témoigné, en son temps, envers les régimes totalitaires. Quant au championnat d'Europe des nations, rien ne vint jamais le perturber sérieusement³⁵ ; il en fut de même dans les différentes coupes d'Europe réservées aux clubs, si l'on excepte l'éphémère « crise

³⁴ Michel Nait-Challal, *Dribbleurs de l'Indépendance*, Paris, Éditions Prolongations, 2008, 241 pages. On pourra également consulter sur l'équipe du FLN Stanislas Frenkiel, « Les footballeurs du FLN : des patriotes entre deux rives », *Migrations et Société* n°110, 2007, pp. 121-139 et, du même, dans une perspective élargie, « Les migrations des footballeurs professionnels algériens pendant la guerre d'Algérie (1954-1962) » in Luc Robène (dir.), *Le sport et la guerre XIX^e-XX^e siècles*, Rennes, PUR, 2012, pp. 237-245.

³⁵ Si l'on excepte, en 1960, le refus de l'Espagne franquiste d'affronter l'URSS lors des qualifications de la première édition. Mais, quatre ans plus tard, à Madrid, en finale de l'épreuve, l'équipe espagnole battait celle de l'URSS, le régime clama alors haut et fort « la supériorité » de son modèle politique sur le communisme.

des tirages au sort » en C1 lors de la saison 1968-1969 suite à la répression du Printemps de Prague par les troupes du Pacte de Varsovie³⁶.

En revanche, le JO allait subir des boycotts beaucoup plus importants, voire massifs. En 1956, afin de protester contre l'écrasement de la révolution hongroise par les chars soviétiques, l'Espagne, La Suisse et les Pays-Bas refusèrent de participer aux JO. La même année, la Crise de Suez fut à l'origine du boycott de la part de l'Égypte, de l'Irak et du Liban qui protestaient ainsi contre la présence des athlètes israéliens ; enfin, la République populaire de Chine quitta Melbourne parce que le drapeau de la République de Chine (Formose/Taiwan) avait été hissé. Pour le tournoi de football, cela n'eut guère d'importance du fait de la faiblesse des deux équipes qualifiées (Égypte, Chine) qui s'étaient retirées.

Les boycotts des JO de 1980 et 1984 furent pensés et soigneusement mis en application. Comme l'indiquait Patrick Clastres et ainsi que le confirment les archives de la CIA³⁷. Dès 1978, le gouvernement des États-Unis avait décidé de ne pas envoyer ses athlètes à Moscou, tout en prenant appui sur les accords d'Helsinki (1975) afin de forcer l'URSS à respecter ses engagements en matière des Droits de l'Homme³⁸ ; en 1979, l'invasion de l'Afghanistan par l'Armée soviétique tombant à point nommé pour offrir une justification supplémentaire au boycott. Une cinquantaine de pays emboîtèrent le pas aux États-Unis mais certains de leurs alliés, tel la Nouvelle-Zélande ou la France, se rendirent en URSS. Quatre ans plus tard, Moscou fit de même au prétexte que les États-Unis ne respectaient pas les droits de la communauté noire. En fait, comme le rappelait Patrick Clastres, citant les travaux de l'historien Jérôme Gygas³⁹, les Soviétiques comptaient bien se rendre à Los Angeles afin de démontrer, sur les stades, la supériorité de leur système. Mais, les « faucons » de l'entourage du Président Reagan réussirent, par l'intermédiaire de fondations privées, à créer un véritable climat de psychose antisoviétique qui obligea Moscou à renoncer. Tous les autres pays socialistes s'alignèrent sur la position du Kremlin, à l'exception de la Yougoslavie, bien sûr, mais également de la Roumanie de Ceausescu, alors en rupture de ban – relative – avec Moscou.

Justement, les fissures et contestations à l'intérieur de chaque bloc eurent également des conséquences footballistiques. Ainsi, en juillet 1948, un mois après son exclusion du Kominform, la Yougoslavie de Tito participa aux JO de Londres – aucune équipe des autres pays ex-frères n'étant présente, la Pologne et la Hongrie ayant déclaré forfait, probablement pour ne pas avoir à affronter les « hitlérôtistes » –, décrochant une médaille d'argent en football, sous les yeux des premiers téléspectateurs des JO, ce qui n'était pas une mauvaise chose pour la propa-

³⁶ On pourra consulter sur la question Antoine Maumon de Longevialle, *La construction de l'Europe du football*, mémoire de l'IEP de Strasbourg, 2009, pp. 68-72.

³⁷ Clastres, *Jeux Olympiques*, *op.cit.*, p. 92.

³⁸ *Ibid.*

³⁹ *Ibid.*, pp. 94-95.

gande du régime. Ceci dit, le rapport officiel du CIO n'en indiquait pas moins que *Yugoslavia presented a slower version of the Moscow Dynamo's slick game*⁴⁰, démontrant que la rupture avec le football soviétique n'était pas encore consommée. Trente ans plus tard, la France n'hésita pas à envoyer ses footballeurs aux JO de Moscou en 1980 ; en 1984, à Los Angeles, du fait de l'absence des équipes de l'Est, les Français décrochèrent un titre olympique, le premier d'un pays capitaliste depuis 1948. La Yougoslavie socialiste laissa également partir ses footballeurs pour disputer les JO de Los Angeles, dont ils ramenèrent une médaille de bronze.

« *La vérité des terrains* », une domination inégalement partagée

Victoires olympiques à l'Est, titres mondiaux et européens à l'Ouest

Lors des onze éditions des JO (1948-1988), auxquelles participèrent les Pays de l'Est européen, les résultats en football confinèrent à un quasi-monopole des titres et des médailles à partir de 1952. Sur un total de 31 médailles⁴¹, dont 28 possibles du fait du boycott des JO de Los Angeles en 1984, 23 revinrent aux pays socialistes avec des triplés réalisés en 1956, 1972, 1976, 1980. Six furent sacrés : la Hongrie, avec trois titres (1952, 1964, 1968) devançant l'URSS (1956, 1988) alors que la Yougoslavie accumulait les finales perdues (1948, 1952, 1956) pour un seul titre remporté (1960) ; la Pologne (1972), la RDA (1976) et la Tchécoslovaquie (1980) complétant le palmarès. Seule la Bulgarie ne fut pas sacrée bien que médaillée (bronze en 1956, argent en 1968), quant à la Roumanie et à l'Albanie – cette dernière ne fut présente qu'en 1972 et sans équipe de football – elles ne décrochèrent jamais aucune médaille.

Il en allait tout autrement en Coupe du monde⁴² où aucun pays socialiste n'obtint le sacre suprême, seule la Hongrie (1954) et la Tchécoslovaquie (1962) s'en approchèrent au plus près. Dans le même temps, la RFA obtenait une triple couronne (1954, 1974, 1990) et l'Angleterre et l'Italie une chacune (1966 et 1982).

La disproportion apparaissait moindre dans le Championnat d'Europe des nations où, sur 8 éditions, les pays socialistes figurèrent 6 fois en finale, mais surtout grâce à l'Union soviétique. La première édition fut même totalement monopolisée par l'Est, puisque l'URSS et la Yougoslavie se disputèrent le titre. L'URSS fut sacrée en 1960 et disputa 3 autres finales malheureuses (1964, 1972, 1988), la Tchéco-

⁴⁰ LA84 Foundation, *The official report of the organising committee for the XIV olympiad*, Londres, 1948, p. 382.

⁴¹ Il y eut deux médailles de bronze en 1972 aux JO de Munich.

⁴² Pour une approche détaillée des bilans sportifs de la période on se reportera à Eugène Saccomano (dir.), *Larousse du Football*, Paris, Larousse, 1998, 480 pages.

slovaquie obtint le titre en 1976 et la Yougoslavie perdit 2 finales (1960, 1968). Dans le même temps, à l'Ouest, l'Espagne (1964), l'Italie (1968), la RFA (1972, 1980), la France (1984) et les Pays-Bas (1988) connaissaient la consécration suprême.

En revanche, dans les trois coupes d'Europe réservées aux clubs, la domination occidentale s'avérait écrasante : en 101 finales disputées⁴³, toutes éditions confondues, les pays socialistes ne participèrent qu'à 21 d'entre elles, n'obtenant que 8 titres. Deux seulement en C1, la plus prestigieuse de toutes, avec le Steaua Bucarest en 1986 et l'Étoile rouge de Belgrade en 1991, alors que les mêmes Roumains perdaient une autre finale (1989), ce qui était déjà arrivé au Partizan Belgrade en 1966. Le reste des victoires étant acquit dans la compétition la moins relevée, la C2, avec Bratislava (1969), Magdebourg (1974), Kiev (1975) et Tbilissi (1981) ; ce fut également dans la C2 que le bloc communiste plaça l'essentiel de ses finalistes (7). Enfin, en C3, les Hongrois de Ferencváros, vainqueurs à Turin, en 1965, face à la Juventus, furent les premiers joueurs d'une équipe d'un pays socialiste à décrocher un titre, imité en 1967 par le Dynamo Zagreb ; les équipes de l'Est perdant 5 autres finales.

Cette dichotomie s'expliquait par les modalités des compétitions respectives : les JO, réservés aux athlètes amateurs, les Coupes du monde et d'Europe, ouvertes aux professionnels. Compte-tenu de la particularité du système socialiste sportif, et de son faux amateurisme, les JO se révélèrent le terrain favori des footballeurs venus de l'Est ; l'interdiction d'envoyer des athlètes professionnels pénalisant grandement les pays de l'Ouest qui ne purent participer qu'avec des joueurs de seconde zone ou en devenir. Le maintien pendant quelques années de sélections amateurs d'un certain niveau dans les pays scandinaves – Danemark et Suède – put entretenir l'illusion, mais celle-ci fut de très courte durée : rapidement, la domination des équipes de l'Est confina au monopole.

En revanche, lors des compétitions mettant aux prises des clubs et des sélections nationales sans restriction de professionnalisme, la domination des Occidentaux apparaissait comme écrasante, ne souffrant guère de contestations même si, en Coupe d'Europe des nations, l'URSS ne déméritait pas. Dans les compétitions entre clubs⁴⁴, le modèle économique capitaliste démontrait sa supériorité avec,

⁴³ En effet, il est à noter que les deux premières éditions de la C3 se déroulèrent sur trois ans (1955-1958) et deux saisons (1959-1960), de plus, à l'exception de l'édition 1964-1965, la finale se jouait en matches aller et retour ; la première édition de la C2 se déroula selon le même procédé. Nous comptabilisons ici les matches « aller et retour » comme une seule finale.

⁴⁴ Créées, rappelons-le, à l'initiative des organes de presse français *L'Équipe* et *France football* qui, entérinant la coupure en deux du Vieux continent, y virent, notamment, le moyen d'attirer les équipes de l'Est, alors renommées, offrant ainsi aux foules occidentales un spectacle inédit. Ce désir rencontrait celui des clubs de l'Est souhaitant sortir d'un enfermement sportif, à terme, préjudiciable, mais également celui des dirigeants – et pas seulement sportifs – des dictatures franquistes et salazaristes désireuses de redorer leur blason sur la scène internationale. Non sans succès dans ce dernier cas, puisque, de 1956 à 1962, les titres en C1

notamment, la libre circulation des joueurs d'un pays à l'autre – malgré certaines restrictions –, mais également d'un continent à l'autre, et l'on songera ici aux apports sud-américains avec Di Stefano au Real de Madrid, et africains avec Eusebio au Benfica de Lisbonne. Dès lors, il ne semble pas exagéré de dire que le football apparaissait comme une métaphore de la Guerre Froide, matérialisant la coupure en deux du monde : chaque camp disposait de son espace de domination – JO pour l'Est, coupes d'Europe réservées aux clubs pour l'Ouest – qui n'excluait pas des zones disputées où chaque camp essayait de s'imposer (coupes du monde et d'Europe des nations). L'on pourrait également ajouter que, d'une certaine manière, l'affrontement Est-Ouest se déroula presque par procuration. En effet, compte-tenu de l'extrême faiblesse du football aux États-Unis, les deux sélections tutélaires de chaque camp n'avaient pratiquement aucune chance de se rencontrer, ni en Coupe du monde, ni aux Jeux olympiques à la différence de ce qui se passait dans les autres disciplines, tel l'athlétisme.

Pour autant, il exista bien des situations permettant d'affirmer la supériorité d'un modèle sur l'autre, et c'est sur deux études de cas que nous voudrions terminer ce rapide exposé.

« Le football à visage humain »

Les années 1952-1960 furent, on l'a vu, globalement très bonnes pour le football de l'Est, plus que jamais l'un des « fers de lance contre la forteresse bourgeoise⁴⁵ », mais également accréditant l'idée de la supériorité de son modèle, fondé sur les « vertus du socialisme » version sportive, permettant de donner des régimes communistes une vision attachante et positive dont usèrent et abusèrent les pouvoirs politiques.

On songera au Dynamo de Moscou et à son gardien de but, Lev Yachine⁴⁶, « l'araignée noire », seul joueur de son poste à obtenir le ballon d'or (1964), récompense éminemment occidentale, puisque créée par le journal *France football* en 1956, mais symbole par excellence du football socialiste pour celui qui fut apprenti mécanicien à 14 ans. Son talent était tout entier au service de l'équipe nationale et de la propagande soviétique, soit face à l'ancien « déviationniste » yougoslave lors de la victoire aux JO de 1956 et à celle du Championnat d'Europe des nations quatre ans plus tard, mais également contre l'Angleterre en 1/4 de finale de la Coupe du monde

furent monopolisés par le Real de Madrid (1956 à 1960) et par le Benfica de Lisbonne (1961 et 1962).

⁴⁵ Pour reprendre les termes de James Riordan, *Sport in Soviet society. Development of Sport and Physical Education in Russia and the USSR*, Cambridge University Press, 1977, p. 366.

⁴⁶ Pour une approche synthétique du personnage et de son rôle, on pourra consulter Stéphane Mourlane, « Le football soviétique à visage humain : Lev Yachine » in Paul Dietschy – Yvan Gastaut – Stéphane Mourlane (dir.), *Histoire politique des coupes du monde de football*, Paris, Vuibert, 2006, pp. 133-144.

1966 disputée sur les bords de la Tamise. Yachine fut le visage souriant de l'URSS à l'Ouest, notamment à l'heure de la déstalinisation et de la bonhomie apparente de Khrouchtchev.

Voyons plus en détail la Hongrie de Mátyás Rákosi qui offrait d'elle le visage rassurant et séduisant de la Honvéd de Ferenc Puskás⁴⁷, chantre du football du « socialisme réel », invaincue en tournée sur le continent européen pendant deux ans, étourdissant les malheureux Anglais à Wembley par un 6-3 mémorable. Comment ne pas y voir une métaphore des qualités du socialisme, dépassant le maître anglais, l'initiateur certes du football, mais aussi de la Révolution industrielle et de la modernité. La victoire hongroise annonçait les temps nouveaux, ceux de la modernité socialiste capable de tirer le meilleur des hommes et de révolutionner les systèmes de jeux comme elle révolutionnait les systèmes socio-économiques. Bref, comme l'écrivait, en France, un magazine du Parti communiste, une parabole des vices des « démocraties formelles », incapables d'innovation, simplement capables de reproduire un schéma conservateur, opposées aux « démocraties réelles », dynamiques, inventives composées d'hommes parfaitement épanouis, traçant le sillon radieux de l'avenir communiste⁴⁸.

Puskás, dans son livre *Capitaine de la Hongrie. Une autobiographie*⁴⁹ paru à Budapest en 1954 – dont une première mouture parut à l'Ouest lors de la coupe du monde 1954 dans *Le Miroir des sports* notamment⁵⁰ – et soigneusement contrôlée, renvoyait l'image parfaite du joueur socialiste : naissance dans le quartier populaire de Kispest à Budapest⁵¹, école de la solidarité populaire et du football de rue, peur et panique lorsqu'il fut contacté par un club italien lui proposant un salaire de 30 000 £ annuel, qu'il refusa, mais joie débordante lorsque Ferencváros lui proposa de participer à une tournée du club en Europe et au Mexique. Héros socialiste, certes, mais à « visage humain » si l'on nous permet l'expression puisque, face à une nouvelle offre de 50 000 £, provenant d'un club anglais cette fois, Puskás opposa un nouveau refus : « Mais quelle joie y aurait-il dans ces choses-là, dans un pays étranger où je ne devrais avoir aucun ami, aucun parent, pas de fiancée ? L'argent serait futile. Non, je ne pouvais pas accepter l'offre⁵² », puis hésitât de nouveau avant de renoncer pour les beaux yeux d'Elisabeth !⁵³ Il est vrai que, pour être idéologiquement efficace, le personnage héroïsé doit pouvoir offrir de vraies

⁴⁷ On pourra notamment consulter avec profit Paul Dietschy, « Ferenc Puskás ou le major rouge qui a choisi la liberté » in Dietschy – Gastaut – Murlane (dir.), *Histoire politique des coupes du monde*, op.cit., pp. 111-131.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 122.

⁴⁹ Ferenc Puskás, *Captain of Hungary. An autobiography*, Chalford, Stadia, 2007 [1955], 191 pages.

⁵⁰ Dietschy, « Ferenc Puskás », op.cit., p. 117.

⁵¹ Puskás, *Captain of Hungary...* op.cit., p. 16 et suivantes.

⁵² *Ibid.*, p. 77.

⁵³ *Ibid.*, p. 80.

possibilités d'identification à tout un chacun, avoir une image familière, presque affectueuse, mais aussi quelques faiblesses passagères rapidement surmontées.

Néanmoins le « major galopant », à l'image de l'Homme nouveau socialiste, se voulait également homme de culture, lecteur, entre autres, de Gorki, de Hugo, de Mikszáth ou de Shakespeare⁵⁴, bref, comme l'écrivait Paul Dietschy :

« dépassant les plaisirs vulgaires des films américains et les ambitions petites-bourgeoises des footballeurs français de posséder à la fin de leur carrière un bar-tabac ou un magasin d'articles sportifs, Puskás incarnait, lui l'athlète, le footballeur aux pieds d'or, les aspirations les plus élevées de la culture !⁵⁵ »

Puskás ne manquait pas de faire l'apologie du football socialiste et de la révolution tactique, dans un chapitre entier intitulé « Nouveau système de jeu hongrois⁵⁶ », dans lequel il détaillait le nouveau schéma tactique mis au point par Gusztáv Sebes. Son premier apport fut de mettre en place un nouveau placement sur le terrain en adoptant un schéma tactique en 4-2-4. Ainsi pour le gardien de but :

« Le rôle du gardien n'est pas seulement de garder ses buts, mais ses fonctions ont été élargies, et sont bien connus de tous, pour inclure une partie de la direction de la défense. Grâce à sa position, il peut voir une vision d'ensemble du positionnement sur le terrain. »

Et, de ce fait participer à une relance rapide permettant de développer une contre-attaque. Reste que l'ouvrage – comme le régime communiste – passait sous silence les acquis du football hongrois, héritiers des virtuoses et entraîneurs danubiens de l'entre-deux-guerres, avidement recherchés par tous les clubs du Vieux Continent, à l'image de Jenő et Konrád Kálmán, passés du MTK Budapest à l'Amateur Vienna en 1919, de Kálmán Székány, premier entraîneur professionnel du Stade Rennais en 1932, ou encore de Ferenc Hirzer, transféré du Makkabi Budapest à la Juventus de Turin, champion d'Italie en 1925 sous la houlette de son compatriote, l'entraîneur Jenő Károly ; c'était oublier également l'équipe de 1938, vice-championne du monde, ne s'inclinant que devant la *Squadra Azzura* de Vittorio Pozzo⁵⁷. Mais, de ce passé capitaliste, il convenait de faire table rase.

En 1956, deux ans après la sortie de son ouvrage, la Hongrie basculait dans la Révolution. Puskás en déplacement à l'étranger avec la Honvéd, après s'être assuré

⁵⁴ Tous écrivains déclarés « progressistes » par les communistes et dont la lecture était même « recommandée »... Notons que Kálmán Mikszáth (1847-1910) résidait à Szeged lors de la grande inondation de 1879 dont il tira des œuvres qui connurent un réel succès.

⁵⁵ Dietschy, « Ferenc Puskás », *op.cit.*, p. 121.

⁵⁶ Puskás, *Captain of Hungary...* *op.cit.*, pp. 63-74.

⁵⁷ L'Italie fut championne du monde en 1934 et en 1938 et championne olympique en 1936 sous la direction de Vittorio Pozzo.

que sa famille était à l'abri, resta à l'Ouest. Il s'associa notamment à un aggiornamento de ses mémoires paru dans *France football*, où il revenait sur la réalité du système communiste afin de le dénoncer. Il passa au Real de Madrid et se fit alors le chantre du *fútbol* et du *Generalísimo* Francisco Franco, « comme Kubala, il plaça son anticommunisme au service du régime, en appelant à voter en faveur du référendum de 1966 portant sur la Loi organique espagnole⁵⁸ ».

La Guerre froide avait imprimé sa marque sur le football européen et sur les instances internationales, mêmes si ces dernières surent, en certaines circonstances, faire le dos rond et laisser passer l'orage, effectuant parfois des rapprochements inattendus avec l'URSS et ses alliés ; et, en fin de compte, imposant leur logique planétaire et européenne. En effet, hormis les JO, les compétitions furent finalement peu concernées par l'affrontement des blocs, mieux encore, les Pays de l'Est s'insérèrent sans difficultés dans des compétitions d'origine clairement mercantile (les différentes coupes d'Europe des clubs) et, tout compte fait, s'y diluèrent. Quant aux devenir des héros sportifs, le cas de Ferenc Puskás, tour à tour héros socialiste, chantre du franquisme et – ultime paradoxe ? – symbole de la liberté de la Hongrie de 1989 comme de 2017⁵⁹, il indiquait combien l'instrumentalisation des footballeurs s'avérait fugace et pouvait prendre des chemins inattendus et divers.

⁵⁸ Dietschy, *Histoire du football, op.cit.*, p. 370. Le référendum fut un succès écrasant pour le régime qui obtint 95 % de votes favorables, « Sur le moment, la Loi organique apparut comme garant de la continuité du franquisme : selon une opinion répandue, l'Espagne passerait alors à "une dictature de notables". C'est le contraire qui s'est produit », Jacques Maurice – Carlos Serrano, *L'Espagne au XX^e siècle*, Paris, Hachette Supérieur, 1996, p. 49.

⁵⁹ Depuis la fin du régime communiste, la poste hongroise a « timbrifié » par trois fois au moins le « major galopant ».

La finale de Berne exposée au public hongrois d'aujourd'hui

GEZA SZASZ
(Université de Szeged)

Introduction

Lorsque le chercheur en histoire des représentations se penche sur les échos et les répercussions idéologiques d'un événement sportif des années 1950, il se trouve en face d'un certain nombre de questions, relevant soit de l'histoire politique soit de l'histoire des sports soit de l'histoire des médias. Notre étude étant destinée à démontrer l'évolution des interprétations de la finale de la Coupe du Monde de 1954, nous aborderons d'abord la place des sports dans la Hongrie des années 1950, période lourdement chargée d'idéologie. On s'occupera en deuxième lieu de la présentation de l'événement même, avant de passer à l'examen de sa postérité à court et à moyen terme. Nous sommes conscients de l'impossibilité d'une analyse de toutes les sources dans ce texte ; aussi se contentera-t-on d'évoquer certaines étapes marquantes de l'évolution de l'opinion hongroise au sujet de la finale de Berne.

La place des sports dans la Hongrie des années 1950

« *La Hongrie, nation sportive.* » Ce slogan, à la sonorité très officielle, correspond tout de même à une certaine réalité¹.

Si tous les Hongrois ne sont pas sportifs, loin de là, les résultats obtenus dans les compétitions internationales placent le pays parmi les 10-15 nations les plus sportives de la planète. C'est un grand exploit si l'on tient compte de sa faible

¹ Sur les performances des Hongrois et les acceptations des sports en Hongrie aux 19^e et 20^e siècles, voir par exemple Géza Szász, « Le sport en Hongrie », in Jenő Németh - Márta Pataki - Géza Szász - Miklós Nagy (2011), *La Hongrie : découverte langue et culture*, http://rpn.univ-lorraine.fr/UOH/HONGRIE_LANGUE_CULTURE/ (Consulté le 13 octobre 2016.) Pour un contexte plus général du football au 20^e siècle (histoire, charge idéologique, liens avec le pouvoir) voir avant tout l'étude de Didier Rey dans le présent volume. Je tiens ici à exprimer ma gratitude aux professeurs Didier Rey et Sándor Csernus pour leurs remarques et suggestions.

population (quelque 10 millions habitants tout au plus) et de ses ressources financières.

Si les débuts de la vie sportive moderne correspondent en Hongrie à période de la réanimation du mouvement olympique, avec le profillement des grandes tendances dès le début du 20^e siècle (natation, tir, escrime, lutte...), le water-polo et l'athlétisme se font remarquer à partir de l'entre-deux-guerres.

Néanmoins, déjà domaine à succès, le sport hongrois a connu un véritable changement de régime après la Deuxième Guerre mondiale.

Fidèle à l'esprit soviétique et soucieux d'encadrer la jeunesse, l'État a exercé un contrôle pratiquement sans faille sur le sport, tout en exploitant ses résultats pour asseoir sa légitimité et accroître sa popularité. C'est ainsi, par exemple, que les victoires internationales seront remportées, dès 1949, par des sportifs suivant « *les sages conseils et l'exemple du camarade Rákosi* »². Parallèlement, on a entrepris une profonde modernisation du système de sélection des athlètes (création des classes spécialisées dans l'enseignement secondaire) et de l'infrastructure (construction de stades et de centres d'entraînement, comme celui de Tata). Cela signifiait aussi un important engagement financier de la part du régime, subventionnant plus ou moins directement l'élite sportive. La fin des années 1940 et le début de la décennie suivante constitueront ainsi une période de renouvellement des activités sportives. Tout un éventail de sports déjà pratiqués ou fraîchement promus (comme le volley-ball) connurent un essor sans précédent, marqué par la glorieuse participation aux Jeux Olympiques de Helsinki en 1952 (16 médailles d'or, 10 d'argent et 16 de bronze, record national pour toujours). Le boxeur László Papp, figure emblématique de l'époque et triple champion olympique (1948, 1952, 1956), devient plus tard champion d'Europe des poids moyens chez les professionnels (1962-1964), mais il lui est interdit de se porter candidat au titre de champion du monde. Quand il prend sa retraite, son actif professionnel est pratiquement sans tache (sur 29 match, 27 victoires et 2 nuls).

Cependant, de tous ces exploits se distingue la performance quasi légendaire de la sélection nationale de football. Certes la Hongrie comptait, depuis des décennies,

² La phrase est d'une dépêche de Gyula Hegyi (1949). Citée par Róbert Zsolt, *Labdarúgók és sportolók* [Joueurs de foot et autres sportifs], Budapest, 1978, p. 17. Rákosi Mátyás (1892-1971), chef du parti communiste hongrois de 1945 à juillet 1956, membre de tous les gouvernements de novembre 1945 à juillet 1953, premier ministre en 1952-1953, figure de proue de la dictature staliniste en Hongrie. Démis de ses fonctions gouvernementales après la mort de Staline (sur ordre de Moscou), contraint à démissionner de la tête du Parti (également sous pression soviétique) en 1956, il émigra en URSS peu avant la révolution. Pour un inventaire de ses fonctions gouvernementales, voir József Bölöny, *Magyarország kormányai 1848-1992* [Les gouvernements de Hongrie, de 1848 à 1992], Budapest, 1992, pp. 95-100. Sur la nature du régime de Rákosi, le « meilleur disciple de Staline », voir, parmi les récentes synthèses publiées en français de l'histoire de la Hongrie, Miklós Molnár, *Histoire de la Hongrie*, Paris, 1996, p. 390. Sur Gyula Hegyi, voir *infra*, note 15.

parmi les nations fortes en football (une deuxième place fut déjà obtenue à la Coupe du Monde de 1938, à Paris), mais l'équipe des années 1950, résultat d'une coïncidence de plusieurs facteurs que nous n'étalerons pas ici, symbolisée par le génie de Ferenc Puskás, József Bozsik et autres Nándor Hidegkuti, a mérité son surnom de Onze d'or hongrois. Établissant un record d'invincibilité de plus de quatre ans (de mai 1950 à juillet 1954), elle a remporté la médaille d'or aux JO de Helsinki, et fut la première sélection étrangère à battre l'Angleterre au stade de Wembley, le 25 novembre 1953. (Le jour de cette victoire sera déclaré au début des années 1990 « journée du football hongrois ».)

Battue par l'Allemagne à la finale de la Coupe de Monde de 1954, à Berne, l'équipe maintint son jeu. Si son prestige et ses résultats sont moins luisants en 1955 (critiqué, voire insulté, Puskás ne pourra plus bien jouer en Hongrie), le blason commence à être redoré en 1956, juste avant l'éclatement de la révolution (14 octobre 1956, 2:0 face à l'Autriche, à Vienne). Dans la tourmente des événements, les joueurs de Honvéd de Budapest (le gros de la sélection) quittent le pays pour cause de match (autorisés et illégaux). En fin de compte, Puskás, Kocsis et Czibor resteront à l'étranger. (Notons que seul Puskás réussit à redevenir un joueur icône avec le Real de Madrid.)

Réalisant encore des performances remarquables jusqu'à la fin des années 1960 (médaille de bronze aux Jeux Olympiques de 1960 et victoire en 1968, victoire du club Ferencvárosi TC à la Coupe des villes des foires, ancêtre de la Coupe UEFA, face au Juventus de Turin en 1965, Ballon d'Or attribué à Flórián Albert, joueur du même club, en 1967, participation aux Coupes du Monde de 1958, 1962 et 1966, troisième, puis quatrième place à la Coupe d'Europe des nations en 1964 et 1972), le football hongrois, jadis « sport national », ne retrouva plus son lustre d'antan à partir des années 1970³. Absent aux Coupes du Monde de 1970 et 1974 (et, plus tard, de 1990 à 2014), elle ne brille guère au niveau des clubs. Si Ferencváros se retrouve encore une fois à une finale européenne en 1975, face au Dinamo Kiev (Coupe d'Europe des vainqueurs de coupes), il échoue. On devra attendre 10 ans pour assister à la participation du Videoton de Székesfehérvár à la finale de la Coupe UEFA ; mais la victoire sera remportée par le Real de Madrid.

³ Cf. Zsolt, *Labdarúgók és sportolók, op. cit.*, p. 53-292.

La finale de 1954

Si l'on tient compte de cette revue rapide, on voit que la finale de Berne⁴, apogée du football hongrois, gagne encore plus d'importance à la vue de ce qui suit. Une analyse de son exposition au public, aussi rapide qu'elle soit, serait censée de repérer les mécanismes de représentation ou d'occultation, officielles ou privées qui contribuèrent à sa perception, dévoilant ainsi l'image constituée qui est toujours une transposition de la réalité. La représentation des événements (faits) footballistiques se prête d'autant plus à l'analyse que ce sport, étant celui des masses (si non des couches défavorisées) et mobilisant des masses de supporters, constitue, par le biais de l'exploitation de ses succès, un appât irrésistible à tout régime autoritaire désireux de légimité populaire, des dictatures sud-américaines aux « démocraties populaires » d'Europe centrale⁵.

Regardons d'abord les faits tangibles.

La finale de Berne a eu lieu le 4 juillet 1954, au stade Wankdorf (démoli plus tard, il a cédé sa place au Stade de Suisse), devant 62 500 spectateurs, avec comme arbitre l'Anglais William Ling. Le début du match était prévu pour 17:00 heures.

C'était le 311^e match de la sélection nationale hongroise, invincible depuis le 14 mai 1950 (alors battue par l'Autriche), ayant battu l'Allemagne en poule à 8:3, mais arrivant après une demi-finale remportée seulement à l'issue de 120 minutes contre l'Uruguay. Notons que le remplacement n'est pas encore autorisé (il le sera en 1958, mais son application ne se généralise que dans la deuxième moitié des années 1960). Ce fait gagne d'importance si l'on se rend compte que Ferenc Puskás, absent pour blessure pendant la phase éliminatoire (Brésil, Uruguay, les deux finalistes de la Coupe de 1950), se déclare guéri. Sur confirmation du médecin de l'équipe, le Dr Kreis, le sélectionneur Gusztáv Sebes autorise son jeu.

⁴ La finale de Berne a constitué, au cours des dernières années, le sujet de nombreuses publications en ligne. Pour des présentations sommaires, nous renvoyons le lecteur à <http://www.om4ever.com/CoupeMonde/CoupeDu%20Monde54.htm> ; <http://fr.uefa.com/worldcup/news/newsid=174547.html> ; <http://www.football365.fr/coupe-du-monde-1954-la-rfa-ecoeure-la-hongrie-1222619.html> (Consultés le 17 octobre 2016.)

⁵ On citera ici, à titre d'exemple, l'exploitation à l'extrême de la Coupe du Monde de 1978 par la junte argentine, allant jusqu'à marchander des matchs, comme celui contre le Pérou. Le sujet est encore évoqué par Fabrice Drouelle, *Affaires sensibles : 40 ans d'histoire qui ont secoué la France*, Paris, 2015, p. 207. En ce qui concerne les « démocraties populaires » (dénomination officielle des dictatures d'Europe Centrale et Orientale jusqu'aux années 1960), si des répercussions des événements sportifs dans la production industrielle ont été « prouvées » jusqu'aux années 1970, la préoccupation principale du pouvoir consistait à assurer une « ambiance positive » dans le pays et à « monter le moral des travailleurs ». Cf. Zsolt, *Labdarúgók és sportolók, op. cit.*, pp. 25-26.

Le match commence comme un rêve pour les Hongrois. Puskás ouvre le score dès la 6^e minute et est bientôt suivi par Czibor (8^e min.). La Hongrie mène à 2:0. Cependant, deux minutes plus tard, Morlock est superbement servi par Rahn et marque un but (2:1). À la dix-huitième minute, l'Allemagne est effectivement de retour dans le jeu : après le corner de Fritz Walter, le gardien hongrois Gyula Grosics intervient, mais le ballon est récupéré par Rahn qui marque aussitôt (2:2). Pas de changement jusqu'à la 84^e minute. Alors, Rahn récupère un ballon à l'extérieur de la surface de réparation, tire, le gardien hongrois réagit un peu trop tard, et l'Allemagne mène à 3:2. Quelques minutes plus tard, le but de Puskás n'est pas validé par l'arbitre pour hors-jeu.

Les interprétations de la finale

Si les joueurs hongrois doivent admettre, avec grande amertume, le fait accompli devenu, pour l'opinion allemande, le « miracle de Berne », en Hongrie, l'importance du choc ressenti par tout un peuple est à la mesure des attentes formulées à l'égard de la sélection. Si tout le monde n'exprime pas sa déception de manière violente, une série de manifestations spontanées (inédite depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale !) se produit à Budapest et, prenant les autorités policières complètement au dépourvu, ces dernières ne réussiront à en avoir le dessus qu'au bout de trois jours.

La postérité de la défaite commence donc très tôt. Ses conséquences (si elles sont vraiment les siennes) mettent le pouvoir politique, jusque-là maître-protecteur de ses joueurs chéris, dans une situation pour le moins inconfortable. Confiants jusqu'à l'extrême dans la victoire, ayant très largement exploité les succès de l'équipe, les dirigeants du pays n'ont pris aucune précaution policière ou médiatique, négligence pratiquement incompréhensible dans un État que nous pouvons considérer, malgré les changements survenus depuis la mort de Staline, comme totalitaire dans tous les sens du terme⁶.

Pour illustrer cette incurie, nous signalons que le jour de la finale, lorsqu'elle doit faire face au début des manifestations, la police de Budapest, pourtant liée à la toute-puissante Autorité de protection de l'État, ne put mobiliser que 46 agents d'intervention rapide dans une ville de presque 2 millions d'habitants. Le lendemain, le mouvement continue à une centaine de mètres du siège de la ladite Autorité. Pour en venir au bout, il sera nécessaire de faire venir du personnel policier de

⁶ Suite à l'éviction de Mátyás Rákosi de la tête du gouvernement en 1953, le nouveau premier ministre, Imre Nagy, a certes assoupli le régime et introduit des réformes, mais son action se heurta à la résistance de Rákosi, qui conserva jusqu'en 1956 la direction du Parti et qui mina de tous ses moyens les initiatives de son successeur. La constitution de type soviétique et le système du parti unique n'étaient pas mis en question. Voir Molnár, *Histoire de la Hongrie*, op. cit.

province, et procéder à des interpellations et arrestations. Si nous nous interdisions de considérer les manifestations de juillet 1954 comme une prélude à celles de 1956, on notera quelques similitudes : indécision des dirigeants de la police, incapacité de la police d'encadrer les manifestations et, surtout, la marche des manifestants au siège de la Radio nationale⁷.

La négligence était encore plus grande dans le domaine de la couverture médiatique de la finale. Cauchemar des dictatures, le match était retransmis en direct par la Radio hongroise, avec György Szepesi devant le micro. (On n'a pas encore la télé.) Aucune manipulation ou action de censure ne peut donc se faire sur le champ. (Le contrôle des postes de radio s'étendait d'ailleurs jusqu'à la commercialisation d'appareils ne captant que les chaînes « bien-pensantes » ou l'insertion des clous dans les récepteurs plus anciens pour empêcher l'accès à « la parole de l'ennemi ». Et encore, pas de communiqué ou instruction intérieure prévus pour cas de défaite. (L'ambassade de Hongrie à Berne avait même distribué des invitations à la réception organisée le 4 juillet à l'honneur de la « *Sélection nationale hongroise, vainqueur de la Coupe du Monde* »⁸. On imagine l'ambiance de la soirée.)

Le pire s'étant produit, la manipulation directe se trouvant hors de question, le régime réagit après coup, par des mesures de répression et d'occultation. Le responsable des troubles (et, indirectement, de la défaite) sera très rapidement trouvé... dans la presse des sports qui, aux dires des accusateurs, avait suscité, par ses articles élogieux relatant les performances de l'équipe, une attente démesurée, à l'origine des problèmes. László Feleki, rédacteur en chef du quotidien des sports *Népsport* ainsi que plusieurs journalistes des sports sont renvoyés⁹.

L'occultation commence en même temps. Ordre est donné aux rédactions ne publier aucune ligne sur les manifestations de Budapest. Cette fois, la censure fonctionne à merveille. Ainsi, le quotidien régional *Délmagyarország* édité à Szeged, alors organe officiel du parti communiste, ne dit pas un mot des événements dans son numéro du 6 juillet 1954, le premier publié depuis le jour de la finale, alors que

⁷ Cette série d'événements, longtemps occultée, timidement évoquée à partir des années 1970, a été le mieux décrite en 2009 par György Majtényi, « Focialista forradalom » [Révolution socio-footballistique], nol.hu/kritika/20091228-focialista_forradalom-485461 (Consulté le 30 septembre 2016.) Quelques années plus tard, l'écrivain Szabolcs Benedek choisira le même titre (et le même sujet) pour son nouveau roman. Cf. Szabolcs Benedek, *Focialista forradalom*, Budapest, 2013. Au sujet de sa représentation à la fin des années 1970, voir Zsolt, *Labdarúgók és sportolók*, op. cit., p. 77. L'initiative de la recherche vient d'un essai-témoignage de Mária Ember, « A kis magyar »focialista« forradalom » [La petite révolution « socio-footballistique » de Hongrie], *Eső. Irodalmi Lap*, 2001/1, pp. 40-45, <http://www.esolap.hu/archive/entryView/231> (Consulté le 19 octobre 2016.)

⁸ Zsolt, *Labdarúgók és sportolók*, op. cit., p. 65.

⁹ *Ibid.*, p. 78.

les « troubles » durent déjà depuis deux jours¹⁰.

Et on occulte tout, même les joueurs. Pour voir l'étendue du phénomène, je renvoie lecteur à un témoignage précieux, les mémoires du journaliste des sports Róbert Zsolt, ancien sportif et confident de plusieurs joueurs des Onze d'or publiés en 1978 (donc un quart de siècle après les événements) sous le titre *Labdarúgók és sportolók* [Joueurs de foot et autres sportifs]. Dans ce livre qui parle avec une étonnante franchise du monde du football hongrois (il analyse, par exemple, les méthodes d'achat-vente des matchs de première division) et de l'autocensure pratiquée par les journalistes pendant les années 1960-1970¹¹, il raconte et commente la démarche choisie par les autorités :

« Après le match perdu contre la RFA, ces stars, ces demi-dieux adulés sont descendus du piédestal. Et oh, combien ! De retour en Hongrie, ils sont inopinément descendus du train à Győr [à quelque 120 km de Budapest], mis dans un car et transférés à Tata. La raison : les autorités avaient peur des Budapestois en colère.

Au centre d'entraînement de Tata, la table était servie, avec Mátyás Rákosi à la place d'honneur. Il a remercié les joueurs d'avoir honnêtement résisté jusqu'à la fin de la Coupe du Monde, et d'avoir mérité, avec leur performance et malgré la défaite dans la finale, la reconnaissance internationale et d'avoir augmenté la gloire de la Hongrie démocratique. Il a dit merci au sélectionneur et à tous les joueurs. Suite à ce dîner ou plus rien n'était dit (qui aurait eu envie de fêter ici, malgré l'accueil tout-à-fait honnête ?), des voitures de tourisme ont ramené à la maison, à la faveur de la nuit, les joueurs de foot qui avaient gagné la médaille d'argent à la Coupe du Monde.¹² »

Cette scène nous en dit long sur la nature de l'approche du pouvoir. La performance étant là, le régime veut reconnaître mais n'ose pas exposer les joueurs ou, plutôt, soi-même aux sentiments de la foule. Les joueurs, ces véritables fils du peuple (venus, dans leur écrasante majorité, des milieux dévalorisés d'avant-guerre) seront donc isolés des gens. Ceux-ci, faute de fête ou autre événement public servant de soupape, seront réduits à exprimer leur amertume refoulée pendant les matchs, couverts d'invisibilité. Et les joueurs devront encaisser. Avec, en première position, Puskás qui, sifflé, hurlé, surnommé désormais le « major ventru » (en déformant l'ancien surnom « major galopant »), ne pourra plus retrouver son jeu devant le public hongrois.

¹⁰ Cf. *Délmagyarország*, le 6 juillet 1954. http://digit.bibl.u-szeged.hu/00000/00099/01954/00158/dm_1954_158.pdf (Consulté le 19 octobre 2016.)

¹¹ Cf. Zsolt, *Labdarúgók és sportolók, op. cit.*, pp. 149-157.

¹² *Ibid.*, pp. 78-79.

La version officielle et la reconnaissance publique faisant défaut (par exemple, aucune décoration ne fut remise), l'occultation jouant son jeu, le public se trouvant face à l'incompréhensible ou l'inacceptable, des récits parallèles naissent et revêtent souvent la forme des rumeurs et survivant jusqu'à nos jours. Si les sentiments se sont déjà apaisés, ces récits formeront la mémoire officieuse ou populaire de la finale.

On notera d'abord les récits des participants, donc des joueurs. Les membres de l'équipe restés en Hongrie ou revenus, comme Gyula Grosics, assez tôt, ont pris leur retraite en général au début des années 1960. Ensuite, lors des rencontres avec le public, de plus en plus nombreuses (et rémunérées) à la fin des années soixante, ainsi que dans des discussions privées, répondant aux questions inévitables, ils se mettent à parler de la finale. S'ils reconnaissent tous la qualité du jeu, l'esprit collectif et l'endurance de l'Allemagne, ils soulignent aussi que les stars hongroises, imbuës de leur gloire et déjà repues (Puskás dira plus tard : « *nous avons péché par orgueil* ») se trouvaient face à une équipe qui « *n'avait rien à perdre et avait tout à gagner* » et que, « *endormis* » par leurs buts rapides, les joueurs hongrois qui ont pourtant tout investi, n'ont pas pu réellement revenir dans le jeu après l'égalisation¹³. Cette interprétation, très proche de l'opinion allemande et des observateurs neutres, ramène l'audience à considérer le match en question en tant que fait sportif qui a lieu dans un stade et au cours duquel l'imprévu peut aussi se produire.

Malgré son authenticité, ce type du récit reste secondaire derrière ceux nés dans l'esprit des gens.

Ceux-ci ont tous un motif commun : trouver une explication de la défaite se situant en dehors de l'espace et le temps usuels du match, c'est-à-dire le stade et les quatre-vingt-dix minutes. Ils peuvent être distingués en deux grands groupes : les récits relatifs au jeu de Puskás et les théories du complot. Certains semblent être encouragés par le pouvoir.

Le jeu de Puskás, le plus grand icône du football hongrois, et, à côté de Pelé, du football international au XX^e siècle, attire des accusations et sur le joueur et sur le sélectionneur. On dit que, n'étant pas encore complètement rétabli de sa blessure, il ne voulait pas manquer l'occasion de toucher le premier la coupe Rimet. Si le sélectionneur était déjà (et doit être) réhabilité (pour comprendre la situation, il faut savoir que Puskás, d'un jeu et d'un prestige incomparables, était déjà devenu, même avant le mot, la première star mondiale du football), Puskás a démenti le chef d'accusation par ses actes : auteur du premier but, il aurait égalisé à la dernière minute (mais le but était invalidé par l'arbitre). Cela ne suffit plus pour les supporters qui ont fait de lui un responsable de la défaite. (Il fut aussi évoqué l'idée selon laquelle, acheté par les Allemands, il voulait participer à la finale pour affaiblir l'équipe hongroise.) Curieusement, on parla peu de ses origines germaniques, pourtant

¹³ *Ibid.*, pp. 70 (Hidegkúti, Bozsik, Grosics) et 72 (Buzánszky).

connues¹⁴.

C'est justement ce type de récit que le pouvoir entend soutenir. Ainsi le quotidien *Délmagyarország*, déjà évoqué, ne parle de la finale qu'en quatrième (et dernière) page dans son numéro du 6 juillet 1954. Mesure journalistique prise pour occulter ? (La première page est consacrée à de sujets anodins, comme une émulation entre les usines industrielles et agricoles de la région à l'honneur du 20 août, fête de la Constitution.) L'article, long d'à peine une colonne et demie, parle peu des faits, mais évoque les « fautes » du sélectionneur et cite, en une colonne, les opinions des dirigeants des sports hongrois (au nombre de deux seulement !) et de la presse étrangère¹⁵. Pas un mot sur les mérites des joueurs qui sont parvenus à jouer une finale ou sur leur accueil.

Autre responsable potentiel – et nous sommes déjà à l'étude des « complots » – pourrait être l'arbitre Ling, invalidant le dernier but pour hors-jeu. Il l'aurait fait sous pression allemande ou en contrepartie d'une somme. Si les analyses modernes démontrent que sa décision était erronée, après une première phase très critique, les joueurs ont progressivement reconnu ses qualités.

Selon la version la plus extrême, le match aurait été vendu par les Hongrois (joueurs et/ou dirigeants) mêmes. En contrepartie, on aurait reçu une somme d'argent ou des voitures Mercedes. Cette version se fondait sur une réalité apparente : les premières Mercedes noires, voitures de service des ministères, ont commencé à circuler dans les rues de Budapest en 1954-1955¹⁶. Plusieurs d'entre elles appartenant au Ministère de la Défense, organisme de tutelle du club Honvéd de Budapest donnant l'essentiel de la sélection nationale, le gouvernement aurait aussi été impliqué dans l'affaire.

Mais on ne s'arrête pas ici : dans la foulée des événements des 4-6 juillet 1954, on a suspecté le sélectionneur Gusztáv Sebes d'avoir des origines germaniques voire juives, qui l'auraient prédisposé à vendre le match à ses amis allemands¹⁷. Moins d'une décennie après l'holocauste (et la défaite des Hongrois, alliés de l'Allemagne), cette affirmation montre d'un côté le niveau d'intelligence de son auteur et signale l'existence d'une antisémitisme pas tout-à-fait latent et surtout polyvalent au sein d'une certaine partie du public hongrois.

Pour terminer l'énumération des récits parallèles les plus répandus, on mentionnera l'accusation de dopage, évoqué très tôt par les responsables et quelques joueurs hongrois au vu de l'hospitalisation de plusieurs membres de la sélection

¹⁴ *Ibid.*, pp. 74-77.

¹⁵ Les dirigeants hongrois cités : Gyula Hegyi, président du Comité national des sports et de l'éducation physique (équivalent d'un ministère des sports) et Gyula Mándi, adjoint du sélectionneur. Si ce dernier montre beaucoup de retenue, Hegyi affirme que « *l'équipe de Hongrie est le véritable vainqueur de la Coupe du monde* ». *Délmagyarország*, le 6 juillet 1954. p. 4 http://digit.bibl.u-szeged.hu/00000/00099/01954/00158/dm_1954_158.pdf

¹⁶ Zsolt, *Labdarúgók és sportolók*, op. cit., p. 74. ; Majtényi, « Focialista forradalom », op. cit.

¹⁷ Majtényi, « Focialista forradalom », op. cit.

allemande¹⁸. En fait, en 2010, il s'avère que les joueurs de la Nationalelf ont reçu de la Pervitine (un stimulant à base de métamphétamine, en usage dans l'armée allemande pendant la Deuxième Guerre mondiale). Mais elle n'était pas interdite au moment des faits.

Outre l'accusation de dopage, confirmée, qu'est-ce qui a pu assurer la longévité des récits parallèles (au moins jusqu'à la fin du 20^e siècle et, pour certains, jusqu'à nos jours) ? D'où vient, d'où venait ce refus d'admettre ce que nul ne saurait changer ?

Dès 1978, Róbert Zsolt propose une explication plus que plausible. Elle est d'ordre médiatique et d'une simplicité saisissante : la télévision n'existant pas encore en Hongrie (les émissions régulières commenceront seulement en 1957, en partie pour détourner l'attention des Hongrois du souvenir de la révolution et de la répression), le public n'a pas pu voir l'intégralité du match, donc l'évolution du jeu sur le terrain. Il a suivi les événements, certes retransmis en direct, à la radio¹⁹. Ce qui veut dire que les images étaient modulés en paroles, par l'entremise de György Szepesi, « l'œil du peuple hongrois ». Avec cette modulation, une nouvelle réalité est née, ne correspondant pas toujours aux réalités du terrain. (Des critiques de ce genre ont effectivement été formulées à partir des années 1990, lorsqu'on accédait progressivement aux versions intégrales de plusieurs matchs de la sélection nationale enregistrées par des télévisions étrangères.) Dans la presse, on a publié des photos montrant toujours les joueurs hongrois à l'action, et les reportages filmés de la finale, projetés au cinéma juste avant le long-métrage, étaient composés de scènes de performances hongroises. Le public s'est ainsi forgé une image qu'il était désormais difficile de dissiper et qui résistait à toute confrontation. Le visionnement refusé, il ne resta que le concept basé sur le perçoit.

On doit encore mentionner un facteur : faute d'engagement public du pouvoir politique en faveur de l'exploit des joueurs, l'espace discursif restait libre devant les interprétations privées (que nous appelons des « récits parallèles »). Encouragés ou non par les autorités (nous tendons à accepter l'affirmatif, les politiques voulant rejeter toute responsabilité), ces interprétations envahissent l'espace individuel et familial aussi bien que la conscience collective, et déterminent la perception de la finale pour au moins deux générations.

Incontournable et provocateur, le sujet évolue cependant. Si les premières explications « tolérantes » apparaissent dès les années 1970, le changement du régime en 1989-1990, l'arrivée d'une nouvelle génération, et la diminution de l'importance du football apporteront un changement fondamental de la donne. Quand un monde du foot en quête de légitimité déclare le 25 novembre (jour de la victoire du Wembely en 1953) journée du football hongrois en 1993, cela ne bouleverse plus la

¹⁸ Puskás fut le premier à en parler devant la presse étrangère. Cf. Zsolt, *Labdarúgók és sportolók*, op. cit., p. 75.

¹⁹ *Ibid.*, p. 82.

société. Et même si l'indifférence a cédé sa place ces dernières années à un enthousiasme croissant au vu des performances de la sélection nationale (avec une participation à l'Euro de 2016), l'amertume ne se dirige plus contre les adversaires d'antan. Pur capitalisme ou signe d'ouverture d'esprit, la « version allemande » est désormais tolérée jusqu'au coin des enfants.

Voilà ce qui arrive avec le livre de Fabian Lenk, *Le miracle de Berne* (Das Wunder von Bern), publié en allemand à Ravensburg, en 2014, traduit en hongrois et commercialisé par les Éditions Scolar (Scolar Kiadó) la même année²⁰. Ce roman de jeunesse, conçu avant la Coupe du Monde de 2014 et destiné à un public de collégiens, offre l'approche allemande des événements dans le cadre d'une histoire de trois enfants allemands qui, accompagnés de leur chat, font un voyage dans le temps pour comprendre le « miracle de Bern », « l'esprit de Speiz » (du nom du lieu d'hébergement et d'entraînement des Allemands), et pour déjouer, en passant, un complot fomenté contre l'équipe allemande. Le livre, qui mise sans doute sur la popularité du sujet dans la foulée de la campagne médiatique qui précède la Coupe du Monde (et au cours de laquelle se multiplient d'ailleurs les prédictions de la victoire allemande), retient notre attention à plusieurs titres.

D'abord, s'il tend à profiter de la publicité de l'événement footballistique majeur de l'année, il ne doit pas essuyer une pluie de critiques acerbes et/ou chauvinistes en Hongrie.

Ensuite, l'auteur ne cesse de répéter que la sélection nationale hongroise était la meilleure alors. Cette retenue augmente bien sûr la valeur de la victoire allemande. Celle-ci avait d'ailleurs provoqué un choc en Allemagne – mais d'une nature bien différente de celui ressenti en Hongrie.

Enfin, un esprit de franchise caractérise le texte. On y mentionne tous les éléments supposés ou réels de la victoire : les efforts du sélectionneur Sepp Herberger, fin tacticien et grand psychologue, les chaussures fabriquées par Adi Dassler, les « vitamines » du Dr Loogan, administrés même pendant les entraînements, les conditions de météo favorisant le jeu massif des Allemands au détriment des passes et des dribbles des artistes du milieu et de l'avant hongrois, la chance inouïe du gardien Turek vers la fin du match.

Est-on arrivé, avec la publication du livre et son accueil en Hongrie, à une phase d'apaisement définitif ? Nous serions enclins à dire que oui, même si l'apaisement n'est pas le fait du livre – sa publication en constitue plutôt un signe. Si les récits parallèles n'ont pas encore complètement disparu, la distance de plus en plus grande qui nous sépare des événements, le décès des joueurs et des supporters de l'époque ont fait le travail de mémoire, travail d'autant plus nécessaire qu'il ne pouvait pas être fait pendant plus de trente ans. Ainsi, la Hongrie ne put pas faire, avant le chagement de régime, le deuil de la finale de Berne, ce qui a largement contribué à la transformation de celle-ci en catastrophe nationale, presque au même

²⁰ Fabian Lenk, *A berni csoda* [Le miracle de Berne], Budapest, 2014.

titre que le traité de Trianon²¹ ou la participation à la Deuxième Guerre mondiale.

Conclusion

Dans notre étude, nous avons tenté, après avoir brièvement présenté la place des sports et la finale de la Coupe du Monde de 1954, d'esquisser les principaux motifs de la réaction du public hongrois à la nouvelle de la défaite, et de suivre l'évolution des interprétations. Si l'incurie du pouvoir semble tourner au catastrophe pendant les premiers jours, une stratégie d'occultation fera naître des récits parallèles, que le régime admet d'autant plus qu'ils permettent d'éviter des questionnements sur sa responsabilité. La presse, les joueurs et des éléments extérieurs au match seront évoqués dans des théories du complot, voilant le manque d'engagement des dirigeants politiques qui avaient pourtant chargé le sport d'un énorme fardeau politique. Ces facteurs empêcheront la finale de Berne de (re)devenir un simple événement sportif.

On notera encore un élément, peut-être le plus important. L'émigration de trois joueurs déterminants (Puskás, Kocsis, Czibor) en 1956-1957 a brutalement mis fin à l'histoire des Onze d'or, alors que la Coupe du Monde de Suède se dessina sur l'horizon. L'impossibilité de la revanche a brisé tous les espoirs et a définitivement transformé le match perdu en débâcle nationale, achevée par le tourbillon révolutionnaire et par ce qui s'ensuivit. Incontournables et inexprimables, les deux seront étroitement liés, avec, dans les deux cas, priorité aux discussions en privé. Les Hongrois officiels en seront réduits à célébrer la victoire du Wembley (1953), remportée, somme toute, à l'issue d'un match amical.

²¹ Le *Traité de Trianon*, traité de paix conclu entre la Hongrie et les Alliés le 4 juin 1920, à l'issue de la Grande Guerre. Signé dans le Grand-Trianon, il a réduit le territoire du Royaume de Hongrie des deux tiers, et d'importantes populations magyarophones se retrouvèrent à l'extérieur des nouvelles frontières.

Revendications d'autodétermination et nationalismes corses

THIERRY DOMINICI
(*Università di Corsica Pasquale Paoli*)

Depuis la fin des années 1970, la vie politique locale des Corses est rythmée par les revendications et les actions (légales et violentes) de deux forces ou courants politiques qui dans leurs projets de société font références à l'autodétermination de l'île. En un peu plus de quarante années de luttes institutionnelles (souvent supportées par le poids d'actions ou exactions violentes), ces formations partisans ont su légalement et démocratiquement contraindre les institutions nationales à faire évoluer le statut de la région en Collectivité Territoriale¹. Plus concrètement, la singularité géographique de l'Île a fait de ce territoire un laboratoire institutionnel, c'est-à-dire, un outil permettant aux pouvoirs publics de tester la flexibilité institutionnelle de l'esprit unitaire de la République française. De sorte que de réformes en réformes la région de Corse est devenue la collectivité locale la plus décentralisée des régions françaises sans pour autant être une région autonome à proprement parler.

Sur le plan de la représentation politique, deux revendications d'autodétermination, les autonomistes (ou nationalistes modérés²) et les indépendantistes, ont connu une forte progression électorale au point qu'elles s'imposent dans le paysage politique local et au cœur de l'opinion publique comme de véritables forces politiques. Unis ou associés les deux courants entendent aujourd'hui incarner l'unique alternative aux forces classiques ou claniques³ en pertes de vitesse électorale car incapables de proposer aux insulaires des solutions politiques aux crises actuelles. Cette dimension électorale semble faire montre d'une grande maturité politique. En effet, avec la victoire historique à l'élection régionale de décembre 2015,

¹ Les institutions particulières de la Corse sont inhérentes à trois lois relatives au principe de décentralisation (1982, 1991 et 2002) qui donnent au regard du système des régions une plus grande flexibilité institutionnelle de l'île.

² En opposition au nationalisme « dur » des organisations légales proches des groupuscules armés.

³ J.-L. Briquet, *La tradition en mouvement. Clientélisme et politique en Corse*, Paris, Belin, 1997 ; G. Lenclud, « De haut en bas et de bas en haut, le système des clans en Corse », *Études Rurales*, « L'État en perspective », n°101-102, 1986, pp. 137-173.

avec un représentant sur le plan européen (François Alfonsi, Président de l'Alliance Libre Européenne) et la victoire de Gilles Siméoni à la Mairie de Bastia en 2014, le nationalisme modéré et l'indépendantisme légal s'inscrivent de plain-pied dans l'histoire politique des Corses.

Cependant, l'idée qu'il existe une *question Corse* dans l'ensemble national, ne remonte pas au demi-siècle qui vient de s'écouler. Elle trouve sa sédimentation historique dans l'œuvre institutionnelle des révoltes (ou révolutions) corses du 18^{ème} siècle qui serviront de catalyseur et d'embrayeur du social aux différents courants nationalistes qui s'inscriront en faux face au système d'homogénéisation de l'Etat français.

Aussi, dans un premier temps, nous tenterons de broser rapidement les différents processus d'autodétermination interne mis en œuvre par les forces nationalistes corses contemporaines qui agissent et interagissent dans le cadre de la République française. Ensuite, dans un second temps, nous essayerons de montrer que la situation actuelle des forces nationalistes corses dénote en fait une grande maturité politique (tant sur le plan structurel qu'idéologique) permettant aux partis nationalistes et indépendantistes légaux de constituer, à l'instar des partis traditionnels, des relations de coopération (locale, nationale et européenne) au service des insulaires et ainsi de s'inscrire aujourd'hui comme l'illustration ou la matérialisation d'un *degré de faisabilité*⁴ de l'autodétermination interne (et externe) du peuplement de l'île. L'objectif nodal de cette contribution est de montrer qu'un tel pouvoir de représentation sociale et populaire et un tel poids électoral permettent aujourd'hui de poser la question de l'autodétermination (interne et externe) en termes de conscience nationale par « le bas ».

Un nationalisme au service de la communauté insulaire : les processus historiques de la revendication d'autodétermination interne

Indubitablement, les organisations nationalistes ont favorisé la politisation et popularisation du droit à l'autodétermination interne des Corses. Toutes à leur niveau intrinsèque de revendication surent faire basculer sur le plan médiatique et politique un phénomène ethno-culturel vers un conflit de société mettant en scène l'État et cette périphérie. Afin d'observer ces mobilisations sous l'angle du discours d'autodétermination (interne ou externe) au cœur de la revendication des mouvances corses contemporaines, nous aborderons cette question du droit à l'autodé-

⁴ Nous empruntons cette expression au professeur Alain Gagnon de l'UQAM qui afin de définir la faisabilité objective de l'autonomie (et/ou de la scission) des tendances nationalistes utilise depuis plusieurs années dans ses travaux, communications, échanges et cours.

termination des peuples en suivant la voie paradigmatique que nous avons défini par la formule *degré de faisabilité de l'autodétermination interne*.

Depuis la fin du 18^{ème} siècle pour les nationalistes, le sentiment d'appartenance à une nation corse apparaît dans un contexte juridique et historique comme une prégnance identitaire qui relève, selon le juriste Antoine Leca, du fait que « *l'histoire a conféré à l'île de Corse un statut particulier au sein de l'ensemble français, en ce qu'elle est la seule région métropolitaine à s'être constituée en État souverain, avant d'être ultérieurement intégrée à la France*⁵ ». Sans trop rentrer dans les détails, sur le plan politique, en novembre 1755, la communauté insulaire se constitue en nation souveraine et fonde sa principale inspiration institutionnelle sur l'effectivité d'une souveraineté populaire : « *la souveraineté du peuple légitimement maître de lui-même*⁶ ». Cette institutionnalisation est l'œuvre d'un homme : Pascal Paoli. Celui-ci, au-delà de ce fait historique, incarne auprès de l'opinion scientifique la volonté d'un homme de voir la liberté de son peuple garantie par un pacte social⁷.

C'est par ce projet institutionnel, sociétal et politique que le personnage de Pascal Paoli s'inscrit auprès de l'ensemble de tous les Corses, comme le héros national par excellence. Véritable icône pour les nationalistes, Paoli est l'homme d'Etat qui avait fait passer toute une communauté nationale dans la modernité et la liberté civile (ou civique). Le mythe de Paoli législateur des Corses, de Paoli « *homme des Lumières*⁸ » inspiré par les philosophes de son temps⁹ alors qu'il était simplement un pur produit du romantisme italien¹⁰, est en marche.

Sur le plan de la revendication d'autodétermination à proprement parler des nationalistes selon le professeur Xavier Crettiez, « *le nationalisme insulaire va se définir par sa capacité à absorber et faire revivre la courte histoire de l'indépendance érigée en mythe. Car si la Corse de Paoli a été pendant longtemps occultée par une historiographie officielle peu disposée à alimenter un sentiment séparatiste, son utilisation, sur la scène symbolique corse, par le nationalisme radical, relève tout au contraire d'une entreprise poussée de mythification*¹¹ ». De sorte que l'ensemble des courants nationalistes ont toujours associé le concept de nation corse à l'idée d'un paolisme authentique. Cette juxtaposition conceptuelle formerait une sorte d'unité politique triadique : peuple, nation, territoire.

En résumé, le paolisme agirait sur l'identité collective des insulaires à la fois comme une idée concrète de la nation corse et à la fois comme un moteur ou un

⁵ « Les assises idéologiques de l'État national corse », A.F.H.I.P. 1, collection d'histoire des idées politiques, actes du 1^{er} Colloque, Aix en Provence, 26, 27 septembre 1981, pp. 29-49.

⁶ Introduction (préambule) de la constitution de novembre 1755.

⁷ M. Bartoli, *Pasquale Paoli. Corse des Lumières*, Ajaccio, DCL éditions, 1999 pour la réédition.

⁸ *Ibid.* ; A. Casanova – A. Rovère, *Peuple corse révolutions et nation française*, Paris, Éditions Sociales, 1979.

⁹ M. Vergé-Franceschi, *Paoli, un Corse des Lumières*, Paris, Fayard, 2005.

¹⁰ M. Cini (dir.), *La Nascita di u mito : Pasquale Paoli tra '700 e '800*, Pisa, BFS edizioni, 1998.

¹¹ *Ibid.*

catalyseur de l'imaginaire national, sorte de société nationale imaginée, au sens de Benedict Anderson¹².

Sur le plan des revendications d'autodétermination des forces politiques contemporaines, lors de précédents travaux¹³, nous avons fait observer que depuis 1896¹⁴, sont apparues sur l'échiquier politique insulaire quatre vagues (ou périodes) de mobilisation identitaire dans lesquelles nous pouvons voir évoluer cinq familles partisans distinctes sur le plan de l'idéologie nationaliste et proche sur le plan du discours d'autodétermination.

La première famille fut les Corsistes (1896-1945). Bien qu'ils n'eurent aucune place réelle dans le jeu politique, ils furent les premiers à revendiquer un droit à l'autodétermination. Ce courant était formé d'intellectuels, d'acteurs sociaux et culturels (poètes, écrivains, journalistes, etc.) et d'anciens combattants. Certes peu suivie par la population corse, son expression politique à cette époque s'articulait autour d'une seule et unique formation politique apparue en 1922 : le Partitu Corsu d'Azione (Parti Corse d'Action) qui deviendra plus tard le Parti Corse Autonomiste. Durant cette phase que nous pouvons qualifier de formation de l'identité partisane autonomiste, le discours politique de certains adhérents fut incontestablement influencé par le projet irrédentiste des fascistes italiens¹⁵, néanmoins les corsistes furent les premiers à parler d'un droit à l'autodétermination du Peuple Corse et leurs revendications servirent de fer de lance à l'ensemble des autres mouvances qui apparaîtront dans la vie politique locale à partir des années 1950.

Marqués par la conjoncture de l'époque (fin de la Seconde Guerre mondiale, guerre d'Algérie, etc.), apparurent des groupements d'intérêts de type régionaliste (1950-1966). Sans revendiquer un quelconque particularisme politique ces derniers exigèrent de l'Etat central plus de décentralisation institutionnelle et plus d'aides sociales et économiques.

Très vite, au début des années 1960, ils furent supplantés par deux formations politiques distinctes entendant être de véritables partis autonomistes. Cette famille partisane était constituée d'un côté du Front Régionaliste Corse d'obédience socia-

¹² Cf. *Imagined Communities*, Londres, 1983.

¹³ T. Dominici, « Analyse comparée des dimensions partisans ethno-régionalistes françaises lors de l'élection régionale de mars 2004, l'exemple des cas Alsacien, Breton et Corse », in E. Nadal – M. Marty – C. Thiriot (dir.), *Faire de la politique comparée. Les terrains du comparatisme*, Paris, Karthala, 2005, pp. 63-82.

¹⁴ In « Analyse du degré d'émancipation sociale et de massification populaire des forces nationalistes corses actuelles : l'application du modèle de « petite » nation de Miroslav Hroch au nationalisme modéré », in J.-Y. Coppolani – A. Fazi (dir.), *Mélanges Claude Olivesi*, Édition Albiana, septembre 2013.

¹⁵ A. Leca, « A Muvra ou le procès de la France par les autonomistes corses (1920-1939) », Colloque AFHIP, Toulouse 1991, pp. 326-350, AFHIP n°VIII, collection Histoire des Idées Politiques, Presses universitaires Aix-Marseille. Et enfin pour le cas Corse seulement, J.-P. Poli, *Autonomistes corses et irrédentisme fasciste, 1920-1939*, 338 pages, Ajaccio, éditions DCL, 2007.

liste et de l'autre côté par des forces apolitiques et interclassistes dont l'Action Régionaliste Corse, qui prône un autonomisme sous tutelle, en sera la plateforme et le porte-voix.

Tous deux soutenus par un projet de société défini dans un manifeste¹⁶, entre 1960 et 1976, le FRC et l'ARC s'engagèrent sur la voie de l'autonomie interne et sur sa logique d'intégration en tant que « petite nation » au concert européen. Seule l'ARC résistera au phénomène de radicalisation du discours identitaire de la nouvelle génération de militants.

En effet, ce phénomène de radicalisation de la jeunesse militante se concrétisera dès 1976 avec la naissance d'un nouvel acteur revendiquant l'apanage du discours identitaire et émancipateur des Corses : le Front de Libération Nationale de la Corse (FLN-C). Dès lors, et jusqu'à la dissolution de cette engence clandestine en juin 2014, apparaît clairement deux stratégies d'émancipation du peuple Corse : l'action légale et l'action clandestine. Plus concrètement l'action légale est animée par une famille que nous avons définie plus haut par la formule « les nationalistes modérés » (issus des régionalistes et des autonomistes) ; quant à l'action clandestine, elle est l'œuvre des indépendantistes du FLN-C et de leurs corollaires issus de la radicalisation de la jeunesse de l'ARC. En dépit de ce point de comparaison, le système partisan des nationalistes corses était différent des cas européens car bien que fondé sur deux stratégies partisans distinctes, l'action clandestine par l'entremise des FLN-C(s) prédominera (jusqu'à sa dissolution en juin 2014) sur l'ensemble de l'espace politique de la mobilisation ethno-identitaire. Sur le plan de la représentation, les deux forces politiques issues des années 1976 sont les seules formations qui d'années en années ont su proposer une alternative politique basée sur le droit à l'autodétermination des Peuples sans nation. Cette période marque ce que les nationalistes appellent « la revendication institutionnelle en Corse » et que nous verrons plus dans le détail dans la seconde partie de notre propos.

Les revendications nationalistes de 1976 à aujourd'hui

Dans son premier manifeste, le FLN-C propose un projet d'indépendance basé sur un programme d'actions s'articulant autour de six points de revendications d'autodétermination qui constituent l'ensemble des éléments du Manifeste d'indépendance.

- La reconnaissance des droits nationaux du peuple corse.
- La destruction de tous les instruments du colonialisme français : armée, administrations, etc.

¹⁶ CEDIC, *Manifeste pour l'Ethnie Corse, source personnelle 1963* ; FRC, *MAIN BASSE SUR UNE ILE*, 141 p. ; ACCADEMIA D'I VAGABONDI (DEUXIEME EDITION), *CORBARRA, CORSE 1970* ARC (réédition UPC) ; *Autonomia*, Bastia, Arritti, 1991. 213 p.

- L'instauration d'un pouvoir populaire démocratique, expression de tous les patriotes corses.
- La confiscation des grandes propriétés coloniales et des trusts touristiques.
- La réalisation d'un pouvoir agraire pour assurer les aspirations des paysans, des ouvriers, des intellectuels et débarrasser le pays de toutes les formes d'exploitation.
- Le droit à l'autodétermination après une période transitoire de trois ans, durant laquelle l'administration se fera à égalité entre forces nationalistes et forces d'occupation.

En réaction, dès 1977, les anciens de l'ARC (devenue Action Régionaliste Corse) créent une nouvelle organisation légale : l'Union du peuple Corse (UPC). Dorénavant campée sur un projet d'autonomie interne défini par le manifeste *Autonomia*, l'UPC va tenter de marquer de son empreinte le système politique insulaire par la voie de la légalité. La force de l'UPC est d'avoir su jouer la carte du nationalisme (bourgeois) modéré et légal sans perdre de vue le combat idéologique face aux différentes tendances nationalistes du même genre.

Cette stratégie s'avérera payante jusqu'en 1984, date qui voit entrer dans l'hémicycle de l'Assemblée de Corse des élus indépendantistes soutenant le FLN-C. Pour Jean Michel Rossi, ancien idéologue du FLN-C, entre 1989 et 2000, « *le rôle politique lui a été assigné (au FLN-C) par la force des choses en quelque sorte. C'est-à-dire que l'autonomisme ayant démontré son incapacité à s'attaquer radicalement au système, le FLNC était obligé à la fois d'être source d'impulsion de la contestation politique en Corse et armée de libération*¹⁷ ».

Paradoxalement, cette période illustre également la déliquescence du nationalisme violent en raison notamment de son attrait pour la « voyoucratie » et le grand banditisme. En 1989, ce double phénomène conduira l'organisation clandestine à son éclatement en différents groupements armés, déconnectés des réalités de la Lutte de Libération Nationale établie par le FLN-C originel, qui se plongeront à corps perdu dans une guerre fratricide de légitimité¹⁸.

En revanche, comme il n'est point soumis aux affrontements inter-nationalistes, l'UPC devient un spectateur privilégié de ce nationalisme anthropophage et un acteur politique de premier choix. En effet, à chaque élection, l'UPC s'inscrit dans l'esprit des citoyens corses comme la seule structure capable de permettre un rapprochement des sigles et donc de proposer un discours nationaliste démocratique et un projet de société concurrentiel au système clanique. Néanmoins, l'UPC perd, chaque fois un peu plus de son attractivité électorale et populaire au profit des vit-

¹⁷ Entretien réalisé à Ile Rousse en mars 1999.

¹⁸ Th. Dominici, « L'après assassinat du Préfet Erignac, les retombées sur le système nationaliste Corse », in Cahiers de la Sécurité Intérieure, n°47, *Penser la violence*, Paris, IHESI, 2002, pp. 133-161.

rines légales des FLNCs qui entendent structurer et organiser socialement et politiquement la société insulaire.

Pourtant, lors des élections territoriales de 1992, en raison de son pouvoir de tribun, Edmond Simeoni, en tant que figure emblématique et tutélaire du nationalisme, est de nouveau parachuté, par les indépendantistes et les autonomistes, numéro un de la coalition électorale *Corsica Nazione* (Corse Nation). Cette liste électorale entendait représenter un rapprochement entre l'UPC et les satellites d'*A Cuncolta* (La Consulte – vitrine légale du FLNC-Canal historique à l'époque). En revanche, bien que la liste *Corsica Nazione* (Corse Nation) obtiendra environ 20 % des suffrages, cette période éclaire un autre phénomène : la prépondérance de la violence et de la guerre entre les groupements des FLNCs sur le discours démocratique. Cette liste produira de nouveaux entrepreneurs politiques indépendantistes, dont Jean-Guy Talamoni sera la tête de proue¹⁹ (il sera le leader de la structure légale de l'indépendantisme à partir de 1998). Notons que les indépendantistes domineront la sphère électorale jusqu'en 2010.

En revanche à la fin des années 1990 émergera dans le paysage politique une nouvelle génération d'élites réformistes partisans d'un nationalisme modéré et défait de la lutte armée des FLNC(s), à l'image notamment de Jean-Christophe Angelini, Fabienne Govannini, Gilles Simeoni, et d'autres.

Sur le plan structurel, suite à l'assassinat du Préfet de région, plusieurs formations indépendantistes sont amenées à se défaire des anciens schémas inhérents aux pouvoirs sur le jeu politique des factions armées. Aussi, force est d'admettre que, depuis 1998, la grande majorité de ces formations se concentre sur un nationalisme démocratique et légal.

Cette situation conduit l'UPC à proposer l'édification d'une plate-forme réunissant les tendances entendant pratiquer un nationalisme légal et démocratique. De sorte, que l'UPC va renforcer son discours d'autonomie en le fixant sur un projet d'autodétermination interne de la région dans la cadre de l'Union européenne. En 2002, l'UPC fusionne avec plusieurs organisations nationalistes légales et devient le Parti National de la Corse (*U Partitu Nazionale di a Corsica*).

Aujourd'hui, les deux tendances ont instauré ou impulsé, par petites touches, une troisième voie dans le paysage politique local : le nationalisme politique légal et démocratique. En raison de la proximité historique nous essaierons de rendre compte le plus fidèlement qui soit les processus qui ont conduits à ce changement organisationnel du système politique local.

Nous avons vu, qu'au niveau de la représentation dans le jeu politique local actuel, à l'élection régionale de 2015, le nationalisme insulaire (toutes tendances confondues) est devenu la famille politique qui domine l'ensemble de l'échiquier politique local et de fait devient l'unique force responsable de la gestion de l'île.

¹⁹ Hors le Mouvement Pour l'Autodétermination représenté par Alain Orsoni.

Ce fait électoral, était déjà observable d'un point de vue arithmétique lors de l'élection de 2010, le seul bémol qui empêchera ces deux tendances à s'unir fut la place omniprésente dans les débats politiques des violences politiques des FLNC(s). Force est d'observer qu'en 2010, déjà, avec la liste *Femu a Corsica* (Faisons la Corse) qui réunie les trois tendances de la famille dite modérée (le PNC, *Inseme per a Corsica* et *A Chjama Naziunale*) qui a obtenu plus 26 % (soit onze élus modérés) ajoutés au 10 % (quatre élus) du groupe des indépendantistes militants de *Corsica Libera* (Corse Libre), le nationalisme légal avait comptabilisé plus d'1/3 des votes insulaires. Selon un sondage IFOP²⁰, presque 50 % des votants nationalistes furent des jeunes de 18 à 24 ans. Sorte de posture politique mêlant à la fois identitarisme, discours populiste (antiélitiste) et pragmatique, le nationalisme légal touche ou intéresse une grande majorité des jeunes citoyens insulaires qui semblent se défaire, chaque jour un peu plus, des liens séculaires tissés par les familles claniques. Outre le fait que les acteurs furent les mêmes, nous arrivons à des scores quasi similaires en 2015.

En définitif, si nous regardons le nouveau paysage politique qui se dessine avec la victoire des nationalistes à l'élection régionale de décembre 2015, le nationalisme insulaire est passé d'un rôle d'arbitre de la compétition politique qui existe entre les deux forces politiques traditionnelles, à un rôle d'acteur majoritaire, non plus potentiel mais réel, de la vie politique locale. En effet, en raison de sa majorité quasi absolue (24 sièges sur 51 possible) la liste nationalisto-indépendantiste obtiendra l'ensemble des ministères du pouvoir local. Ce contrat de mandature passé entre les deux tendances, permet au chef de file des indépendantistes, Jean-Guy Talamoni d'être élu Président de ladite Assemblée et au nationaliste modéré Gilles Siméoni d'être élu Président de l'Exécutif. La nouvelle majorité détient l'ensemble des postes clés de l'Exécutif au point que ces derniers parlent d'un Gouvernement National (*U Guvernu Naziunale*). Plusieurs homologues européens²¹ se sont félicités de cette victoire historique du nationalisme corse qui semble prolonger les révolutions régionalistes Catalane et Ecossaise qui ont ouvert la voie à l'autodétermination externe. En fait, ces deux familles politiques ont réussi à s'immiscer dans toutes les sphères d'activités de l'île (sociale, culturelle, économique, administrative, et politique) et, aujourd'hui avec son nouveau poids électoral, elles semblent concurrencer directement la classe politique traditionnelle en place depuis la Troisième République. Unies ces deux tendances produisent un nationalisme légal nouveau. Nous pouvons observer également qu'en se définissant comme les défenseurs des intérêts des citoyens corses, le PNC et le *Corsica Libera* entendent pro-

²⁰ IFOP, « Analyse de l'électorat nationaliste corse au lendemain des élections territoriales de mars 2010 », août 2010,

http://www.ifop.com/media/pressdocument/237-1document_file.pdf

²¹ Notamment le leader indépendantiste irlandais Gerry Adams et les élus du parti indépendantiste catalan.

duire pour tous les insulaires le seul projet de société qui réponde directement aux vagues de mécontentements engendrées par l'épuisement de la société corse face à la crise (sociale et sociétale) actuelle.

Il faut noter également l'internationalisation du phénomène, comme les membres du PNC sont associés au groupe Europe Ecologie les Verts, le nationalisme légal corse est pourvu d'une aura européenne importante. Ce qui explique pourquoi, le 8 juillet 2014, François Alfonsi sera élu Président de la coalition Alliance Libre Europe qui représente l'ensemble des forces nationalistes modérées européennes.

Sur le plan de la représentation nationale le discours d'autodétermination interne du PNC bénéficie d'une grande audience auprès de ses homologues nationaux avec notamment son rôle nodal au cœur de la confédération interrégionale Peuples et Régions Solidaires qui sert de plateforme lors des élections législatives.

Enfin, notons également, que sur le plan de l'opinion populaire locale les deux tendances ont su, en quelques années, se rapprocher de la « classe paysanne » et surtout de la jeunesse insulaire. Cette dernière est portée par des associations de jeunes nationalistes des plus actives dont la *Ghjuventu Indipendentista* (la Jeunesse Indépendantiste) en est le fer de lance.

Sur le plan de la doctrine et de l'idéologie, les deux formations entendent être à la fois réformistes, émancipatrices et démocratiques. Ce discours permet de répondre aux attentes de la population insulaire qui se considère délaissée par les forces traditionnelles et qui en raison de leur immobilisme népotique ne proposent pas de solution à la communauté enfermée dans la pauvreté sociale et économique²². C'est pourquoi nous pensons, qu'au-delà de la victoire historique de 2015 qui place le nationalisme corse aux commandes du pouvoir local, le nationalisme légal est assurément devenu l'aboutissement d'un processus d'émancipation sociale et de massification populaire non pas des classes « ouvrières » et « paysannes » mais de l'ensemble de la « classe moyenne » insulaire. Nous pouvons peut être même y voir les balbutiements de l'édification d'une « petite nation » au sens de Miroslav Hroch²³.

Le projet d'autodétermination interne des nationalismes aux commandes de la région est devenu auprès d'une grande majorité de l'opinion publique locale le seul projet de société viable permettant de sortir de la crise sociétale intrinsèque aux conjonctures et contingences politiques actuelles.

²² Plus de 25 % de la population active est sans emploi, selon le quotidien local *Le Corse Matin* du 4 décembre 2013, il y a environ plus de 60 000 insulaires qui vivent dans la pauvreté et l'anomie sociale.

²³ *Social Preconditions of National Revival in Europe. A comparative analysis of the Social Composition of Patriotic Groups among the Smaller nations*. Cambridge University Press, 1985, p. 23 et ss.

Conclusion

Cette contribution nous a permis de soulever l'hypothèse que la revendication d'autodétermination interne (et externe) du nationalisme corse repose sur une structuration du projet de société s'affinant dans le temps car mobilisant les insulaires lors de chaque crise politique en adaptant son discours aux contingences nationales et internationales.

Nous avons souligné que depuis les années 1960, telle une fusée à plusieurs étages (politique, culturel, social, économique, sociétale, etc.), le nationalisme en tant qu'idée politique s'est imposé dans le jeu politique corse comme un projet durable (car identitaire) et moderne (car pragmatique). De sorte qu'aujourd'hui il est représenté ou incarné par deux groupes à l'idéologie distincte et au projet de société pourtant très proche. D'un côté, les indépendantistes de *Corsica Libéra*, anciennement partisans de la Lutte de Libération Nationale basée sur la violence armée, et, de l'autre, les nationalistes du groupement *Fému a Corsica*, définis communément par le titre de « modérés », car préférant à la violence le répertoire classique du jeu électoral qu'offre la démocratie représentative française, dont le PNC en serait l'appareil. Nous avons essayé de souligner le fait que ces deux tendances entendent être une alternative aux partis classiques jugés par les insulaires comme étant incapables de proposer des solutions aux crises (sociale, économique et politique) actuelles que connaissent l'ensemble des Etats européens.

Aussi, nous avons fait observer que grâce au poids électoral obtenu lors de l'élection régionale de 2015, ils entendent être le porte-parole ou le porte-voix du peuple Corse.

Enfin, pour conclure, nous avons vu que le nationalisme légal en termes de discours politique touche une grande partie de la société insulaire, et sur le plan de la représentation plusieurs élites sont, aujourd'hui, introduites durablement dans la société civile insulaire. En moins de quinze ans, le pouvoir de résilience et d'adaptation aux contingences sociales et politiques font du nationalisme corse une véritable force politique manifeste. En d'autres termes, nous pouvons affirmer que la dimension politique des nouveaux responsables de la région de Corse pour ces deux prochaines années, dépasse la création d'un regroupement symbolique. En effet, dans l'esprit des citoyens les nationalistes ont vocation d'agir profondément et durablement au cœur de la vie politique locale.

Dès lors, avec les nationalistes comme maîtres du jeu politique du système local, ne doit-on pas y voir une réelle volonté d'émancipation sociale et populaire des insulaires ? Ou tout simplement l'expression politique d'un degré concret de faisabilité d'autodétermination interne (et externe) des Corses ?

Etat de l'imaginaire politique corse au moment de l'accession au pouvoir des nationalistes

SERENA TALAMONI
(Università di Corsica Pasquale Paoli)

Décembre 2015, une liste d'union des nationalistes corses accède au pouvoir territorial après que ces derniers ont constitué durant 40 années une minorité politique singulièrement agissante.

Les années ayant précédé cette prise de pouvoir ont vu les idées portées par les nationalistes prendre une place majeure au sein du paysage politique.

L'étude des discours prononcés à l'Assemblée de Corse lors de la précédente mandature (2010-2015), permet de faire le point sur l'état de l'imaginaire politique corse au cours de cette phase préparatoire à la prise de pouvoir par les nationalistes.

Replacer l'imaginaire au cœur de la réflexion

L'Europe et la Méditerranée sont aujourd'hui confrontées à une crise multifacteurs.

Lors des tentatives de résolution de cette crise, la place du récit collectif et de la culture semble être réduite à la portion congrue, au profit des intérêts économiques et politiques immédiats.

Or, la culture est peut-être le seul rempart permettant de résister aux crises, quand les intérêts économiques et politiques ne suffisent plus.

Dans cette perspective, la notion d'imaginaire est centrale.

L'imaginaire d'une société, entendu comme « "bagage symbolique" (Gilbert Durand) commun à l'ensemble de l'humanité et se diversifiant dans les cultures particulières »¹ regroupe un ensemble de codes, d'images et de symboles qu'intériorisent les individus.

¹ Olivier Battistini – Jean-Dominique Poli – Pierre Ronzeaud – Jean-Jacques Vincensini (dir.), « Époque contemporaine (XIX^e – XX^e siècles) », *Avant-propos, Dictionnaire des lieux et pays mythiques*, Paris, Robert Lafont, 2011. p. 32.

Selon Joël Thomas : « l'imaginaire, comme monde des images en auto-organisation, est l'espace unique de liberté qui définit l'aventure humaine : c'est par lui que l'homme se donne à voir le monde, et se met en prise avec le monde »².

C'est à travers l'imaginaire que l'homme donne du sens à ce qui l'entoure.

Pour appréhender pleinement la notion d'imaginaire, il est nécessaire d'aborder celle d'« archétype ».

Selon Carl Gustav Jung « On croit souvent que le terme "archétype" désigne des images ou des motifs mythologiques définis. Mais ceux-ci ne sont rien autre que des représentations conscientes : il serait absurde de supposer que des représentations aussi variables puissent être transmises en héritage. L'archétype réside dans la tendance à nous représenter de tels motifs, représentation qui peut varier considérablement dans les détails, sans perdre son schème fondamental »³.

Les archétypes seraient donc les grands schèmes à travers lesquels l'homme donne du sens au monde, ou selon Lucian Boia, professeur à l'Université de Bucarest et auteur d'un important ouvrage sur l'histoire de l'imaginaire⁴, un « schéma organisateur dont la matière change, mais dont les contours restent »⁵.

« La matière change », et c'est ainsi que l'imaginaire se « diversifie dans les cultures particulières »⁶.

Qu'en est-il alors de la culture européenne, de l'imaginaire et du mythe européen ?

Voici ce que Lucian Boia disait du projet européen en 1998 : « Pour se réaliser, il doit trouver non seulement des solutions d'ordre "pratique", mais aussi un point d'équilibre entre la constellation nationaliste de l'imaginaire et une mythologie purement européenne. La mythologie étant plus rebelle que l'économie, l'équation européenne semble d'ordre mythologique plutôt qu'économique. [...] une chose semble certaine : l'Europe se fera aussi dans l'imaginaire ou ne se fera pas »⁷.

Aujourd'hui, il semble pourtant bien que ce soit la « constellation nationaliste de l'imaginaire » qui prédomine, face à un imaginaire européen qui peine à se développer.

Imaginaire allemand, imaginaire français, imaginaire grec, imaginaire anglais, imaginaire hongrois, etc. : ce sont bien eux qui ont eu le premier rôle dans les crises les plus récentes, et notamment celle des réfugiés.

Les notions d'imaginaire et de culture méritent donc aujourd'hui d'être réinvesties dans les domaines politique et stratégique, notamment en ce qui concerne l'Europe et la Méditerranée. La notion d'imaginaire, et en particulier d'imaginaire

² *Ibid.*

³ Carl Gustav Jung, *L'homme et ses symboles*, Paris, Robert Laffont, 1964. p. 67.

⁴ Lucian Boia, *Pour une histoire de l'imaginaire*, Paris, Les belles lettres, 1998.

⁵ *Ibid.* p. 17.

⁶ Battistini - Poli - Ronzeaud - Vincensini (dir.), « Époque contemporaine (XIX^e - XX^e siècles) », *op. cit.*, p. 32.

⁷ Boia, *Pour une histoire de l'imaginaire*, *op. cit.*, p. 199.

politique, car c'est bien lui qui entre en jeu, au moment où de nouvelles voies d'avenir doivent être imaginées.

Distinguons, à ce stade, *la* politique et *le* politique. Nous nous référerons, pour cela, aux définitions que propose Marcel Gauchet de ces termes, admises par ailleurs par un grand nombre d'auteurs. Pour ce dernier, alors que *la* politique est l'élection des représentants par le suffrage, et tout ce qui l'entoure, *le* politique est ce qui permet à une collectivité humaine d'assurer sa « cohérence » et sa « vocation historique »⁸. Lorsque nous parlons d'imaginaire politique, c'est au deuxième sens du terme politique (*le* politique), que nous nous référons, bien que nous étudions les discours de représentants élus.

Pour pouvoir réinvestir l'imaginaire d'une société, en matière politique et stratégique, il est nécessaire d'en faire l'état des lieux.

Quels sont les domaines centraux de l'imaginaire d'aujourd'hui, dans une société donnée ?

C'est sur cette question que nous nous sommes penchés, à partir du cas de la Corse.

Le contexte corse

Ces dernières années, la Corse a assisté à des évolutions majeures en matière politique, jusqu'à la victoire de la liste d'union entre indépendantistes et autonomistes, aux élections territoriales de décembre 2015 et leur prise de pouvoir, à l'Assemblée de Corse.

Dans un tel contexte, tenter de cerner l'imaginaire politique actuel de la société corse paraît un enjeu essentiel, en matière d'action publique, et politique.

La parole politique corse constitue une source précieuse pour cerner cet imaginaire, car ce sont bien les élus qui sont en charge d'imaginer « les voies de l'avenir ».

Comment appréhender cet imaginaire ?

A partir d'une notion étroitement liée à celle d'imaginaire : celle de « représentations ». C'est à travers les représentations des élus de la Corse l'imaginaire politique de la société corse.

Avant cela, il convient de préciser la notion de « représentations ».

⁸ Marcel Gauchet, « Le politique versus la politique », in *Le blog de Marcel Gauchet*, 7 février 2012.

Les représentations sociales et mentales

Les représentations sont au cœur de l'imaginaire, elles en sont l'élément cognitif de base.

Ces représentations sont, bien évidemment, mentales, car elles sont ce qui permet à l'homme de reconstruire « le réel auquel il est confronté (Moscovici, 1976) »⁹.

Elles sont les différentes images mentales qui permettent à l'homme, consciemment ou non, de percevoir et de donner du sens à la réalité.

Mais « cette fonction constitutive de la réalité » est également sociale.

La représentation est alors « générée collectivement ». Elle est « partagée par les individus d'un même groupe et de ce fait, elle marque la spécificité de ce groupe et contribue à le différencier des autres »¹⁰.

Les représentations mentales et sociales sont donc intrinsèquement liées par une relation dialogique, l'individu influant sur les représentations sociales et inversement.

Le rôle des interactions sociales est grand dans la création des représentations mentales : « C'est la richesse des communications internes au groupe qui, en référence à ses modèles, ses croyances et ses valeurs, canalise, modifie et oriente l'activité de production des individus »¹¹.

Dans le cadre du présent travail, nous parlerons le plus souvent, simplement, de « représentations », ce terme renvoyant à la complexité de la notion et contenant à la fois ses dimensions mentale et sociale.

Comment apparaît, à partir de leurs discours – pour la période 2010-2015 –, l'imaginaire des élus de la Corse ? Quelles sont les représentations de ces élus ? Ces représentations sont-elles communes à l'ensemble des élus, ou existe-t-il des divergences ? Quels sont les éventuels éléments « clivants », les lignes de partage ou les axes de polarisation ?

Indiquons dès à présent que ce travail concernera, non pas l'ensemble de l'imaginaire des élus de la Corse, mais certains de ses axes fondamentaux. Précisons également que l'étude des représentations des élus, durant cette période, se fera en lien avec l'histoire de l'imaginaire de la Corse.

⁹ Christian Guimelli (dir.), *Textes de base en Sciences sociales*, Editions Delachaux et Niestlé, 1994.

¹⁰ *Ibid.*

¹¹ *Ibid.*

Partie liminaire : éléments méthodologiques

Les discours

C'est l'étude des discours des élus de l'Assemblée de Corse, qui nous permettra de dégager les grands axes de l'imaginaire de ces derniers. Les discours choisis sont ceux de la mandature ayant précédé l'arrivée au pouvoir des nationalistes.

En effet, dès l'ouverture de la mandature 2010-2015, le Président de l'Exécutif de Corse, Paul Giacobbi (radical de gauche), a été conduit à engager une politique d'ouverture en direction des idées portées par le courant nationaliste, lequel avait rassemblé 36 % des suffrages lors du deuxième tour de l'élection territoriale. Le président du Conseil exécutif disposait seulement, avec ses alliés de gauche (socialistes et communistes), d'une majorité relative. Si une telle situation favorise généralement les compromis, nul n'imaginait à ce moment-là l'ampleur des évolutions à venir.

En l'espace de trois années furent mises à l'ordre du jour – et votées – les principales revendications nationalistes portées à l'occasion des élections territoriales :

- demande de transfert à la Collectivité Territoriale de Corse de la compétence en matière de fiscalité du patrimoine,
- revendication d'un statut de coofficialité pour la langue corse,
- demande d'un statut de résident pour lutter contre la dépossession en matière foncière,
- élaboration d'un « Agenda 21 »,
- rédaction d'un plan de développement durable de la Corse (PADDUC) fondé sur un développement identitaire et environnemental,
- demande d'une révision de la Constitution française afin de permettre les dérogations nécessaires dans les différents domaines.

Au même moment, compte tenu de la multiplication des assassinats liés au grand banditisme, un débat sur la violence et les moyens d'y remédier était organisé par l'Assemblée.

Ainsi, ces dernières années, l'Assemblée de Corse s'est penchée sur un ensemble de sujets éminemment politiques s'insérant dans une démarche globale de réforme.

Ces sujets sont à la fois des questions sociales « vives » et des thèmes récurrents ayant marqué l'histoire de la Corse.

La méthode

La première étape de ce travail a consisté en une lecture approfondie des comptes-rendus *in extenso* des débats de l'Assemblée de Corse. Cette lecture appro-

fondie nous a permis de dégager un certain nombre de critères permettant de réaliser l'étude critique des discours :

- présence de thématiques récurrentes,
- présence de représentations communes,
- présence de représentations divergentes,
- présence d'éléments de forme récurrents et significatifs de l'intention des orateurs (utilisation de métaphores, emploi de la langue corse, etc.)

La dernière étape de ce travail a consisté en l'analyse des données recueillies. Nous nous proposons de restituer ici une partie de ces données.

Au sein de l'imaginaire des élus de la Corse de la mandature concernée, nous avons pu dégager différents axes, chacun d'entre eux comprenant un certain nombre de thématiques et de sous-thématiques. Nous présentons ici trois de ces axes.

Appartenance au groupe et rapport à l'autre

Le premier des axes proposés touche à la thématique de l'identité, et avec elle, à la question de l'appartenance au groupe.

Les limites de cette identité et de son groupe de référence varient en fonction des orateurs : identité corse, identité française, identité méditerranéenne. Ces trois formes d'appartenance sont les plus fréquentes. Elles ne sont pas exclusives l'une de l'autre ni hermétiques entre elles.

Du point de vue statistique, l'identité corse est cependant celle qui est la plus présente dans les discours. Elle apparaît en tant que telle, mais également à travers les éléments qui la constituent : la langue, la terre et la ruralité, ou encore l'insularité. Remarquons que l'on assiste à une certaine sacralisation de ces éléments, sur laquelle nous reviendrons.

La question de l'appartenance renvoie également (ce n'est, bien entendu, pas propre à la Corse), à celle du rapport à « l'autre », à celui qui ne fait pas partie du groupe de référence, et permet donc ainsi la définition de « soi ». Si l'autre est un élément essentiel dans la définition de « soi », sous quelles formes principales apparaît-il dans les discours étudiés ?

L'autre, c'est d'abord le miroir : c'est dans ses yeux que l'on se voit.

Deux attitudes doivent alors être distinguées : l'identification à l'image renvoyée par l'extérieur et le rejet de celle-ci. Ces deux attitudes sont très présentes dans les discours étudiés. La seconde passe, en particulier, par la dénonciation de la stigmatisation de l'île et la volonté de ne plus se regarder à travers le prisme de l'extérieur.

Il convient d'observer que la Corse, comme du reste de nombreuses autres contrées, s'est vue parée d'attributs largement issus d'un imaginaire extérieur à l'île, et notamment du romantisme français du 19^{ème} siècle.

Cette Corse imaginée, voire fantasmée, a entraîné dans son sillage un certain nombre de stéréotypes, encore très présents aujourd'hui : une Corse sauvage, arriérée, et des habitants à son image, violents et fainéants. Au fil du temps, de nombreux autres qualificatifs sont venus caractériser une « culture corse » immuable, et des Corses dont les traits culturels seraient innés¹²: racistes, profiteurs, etc.¹³

La dénonciation de ce qui est perçu comme une stigmatisation de l'île est de ce fait récurrente au cours de l'histoire de la Corse (de même qu'une part d'identification à cette image renvoyée de l'extérieur, de la part des Corses eux-mêmes). Notons l'apparition dans l'île et au sein de la diaspora corse, ces dernières années, de l'expression « racisme anti-corse ».

Le rapport à l'autre, c'est également l'extension du groupe d'appartenance. Nombreuses sont, au sein des discours étudiés, les références à une appartenance méditerranéenne, et à une même « humanité ».

La figure de « l'autre », apparaît également comme un partenaire pour des échanges commerciaux, culturels et politiques, existants ou à envisager.

Elle est également convoquée, au moment de mettre en perspective la situation de la Corse avec « l'ailleurs ». Cela est particulièrement vrai lors du débat sur la violence en Corse (cf. *Compte-rendu in extenso du débat sur la violence*, 2010).

Enfin, le rapport à l'extérieur apparaît naturellement lorsqu'il s'agit de traiter de la situation internationale et de ses conséquences pour la Corse.

Projets économiques et sociétaux

Le second des axes essentiels de l'imaginaire des élus de la Corse renvoie aux projets de société.

Du point de vue économique, deux tendances principales se dégagent : la tendance libérale, et la tendance sociale et identitaire. Notons cependant qu'en matière de projet de société, la division traditionnelle droite/gauche s'efface pour laisser apparaître une polarisation nouvelle : le rapport à Paris.

C'est autour de ce point de cristallisation que vont se positionner les orateurs, quel que soit leur parti d'origine. Nous assistons alors à des divisions au sein des groupes de droite et de gauche, témoignant de la diffusion de certaines idées émanant du courant nationaliste, à l'ensemble de l'hémicycle.

D'un point de vue sémantique, le terme de « développement de la Corse » est extrêmement fréquent, et remplace celui de « mise en valeur de la Corse », employé

¹² Bien que les termes « culture » et « innée » semblent difficilement conciliables.

¹³ Nous pouvons citer, parmi beaucoup d'autres, les propos de Bernard Cazeneuve, alors Ministre de l'Intérieur français, affirmant : « J'ai 25 % de sang corse, je sais très bien que la violence est ancrée dans le sang des corses » (Cf. « "Bilan mitigé" après l'entretien entre Bernard Cazeneuve et Maxime Beux », *Corse-Matin*, le 7 juillet 2016).

historiquement pour traiter de cette question, thématique récurrente de l'histoire de l'île.

Sacralité et sacralisation

Cet axe se subdivise en deux thématiques principales : la sacralisation de la Corse, de ses symboles et de ses éléments identitaires ainsi que la présence de figures religieuses dans les discours étudiés.

Pour Lucian Boia, le sacré est un des archétypes essentiels présents dans l'imaginaire¹⁴, et ce, quelque soit la période historique concernée. La permanence est d'ailleurs le propre de l'archétype, en tant que « schéma organisateur dont la matière change, mais dont les contours restent »¹⁵.

« Dieu est mort », proclamait Nietzsche.

Pourtant, l'archétype du sacré, lui, n'était pas mort : « Que reste-t-il de cette vision archétypale d'un univers "enchanté", dans la société technologique moderne dont une des particularités est censée être le *désenchantement* du monde ? Le sacré serait-il en train de s'effacer, d'abandonner peu à peu l'esprit des hommes ? Supposition apparemment justifiée par le reflux, d'ailleurs *relatif*, des croyances et pratiques religieuses. En fait, la soif d'Absolu n'a pas diminué. Il n'y a aucune perte de substance, mais uniquement un "réinvestissement", une nouvelle distribution des archétypes »¹⁶.

Pas de fin du religieux, mais réinvestissement de ce dernier dans d'autres sphères : « Il y eut métamorphose du religieux, de la sacralité. L'Etat, le Peuple, la Nation furent investis d'attributs mystiques. L'archétype cosmique de l'*unité* qui se trouve au cœur de toute religion, assura, au niveau du corps social, la perpétuation d'une attitude essentiellement religieuse. L'unité et la cohérence de l'organisme social furent sacralisées ; la marche vers l'avenir devint à son tour une nouvelle forme de rédemption »¹⁷.

Ce phénomène s'accompagne de « liturgies politiques » (Claude Rivière), et de la sacralisation des héros, individuels et collectifs (tels que le peuple).

En ce qui concerne la Corse, cette sacralisation est largement perceptible au sein des discours des élus, mais, et c'est sans doute une des spécificités de l'imaginaire insulaire, elle s'accompagne encore aujourd'hui et de façon significative de la présence de figures appartenant à la religion chrétienne.

La figure de la Corse, apparaît comme un monde en soi, un monde touchant au sacré.

¹⁴ Boia, *Pour une histoire de l'imaginaire*, op. cit., p. 31.

¹⁵ *Ibid.*, p. 17.

¹⁶ *Ibid.*, p. 31.

¹⁷ *Ibid.*, p. 203.

« La première figure de l'île qui s'impose à nous, semblant tout à la fois ouvrir sur toutes les autres et les contenir toutes, est celle de l'île comme "microcosme" : l'île comme "monde en soi", un monde qui se détermine par sa propre fermeture. Ce monde qui s'auto-définit et s'affirme dans une aspiration à l'autonomie, ce monde est évidemment à lui-même son propre centre : le microcosme insulaire est aussi « centre du monde »¹⁸.

Selon l'auteur que nous venons de citer, cette position centrale de la Corse dans l'imaginaire de son peuple ne lui serait donc pas propre, mais caractériserait « l'île », en général. En l'occurrence, l'île qu'est la Corse apparaît bien comme un « monde en soi », une figure symbolique supérieure à ce qui la compose. Cette figure émerge dans les débats, à travers la récurrence de l'emploi des mots « Corse » et « Corses », mais également par la présence des différents éléments qui la composent, éléments caractéristiques dont la portée dépasse largement un territoire administratif. Nous pensons en particulier à la terre, au peuple, à la culture, au patrimoine et à la langue. Derrière la symbolique de ces différents éléments, apparaît en filigrane la figure de la Corse.

Nous étudierons plus particulièrement deux de ces éléments. Tout d'abord, il semble que dans l'imaginaire des élus, l'une des dimensions essentielles de la « Corse » soit la notion de peuple corse.

Le terme « populu » (en langue corse) ou « peuple », renvoyant au peuple corse, y est employé de façon récurrente, et pas uniquement par les groupes nationalistes. Nous pouvons, à cet égard, citer une élue du groupe de droite (Rassembler pour la Corse), Marie-Antoinette Santoni-Brunelli : « La coofficialité permettra non seulement de donner un statut à notre langue mais aussi de reconnaître une histoire, une culture, un peuple » (*Compte-rendu in extenso : Débat sur la langue corse*, 2013).

Associé à la notion de peuple, apparaît un symbole : l'emblème « a bandera » (le drapeau corse), élément symbolique essentiel de la construction de la figure de la Corse. Nous parlons ici de construction, l'imaginaire n'apparaissant pas de lui-même, mais étant le fruit d'une histoire et de choix opérés au sein de la mémoire collective.

Auteur de référence s'agissant de cette notion, Maurice Halbwachs montre comment ces choix s'opèrent, à savoir en privilégiant les similitudes par rapport aux différences : « Le groupe, au moment où il envisage son passé, sent bien qu'il est resté le même et prend conscience de son identité à travers le temps. [...] le groupe qui vit d'abord et surtout pour lui-même, vise à perpétuer les sentiments et les images qui forment la substance de sa pensée » (Halbwachs, 1997, p.139)¹⁹.

Parmi ces « images », les emblèmes occupent bien évidemment la place la plus éminente et provoquent les « sentiments » collectifs les plus élevés.

¹⁸ Anne Meistersheim, « Insularité, insularisme, iléité », in *Encyclopédia Corsicae*, volume 3, Editions Dumane, 2005. p. 718.

¹⁹ Maurice Halbwachs, *La mémoire collective*, Paris, Albin Michel, 1997.

Observons que pour Pierre Nora, qui a pour sa part travaillé sur la France, les emblèmes ont joué un rôle essentiel dans la formation de ce qu'il appelle la « religion républicaine » : « La mémoire républicaine a, d'autre part, constitué une véritable religion civile et civique, à la liturgie plurielle, multiforme, ubiquitaire. Dans les années décisives de l'affermissement et de l'enracinement de la République, déclarée en 1880 le régime définitif de la France, cette religion a su très vite se doter d'emblèmes, d'hymnes et de fêtes, et même de temple, trois couleurs, Marseillaise et 14 juillet, Panthéon rendu au civil à l'occasion des funérailles de Victor Hugo ; et elle a bientôt investi le paysage des villes et des villages de ses plaques, noms de rues et monuments aux morts »²⁰.

Si, au sujet de la Corse, cet emblème ne sert pas spécifiquement la construction d'un imaginaire *républicain* – encore que certains textes du 18^e siècle comme le *VirNemoris* évoquent clairement un républicanisme corse –, nous pouvons à cet égard rapprocher les cas français et corse puisqu'il s'agit, dans l'un et l'autre de ces deux cas, d'un élément essentiel d'affermissement, mais également d'expression de l'imaginaire collectif.

Si nous poursuivons la mise en parallèle des deux phénomènes, nous observons que la figure de la Corse prend une dimension sacrée dont le drapeau serait l'emblème.

Une seconde composante de la figure de la « Corse » apparaissant à la lecture du corpus, est « la terre ». Nous l'avons vu (thématique de l'identité), celle-ci revêt une valeur symbolique importante, dont la problématique centrale de l'indivision constitue l'une des expressions.

C'est qu'il ne s'agit pas seulement de la terre en tant qu'élément physique. Avec la terre, c'est la Corse elle-même qui est présente, la Corse et tout ce qui la compose symboliquement : les références aux ancêtres et aux liens familiaux sont foison dans les débats.

Cette valeur symbolique qui lui est attachée aide à comprendre le caractère sensible des problématiques la concernant (et en particulier la spéculation foncière) : au-delà de la terre, c'est la Corse que l'on vend aujourd'hui. La Corse et avec elle le lien intergénérationnel, le lien familial, la culture rurale et tous les autres éléments qui composent l'identité corse.

A travers ces deux exemples, nous observons l'émergence dans le corpus de la figure de la Corse, figure qui finit par occuper tout l'espace, figure complexe prenant corps par l'interconnexion entre ses différentes parties. Cette figure symbolique, supérieure, est bien le cœur de l'imaginaire des élus.

Nous nous permettons ici une incursion dans un autre champ de la société insulaire, pour observer que cette figure sacralisée dépasse l'hémicycle de l'Assemblée de Corse. Parmi une quantité quasi infinie d'exemples dans le domaine culturel, citons simplement le titre, tout à fait significatif, du chant du groupe I

²⁰ Pierre Nora, « Profane et sacré en République », in *Médium* 3/2005 (n°4), pp. 22-31.

ChjamiAghjalesi : « A tè la Corsica Regina »²¹. En fait, la glorification de la Corse constitue le phénomène le plus notable du mouvement de réappropriation culturelle et artistique des années 1970 : le *Riacquistu*. Mouvement ayant eu, et ce jusqu'à nos jours, de considérables prolongements politiques. Dans le chant que nous venons d'évoquer, on assiste à la personnification de la figure de la Corse : c'est à elle que l'on s'adresse. Par ailleurs, cette figure tend vers le sacré : les paroles « A tè la Corsica Regina » joignent et confondent la Corse et sa sainte patronne. La Corse apparaît ainsi comme une figure, absolue, inviolable, quasi-religieuse, donc sacrée au sens plein du terme.

Observons que pour Anne Meistersheim, ce phénomène de sacralisation est typique de l'insularité : « Homère, dans l'*Odyssée*, évoque l'image de l'île, montagne au-dessus des eaux, comme "le trait d'union naturel entre le ciel et la terre, entre le monde des Olympiens et celui des hommes" [Vilatte S., 1991]. C'est dans cette affirmation de sa centralité que le microcosme insulaire retrouve l'universel et dans cette affirmation qu'il traduit son caractère sacré, car l'île est aussi la reproduction la plus parfaite de Gaïa, la Terre, réduite à de modestes dimensions »²².

L'imaginaire universel construit autour de l'île sacralise ce territoire si particulier, en Corse comme ailleurs.

Le second aspect de l'univers du sacré dans les représentations des élus est la présence de la religion dans les discours, le plus souvent à travers la figure de Dieu, y compris d'élus dont la philosophie politique ne le laisserait pas supposer (élus communistes et de la gauche républicaine en particulier).

Il convient sans doute de ne pas surinterpréter l'usage de ces locutions dont l'emploi peut revêtir, parfois, un caractère quelque peu mécanique. Il n'en demeure pas moins intéressant d'observer ce type de formules chez un élu du parti communiste, dont l'idéologie pourrait a priori sembler peu compatible avec de telles références à la religion. Nous touchons ici à toute la complexité des représentations en présence, des valeurs clairement antagonistes coexistant au sein d'un même imaginaire.

Que ces expressions soient employées de façon consciente ou non, leur récurrence dans le discours public témoigne du poids de la religion en Corse, dans une société où la sécularisation a laissé subsister une empreinte chrétienne plus forte qu'en d'autres contrées.

Le langage étant l'expression vivante de l'imaginaire individuel et collectif, cette constatation est sans doute significative. D'autant que les études ethnolinguistiques confirment la place du religieux dans le corpus corse de proverbes et de locutions idiomatiques, comme l'a notamment montré Fernand Ettori qui consacre à cette thématique un chapitre de son *Anthologie des expressions corses*²³. Observons, à

²¹ I ChjamiAghjalesi, « A tè la Corsica Regina », *I vinticinquebaroni*, 2001.

²² Meistersheim, « Insularité, insularisme, îléité », *op. cit.*, p. 718.

²³ Fernand Ettori, *Anthologie des expressions corses*, Marseille, Rivages, 1984, p. 79.

titre de comparaison, que Michel Vovelle parle, à propos du corpus provençal, d'« absence quasi totale de métaphysique et de discours religieux »²⁴.

Un autre champ d'étude nous semble particulièrement significatif de la présence du sacré dans l'imaginaire de la société insulaire : celui de la création en matière de mode et de design. Du 27 au 29 mai 2016 se tenait, à Bastia, le festival « Creazione » (Création), festival méditerranéen de la mode et du design. Nous avons pu y observer la présence massive des figures religieuses ou sacrées. Sur 46 créateurs corses, 16 d'entre eux affichaient des modèles faisant référence à cette symbolique, soit plus d'un tiers des exposants. C'est ainsi que les héros de l'histoire (Pascal Paoli et Napoléon Bonaparte en particulier), côtoyaient la vierge Marie.

La mode du sacré passait également par des symboles plus mystiques, tels que les bijoux en corail protecteur, et allait même jusqu'à la vente de sachets de sel béni, présentés au milieu des vêtements ! Cette vente étant d'ailleurs soigneusement mise en scène : « Cet aspect religieux de l'île sera mis en avant avec la participation d'un abbé pour la bénédiction du sel pour la confection de pochettes de coton contenant du gros sel béni, elle sera associée à cette collection de vêtements » (Marque *Lacrime d'O*, catalogue du festival Creazione, 2016).

Notons par ailleurs que la figure de la Corse était aussi représentée à travers des motifs renvoyant à l'identité (Cf. paragraphe « Appartenance au groupe ») : montagnes, sangliers, etc. Foi réelle ou outil marketing ? Certainement un peu des deux. La Corse est indéniablement une société où le sacré (et le religieux) a gardé une place essentielle. Cependant la tendance actuelle à l'affirmation de cette religiosité, dans la mode notamment, ne doit certainement pas être dissociée du contexte international. Les représentations sont largement construites par la communication et l'imaginaire insulaire n'est pas hermétique aux remous que connaît le monde d'aujourd'hui. Quoi qu'il en soit, il n'en demeure pas moins que l'univers du sacré est largement présent dans les représentations de la société corse actuelle.

En effet, y compris en matière de marketing, le message ne « prend » que s'il « parle » au consommateur. Consommateur qui est le récepteur de l'information émise par le créateur. L'information ici transmise contient indéniablement les représentations du sacré, d'un sacré propre à la Corse.

Cette incursion dans les représentations de la société corse révèle certains aspects du récit collectif qui est aujourd'hui au cœur de l'imaginaire insulaire. Ce dernier a des conséquences politiques, mais également sociétales et économiques – nous l'avons vu avec l'exemple de la mode et du design. L'approche diachronique révèle une forte évolution de l'imaginaire politique insulaire, marquée par l'influence grandissante des thématiques et des idées portées par les nationalistes²⁵. Cette

²⁴ Michel Vovelle, *Proverbes et dictons provençaux*, Marseille, Rivages, 1983. p. 15.

²⁵ Observons que, durant de nombreuses décennies, les forces politiques dites « traditionnelles » ou « clanistes » ont eu à l'égard de la culture et de l'imaginaire corse – qu'elles partageaient naturellement – une attitude ambivalente. D'un côté, elles les intégraient (cf. la

évolution a aujourd'hui des conséquences très concrètes générées par les politiques publiques conduites par la nouvelle majorité. Pour le dire comme Castoriadis, un nouvel « imaginaire instituant » est à l'œuvre.

Ainsi, l'exploration de l'imaginaire n'a pas une vocation purement intellectuelle, mais elle répond à un impératif qui se pose aujourd'hui de manière insistante – parfois même douloureuse – aux sociétés européennes et méditerranéennes, celui de penser et de réinvestir la culture, fondatrice du sentiment d'appartenance.

valorisation du caractère « identitaire » de l'esprit de parti), de l'autre leur action politique contribuait clairement à les affaiblir : acceptation de la situation diglossique ne pouvant conduire qu'à la disparition de la langue corse ; efforts d'intégration à l'ensemble politique hexagonal, y compris par l'introduction d'idéologies extérieures à l'île. Depuis l'arrivée des nationalistes au pouvoir, une démarche de valorisation et de promotion des éléments identitaires corses – notamment à travers la défense de la langue et des valeurs qu'elle porte –, a clairement été engagée et est à la base de leur action publique.

Émigration politique hongroise après la Seconde guerre

MIKLOS NAGY
(Université de Szeged)

La première vague d'émigration la plus importante du 19^e siècle s'est déroulée en 1849-1850, suite à l'écrasement de la révolution et guerre d'indépendance de 1848-49. La majorité de ces émigrés a trouvé refuge en Turquie, en Europe Occidentale et aux États-Unis. Bien que la deuxième vague d'émigration des 19-20^e siècles, entre 1871 et 1913 ait eu des motifs économiques – plus de 2 million d'émigrés s'établirent aux États-Unis – les autres grandes vagues d'immigration eurent des motifs essentiellement politiques. Ces émigrés furent contraints de quitter leurs pays pour des raisons politiques, considérant leur résidence à l'étranger comme provisoire dans l'espérance de retourner dans leurs pays¹. Les premiers émigrés politiques au 20^e siècle ont quitté la Hongrie après les révolutions de 1918-19 ayant peur des représailles des forces contre-révolutionnaires. Ils ont refusé le régime ultraconservateur, antidémocratique, révisioniste dirigé par l'amiral Horthy. La plupart des émigrés ont été accueillis par le Canada, le Brésil, la France, l'Angleterre et la Belgique.

Historique des trois grandes vagues de l'émigration politique hongroise après la Seconde guerre :

1. La quatrième vague date de 1944-45 concerne essentiellement les fonctionnaires de l'État et des officiers de l'armée du régime Horthy et ceux du régime Szálasi qui furent les premiers émigrés vers l'Occident pour échapper aux conséquences de la guerre.
2. Les participants de la cinquième vague datant de 1947-48 furent des hommes politiques, l'aristocratie terrienne, la grande bourgeoisie, les ecclésiastiques qui ont perdu leurs biens à cause de la réforme agraire et des nationalisations et en conséquence de la prise de pouvoir des communistes.
3. La sixième vague provoquée par l'écrasement de la révolution 1956 se compose de 200 000 personnes qui ont demandé et obtenu un droit d'asile en Occident, grâce à la sympathie exprimée vis-à-vis de la première révolution antitotalitaire.

¹ Kázmér Nagy, *Elveszett alkotmány* [Une Constitution perdue], Budapest, Gondolat, 1984, p. 9.

L'émigration de 1944-45

Les participants de la quatrième vague furent donc dans la plupart des cas des fonctionnaires de l'État et des officiers de l'armée et de la gendarmerie du régime Horthy et ceux du régime Szálasi qui ont émigré à l'Occident pour échapper aux conséquences de la guerre perdue. Ces personnes ont résisté jusqu'au bout dans le soutien du régime Horthy ou dans celui du régime des Croix fléchées (nazi hongrois) de Szálasi. Parmi les fonctionnaires de l'État et des officiers on trouve plus de partisans du régime Horthy que des fidèles du régime nazi hongrois. Les représentants du régime conservateur de l'amiral Horthy ont joui d'un grand prestige dans cette vague². On y trouve des politiciens qui ont été condamnés par des tribunaux du régime Szálasi mais qui ont réussi à fuir au dernier moment hors du pays.

Parmi les émigrés de 1945 les anciens diplomates ont joué un rôle important qui avaient soutenu le maintien de bonnes relations avec les Alliées, l'idée de la sortie de la guerre et de la rupture avec Hitler. Ils ont voulu gagner la faveur des Alliées en essayant de leur faire comprendre les particularités de la situation de la Hongrie, qui fut sous l'occupation allemande depuis mars 1944. Ils ont fait des efforts diplomatiques pour justifier que le peuple hongrois n'était pas d'accord avec le maintien de l'alliance militaire avec l'Allemagne nazi³. L'ancien ambassadeur de Hongrie à Londres, György Barcza a organisé un Comité pour regrouper les anciens diplomates qui a mis fin à ses activités en novembre 1945 après la reconnaissance diplomatiques officielles du nouveau gouvernement de Budapest.

Cette émigration politique a considéré comme son adversaire politique le gouvernement de coalition de Budapest constitué après les élections de 1945, qui a accepté et s'est même soumis – selon eux – à l'influence communiste. Ils ont présenté la situation politique en Hongrie comme si l'armée russe avait occupé un régime démocratique, respectant les droits de l'homme et des libertés et pas un régime autoritaire, fasciste. Ils ont oublié que l'armée soviétique n'a pas occupé un pays démocratique, mais ils ont remplacé une occupation nazi par une occupation russe introduisant une autre idéologie et pratique antidémocratique, totalitaire⁴.

La caractéristique essentielle de l'idéologie de cette vague fut l'anticommunisme, le conservatisme, l'idéologie chrétien-nationale qui caractérisaient le régime Horthy. Ils ont basé la continuité légale du régime sur la légitimité des dernières élections considérées comme libres qui ont eu lieu en 1939, étant donné que l'Assemblée qui s'est constituée après ces élections n'a pas été dissoute légalement. La référence juridique de cette continuité légale fut l'article XIX de l'année 1937 qui stipulait la constitution d'un Conseil National (*Országgyűlés*) en cas de vacance de la fonction

² Gyula Borbándi, *A magyar emigráció életrajza 1945-1985* [La biographie de l'émigration hongroise, 1945-1985], Hâga, Mikes International, Budapest, OSZK, 2006, p. 17.

³ *Ibid.*, p. 10.

⁴ *Ibid.*, p. 8.

de gouverneur (l'amiral Horthy fut contraint de démissionner en octobre 1944 sous la pression des occupants allemands). Cette Assemblée s'est réunie à Altötting en août 1947, en Allemagne et a élu le général Ferenc Kisbarnaki Farkas gouverneur provisoire de la Hongrie. Les autorités des Alliées n'ont reconnu ni la légitimité du Conseil national ni celle du gouverneur provisoire. Ferenc Kisbarnaki Farkas a démissionné de ses fonctions officiellement en mai 1949 alors que le Conseil National ne va cesser son activité qu'en 1957⁵.

L'autre partie de l'émigration, les libéraux, les radicaux et les sociaux-démocrates ont suivi les changements politiques en Hongrie avec un certain sympathie mais il n'ont reconnu la prise du pouvoir des communistes par la force en 1948 que lorsque leurs camarades restés en Hongrie sont devenus aussi victimes des représailles⁶.

La majorité des émigrés de 1945 s'est installée en Autriche et au Sud de la Bavière. Les îlots émigrés se sont constitués à Graz, à Salzburg, à Innsbruck, à Munich, à Landshut, à Passau, à Pfarrkirchen, à Eggenfelden, à Dingolfing, à Gangkofen, à Metten, à Rosenheim⁷.

A partir de 1948 une grande partie de ces émigrés se sont installés dans d'autres pays occidentaux ou ils sont partis pour les États-Unis, pour l'Amérique du Sud ou pour l'Australie⁸.

L'émigration de 1947-48

Bien que la conférence de Yalta relégua la Hongrie dans la sphère d'intérêt soviétique, les trois années consécutive à la guerre furent cependant celle d'une démocratie relative. Les élections libres de novembre 1945 firent du Parti indépendant des petits propriétaires la première formation de l'Assemblée qui entra en coalition avec le Parti social-démocrate, le Parti national-paysan et le Parti communiste. La coalition réalisa une réforme agraire bousculant les structures sociales ainsi que la nationalisation des entreprises privées. Suite à la réforme agraire et aux nationalisations les groupes sociaux de l'élite du régime Horthy – l'aristocratie terrienne, la grande bourgeoisie, les ecclésiastiques catholiques – ont perdu leurs biens et toute leur influence politique, leur subsistance même est devenue précaire. Plusieurs dizaines de milliers de fonctionnaires du régime d'avant-guerre ont été licenciés pour des raisons politiques. Dans la plupart des cas ils furent contraints de quitter le pays.

Dans le contexte de la guerre froide Staline exigea un contrôle absolu sur les gouvernements de son sphère d'intérêt par l'intermédiaire des partis communistes. Le principal artisan de cette politique en Hongrie, Mátyás Rákosi a mis en œuvre la « tactique de salami » qui consistait à morceler successivement les autres partis

⁵ Nagy, *Elveszett alkotmány*, op. cit., pp. 60-61.

⁶ Borbándi, *A magyar emigráció életrajza 1945-1985*, op. cit., p. 7.

⁷ *Ibid.*, p. 13.

⁸ Nagy, *Elveszett alkotmány*, op. cit., p. 41.

politiques. Le Parti communiste arriva en tête aux élections d'août 1947 entachées de fraude. La fusion forcée des communistes avec le parti social-démocrate en juin 1948 donna naissance à un régime à parti unique, copiant servilement le modèle soviétique.

Une partie des émigrés qui ont quitté la Hongrie en 1947-48 n'ont pas opposé forcément au régime politique institué depuis 1945. Ils ont accepté les changements le plus importants qui se sont réalisés, comme la réforme agraire, l'adoption du système politique républicain en 1946, ou la suppression des rangs et titres de l'ancien régime ainsi que la transformation de l'ancienne structure sociale au profit des classes inférieures.

Les émigrés politiques ont refusé essentiellement l'influence soviétique, les pressions du Parti communiste, la terreur, les injustices, l'oppression. Ce fut les partisans du régime démocratique qui étaient contraints de quitter le pays.

L'ouverture de cette vague d'émigration fut l'émigration forcée du premier ministre, Ferenc Nagy et celle du président de l'Assemblée nationale, Béla Varga en juin 1947, tous les deux représentant du Parti indépendant des petits propriétaires voué à la suppression par les communistes. Après la démission forcée de Ferenc Nagy plusieurs diplomates ont quitté leurs postes et sont restés à l'étranger. Ce fut le cas des ambassadeurs de Hongrie à Washington, à Bern, à Paris, à Vienne, à Bruxelles, et à Rome. Ferenc Nagy et Béla Varga sont partis pour les États-Unis pour créer un Comité National Hongrois représentant légal de l'émigration hongroise. Au cours de la même année Nagy et Varga ont été suivis par d'autres chefs de partis politiques supprimés, comme Dezső Sulyok, président du Parti de Liberté (Szabadságpárt), Zoltán Pfeiffer, président du Parti de l'Indépendance (Függetlenségi Párt), Károly Peyer, chef historique du Parti Social-démocrate (Szociáldemokrata Párt), Imre Kovács, secrétaire général du Parti National-paysan (Nemzeti Parasztpárt). Beaucoup de députés, diplomates, rédacteurs de journaux, écrivains ont choisi aussi de quitter le pays⁹.

Contrairement aux émigrés de 1945, les personnes ayant émigré entre 1947 et 1949 sont arrivés individuellement et non pas en groupes, et ils se sont dispersés dans toutes l'Europe ou bien ils sont partis pour les États-Unis. En Europe, ils ont choisi en premier lieu la France, l'Angleterre, la Suisse, les Pays Benelux ou la Scandinavie¹⁰.

Les membres émigrés du Parlement hongrois de 1947 ont créé à New York en 1948 un Comité National Hongrois avec la participation des anciens membres de l'Assemblée hongroise de 1945 sur la base de l'acceptation du régime politique républicain (article premier de l'année 1946). L'organe exécutif du Comité National

⁹ Borbándi, *A magyar emigráció életrajza 1945-1985, op. cit.*, pp. 52-53.

¹⁰ *Ibid.*, p. 54.

fut un Comité exécutif de 13 membres, présidé par Béla Varga, ancien président du Parlement hongrois¹¹.

Contrairement aux émigrés de 1945 les émigrés de 1947 ont bénéficié de la sympathie des gouvernements démocratiques de l'Ouest qui ont reconnu le gouvernement de coalition hongrois issus des élections libres de 1945¹².

Une des différences entre les émigrés de 1945 et de 1947 fut que les émigrés de 1945 n'ont pas réorganisé leurs anciens partis politiques – sauf les Croix fléchés –, ils ont créé leurs nouvelles formations politiques sans les considérant comme des partis et ils ont lancé leurs propres organes de presse¹³. Les membres de l'émigration de 1947 se recrutait des hommes politiques qui furent des membres élus de l'Assemblée de 1945 et du Parlement de 1947 ayant contraints de rompre leur carrière politique en Hongrie¹⁴. Bien qu'il n'y ait que quelques années entre les deux émigrations, un large fossé les a séparés. Dans certains cas les émigrés de 1947 avaient été arrêtés en 1944-45 par les futurs émigrés du régime Szálasi¹⁵.

Dans le contexte de la guerre froide on a créé le Comité National pour l'Europe Libre (National Committee for a Free Europe) en juillet 1949 – financé par le Congrès des États-Unis – pour le soutien des politiciens démocrates émigrés des pays communistes de l'Europe Central et Orientale. A l'initiative de ce Comité on a organisé la Radio Europe Libre qui a lancé ses premières émissions en été 1951 à partir de Munich. Les émissions régulières en langue hongroise – la Voix de la Hongrie Libre – ont commencé en octobre 1951¹⁶.

Au début de l'année 1950, le centre de l'activité politique de l'émigration s'est déplacé de l'Autriche et de l'Allemagne vers la France, l'Angleterre, la Suisse et en partie vers la Belgique. Beaucoup ont continué leur itinéraire vers les États-Unis, le Canada et l'Australie. Le centre de l'émigration politique est devenu Paris.

L'émigration de 1956

Après l'écrasement de la révolution de 1956 200 000 personnes ont quitté la Hongrie qui ont demandé et obtenu un droit d'asile en Occident. Il sont partis vers l'Autriche et la Yougoslavie pour s'établir ensuite dans 29 pays différents dont 14 pays se trouvaient en dehors de l'Europe. Sur les 200 000 émigrés 11 mille sont retournés en se fiant à l'amnistie promise par le régime Kádár¹⁷. Parmi les pays occi-

¹¹ Borbándi, *A magyar emigráció életrajza 1945-1985*, op. cit., p. 61.

¹² *Ibid.*, p. 54.

¹³ *Ibid.*, p. 66.

¹⁴ *Ibid.*, p. 87.

¹⁵ Nagy, *Elveszett alkotmány*, op. cit., p. 84.

¹⁶ Borbándi, *A magyar emigráció életrajza 1945-1985*, op. cit., p. 66.

¹⁷ Gusztáv Kecskés D., *Menekültek 1956-ban és 2015-ben [Émigrés en 1956 et en 2015]*, *Heti Világgazdaság*, le 3 octobre 2015, p. 20.

dentaires la France a accueilli 12 700, l'Allemagne 15 500, la Grande-Bretagne 21 000, la Suisse 12 000 personnes. La Belgique, les Pays-Bas et la Suède ont accepté 10 000 réfugiés, les États-Unis 40 000, le Canada 26 500, et l'Australie 11 000¹⁸.

Les réfugiés de 1956 ont été accueillis dans ces pays avec beaucoup de générosités, ils ont joui d'un grand prestige grâce à l'héroïsme de la révolution antitotalitaire. Force est de constater que – selon les recherches de Julianna Puskás – moins de 5 % de ces réfugiés ont participé effectivement dans les luttes armées et 50-60 % ont quitté la Hongrie pour des raisons politiques, ayant peur des représailles policières ou judiciaires¹⁹. La plupart des émigrés est parti pour l'étranger pour des raisons économiques, existentielle. L'accueil et l'intégration rapide des réfugiés fut soutenu par la forte demande de main d'œuvre liée à la conjoncture économique des « trente glorieuses ». Cette attitude humanitaire s'explique par l'application des articles de la Convention de Genève, adoptés en 1951 qui a rendu possible de leur attribuer collectivement le droit de réfugié.

Parmi les émigrés de 1956 on peut trouver plus de personnes – par rapport aux deux autres vagues d'émigration – qui se désintéressaient de la politique, qui ont trouvé leur avenir bouché en Hongrie. Ils avaient l'intention de s'installer définitivement dans leur pays d'accueil et de s'intégrer dans la société. Ils n'ont adhéré à aucune tendance de l'émigration politique, les étudiants ont continué leurs études et les jeunes ouvriers ont retrouvé leurs activités professionnelles. La plupart des communistes émigrés du régime Rákosi ont rompu avec le marxisme et le régime dit de démocratie populaire. C'est ce qui explique que l'émigration hongroise de 1956 n'a pas eu une aile d'extrême gauche caractéristique comme c'était le cas dans l'émigration tchécoslovaque d'après 1968²⁰.

Dans la vague d'émigration de 1956 on peut trouver beaucoup d'hommes politiques qui avaient déjà joué un rôle déterminant dans la période de coalition entre 1945-1948 et qui ont participé activement dans la réorganisation de leur parti politique à la fin d'octobre 1956²¹. La plupart des politiciens se sont dirigés vers leurs anciens partis, d'autres se sont efforcés de créer leur organisation d'ancien combattant de 1956. Le Conseil Révolutionnaire Hongrois fondé en novembre 1956 a regroupé les représentants des partis politiques (Parti des petits propriétaires indépendants, Alliance de Paysans Hongrois) et ceux des organisations d'ancien combattants (Comité révolutionnaire des Intellectuels, combattants de la caserne Kilián)²².

La séance inaugurale du congrès du Conseil Révolutionnaire Hongrois a eut lieu à Strasbourg le 5 janvier 1957 sous la présidence de Béla Király chef militaire

¹⁸ Borbándi, *A magyar emigráció életrajza 1945-1985*, op. cit., p. 160.

¹⁹ Kecskés, *Menekültek 1956-ban és 2015-ben*, op. cit., p. 21.

²⁰ Borbándi, *A magyar emigráció életrajza 1945-1985*, op. cit., p. 161.

²¹ *Ibid.*, p. 164.

²² *Ibid.*, p. 165.

de Budapest en octobre 1956. Le Congrès a confirmé les principes représentés par la révolution hongroise, la volonté de l'indépendance et de la liberté, la revendication de la fin de l'occupation soviétique et l'introduction d'un régime démocratique en Hongrie. On a élu le président du Conseil en la personne d'Anna Kéthly, ancien chef historique du Parti social-démocrate, et on a fixé son siège à Paris²³.

Fin 1957, le Conseil Révolutionnaire Hongrois a cessé son activité et on a réussi à regrouper les membres des assemblées de 1945 et de 1947 et certains représentants de l'émigration de 1956 dans le Comité Hongrois, créé en mars 1958 sous la présidence de Béla Varga²⁴. Le Comité a contesté la légitimité du régime Kádár, il s'est efforcé de promouvoir le rétablissement du droit à l'autodétermination de la Hongrie ainsi que l'application des décisions de l'ONU relatives à la Hongrie. La « question hongroise » a été débattu plusieurs fois par les instances de l'ONU entre le 4 novembre 1956 et le 20 décembre 1962, qui a été supprimé définitivement de l'ordre du jour en 1964, après la reconnaissance officielle du gouvernement hongrois. La dissolution des organisations de l'émigration politique hongroise a commencé après les accords de Helsinki de 1975, sous la période de la coexistence pacifique²⁵. L'attitude de l'émigration à l'égard du régime de Budapest a modifié dans les années 1980. Il critiquait toujours la politique du gouvernement hongrois mais s'efforçait de développer des relations culturelles et d'améliorer les relations extérieures entre la Hongrie et leurs pays d'accueil²⁶.

Il faut souligner l'importance des groupes d'émigrés hongrois occidentaux dans le maintien de contact avec les milieux de mouvements d'opposition hongrois qui se sont développés à partir de la fin des années 1970. Ils ont joué un rôle déterminant dans la formation intellectuelle de ces mouvements d'opposition hongrois par l'intermédiaire de leurs publications envoyées illégalement en Hongrie. Une des plus importantes fut *Le Nouvel Horizon* (Új Látóhatár) édité à Munich depuis 1950 sous la direction de Gyula Borbándi, directeurs des émissions hongroises de la Radio Europe Libre. *Le Nouvel Horizon* a publié des essais littéraires, historiques et politiques. Alors que les *Cahiers Hongrois* (Magyar Füzetek) rédigé depuis 1978 par Péter Kende à Paris avait un profil plutôt politique. Le *Journal Littéraire* (Irodalmi Újság) de Tibor Méray à Paris ainsi que la *Garde National* (Nemzetőr) à Munich rédigée par Tibor Tollas, le *Journal de Vienne* (Bécsi Napló) d'Ernő Deák publié à Vienne ont rendu possible aux futurs initiateurs du changement de régime de 1988-89 de faire publier leurs articles²⁷.

²³ *Ibid.*, p. 168.

²⁴ Nagy, *Elveszett alkotmány*, op. cit., p. 137.

²⁵ *Ibid.*, p. 7-8.

²⁶ Borbándi, *A magyar emigráció életrajza 1945-1985*, op. cit., p. 297.

²⁷ Ignác Romsics, *Volt egyszer egy rendszerváltás* [Il était un fois le changement de régime], Budapest, Rubicon Könyvek, 2003, pp. 34-35.

Une migration atypique. Le parcours et l'identité des volontaires centre-européens de la Légion étrangère au lendemain de la Seconde Guerre mondiale (1945-1954)¹

KRISZTIAN BENE
(Université de Pécs)

La Légion étrangère est un corps de l'armée de terre française qui recrute des ressortissants étrangers depuis sa fondation ayant eu lieu en 1831. Cette unité réputée comme une troupe d'élite attire les volontaires étrangers en nombre depuis presque deux siècles qui veulent combattre sous le drapeau français afin de changer leur vie, de faire oublier leur passé ou de trouver une meilleure vie. Par conséquent, l'engagement dans la Légion étrangère, dans la majorité des cas, est un moyen de migration des quatre coins du monde vers la France.

Dans le cadre de cette migration atypique, car elle ne concerne pas de tellement grande masse d'hommes que les autres formes de migration, on peut trouver plusieurs périodes quand les engagés ont été poussés par la situation politique internationale, ainsi leur choix s'intègre dans un contexte diplomatique européen voire mondial. Parmi ces époques, celle du lendemain de la Seconde Guerre mondiale est particulièrement intéressante, car l'analyse du parcours et de l'identité des volontaires issus de l'Europe centrale nous permet de mieux connaître l'histoire française et internationale de l'époque.

Les volontaires de la Légion étrangère

Le recrutement des soldats étrangers en faveur de l'armée française fait partie d'une tradition séculaire. L'utilisation de ces mercenaires venant des autres pays



¹ This study is supported by the ÚNKP-16-4-III. New National Excellence Program of the Ministry of Human Capacities.

débute au 12^e siècle quand Philippe Auguste commence à engager des compagnons libres au lieu des troupes féodales. Cette méthode se développe ensuite pendant la Guerre de Cent Ans durant laquelle les souverains français utilisent les services des arbalétriers genevois et des arches écossais. L'unité formée par ces derniers subsiste jusqu'à la Révolution, ainsi que les Gardes suisses créées au 16^e siècle. Jusqu'à la fin de la 18^e siècle, l'armée française comprend en permanence de 25 à 30 % des soldats étrangers dans ses rangs. A la veille de la Révolution, 24 régiments d'infanterie et 14 de cavalerie sont formés exclusivement par des étrangers (Irlandais, Allemands, Wallons, Danois, Suédois, Italiens, etc.), ainsi ils donnent pas moins que le quart des effectifs de l'armée royale. Cette tradition liée à la monarchie rencontre l'hostilité des républicains qui les jugent trop loyaux pour le souverain, c'est pourquoi obtiennent leur dissolution en 1791-1792².

Malgré ces mesures, les étrangers restent présents dans l'armée révolutionnaire, leur recrutement continue pour combler les vides dans les rangs des troupes. Avec l'arrivée au pouvoir de Napoléon, cette tendance connaît un essor, car il utilise extensivement les soldats étrangers et organise plusieurs formations militaires pour regrouper ces volontaires à partir de 1802. Ces derniers sont Suisses, Piémontais, Belges, Irlandais, Hanovriens, Liguriens, Badois, Hongrois, Bohémiens, Prussiens, Suédois, Russes, Autrichiens, Polonais, Saxons, Bavares, Espagnols, Portugais et d'autres qui forment plus de la moitié de sa Grande Armée en 1812. Même pendant la Restauration, Louis XVIII et Charles X gardent des étrangers dans leur armée. Cette situation change lors de la révolution de 1830 en raison de la volonté des révolutionnaires pour détruire ce vestige de l'Ancien Régime, ainsi les unités étrangères sont dissoutes par ordonnance³.

L'absence de ces troupes ne dure que pendant quelques mois, car la loi du 9 mars 1831 (complétée au lendemain par une ordonnance) ordonne la création d'une légion d'étrangers en France. Cette troupe composée d'étrangers et d'indigènes est formée à l'intérieur du royaume, mais destinée à combattre hors de son territoire continental. Au début, la Légion comprend des bataillons identiques à ceux d'infanterie de ligne qui essayent de regrouper des volontaires de même nationalité. Par conséquent, les 1^{er}, 2^e et 3^e sont réservés aux Suisses et aux Allemands, tandis que le 4^e accueille les Espagnols et les Portugais, le 5^e les Italiens, le 6^e les Belges et les Hollandais et le 7^e les Polonais. Les volontaires ayant entre 18 et 40 ans signent un contrat d'engagement pour une durée de 3 à 5 ans⁴.

La Légion étrangère est utilisée la première fois en Algérie qui devient le siège de la nouvelle unité peu de temps plus tard. Après la fin de la conquête du pays, la

² Douglas Porch, *La Légion étrangère 1831-1962*. Paris, Librairie Arthème Fayard, 1994, pp. 21-22.

³ Pierre Montagnon, *La légion étrangère. De 1831 à nos jours*. Paris, Pygmalion, 1999, pp. 12-13.

⁴ André-Paul Comor, *La Légion Etrangère. Histoire et dictionnaire*. Paris, Robert Laffont – Ministère de la Défense, 2013, pp. 109-110.

troupe est utilisée dans les campagnes de grande envergure de la France. D'une part, elle participe à l'occupation de telles espaces coloniales comme le Mexique, le Tonkin, Madagascar, le Maroc, la Syrie, l'Afrique occidentale, etc. D'autre part, elle est présente dans les guerres menées sur le continent européen (en Crimée et en Italie) et est déployée, malgré sa vocation initiale, même sur le territoire national pour contribuer à la défense de la France dans des situations difficiles (guerre franco-prussienne, Première et Seconde Guerres mondiales). Ensuite, elle combat dans les guerres d'indépendance de l'Indochine et de l'Algérie, ainsi que dans les opérations lancées pour maintenir la paix (et l'influence française) sur les anciens territoires coloniaux en Afrique et au Moyen-Orient. Ses éléments dont le siège se trouve actuellement à Aubagne assurent même aujourd'hui la sécurité des régions d'outre-mer (Guyane, Mayotte, etc.)⁵.

Le nombre des volontaires ayant signé un contrat d'engagement en faveur de la Légion dépasse les 600 mille jusqu'à 1962. Les engagés arrivent en général des régions touchées par des problèmes politiques et économiques. Ils sont majoritairement européens, mais on peut y trouver également des Turcs, des Nord-Africains et des Asiatiques. Jusqu'à la Première Guerre mondiale, les hommes arrivent surtout des territoires européens limitrophes avec la France à l'Est et au Sud. La situation politique de la période de l'entre-deux-guerres entraîne l'arrivée de volontaires d'Europe centrale et orientale qui s'intensifie après la fin de la Seconde Guerre mondiale. Pendant cette époque-là, les engagés venant de la région de l'Europe centrale représentent un taux très élevé : Allemands (210 mille), Suisses (30 mille), Polonais (10 mille), Autrichiens (5 mille), Hongrois (4 mille), Tchèques (4 mille), Yougoslaves (3 mille)⁶. Par conséquent, on peut constater que l'Europe centrale est incontestablement le terrain de recrutement de loin le plus important pour la Légion.

L'évolution de la situation politique et militaire en Indochine

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, la France doit faire face à une crise en Indochine. La colonie française en Extrême-Orient regroupant la Cochinchine, l'Annam, le Tonkin, le Laos et le Cambodge au sein de l'Indochine française connaît une époque difficile pendant et après le conflit mondial. Le territoire, isolé de la France ayant subi une défaite écrasante en Europe, est obligé de collaborer avec l'Empire du Japon. Sous la pression japonaise, le commandement local doit signer des accords (le 30 août et le 22 septembre 1940) avec les Japonais autorisant ces derniers d'installer des troupes et d'utiliser des aérodromes en Indochine. Malgré

⁵ Voir Georges Blond, *Histoire de la Légion étrangère*. Paris, Perrin, 2008.

⁶ Comor, *La Légion Etrangère, op. cit.*, pp. 645-647.

ces accords, les Japonais occupent le territoire militairement lors du septembre, mais respectent la souveraineté française au-dessus de la colonie. Bien que l'armée coloniale française indochinoise reste en armes, cette force de 24 mille hommes privée du ravitaillement ne peut représenter une réelle concurrence pour l'armée impériale japonaise supérieure en nombre et en qualité⁷.

Cependant l'évolution défavorable de la guerre incite les Japonais, ayant peur d'un débarquement allié en force, à prendre le contrôle en Indochine. Le 9 mars 1945, les troupes japonaises (environ 65 000 soldats) attaquent les garnisons françaises par surprise. Une grande partie des administrateurs coloniaux et des officiers de l'armée sont arrêtés par les Japonais avant le déclenchement de l'opération, ainsi les troupes françaises décapitées et surpassées en nombre doivent mener des combats désespérés contre les attaquants. Malgré la résistance acharnée des postes militaires français dispersés en Indochine, les Japonais remportent la victoire en occupant tous les points stratégiques. Le seul succès français est lié à l'activité des troupes (6000 hommes) conduites par les généraux Georges Sabattier et Marcel Alessandri. Ces forces, regroupées autour du 5^e régiment étranger d'infanterie, entreprend une marche vers Dien Bien Phu pour finalement arriver en Chine après deux mois, à la province du Yunnan, où elles sont placées sous le commandement du général Tchang Kaï-chek, commandant suprême des troupes chinoises. Les soldats français faits prisonniers lors des combats subissent un traitement extrêmement sauvage de la part des Japonais, ainsi leur taux de mortalité est très élevé⁸.

La France a l'intention de rétablir son autorité au-dessus de l'Indochine, ainsi elle met sur pied le Corps expéditionnaire français en Extrême-Orient en 1945 aux ordres du général Leclerc pour reconquérir le territoire. Cependant le succès de ce projet est empêché par l'action de Hô Chi Minh qui lance un appel à l'insurrection générale le 13 août pour que ses troupes (les forces communistes du Viet Minh) puissent désarmer les forces nippones. Le succès de cette série d'opérations, et surtout la capture d'une quantité d'armes et de matériels, lui permet de déclarer l'indépendance du pays au nom du gouvernement provisoire de la République démocratique du Viêt Nam⁹. Malgré la présence de quelques éléments du Corps expéditionnaire en Indochine depuis août, ses premières forces d'importance n'arrivent qu'en octobre pour remplacer les troupes britanniques et chinoises assurant le maintien de l'ordre jusqu'ici. Parallèlement avec la reprise du contrôle du pays, les autorités françaises entament des négociations avec les puissances afin de garantir le maintien de l'Indochine au sein de l'Union française récemment créée (en

⁷ Georges Fleury, *La guerre en Indochine 1945-1954*. Paris, Perrin, 2003, p. 11.

⁸ François Broche, *L'Armée française sous l'Occupation. Le rassemblement*. Paris, Presses de la Cité, 2003, pp. 369-371 ; Pierre Sergeant, *Les Maréchaux de la Légion. L'Odyssée du 5^e Étranger (1940-1945)*. Paris, Fayard, 1977, pp. 277-401.

⁹ Martin Windrow, *French Foreign Legion infantry and cavalry since 1945*. London, Osprey Publishing Ltd., 1996, p. 3.

octobre 1946)¹⁰. Cependant ces négociations sont interrompues par le bombardement du port de Haiphong en novembre 1946 qui provoque une insurrection à Hanoï éclatée le 19 décembre et dirigée par Hô Chi Minh. C'est le début de la guerre directe contre la souveraineté française¹¹.

La France éprouvée par les longues années de la guerre mondiale n'est pas préparée pour un autre conflit en Asie du Sud-Est, mais elle envoie des renforts considérables en Indochine pour essayer de mater ce mouvement indépendantiste. Le déploiement de ces forces (115 000 soldats en 1947)¹² permettent de remporter quelques victoires et de repousser les forces communistes qui sont obligées de mener une guérilla persistante contre les troupes régulières françaises¹³.

Cette guerre d'usure est aidée par la Chine communiste qui prenant le contrôle de son pays commence à soutenir les efforts de guerre du Viêt Nam communiste avec l'envoi des instructeurs et du matériel militaire. A partir de 1950, la France perd son avantage initial et subit une série de revers dans la bataille des routes coloniales pendant que l'hostilité de l'opinion publique française à la guerre d'Indochine ne cesse pas d'augmenter¹⁴.

Le manque des victoires françaises est le résultat direct de la faiblesse économique et militaire de France, ainsi que de l'activité du parti communiste qui est extrêmement fructueuse et contribue à l'hostilité de la population. Tandis que le moral des soldats servant en Indochine est miné par cette attitude, la plupart des Français est indifférents au sort de la guerre. Par conséquent, l'armée subissant des pertes considérables lors des combats de plus en plus lourds a un problème de trouver des recrues pour remplir les vides dans ses rangs. En 1948, il manque déjà 10 000 hommes à l'état-major de l'armée pour mener des opérations réussies contre les troupes de l'armée populaire vietnamienne¹⁵. En raison de cette situation difficile, on a besoin de l'emploi de nouvelles forces armées dont le recrutement est réalisé auprès des citoyens étrangers.

La politique de recrutement au lendemain de la guerre

D'une manière logique, la solution est proposée par la Légion. Cependant, l'effectif de cette troupe est bas après les pertes subies lors de la Seconde Guerre mondiale, ainsi il faut augmenter considérablement l'activité de recrutement. Les candidats potentiels, des soldats aguerris, en nombre voulant quitter leurs pays nats

¹⁰ Fleury, *La guerre en Indochine, op. cit.*, pp. 121-147.

¹¹ Paul Bonnacarrère, *Par le sang versé. La Légion étrangère en Indochine*, Paris, Perrin, 2006, p. 57.

¹² Ce chiffre atteint 240 000 en 1950 et il est autour d'un demi-million avec les forces locales fournies par les Etats associés d'Indochine.

¹³ Windrow, *French Foreign Legion, op. cit.*, pp. 4-5.

¹⁴ *Ibid.*, p. 6.

¹⁵ Fleury, *La guerre en Indochine, op. cit.*, pp. 282-283.

se trouvent en Europe centrale, par conséquent la Légion tourne vers cette région. Pour pouvoir les accueillir, elle ouvre des bureaux des recrutement au-delà de ses frontières orientales, ainsi les quatre postes recruteurs traditionnels sont complétés par les suivants se trouvant en Europe centrale : Landau, Coblenze, Fribourg, Innsbruck, Vienne, Trieste. Cette activité est facilitée par la présence des troupes d'occupation françaises dans la région où des campagnes de recrutements intensifs sont menées pour séduire les candidats potentiels¹⁶.

En même temps, les autorités françaises encouragent l'engagement des prisonniers de guerre se trouvant sous leur surveillance. Le nombre de ces derniers est plus de 900 mille grâce au transfert d'hommes des puissances anglo-saxonnes¹⁷. Ils ont de la nationalité allemande, autrichienne, hongroise, roumaine et italienne. Vu leur situation précaire et l'alimentation minable, la possibilité de l'engagement à une formation militaire est très séduisante¹⁸. Les autorités françaises commencent un recrutement intensif auprès des prisonniers de guerre déjà en 1943 en Afrique du Nord. Cette activité continue après la fin définitive des hostilités et ses résultats sont fructueux, car les anciens soldats de l'Axe rejoignent en masse la Légion étrangère¹⁹. Le nombre des germanophones (Allemands, Autrichiens, Suisses et d'autres parlant bien la langue de Goethe) est particulièrement élevé, ils représentent 50,6 % des engagés entre 1942 et 1963 qui prouve bien, sans compter les volontaires parlant d'autres langues et venant d'autres pays de l'Europe centrale, l'importance de cette région dans la vie de la Légion étrangère²⁰.

L'engagement de ces hommes fait partie d'un phénomène répandu lié à l'image de la Légion étrangère. Traditionnellement, elle est l'abri des fuyards pendant les périodes difficiles de l'histoire et accueille un très grand nombre de volontaires après la fin du conflit mondial venant surtout des pays vaincus et parfois même des rangs des organisations discriminées comme la Waffen-SS. Étant donné que la France a besoin des soldats pour la guerre d'Indochine, les autorités françaises n'empêchent pas l'engagement de ces éléments, même elles les encouragent dans certains cas. Comme André Bayle, un vétéran français de la Waffen-SS, se souvient de sa période passée dans la prison : « Mais les visites les plus fréquentes furent celles des sergents-recruteurs de l'armée et de la Légion Étrangère. Ils nous proposaient deux fois par semaine en moyenne, de nous engager et d'effacer ainsi notre "faute" ! »²¹.

Grâce à cette activité de recrutement, même les soldats français ayant l'intention de rentrer en France après leur service dans les différentes organisations armées

¹⁶ Montagnon, *La légion étrangère, op. cit.*, pp. 308-309.

¹⁷ Blond, *Histoire de la Légion, op. cit.*, p. 432.

¹⁸ János Kemencei, *Légionnaire, en avant !* Paris, Grancher, 1985, p. 151.

¹⁹ Pierre Thoumelin, *L'ennemi utile, 1946-1954. Des vétérans de la Wehrmacht et de la Waffen-SS dans les rangs de la Légion étrangère en Indochine*. Zwickau, Schneider Text, 2013. pp. 57-66.

²⁰ Comor, *La Légion Etrangère, op. cit.*, p. 647.

²¹ André Bayle, *Des jeux olympiques à la Waffen-SS*. Paris, Lore, 2008, p. 235.

allemandes sont souvent accueillis par les recruteurs de la Légion sur la frontière franco-allemande qui leur informent de leurs possibilités de choix : la prison ou l'engagement dans la Légion (qui efface les crimes des volontaires car la Légion assure une nouvelle identité pour ses membres). Bien évidemment, un nombre de fuyards allemands, italiens, roumains, hongrois, etc. acceptent cette proposition, ainsi que beaucoup de Français ayant servi auparavant dans les rangs de la LVF ou de la Waffen-SS²².

D'autres sont traduits devant les tribunaux militaires où on leur propose les mêmes choix : prison ou la Légion. La réponse est simple : un nombre parmi eux optent pour le service de cinq ans au lieu de lourdes peines de prison²³. La plupart de ces légionnaires « spéciaux », en cas d'un comportement convenable, bénéficient d'une amnistie déjà en 1949 indépendamment du nombre des années passées de son contrat²⁴.

En même temps, on trouve un nombre d'Alsaciens parmi les engagés qui sont incorporés dans l'armée allemande par force, mais, ne connaissant pas les circonstances en France, ils préfèrent s'engager dans la Légion pour éviter les condamnations éventuelles après leur retour²⁵. Il y a aussi certains qui peuvent rentrer, mais se trouvant réprouvés de la société, ils cherchent l'abri dans le cadre de l'armée dont les conditions sont familières pour eux²⁶. Il faut mentionner aussi les fonctionnaires du régime Vichy (secrétaire d'État, préfets, sous-préfets, etc.) qui n'ont pas servi l'Occupant par l'arme, mais leur contribution au maintien du système est suffisant d'être pourchassés après la Libération. Par conséquent, un nombre parmi eux choisissent la Légion au lieu des cours martiales²⁷.

Cependant le nombre précis de ces volontaires spéciaux s'engageant souvent sous l'identité allemande ou suisse reste inconnu, car la Légion accepte ces informations enregistrées sur les feuilles d'engagement dans la majorité des cas, ainsi le seul appui dans l'enquête est la nationalité des volontaires. Par conséquent, les données concernant les proportions des engagés mentionnées ci-dessus s'explique également par le fait qu'un grand nombre des Allemands et des Français voulant garder leur identité se déclarent Suisses, ainsi la plupart des engagés helvétiques étaient probablement les membres de l'armée allemande auparavant. Selon certaines souvenirs, le nombre des vétérans du front de l'Est est particulièrement

²² Erwan Bergot, *La Légion au combat. Narvik – Bir Hakeim – Diên Bien Phu. La 13^e demi-brigade de Légion étrangère*. Paris, Presses de la Cité, 1975, pp. 184-185.

²³ Bundesarchiv-Militärarchiv (BAMA) RS 3-33/5. Jugement du 25 avril 1949 du Tribunal Militaire, p. 1.

²⁴ BAMA RS 3-33/5. Lettre du 5 décembre 1973 de Jean Garnier, p. 2.

²⁵ Bonnacarrère, *Par le sang versé*, op. cit., pp. 73-74.

²⁶ Jean-Louis Le Roy, *Histoire d'un marin breton alcoolique engagé volontaire dans la LVF*. Paris, Editions Tema, 1977, pp. 126-127.

²⁷ Raymond Muelle, *Le Bataillon des Réprouvés. Indochine 1949-1950*. Paris, Presses de la Cité, 1990, pp. 206-213 ; Bonnacarrère, *Par le sang versé*, op. cit., p. 407.

élevé dans les rangs du 3^e régiment étranger d'infanterie²⁸. Bayle mentionne par exemple René Lair, son adjoint, « qui combattrait en Indochine et deviendrait adjudant de la Légion Étrangère »²⁹.

Les engagés centre-européens et leur activité

Les volontaires engagés majoritairement en Europe sont dirigés en Afrique du Nord pour recevoir une instruction militaire. Étant donné que la plupart des volontaires sont des soldats aguerris, l'entraînement ne dure que quelques semaines et les engagés sont attachés aux unités légionnaires se trouvant en Indochine.³⁰ Ces troupes sont les suivantes : les 2^e, 3^e et 5^e régiments étrangers d'infanterie, le 1^{er} régiment étranger de cavalerie et la 13^e demi-brigade de Légion étrangère qui sont suivis plus tard par les 1^{er} et 2^e bataillons étrangers de parachutistes et de diverses formations de transport, de réparation et de génie³¹. Bien que cet ensemble légionnaire ne constitue qu'une minorité numérique relativement peu importante au sein du Corps expéditionnaire français en Extrême-Orient (environ 15 % des effectifs), la Légion est incontestablement le fer de lance des forces françaises en raison de sa valeur combattante et de son efficacité³².

La Légion est présente et combat à partir du premier moment de la guerre d'Indochine jusqu'à la fin de ce conflit meurtrier. Au début, ses unités essayent de contribuer à la pacification de la Cochinchine, mais l'élargissement des hostilités nécessite l'utilisation de ces troupes à l'Annam et au Tonkin également où un nombre de batailles sanglantes ont eu lieu. Parmi ces dernières, il faut absolument mentionner celles de Phu Tong Hoa, de la route coloniale n° 4 et de Diên Bien Phu dans lesquelles les légionnaires se sont distingués particulièrement. Dans le cadre de la stratégie de pacification, l'état-major français a créé une série de postes de protection en Indochine avec une triple mission : assurer la présence militaire française, décourager l'adversaire et rassurer la population locale. Le poste de Phu Tong Hoa établi en 1948 se trouvait au Nord-Tonkin et sa garnison était composée de la 2^e compagnie du 3^e régiment étranger d'infanterie avec 107 soldats au total. Le 25 juillet 1948, plusieurs milliers de soldats Viêt Minh lancent des attaques contre les légionnaires qui défendent leur position avec acharnement. Malgré les rapports de force inégaux, les défenseurs repoussent tous les assauts et restent

²⁸ René Bail, *Les croix de Monseigneur de Mayol de Lupé*. Paris, Éditions Dualpha, 2000, pp. 240-241.

²⁹ Bayle, *Des jeux olympiques à la Waffen SS*, op. cit., p. 121.

³⁰ Kemencei, *Légionnaire*, op. cit., pp. 141-147.

³¹ Montagnon, *La légion étrangère*, op. cit., pp. 309-312.

³² Porch, *La Légion étrangère*, op. cit., p. 608.

maîtres du terrain même au prix de la perte de vingt-deux morts et trente-trois blessés³³.

La bataille de la route coloniale n° 4 oppose les forces du corps expéditionnaire français aux troupes Viêt Minh en septembre et octobre 1950 au Nord-Tonkin. Cette voie a une importance stratégique pendant le conflit, car elle permet le ravitaillement des places fortes se trouvant au long de la frontière chinoise et donne l'accès à la capitale du Tonkin, Hanoi. En 1949, l'état-major de l'armée de terre décide l'évacuation des postes se situant autour de la route dont la défense est jugée inutile en raison des coûts humains et matériels. Les pertes françaises de plus en plus importantes subies dans la région sont causées par les troupes Viêt Minh organisées, formées et équipées dans la République populaire de Chine communiste. Par conséquent, la réalisation de l'évacuation est absolument nécessaire, mais son exécution est tardive et mal conduite qui entraîne une sévère défaite. L'opération, malgré le combat héroïque des militaires français, se solde par la disparition de huit bataillons dont deux légionnaires : le bataillon étranger de parachutistes et le 3^e bataillon du 3^e régiment étranger d'infanterie. Le nombre des morts et des disparus est 4400 qui est un véritable désastre pour le corps expéditionnaire et marque un tournant de la guerre³⁴.

L'affrontement le plus important du conflit est la bataille de Diên Bien Phu du 13 mars au 7 mai 1954. Le camp retranché français se situe au nord-ouest du Tonkin dans la proximité des frontières chinoise et laotienne dans une vallée dotée d'un aéroport. La garnison comptant environ 20 000 soldats au total est assiégée par une force constituée de 80 000 hommes bien équipés et ravitaillés. Les troupes Viêt Minh sont capables de déployer, à côté d'autres unités d'infanterie, une division lourde dotée des pièces d'artillerie de gros calibre qui détruisent les positions françaises et interdisent leur ravitaillement. C'est un fait décisif qui gagne la bataille pour les forces vietnamiennes. Le prix payé par les Français pour la défaite est très élevé : 1700 morts, 1600 disparus, 1100 déserteurs, 10 300 prisonniers (dont 7000 ne reviennent pas après la fin des hostilités). Le corps expéditionnaire perd au total quinze bataillons dont six légionnaires (les 1^{er} et 2^e bataillons étrangers de parachutistes, le 1^{er} bataillon du 2^e régiment étranger d'infanterie, le 3^e bataillon du 3^e régiment étranger d'infanterie et les 1^{er} et 3^e bataillon de la 13^e demi-brigade de la Légion étrangère). A l'autre camp, les pertes vietnamiennes sont estimées à plus de 10 000 tués et 15 000 blessés. La défaite a un effet considérable sur la conférence de Genève où on signe les accords deux mois plus tard qui mettent fin au conflit³⁵.

En ce qui concerne la contribution qualitative des légionnaires centre-européens pour les efforts de guerre français, il faut voir que la majorité de ces volontaires sont des soldats aguerris avec une certaine expérience militaire. Étant donné que

³³ Erwan Bergot, *La Légion*, Paris, Balland, 1972, pp. 241-249.

³⁴ Fleury, *La guerre en Indochine, op. cit.*, pp. 385-400.

³⁵ Comor, *La Légion Etrangère, op. cit.*, pp. 295-303.

les forces armées françaises, y compris la Légion étrangère, sont très éprouvées par la Seconde Guerre mondiale, cette dernière a grand besoin de ces hommes de qualité pour maintenir sa valeur combattante. Par conséquent, les recruteurs s'efforcent au maximum d'attribuer les spécialistes parmi les légionnaires centre-européens à des unités où leurs compétences sont les plus utiles. Ainsi, les militaires allemands ayant servi dans les divisions blindées allemandes sont affecté au 1^{er} régiment étranger de cavalerie équipé par des véhicules blindés, les anciens parachutistes sont dirigés aux bataillons étrangers de parachutistes et ainsi de suite. En plus, l'armée française est obligée d'utiliser de l'armement de seconde main, ainsi également un nombre d'équipements allemands (des mortiers, des pistolets mitrailleurs, etc.), dont l'utilisation est déjà connue parfaitement par les anciens soldats des armées de l'Axe³⁶.

En ce qui concerne la question du recrutement des anciens criminels de guerre dans la Légion étrangère, théoriquement, le principe de la France est d'exclure les anciens SS. En conséquence de cette attitude, le recrutement en masse de ces hommes n'a pas eu lieu. Selon les témoignages des participants, il y a néanmoins des exceptions lors du processus de l'engagement. Comme János Kemencei se souvient : « Les visites médicales étaient très sévères. On nous a inspecté des pieds à la tête, en cherchant des traces de blessures éventuelles. On vérifiait l'état de nos dents, on nous faisait lever le bras gauche pour déceler sous l'aisselle le tatouage dénonçant les anciens de la Waffen SS, et le groupe sanguin auquel ils appartenaient. Plusieurs d'entre nous présentaient de curieuses petites blessures superficielles, précisément sous cette aisselle gauche. Certains de ces volontaires étaient rejetés, d'autres acceptés. Je n'ai jamais su pourquoi.³⁷ » Même s'ils sont minoritaires auprès des volontaires acceptés, leur présence montre bien que la nécessité militaire était plus importante dans certain cas que la vie antérieure douteuse des candidats.

Ce qu'on sait certainement par rapport aux légionnaires participant dans les opérations de la guerre d'Indochine qu'ils sont au nombre de 72 833 pendant la période du conflit³⁸. Les pertes de la Légion sont importantes : 10 483 hommes (309 officiers, 1082 sous-officiers et 9092 légionnaires). C'est un taux de 12 % qui est plus élevé que celui environ 7 % de l'ensemble du corps expéditionnaire³⁹. Selon les informations disponibles concernant les décédés pendant les opérations, le taux des centre-européens est relativement bas : 2622 Allemands, 304 Polonais, 228 Suisses, 212 Hongrois, 206 Autrichiens, 185 Tchèques et 99 Yougoslaves, c'est-à-dire 3856

³⁶ Thoumelin, *L'ennemi utile*, op. cit., pp. 104-111.

³⁷ János Kemencei, *Légionnaire*, op. cit., pp. 136-137.

³⁸ Le nombre de ces légionnaires servant en Indochine ne dépasse pas 20 000 en même temps. Bergot, *La Légion au combat*, op. cit., pp. 318-319.

³⁹ Windrow, *French Foreign Legion*, op. cit., p. 22.

personnes issues de l'Europe centrale au total⁴⁰. Ce chiffre semble légèrement inférieure par rapport à leur taux auprès des volontaires qui atteint, voire dépasse 50 %. La différence peut s'expliquer éventuellement par les expériences militaires acquises précédemment qui ont contribué à la survie de ces hommes.

Leur retour à la vie civile

Dans la majorité des cas, les légionnaires signent un contrat de cinq ans. À la fin de cette période, en disposant d'un certificat de bonne conduite, ils ont le droit d'obtenir la nationalité française. À ce moment-là, ils peuvent choisir parmi trois possibilités : rentrer à leur pays natal, s'installer en France ou signer un nouveau contrat au sein de la Légion. Cependant, deux possibilités sur trois causent des problèmes imprévus pour les légionnaires dans les années 1950.

Notamment, le retour au pays natal est souvent compliqué en raison du changement de la situation politique dans plusieurs pays de l'Europe centrale. Étant donné qu'une partie de ces pays se trouvent au-delà du rideau de fer, les anciens légionnaires risquent une peine de prison pour leur service militaire dans l'armée d'un autre pays ou au moins l'attention particulière des autorités locales. Pour le premier, la République démocratique allemande sert comme exemple qui menace les anciens légionnaires avec l'incarcération pour leur mission accomplie au profit d'une puissance étrangère. En plus, ceux qui rentrent malgré ce risque ne touchent pas leur pension versée par l'État français, car ils doivent essayer d'intégrer à la société allemande en cachant leur passé parmi ces conditions particulières⁴¹. Le deuxième arrive par exemple avec les anciens légionnaires hongrois qui sont surveillés de près par les services de contre-espionnage hongrois qui les jugent extrêmement dangereux pour la sécurité intérieure du pays. Même ces autorités font des efforts pour utiliser les anciens militaires comme des agents de la sécurité nationale contre les légionnaires hongrois se trouvant toujours en France⁴². Par conséquent, le retour à l'Europe centrale est peu attirant pour un grand nombre d'anciens légionnaires.

La situation est également compliquée si les légionnaires ont l'intention de s'installer en France, car la guerre d'Indochine est particulièrement impopulaire auprès de la plupart de la population. Ainsi, la société française est hostile aux anciens légionnaires dont la réinsertion à la vie civile est difficile : en raison de leur appar-

⁴⁰ Service historique de la Défense, Bureau des Archives des Victimes des Conflits Contemporains (SHD BAVCC). La base de données des « Morts pour la France » au cours de la Guerre d'Indochine (1945-1954) est disponible via l'Internet (<http://www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr>), téléchargé le 30 décembre 2016.

⁴¹ Thoumelin, *L'ennemi utile*, op. cit., pp. 131-132.

⁴² Béla Nóvé, *Patria Nostra. '56-os menekült kamaszok a Francia Idegenlégióban* [Patria Nostra. Adolescents réfugiés de 1956 dans la Légion étrangère], Budapest, Balassi, 2016, pp. 297-312.

tenance à la Légion étrangère, beaucoup d'emplois leur sont refusés. Ensuite, pendant leur activité professionnelle, ils sont souvent entourés par des sentiments négatifs et se sentent isolés au sein de la société. En raison de ces difficultés, un nombre de légionnaires optent pour la continuation du service militaire qui leur offre des conditions familières et rassurantes⁴³. En plus, la Légion s'occupe des anciens légionnaires n'ayant pas attachement direct à la société française et entretient un réseau de solidarité qui héberge les anciens légionnaires et leur apporte une aide morale et matérielle⁴⁴.

Conclusion

La Légion étrangère ouvre ses portes devant les hommes voulant quitter l'Europe centrale au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Cette ouverture est liée avant tout à la situation militaire difficile de l'Indochine dans laquelle la Légion est obligée de jouer un rôle important. Pour qu'elle puisse répondre aux attentes, un nombre de nouveaux engagés sont nécessaires qui sont trouvés dans les camps de prisonniers et en Europe centrale.

A part de leur contribution numérique, la participation de ces volontaires venant de la même région géographique représente un ajout de qualité pour les efforts de guerre français en raison de leurs expériences militaires acquises auparavant dans les rangs des armées de l'Axe. Ce chapitre peu connu des relations franco-européennes mérite certainement d'être mieux découvert à l'avenir.

⁴³ Kemencei, *Légionnaire*, op. cit., pp. 291-292 ; Porch, *La Légion étrangère*, op. cit., p. 644 ; Thoumelin, *L'ennemi utile*, op. cit., pp. 132-134.

⁴⁴ Comor, *La Légion Etrangère*, op. cit., pp. 862-864.

In materia di emigrazione: rileggere oggi il libro di Angelo Del Boca Gli italiani in Libia. Dal fascismo a Gheddafi (1988)

ALESSANDRO ROSSELLI
(Università di Szeged)

Ormai da molti anni, il problema dell'emigrazione dall'Africa e dal Medio Oriente verso le coste europee fa parte della cronaca quotidiana. Spesso però ci si dimentica che tale fenomeno, proveniente per vari motivi dai paesi ex-coloniali, è una vera e propria *contro-emigrazione*¹, uguale e contraria cioè a quella degli europei nei paesi dell'Africa, del Medio Oriente e dell'Asia all'epoca del colonialismo.

La nuova ondata di emigrazione da tali zone si è riversata, oltre che sulle coste greche, su quelle italiane: ed è proprio per questo motivo che pare utile rileggere sotto tale angolazione l'ultima parte di quella storia del colonialismo italiano scritta e pubblicata da Angelo Del Boca costituita appunto dal volume *Gli italiani in Libia. Dal fascismo a Gheddafi* (1988)².

Angelo Del Boca riprende il suo studio sul colonialismo italiano in Libia da dove lo ha lasciato³ e proprio dal punto in cui si erano fermati altri due storici, cioè alla conquista italiana del paese fra il 1911 ed il 1912⁴.

¹ Di tale definizione sono l'unico responsabile (A.R.)

² Cfr. Angelo Del Boca, *Gli italiani in Libia. Dal fascismo a Gheddafi*, Roma-Bari, Laterza, 1988. Le altre parti della sua storia del colonialismo sono: Id., *Gli italiani in Africa Orientale*, I: *Dall'Unità alla marcia su Roma*, Roma-Bari, Laterza, 1976; Id., *Gli italiani in Africa Orientale*, II: *La conquista dell'impero*, ivi, 1979; Id., *Gli italiani in Africa Orientale*, III: *La caduta dell'Impero*, ivi, 1982; Id., *Gli italiani in Africa Orientale*, IV: *Nostalgia delle colonie*, ivi, 1984; Id., *Gli italiani in Libia. Tripoli bel suol d'amore*, ivi, 1986. Sul suo autore cfr. [m.t.] (Maurizio Tarantino), *Del Boca, Angelo*, In AA.VV., *Dizionario della letteratura italiana del Novecento*, Torino, Einaudi, 1992, pp. 184-185: il profilo, il più completo per ora disponibile, si occupa soprattutto delle opere letterarie dell'autore ma cita in parte anche quelle storiche.

³ Cfr. A. Del Boca, *Gli italiani in Libia. Tripoli bel suol d'amore*, cit.

⁴ Cfr. in proposito Paolo Maltese, *La terra promessa. La guerra italo-turca e la conquista della Libia 1911-1912*, Milano, Mondadori, 1976; Sergio Romano, *La quarta sponda. La guerra di Libia 1911-1912*, Milano, Bompiani, 1977. Ma sulla prima occupazione italiana della Libia cfr. anche Massimo Luigi Salvadori, *Giolitti e l'età giolittiana. Dall'inizio del secolo alla prima guerra*

Dopo aver sottolineato che con il fascismo al potere (1922) la presenza dell'Italia in Libia subisce una vera e propria svolta⁵ e che il nuovo governo invia a condurvi le operazioni di riconquista uno dei quadrumviri della marcia su Roma, Emilio de Bono⁶, l'autore parla della completa rioccupazione della colonia, compiuta con la presa del Fezzan, che garantisce il confine con il Ciad francese⁷, e della fine della resistenza libica all'occupazione italiana (1931), avvenuta grazie alla repressione condotta dal generale Rodolfo Graziani, di cui fu vittima illustre il capo dei ribelli senussiti, Omar al-Mukhtàr, cui seguì l'inferno dei campi di concentramento in mezzo al deserto, divenuti poi veri e propri luoghi di sterminio della popolazione araba a causa della mancanza di acqua e cibo e per condizioni igienico-sanitarie indegne di un qualunque paese civile⁸.

Dopo questi avvenimenti, l'autore si sofferma a lungo sul problema dell'emigrazione italiana in Libia, le cui premesse sono poste, fin dal gennaio 1934, dalla nomina di Italo Balbo a governatore della Tripolitania e della Cirenaica (le due province in cui all'epoca era diviso il territorio libico per ragioni amministrative)⁹.

mondiale, Torino, Einaudi, 1961, pp. 149-151; Fabio Cusin, *Antistoria d'Italia*, Milano, Mondadori, 1970, pp. 148-150; Giuliano Procacci, *Storia degli italiani*, II, Bari, Laterza, 1972, p. 477; Giampiero Carocci, *Storia d'Italia dall'Unità a oggi*, Milano, Feltrinelli, 1990², pp. 199-204 (1^a ed. 1975); Ernesto Ragionieri, *La storia politica e sociale*, in AA.VV., *Storia d'Italia*, 4, 3: *Dall'Unità a oggi*, a cura di Ruggiero Romano e Corrado Vivanti, Torino, Einaudi, 1976, pp. 1943-1949.

⁵ Cfr. A. Del Boca, *Gli italiani in Libia. Dal fascismo a Gheddafi*, cit., pp. 5-76. L'autore qui sottopone a forte revisione critica l'interpretazione fascista di questo primo periodo della riconquista italiana della Libia, di cui un esempio è dato dal libro di Luigi Federzoni, *Venti mesi di azione coloniale*, Milano-Roma, Mondadori, 1926. Sull'autore cfr. Albertina Vittoria, *Federzoni, Luigi*, in AA.VV., *Dizionario del fascismo*, I: A-K, a cura di Victoria de Grazia e Sergio Luzzatto, Torino, Einaudi, 2005², pp. 526-528 (1^a ed. 2002).

⁶ Cfr. *ivi*, pp. 77-133. Cfr. in proposito E. Ragionieri, *La storia politica e sociale*, cit., pp. 2188-2189. Ma cfr. anche Habib Nadaa Al-Hesnawi, *Note sulla politica coloniale italiana verso gli arabi libici (1911-1943)*, in AA.VV., *La guerre coloniali del fascismo*, a cura di Angelo Del Boca, Roma-Bari, Laterza, 1991, pp. 42-47. Sul quadrumviro della marcia su Roma inviato in Libia cfr. Frank M. Snowden, *De Bono, Emilio*, in AA.VV., *Dizionario del fascismo*, I, cit., pp. 394-397.

⁷ Cfr. *ivi*, pp. 134-173.

⁸ Cfr. *ivi*, pp. 174-232. Sul tema cfr. in particolare Angelo Del Boca, *I crimini del colonialismo fascista*, in AA.VV., *Le guerre coloniali del fascismo*, cit., pp. 234-243. Sulle operazioni militari italiane in Libia dal 1921 al 1931 cfr. Giorgio Rochat, *Le guerre coloniali dell'Italia fascista*, *ivi*, pp. 176-182. Sul generale che fu autore della definitiva sconfitta della rivolta libica anti-italiana cfr. Nicola Labanca, *Graziani, Rodolfo*, in AA.VV., *Dizionario del fascismo*, I, cit., pp. 633-635. Sul suo operato in Libia durante quegli anni cfr. Romano Canosa, *Graziani. Il maresciallo d'Italia. Dalla guerra d'Etiopia alla Repubblica di Salò*, Milano, Mondadori, 2005, pp. 10-74.

⁹ Cfr. *ivi*, p. 233. Sul personaggio cfr. Gregory Alegi, *Balbo, Italo*, in AA.VV., *Dizionario del fascismo*, I, cit., pp. 132-135. Sul suo operato come governatore della Libia dal 1934 al 1940, anno della sua morte, cfr. Claudio G. Segre, *Italo Balbo*, Bologna, il Mulino, 1988, pp. 349-494.

Entrato in carica, il nuovo governatore si installa a Tripoli, dove sistema quella che viene definita la sua *piccola corte*, di cui fanno parte suoi fedelissimi ma anche persone con indubbie capacità nel loro campo¹⁰.

In quel momento, viene a maturazione il problema dei confini tra la Libia italiana ed il Ciad francese, poi regolato dagli accordi italo-francesi di Roma (7 gennaio 1935), in base ai quali la Francia cede all'Italia un territorio di 114 000 kmq che comprende la parte settentrionale della regione del Tibesti con alcune località: e da tale accordo la posizione dell'Italia fascista in Libia esce molto rafforzata¹¹.

Ed è proprio in questo nuovo clima che comincia, per iniziativa di Italo Balbo, quella che l'autore definisce la *colonizzazione demografica*¹² che però, a sua volta, era stata preparata da due ondate migratorie precedenti: la prima, compiuta fra il 1922 ed il 1928, che permise di fare i primi studi in materia, di costituire il primo demanio statale e di creare le prime concessioni di terreno ispirate alla grande azienda agraria di tipo capitalistico; la seconda, fra il 1928 ed il 1933 in cui il fascismo rende obbligatorio per il concessionario immettere nell'azienda una famiglia colonica per un certo numero di ettari, e così affianca alla colonizzazione di tipo capitalistico quella di carattere demografico, anche se i risultati non sono del tutto soddisfacenti perché, al 1937, le famiglie coloniche insediate in Libia sono appena 1299: questi inizi permettono poi di aprire una terza fase, che va dal 1933 al 1940, anno dell'entrata in guerra dell'Italia, che costituisce un momento di colonizzazione demografica intensiva¹³.

L'autore sottolinea però anche che Italo Balbo non era stato il primo a proporre un simile tipo di colonizzazione molto sostenuta dallo Stato, poiché già nel 1931 l'allora sottosegretario alle Colonie Alessandro Lessona aveva preparato un progetto in tal senso, realizzato in parte nel 1932 con la creazione dell'*Ente per la Colonizzazione della Cirenaica* (ECC), che inizia la sua attività quando la rivolta di Omar al-Mukhtàr è stata stroncata e le popolazioni del Gebel sono ancora chiuse nei campi di concentramento. Se l'Ente può operare liberamente, tuttavia si trova sempre in ristrettezze finanziarie che penalizzano il lavoro di colonizzazione, a tal punto che, anche con un finanziamento piuttosto cospicuo per l'epoca (38 000 000 di lire), nel 1935 dovrà essere rifinanziato con un altro fondo di 75 000 000 di lire¹⁴.

Tali progetti di colonizzazione demografica, forse perché troppo ambiziosi e non sostenuti da adeguati finanziamenti, si riveleranno un vero e proprio fallimento,

¹⁰ Cfr. *ivi*, pp. 233-246. La sottolineatura sulla duplice natura dei membri della *piccola corte* di Italo Balbo è *ivi*, pp. 235-236.

¹¹ Cfr. *ivi*, pp. 246-248. Sugli accordi franco-italiani di Roma (7 gennaio 1935) cfr. Luigi Salvatorelli - Giovanni Mira, *Storia d'Italia nel periodo fascista*, Torino, Einaudi, 1964, pp. 805-806; Jean-Baptiste Duroselle, *Politique étrangère de la France. La décadence 1932-1939*, Paris, Éditions du Seuil, 1979, pp. 132-133.

¹² Cfr. *ivi*, p. 256.

¹³ Cfr. *ivi*, pp. 256-257.

¹⁴ Cfr. *ivi*, pp. 257-258. Sulla questione dei campi di concentramento cfr. nota 8.

ma al fascismo poco importa che i bilanci non quadrino: gli interessa infatti molto di più mantenere la propria immagine di regime efficiente e capace di imprese grandiose¹⁵.

Tuttavia, proprio la terza fase della colonizzazione demografica evidenzierà gli errori commessi nelle due precedenti, che sono: 1) le errate previsioni su costi e profitti delle aziende agricole; 2) l'eccessiva elargizione di fondi da parte dello Stato ai concessionari privati, con conseguente sviluppo della speculazione e del parassitismo; 3) il non aver tenuto conto della variabilità aciclica delle piogge in Libia, altro problema che viene curato con la medicina dei finanziamenti statali¹⁶.

Eppure, nonostante gli errori commessi dall'ECC, l'autore nota che Italo Balbo prende a modello tale ente e, all'inizio del 1935 lo trasforma in *Ente per la Colonizzazione della Libia* (ECL), che completerà i quattro villaggi rurali iniziati in Cirenaica per poi crearne un quinto nel 1936 e fondarne altri quattro in Tripolitania¹⁷.

Ma il governatore della Libia ha a disposizione per il suo progetto anche un altro ente, l'*Istituto Nazionale Fascista per la Previdenza Sociale* (INFPS), che all'inizio opera solo nella Tripolitania, poco lontano da Tripoli, dove crea il villaggio *Michele Bianchi*, con 4702 ettari, che nel 1937 conterà 31 famiglie insediate per un totale di 249 persone¹⁸.

Ma i risultati ottenuti non erano sufficienti per Italo Balbo che anzi – sottolinea l'autore – giudicava il ritmo di colonizzazione troppo lento, poiché al 1937 la popolazione agricola della colonia comprendeva solo 2711 famiglie con 12.488 membri: troppo poco per raggiungere l'equilibrio tra la popolazione araba e quella italiana¹⁹.

Inoltre, secondo il piano di Alessandro Lessone del 1932, la Libia poteva assorbire 100 000 famiglie, cioè 500 000 italiani: ma il sottosegretario alle Colonie rivedrà poi al rialzo i suoi calcoli perché, dopo la scoperta delle falde acquifere sotterranee nel territorio, riterrà che si possa inviare in Libia 1 500 000 italiani, se non addirittura portarli a 2 000 000²⁰.

Su tale base, Italo Balbo comincia a pensare ad una colonizzazione demografica intensiva e a preparare un piano a lungo termine con l'insediamento di 20 000 coloni l'anno per cinque anni, e lo presenta a Mussolini alla fine del 1937, anche se

¹⁵ Cfr. *ivi*, pp. 258-259.

¹⁶ Cfr. *ivi*, p. 259.

¹⁷ Cfr. *ivi*, p. 259.

¹⁸ Cfr. *ivi*, pp. 259-260. Sul personaggio cui era dedicato il villaggio, anche lui fra i quadrumviri della marcia su Roma, cfr. Frank M. Snowden, *Bianchi, Michele*, in AA.VV., *Dizionario del fascismo*, I, cit., pp. 159-162.

¹⁹ Cfr. *ivi*, p. 260.

²⁰ Cfr. *ivi*, p. 260.

il capo del governo italiano era già convinto della realizzabilità del piano, che aveva approvato fin dalla sua visita in Libia, nel marzo dello stesso anno²¹.

Il piano di colonizzazione demografica intensiva partirà il 17 maggio 1938, e a realizzarlo sono chiamati l'ECL e l'INFPS. Lo Stato fornisce i fondi per creare il centro dei villaggi (scuola, ambulatorio medico, casa del fascio, chiesa, caserma e, in qualche caso, il municipio) mentre gli enti colonizzatori provvedono a suddividere le terre in piccoli appezzamenti ed assistono i coloni che hanno già la casa e scorte di varii tipi nelle bonifica e coltivazione dei loro poderi²².

Il piano, annunciato nel maggio 1938, comporta sei mesi dopo lo sbarco di 20 000 coloni in Libia mentre, prima del loro arrivo, i due enti di colonizzazione costruiscono decine di villaggi e centinaia di case coloniche, strade ed acquedotti, e provvedono anche alla delimitazione di 1800 nuovi poderi. Gli appezzamenti variano da un minimo di 15 ettari ad un massimo di 50 per podere²³.

I due enti lavorano a predisporre l'arrivo dei primi 20 000 coloni ed Italo Balbo nel frattempo recluta in Italia quelle che lui stesso definisce *fanterie rurali*, i cui membri devono, oltre ad avere una seria esperienza agricola ed una famiglia numerosa, saper leggere e scrivere ed essere iscritti al *Partito Nazionale Fascista* (PNF), condizione essenziale per il reclutamento²⁴.

L'autore analizza poi la provenienza dei coloni, in totale 1800 famiglie, che arrivavano in prevalenza dal Nord-Italia mentre il Sud del paese, con l'unica eccezione di Bari (57 famiglie) ebbe ben poca parte nella colonizzazione demografica della Libia (1400 famiglie furono prese in carico dall'ECL, le restanti 400 dall'INFPS)²⁵, e nota che il loro arrivo a destinazione fu organizzato da Italo Balbo in modo tale da stupire il resto del mondo fin dalla loro partenza dall'Italia, e perciò lo sbarco dei coloni è seguito anche da molti giornalisti stranieri, alcuni dei

²¹ Cfr. *ivi*, p. 260. Sul viaggio di Mussolini in Libia (marzo 1937) cfr. L. Salvatorelli - G. Mira, *Storia d'Italia nel periodo fascista*, cit., pp. 952-953. Ma cfr. anche Renzo De Felice, *Mussolini il Duce*, II: *Lo Stato totalitario (1936-1940)*, Torino, Einaudi, 1996², pp. 393-398 (1^a ed. 1981).

²² Cfr. *ivi*, pp. 260-261.

²³ Cfr. *ivi*, p. 261.

²⁴ Cfr. *ivi*, p. 261. Per la definizione in corsivo nel testo, frutto dello stesso Italo Balbo, cfr. *ivi*, p. 261. Si noterà in proposito che essa è in perfetta coerenza con le contraddizioni dello stesso fascismo che, se voleva fare degli italiani un popolo guerriero, poi affermava durante le cosiddette *battaglie del grano* (che avrebbero dovuto liberare l'Italia dalla dipendenza granaria dagli Stati Uniti ma che invece rovinarono a lungo, nei decenni successivi, il paesaggio agrario italiano): "Questa è la guerra che noi preferiamo". Sarebbe stata una vera fortuna per gli italiani, pur con le conseguenze negative per i terreni seminati forzatamente a grano, se Mussolini si fosse sempre limitato a tale tipo di guerra (A.R.).

²⁵ Cfr. *ivi*, pp. 261-261. In questo caso l'autore nota che con un tale criterio di scelta Italo Balbo ignora sia le premesse della democrazia liberale che quelle dello stesso fascismo (le terre di Libia dovevano innanzitutto andare ai contadini poveri del Sud: cfr. *ivi*, p. 261.) e rileva inoltre che dalla Sardegna non partì nessun colono: cfr. *ivi*, p. 262.

quali resteranno stupefatti dalla grandiosità dell'operazione²⁶, che prevede un convoglio di 15 navi in partenza da Genova il 29 ottobre 1938 per arrivare il 2 novembre in vista di Tripoli, dove i coloni verranno poi smistati: quelli destinati alla Tripolitania partiranno per i loro poderi nei giorni seguenti, mentre quelli assegnati alla Cirenaica si imbarcheranno su navi dirette a Bengasi²⁷.

Al di là dei giudizi entusiastici della stampa italiana – e, talvolta, anche di quella starniera – sui risultati ottenuti da Italo Balbo, e delle lodi – in realtà insincere – di Mussolini²⁸, la colonizzazione demografica italiana in Libia continuò. La seconda ondata di emigrazione, del 1939, risulta meno grandiosa della prima anche perché in Europa è già scoppiata la guerra: è composta da 1600 famiglie, di cui 1000 provenienti dal Nord, 400 dalle regioni centro-meridionali e 200 dalla Sicilia, per un totale 11 000 persone – gonfiate per propaganda dalla stampa fascista a 20 000 – delle quali 5586 destinate alla Cirenaica²⁹; si parlerà poi di una terza ondata, da trasferire in Libia nelle prime settimane del conflitto, per un totale di altre 2000 famiglie, ma il progetto non si realizzerà per l'entrata in guerra dell'Italia³⁰.

Ma, prima di tutto ciò, l'autore nota che, con l'arrivo dei nuovi coloni (in tutto valutati a 30 000), la colonizzazione agricola della Libia assume le proporzioni più alte, con circa 90 000 ettari appartenenti al demanio dello Stato, di cui 374 670 dati in concessione (231 000 in Tripolitania e 141 580 in Cirenaica), con la presenza di 6166 famiglie (3960 in Tripolitania, con 23 919 componenti e 3775 case coloniche, 2206 in Cirenaica, con 15 014 membri e 2007 abitazioni)³¹.

Tutta questa opera di colonizzazione comportò però spese enormi, che oltre a costituire un grande onere per le finanze statali non privo di sprechi, rischiò di mettere in crisi già nel 1940 l'intero sistema agricolo coloniale³², ed inoltre ebbe un altro costo non quantificabile in denaro: quello di privare i libici delle migliori terre da pascolo e da semina così come delle risorse idriche, con conseguenze facilmente immaginabili³³, non compensato dalla creazione di alcuni villaggi agricoli per arabi

²⁶ Cfr. *ivi*, pp. 262-263.

²⁷ Cfr. *ivi*, pp. 263-265.

²⁸ Cfr. *ivi*, p. 265. A proposito dell'insincera lode di Mussolini a Balbo, colpevole secondo il Duce di aver troppo esaltato la sua opera, cfr. Galeazzo Ciano, *Diario 1937-1943*, a cura di Renzo De Felice, Milano, Rizzoli, 1998, p. 209 (nota del 7 novembre 1938). Parte del testo è citato *ivi*, p. 265.

²⁹ Cfr. *ivi*, p. 266.

³⁰ Cfr. *ivi*, p. 266. Sull'entrata dell'Italia nella seconda guerra mondiale (10 giugno 1940) cfr. L. Salvatorelli - G. Mira, *Storia d'Italia nel periodo fascista*, cit., pp. 1035-1039.

³¹ Cfr. *ivi*, p. 266. L'autore fornisce – *ivi*, p. 266 – la cifra totale di 5752 case coloniche costruite in Tripolitania e Cirenaica.

³² Cfr. *ivi*, p. 267. Sulle spese – e gli sprechi – per la colonizzazione della Libia cfr. Giuseppe Maione, *I costi delle imprese coloniali*, in AA.VV., *Le guerre coloniali del fascismo*, cit., pp. 408-412.

³³ Cfr. *ivi*, pp. 267-268. Sull'esproprio dei migliori terreni degli arabi di Libia da parte dello Stato italiano, iniziato prima dell'avvento del fascismo e del governatorato di Italo Balbo cfr.

in Tripolitania e Cirenaica, misura destinata ad evitare rivolte più che ad integrare la popolazione libica nel processo di colonizzazione intrapreso dal fascismo³⁴.

Dopo aver ricordato le dodici spedizioni scientifiche italiane in Libia dal 1913 al 1939, volte soprattutto allo sfruttamento economico della colonia ma che non esplorano proprio il sottosuolo, che dopo la fine della seconda guerra mondiale si rivelerà ricco di petrolio³⁵, l'autore delinea la situazione generale della Libia italiana tra l'arrivo di Italo Balbo come governatore della colonia nel 1934 ed il viaggio di Mussolini del marzo 1937, in sostanza tranquilla anche a causa degli accordi con la Francia del 1935, ma solo in apparenza: mentre in Europa è già scoppiata la seconda guerra mondiale, i capi delle rivolta libica anti-italiana sfuggiti alla repressione fascista ed ora in esilio si riuniscono ad Alessandria d'Egitto il 20 ottobre 1939, scelgono il Gran Senusso Idris come loro guida suprema e gli affidano il compito di liberare la Libia, atto non di buon augurio per il mantenimento in futuro del possesso italiano di quel territorio, e che dimostra che la resistenza libica non è affatto finita³⁶.

In tale situazione, mentre l'Italia si mantiene neutrale nel conflitto³⁷, Italo Balbo si troverà a dover difendere la Libia in caso di necessità, ma in un colloquio con Cesare Maria De Vecchi si lamenterà di aver ben pochi mezzi per farlo³⁸: poi, entrata l'Italia in guerra il 10 giugno 1940³⁹, Italo Balbo sarà una delle prime vittime delle operazioni militari sul fronte nord-africano, abbattuto per sbaglio dalla

Ali A. Dawi, *Alcuni aspetti giuridici della colonizzazione italiana della Libia*, in AA.VV., *Le guerre coloniali del fascismo*, cit., pp. 376-379.

³⁴ Cfr. ivi, pp. 269-271.

³⁵ Cfr. ivi, pp. 271-278. la notazione sul petrolio è ivi, p. 272. Sull'insieme delle missioni di ricerca italiane nelle colonie africane cfr. Francesco Surdich, *Le spedizioni scientifiche italiane in Africa Orientale e in Libia durante il periodo fascista*, in AA.VV., *Le guerre coloniali del fascismo*, cit., pp. 443-468.

³⁶ Cfr. ivi, pp. 278-291. Sull'incontro fra i capi senussi della rivolta anti-italiana cfr. ivi, pp. 290-291. Sull'arrivo di Italo Balbo in Libia come governatore cfr. nota 9. Sugli accordi con la Francia del gennaio 1935 cfr. nota 11. Sulla visita di Mussolini in Libia (marzo 1937) cfr. nota 21. Sullo scoppio del secondo conflitto mondiale cfr. Alan John Percival Taylor, *Le origini della seconda guerra mondiale*, Bari, Laterza, 1965, pp. 259-262.

³⁷ Sulla neutralità italiana (settembre 1939-giugno 1940) cfr. L. Salvatorelli - G. Mira, *Storia d'Italia nel periodo fascista*, cit., pp. 1023-1028; R. De Felice, *Mussolini il Duce*, II, cit., pp. 663-664.

³⁸ Cfr. ivi, p. 296. L'autore qui cita un brano delle memorie di Cesare Maria De Vecchi, altro quadrumviro della marcia su Roma, allora governatore del Dodecanneso italiano, che riporta una parte del colloquio che Balbo ebbe con lui a Rodi il 27 gennaio 1940. Sul personaggio cfr. Frank M. Snowden, *De Vecchi, Cesare Maria*, in AA.VV., *Dizionario del fascismo*, I, cit., pp. 425-429.

³⁹ Sull'entrata dell'Italia nel secondo conflitto mondiale cfr. nota 30.

contraerea italiana durante un volo con il suo aereo nel cielo di Tobruk il 28 giugno 1940⁴⁰.

Con la sua morte ed il ritorno in Libia di Rodolfo Graziani⁴¹ iniziano le sconfitte per l'esercito italiano in Nord-Africa – solo in parte interrotte dall'intervento tedesco nel 1941-'42 – che rendono sempre più precaria la permanenza in zona dei civili italiani fino all'abbandono della Libia nel gennaio 1943 ed alla definitiva sconfitta delle forze italo-tedesche in Tunisia nel maggio successivo⁴².

Agli italiani rimasti in Libia dopo il 1943 non restava, a questo punto, che vivere sotto l'occupazione inglese che – sottolinea l'autore – comportava la paura, la fame⁴³ ed il timore per la formazione, fra la popolazione libica, di un nazionalismo che, se esasperato, poteva creare seri problemi alla stessa sopravvivenza degli emigrati italiani ma che poi non fu mai un vero e proprio pericolo per loro⁴⁴: a ciò si aggiungevano le manovre dell'Italia per cercare di rimanere ad ogni costo in Libia, che si risolveva in un certo disinteresse del governo italiano per la sorte dei connazionali lì presenti⁴⁵.

Nel frattempo, la Libia si avviava a lenti passi verso l'indipendenza⁴⁶ e, solo dopo che il 10 dicembre 1949 l'ONU ha scelto l'olandese Adrian Pelt come suo Commissario nel paese, il governo di Roma riprende ad occuparsi della sua ex-colonia, ma – nota l'autore – la sua azione pare più improntata a *salvare il salvabile* – cioè, a preservare la residua influenza italiana in Libia – che ad una sincera preoccupazione per il destino dei connazionali rimasti nel paese⁴⁷.

Ma le manovre della diplomazia italiana – in cui l'epurazione dopo il 1945 ha innovato ben poco, data la presenza nelle sue file di elementi operanti già durante il fascismo e con esso compromessi – sono destinate a fallire, mentre la strada verso l'indipendenza della Libia prosegue: il 25 novembre 1950 l'assemblea nazionale libica decide all'unanimità che il paese sarà uno Stato federale monarchico e

⁴⁰ Cfr. *ivi*, p. 297. Sulla morte di Italo Balbo (28 giugno 1940) cfr. L. Salvatorelli – G. Mira, *Storia d'Italia nel periodo fascista*, cit., p. 1047; C. G. Segre, *Italo Balbo*, cit., pp. 475-494.

⁴¹ Su di lui cfr. nota 8.

⁴² Cfr. *ivi*, pp. 299-326. Sulla precarietà delle condizioni di vita dei civili italiani durante le operazioni militari in Libia, che in pratica distruggeranno tutta l'opera di Italo Balbo e dei suoi predecessori cfr. *ivi*, pp. 310-319. Sulle operazioni militari in Nord-Africa (1940-1943) cfr. Denis Mack Smith, *Le guerre del Duce*, Milano, Mondadori, 2014, pp. 251-307; Giorgio Bocca, *Storia d'Italia nella guerra fascista*, Milano, Mondadori, 1997, pp. 166-186, pp. 257-287, pp. 340-344, pp. 352-370, pp. 428-441, pp. 471-473; Giorgio Rochat, *Le guerre italiane 1935-1943. Dall'impero d'Etiopia alla disfatta*, Torino, Einaudi, 2008², pp. 294-298, pp. 302-304, pp. 345-359 (1^a ed. 2005).

⁴³ Cfr. *ivi*, pp. 327-347. L'autore però nota anche che gli italiani rimasti in Libia dovettero vedere i loro insediamenti agricolo-demografici ridotti in rovina: cfr. *ivi*, p. 347.

⁴⁴ Cfr. *ivi*, pp. 348-359.

⁴⁵ Cfr. *ivi*, pp. 359-374.

⁴⁶ Cfr. *ivi*, pp. 374-398.

⁴⁷ Cfr. *ivi*, pp. 399-416. L'espressione è messa in corsivo nel testo da Angelo Del Boca (A.R.).

designa come suo primo re Mohamed Idris, cui spetterà il compito di proclamare l'indipendenza il 24 dicembre 1951⁴⁸.

Il regno di Mohamed Idris non è all'inizio dei più tranquilli: infatti il paese, oltre a dover fronteggiare problemi interni che ne minano la stabilità, si trova preso in mezzo fra la condiscendenza verso l'Occidente, da cui dipende economicamente – e ciò spiega la concessione di una base aerea agli Stati Uniti –, il timore di ripercussioni in Libia della rivolta dei *Liberi Ufficiali* in Egitto che, guidata da Gamal Abdel Nasser, ha cacciato nel 1952 il re Faruk – e che la spingerà, il 28 marzo 1953, ad aderire alla *Lega Araba* – e la decisione di aiutare il *Fronte di Liberazione Nazionale* (FLN) algerino nella sua lotta per l'indipendenza dalla Francia, iniziata nel 1954⁴⁹.

In tale situazione, anche la sorte degli emigrati italiani in Libia diviene precaria, e in mancanza di un accordo fra la monarchia senussita ed il governo italiano, già nel 1952 si hanno i primi rientri in Italia⁵⁰, cui ne seguiranno altri fino al 1955: si tratta però dell'esodo – sottolinea l'autore – delle famiglie coloniche che non hanno accumulato nulla in anni ed anni di permanenza nel paese, e che quindi sono le più povere ed indifese⁵¹.

Tuttavia, Italia e Libia si rendono conto che la questione degli italiani nel territorio dell'ex-colonia va regolato, e per iniziativa italiana i due governi iniziano in tal senso colloqui nel 1953, che però si rivelano da subito difficili: il governo libico chiede infatti le riparazioni di guerra, mentre quello italiano le rifiuta poiché, secondo Roma, durante il conflitto la Libia era parte integrante dell'Italia; per questo ed altri motivi, le conversazioni italo-libiche si bloccano per due anni⁵².

Nel giugno 1955, sempre per iniziativa italiana, i colloqui riprendono a Tripoli ma, affiorato di nuovo l'ostacolo dei danni di guerra, si arenano di nuovo per ricominciare a Roma nell'ottobre dello stesso anno: in quel momento l'Italia, pur senza rinunciare al suo punto di vista, propone di versare alla Libia la somma di 2 750 000 lire libiche (pari a 4 812 500 000 di lire italiane) come contributo alla ricostruzione economica libica. Il governo di Tripoli, che in quel momento non ha ancora conosciuto il *boom* petrolifero degli anni seguenti e necessita di fondi per far quadrare il bilancio, accetta il compromesso. L'accordo, sottoscritto il 2 ottobre 1956, verrà poi ratificato dal parlamento italiano con la legge del 17 agosto 1957. Ma – sottolinea l'autore – con ciò l'Italia democratica e repubblicana non solo copre le colpe del fascismo in Libia ma ottiene anche che la comunità italiana in Tripolitania mantenga intatto il suo patrimonio, non sottoponibile ad alcuna contestazione e che, a titolo sia pure provvisorio, il già noto ECL e l'Istituto Nazionale per la Previ-

⁴⁸ Cfr. *ivi*, pp. 416-427. Sulla decisione dell'Assemblea nazionale libica cfr. *ivi*, p. 416. Sulla proclamazione dell'indipendenza della Libia cfr. *ivi*, p. 426.

⁴⁹ Cfr. *ivi*, pp. 428-440. Sull'adesione libica alla *Lega Araba* cfr. *ivi*, p. 431. Sulla decisione di aiutare l'FLN algerino cfr. *ivi*, p. 433.

⁵⁰ Cfr. *ivi*, pp. 440-441.

⁵¹ Cfr. *ivi*, pp. 441-442.

⁵² Cfr. *ivi*, p. 443.

denza Sociale (INPS) completino i villaggi del programma agricolo-demografico di Italo Balbo, con relativa valutazione agricola dei terreni e ed ammortamento delle spese, entro il febbraio 1960. I due governi dichiarano infine di aver definito tutte le questioni pendenti fra loro, e così per la monarchia senussita il contenzioso è chiuso per sempre⁵³.

L'accordo, giudicato molto positivo dalla comunità italiana della Tripolitania, apre una nuova fase della presenza italiana in Libia. L'ECL e l'INPS infatti iniziano subito il lavoro per completare i villaggi agricoli dell'*epoca Balbo*⁵⁴ ed ottengono risultati considerevoli, ma nel 1960 la legge libica che proibisce agli stranieri l'acquisto di beni immobiliari fa ripiombare gli italiani di Libia in una situazione ambigua: da un lato, sono considerati una risorsa per il paese, dall'altro come *sfruttatori* del territorio e del popolo libici. Di fronte a tale incerta situazione, iniziano le vendite agli arabi dei poderi italiani e comincia l'esodo dei coloni fra il 1961 ed il 1963: all'inizio del 1964, su 2098 famiglie insediate da Italo Balbo nei poderi della Tripolitania ne sono rimaste solo 120 e la comunità italiana in Libia, che all'inizio degli anni '50 contava ancora 45 000 persone, nel 1964 si era ridotta a 27 000 unità, di cui 24 000 presenti nella sola Tripoli⁵⁵ dove, in netta controtendenza rispetto all'esodo rurale, si installano nuovi emigrati, funzionari e maestranze di compagnie petrolifere – è infatti iniziato il *boom* del petrolio – ed altro personale impegnato in imprese economiche: tutti costoro – nota l'autore – godono di certi privilegi perché mantengono buoni rapporti con il governo libico⁵⁶.

Ma anche tale nuova fase delle relazioni italo-libiche doveva durare ben poco: la situazione interna libica manifesta, fra il 1963 ed il 1968, una notevole instabilità, ed inoltre il regime di Mohamed Idris, scosso dagli scandali e dalla corruzione, gode sempre meno del favore del popolo libico: il regno del monarca senussita si avvia, con lentezza ma inesorabilmente, alla fine, che sarà poi sancita dalla svolta rivoluzionaria del 1969 che – va detto – si ripercuoterà sulla sorte degli italiani rimasti ancora in Libia⁵⁷.

Il colpo di stato militare che depone re Idris scatta il 1° settembre 1969 dopo un'accurata preparazione, approfitta anche della sua assenza dalla Libia e riesce facilmente perché il sovrano non può neanche invocare il patto del 1955 con l'Inghilterra – che prevede l'intervento militare britannico solo in caso di attacco di

⁵³ Cfr. *ivi*, pp. 443-445. L'autore – *ivi*, p. 444 – nota però che l'ostinazione italiana a non voler sentir parlare di danni di guerra sarà rafforzata proprio dall'accordo del 1956: infatti, quando la Libia del colonnello Gheddafi chiederà di nuovo e più volte il risarcimento dei danni di guerra all'Italia, il governo di Roma si rifugerà, proprio in base all'accordo del 1956, dietro la classica formula dell'*abbiamo già dato*. Sulla colonizzazione agricolo-demografica dei tempi di Italo Balbo cfr. note 9-40.

⁵⁴ Di tale definizione sono l'unico responsabile (A.R.).

⁵⁵ Cfr. *ivi*, pp. 444-447.

⁵⁶ Cfr. *ivi*, pp. 447-451.

⁵⁷ Cfr. *ivi*, pp. 451-459.

truppe straniere al territorio libico – per riprendere il potere. Uomo forte della rivoluzione libica appare subito il capitano Muammar Gheddafi – poi divenuto colonnello fino alla fine della vita – che alla radio di Bengasi dichiara decaduta la monarchia senussita e proclama la *Repubblica Araba Libica*: di fronte a ciò re Idris, che è in vacabza in Turchia, non può fare nulla⁵⁸.

Gheddafi si qualifica subito come il *leader* della rivoluzione ed afferma che la *Repubblica Araba Libica* si ispirerà ai principi della libertà, del socialismo e dell'unità⁵⁹. Ma, mentre a Roma il nuovo Ministro degli Esteri libico dichiara che saranno rispettati tutti i trattati firmati dal suo paese, il Primo Ministro afferma che da quel momento la vita dei libici sarà regolata dalla legge musulmana: è poi abolito l'uso dell'inglese dell'italiano nei documenti ufficiali e le principali banche straniere che operano in Libia – fra le quali l'italiano *Banco di Roma* – vengono *libicizzate* con l'acquisizione del 51% delle loro azioni⁶⁰.

L'ormai colonnello Gheddafi, al di là delle sue precedenti dichiarazioni, ha l'ambizioso progetto di creare un gruppo di paesi arabi e perciò si avvicina all'Egitto di Nasser: nel *Consiglio Centrale della Rivoluzione* (CCR) non tutti sono però d'accordo con lui su tale piano, e fra loro il Ministro della Difesa e quello dell'Interno, che organizzano un fallito colpo di Stato che convince comunque Gheddafi a rimanere al suo governo⁶¹.

Ma, con la rivoluzione libica, la situazione degli italiani nel paese è destinata a peggiorare. I coloni agricoli subiscono furti e danni alle colture da parte dei libici, mentre gli italiani che vivono in città devono sopportare molestie di vario tipo. Inoltre, il nuovo governo abolisce per legge le facilitazioni di cui gli italiani hanno finora goduto nelle campagne (fra l'altro, prezzi minori della benzina e dei concimi) e proibisce loro di esportare, in caso di rientro definitivo in Italia, la somma 8 750 000 lire sinora consentita, ridotta a 525 000 lire per ogni adulto ed alla sua metà per i minorenni⁶².

In questa situazione, molti italiani lasciano per sempre la Libia: dal 1° settembre 1969, giorno del colpo di Stato, al 1° gennaio 1970, 830 persone tornano in Italia, dove saranno accolte nei campi-profughi⁶³.

Davanti al fenomeno, Tripoli nega di voler scoraggiare gli italiani a restare nel paese e di spingerli ad andarsene: infatti, il Ministro degli Esteri libico dichiara il 3 marzo 1970 che gli italiani che vogliono rimanere in Libia possono farlo. Ma pochi mesi dopo, nel successivo agosto, Gheddafi dice all'ambasciatore d'Italia che il paese dovrà presto essere ripulito dai residui del colonialismo italiano⁶⁴.

⁵⁸ Cfr. *ivi*, pp. 460-463. Sul patto anglo-libico del 1955 cfr. *ivi*, pp. 431-432.

⁵⁹ Cfr. *ivi*, p. 466.

⁶⁰ Cfr. *ivi*, pp. 464-465. L'espressione è messa in corsivo nel testo da Angelo Del Boca (A.R.).

⁶¹ Cfr. *ivi*, pp. 467-468.

⁶² Cfr. *ivi*, p. 468.

⁶³ Cfr. *ivi*, pp. 468-469.

⁶⁴ Cfr. *ivi*, p. 469.

Il governo libico rilascia dunque dichiarazioni contraddittorie, che comunque spingono, prima ancora che vengano rilasciate, altri italiani all'esodo: nel giugno-luglio 1970 altre 3000 persone lasciano per sempre la Libia⁶⁵.

Nel frattempo, Gheddafi, nel suo discorso a Misurata del 9 luglio 1970, attacca il colonialismo italiano anche se poi distingue l'Italia fascista da quella attuale, e, con un atteggiamento conciliante con Roma, mostra di non voler rompere le relazioni italo-libiche⁶⁶.

L'Italia però non apprezza l'apertura nei suoi confronti e definisce il colonello *anti-italiano* ed *inesplicabile*, e così – nota l'autore – continua a non capire che le accuse da lui mosse al colonialismo italiano sono vere: inoltre, di fronte all'inazione italiana, acuita anche da una crisi ministeriale, Gheddafi si sente libero di agire ed il 21 luglio 1970 il CCR promulga tre leggi sulla confisca di tutti i beni delle comunità italiana ed ebraica con relativa espulsione dal paese dei loro membri⁶⁷.

La comunità italiana in Libia deve quindi subire una sentenza forse prevista ma che non immaginava tanto spietata e senza appello: a ciò si uniscono le parole del Ministro degli Esteri libico che il 30 luglio 1970 attacca ancora l'Italia per i crimini del colonialismo italiano nel paese dal 1911 in poi⁶⁸.

La cacciata degli italiani dalla Libia provoca in Italia più stupore che sdegno, anche perché molti loro connazionali ignorano che in quel paese vi sia ancora una comunità italiana. Ma il governo italiano, al di là delle manifestazioni anti-libiche promosse dalla destra neo-fascista, anche se giudica *contrario ai principi umanitari* l'atto compiuto da Tripoli, cerca di riallacciare rapporti con il governo libico e dà il via ad incontri italo-libici a Beirut. Tuttavia, il *Partito Comunista Italiano* (P.C.I.) rimprovera a Roma l'incapacità di prevedere la mossa di Gheddafi, di non aver saputo regolare in tempo la vertenza con Tripoli, ed inoltre di essersi trincerato dietro il trattato del 1956, e perciò di non aver voluto versare alla Libia un giusto risarcimento per i danni di guerra⁶⁹.

A causa dell'arroccamento italiano al trattato del 1956 i colloqui di Beirut falliscono, e Tripoli applica quindi con tutto il rigore le misure annunciate, con l'intento anche di perseguitare ed umiliare gli italiani di Libia per spingerli a lasciare il paese: inizia un nuovo esodo, completato in tre mesi, ed il 18 ottobre 1970 Gheddafi annuncia che gli ultimi italiani unsediativisi hanno lasciato il paese; vi restano solo 500 residenti, autorizzati a restare dal CCR, e 1800 pendolari (lavoratori, tecnici e

⁶⁵ Cfr. *ivi*, p. 469.

⁶⁶ Cfr. *ivi*, pp. 469-470.

⁶⁷ Cfr. *ivi*, p. 470. Le due espressioni sono state messe in corsivo nel testo da Angelo Del Boca (A.R.).

⁶⁸ Cfr. *ivi*, pp. 471-472.

⁶⁹ Cfr. *ivi*, pp. 472-474. Le due espressioni usate dal governo italiano sono state messe in corsivo nel testo da Angelo Del Boca (A.R.). Sul contenzioso con la Libia, dall'Italia considerato chiuso per sempre con il trattato del 1956 cfr. nota 53. Sulle rivendicazioni di Tripoli nei confronti di Roma, da valutarsi tramite i lavori di un'apposita commissione, cfr. *ivi*, p. 472.

dirgenti di imprese di lavori pubblici e petrolifere) che – nota l'autore – sono il nucleo attorno al quale il governo di Tripoli vuol ricreare i rapporti con l'Italia⁷⁰: in altre parole, solo gli italiani che lavorano per la *nuova Libia* possono rimanervi⁷¹.

L'ammontare dei beni sequestrati agli italiani è valutabile in circa 200 000 000 000 di lire del 1970, e l'agenzia uffici libica dichiara che sono state confiscate loro 352 fattorie per un totale di 37.000 ettari di terreno, 1750 case, ville ed appartamenti, 500 fra negozi, magazzini, ristoranti, supermercati, cinematografi e studi professionali, 1200 tra automobili, aerei e macchine agricole, ma davanti a tale massiccia confisca il governo italiano fornisce ai rimpatriati solo sovvenzioni e sussidi molto modesti e, in seguito, inizia a pagare, sia pure in modo parziale, i risarcimenti agli aventi diritto. Non va però al di là di tale misura perché Roma, che si ostina a non condannare i crimini del fascismo nel paese che sono all'origine delle confische delle proprietà degli italiani in Libia e della loro espulsione, vuole comunque mantenere ad ogni costo i rapporti commerciali con Tripoli⁷²: e ciò mostra quanto poco importasse al governo italiano della sorte dei propri connazionali rimpatriati dalla Libia se non come strumento di una vergognosa campagna politica nazionalista indegna di uno Stato che si voleva democratico e repubblicano, nato nel 1945 dalla Resistenza antifascista.

Qui si chiude, nel libro di Angelo del Boca, che si ferma al 1987, la vicenda dell'emigrazione italiana in Libia ma con ciò non si concludono i rapporti italo-libici, ricostruiti dallo storico nel loro andamento altalenante, che va da quella politica di collaborazione fra i due paesi dopo il 1970⁷³ alle provocazioni di Gheddafi contro l'Italia degli anni '80 (lancio di missili su Lampedusa in risposta al bombardamento americano su Tripoli del 1986)⁷⁴, fino a quello che Angelo Del Boca defi-

⁷⁰ Cfr. *ivi*, oo, 474-475.

⁷¹ Della definizione usata nel testo sono l'unico responsabile (A.R.).

⁷² Cfr. *ivi*, pp. 475-477. L'autore però, a chiusura del libro, scrive in proposito: "Sino alla fine del 1990, i profughi dalla Libia hanno ottenuto per i risarcimenti dei loro beni perduti un po' più di 300 miliardi, circa un quarto di quanto hanno richiesto. Entro il 1990 dovrebbero riscuotere altri 100 miliardi. Poi, se non ci sarà una nuova legge, la partita sarà chiusa. Quanto alla questione delle pensioni, essa non ha fatto significativi passi in avanti." cfr. *ivi*, p. 544 nota 270.

⁷³ Cfr. *ivi*, pp. 478-501.

⁷⁴ Cfr. *ivi*, pp. 501-533. L'autore nota – cfr. *ivi*, p. 501 – che tale crisi italo-libica inizia a profilarsi nel momento in cui Gheddafi invade il Ciad. Sembra utile ricordare che il capo del nuovo Stato libico, che, fin dall'inizio del suo potere aveva proclamato il suo anti-imperialismo assieme ai membri del CCR – cfr. *ivi*, p. 464 – ora attacca l'ex-colonia francese per annettere alla Libia la fascia del Tibesti, ricca fra l'altro di uranio, e che basa le sue rivendicazioni sulla cessione della zona dalla Francia all'Italia con gli accordi di Roma del 7 gennaio 1935, cioè con un patto concluso all'epoca fra due potenze imperialiste, una delle quali era padrona proprio della Libia: ne consegue che, per ironia della sorte, anche l'anti-imperialista Gheddafi persegue un suo proprio imperialismo. Sugli accordi franco-italiani del 7 gennaio 1935 cfr. nota 11. Sulla crisi italo-libica scoppiata dopo il bombardamento americano di Tripoli (23

nisce un *ragionevole compromesso* fra i due paesi, che nel 1987 ricominciano a dialogare anche se la tensione fra Roma e Tripoli resta alta per la questione dei crimini del colonialismo fascista e dei danni di guerra, problemi che ritornano di continuo nella propaganda del regime di Gheddafi ma che hanno un fondo fin troppo reale⁷⁵.

Qui termina il libro di Angelo del Boca che si è cercato di esaminare dal punto di vista delle vicende dell'emigrazione italiana in Libia, e quindi non affronta tutti quegli avvenimenti che in seguito porteranno alla caduta del regime di Gheddafi ed alla sua morte nel 2011, e che sono alla base della guerra civile attualmente in corso nel paese in cui si è inserito il sedicente califfato islamico dell'*ISIS* e, in parte, della *contro-emigrazione*⁷⁶, cui oggi si assiste, dalla Libia verso l'Italia.

Merito di Angelo Del Boca, storico serio, rigoroso e coraggioso che, nella sua *lunga battaglia per la verità*⁷⁷ è stato spesso insultato come se fosse un traditore dell'Italia per aver svelato una storia scomoda a molti, quella del colonialismo italiano, a lungo isolato dal mondo accademico della storia e, infine, anche ostacolato nell sue iniziative⁷⁸, in questo suo libro ha avuto il coraggio di ricostruire con obiettività un argomento troppe volte taciuto dagli storici, quello dell'emigrazione italiana in Libia, di cui ha evidenziato luci ed ombre: e, visto ciò che sta avvenendo oggi nello stesso paese, in cui si produce un fenomeno uguale e contrario a quello qui studiato dallo storico italiano, pareva doveroso e giusto proporre un'analisi di quanto da lui scritto su un evento che non è più solo parte di una storia ormai passata ma anche un fenomeno che, in forma uguale e contraria rispetto al precedente, si ripropone alla nostra attenzione anche oggi, spesso in termini di tragedia, e che perciò non va dimenticato né rimosso come se non ci riguardasse.

aprile 1986) cfr. Angelo del Boca, *La diplomazia italiana e la "svolta moderata" di Gheddafi*, in Id., *L'Africa nella coscienza degli italiani*, Roma-Bari, Laterza, 1992, pp. 381-387.

⁷⁵ Cfr. *ivi*, pp. 533-544.

⁷⁶ Per tale definizione cfr. nota 1.

⁷⁷ Il riferimento è qui allo scritto di Angelo Del Boca, *Una lunga battaglia per la verità*, in AA.VV., *I gas di Mussolini*, a cura di Angelo Del Boca, Roma, Editori Riuniti, 1996, pp. 17-48, in cui l'autore rinvoca la sua polemica con Indro Montanelli: il giornalista toscano, inviato speciale in Etiopia del *Corriere della Sera* nel 1935-'36, negava infatti che vi fossero mai stati usati gas di vario tipo contro l'esercito ed i civili etiopici, come invece sosteneva e provava lo storico. Montanelli, che poi si convinse di aver sbagliato, negava quindi una pagina dei crimini del colonialismo fascista cui vanno ascritti anche quelli commessi in Libia.

⁷⁸ Valga per tutte la vicenda del convegno sulle guerre coloniali del fascismo che si sarebbe dovuto tenere a Piacenza fra il 29 ed il 31 maggio 1988, e che poi non si svolse perché vi erano stati invitati anche storici etiopici e libici: un bell'esempio di democrazia dell'Italia repubblicana ed antifascista, che con il suo silenzio sull'argomento contribuiva a coprire i crimini del colonialismo fascista. Per fortuna, grazie all'editore Vito laterza, i contributi già pervenuti ed altri giunti in seguito vennero poi pubblicati in un volume che riprendeva il titolo del convegno: cfr. in proposito Angelo Del Boca, *Introduzione a AA.VV., Le guerre coloniali del fascismo*, cit., pp. V-VII.

Les « événements » du premier novembre 1954 et les premières réactions

LASZLO J. NAGY
(Université de Szeged)

Dans la nuit du 1^{er} novembre 1954, des attentats secouaient le territoire algérien, en premier lieu l'Est du pays : attaques de poste de police ou de gendarmerie, lignes téléphoniques coupées, incendies. L'épicentre des attentats était la montagne des Aurès. Il n'y avait pas de dommages considérables, les bombes de fabrication artisanale n'ont même pas souvent explosées. Par contre, il y avait 8 tués et 12 blessés. Le fait le plus stupéfiant pour les autorités et surtout pour les Européens fut l'assassinat de l'instituteur Guy Monnerot.

Le jeune homme de 23 ans d'esprit julesferryste s'engagea pour aller enseigner en Algérie. Il était en train de se rendre avec sa femme à Arris, son premier lieu de travail, quand les insurgés armés arrêtaient leur autocar lequel se déplaçait toujours à heures fixes. Hadj Sadok, l'un des passagers fut forcé de descendre et comme c'était un fidèle serviteur du pouvoir colonial, il fut tué sur le champs. Ensuite, l'un des insurgés mis le feu au couple européen. Les rafales de balles tuèrent Guy Monnerot tandis que sa femme était grièvement blessée. L'assassinat de ce jeune instituteur avait des conséquences très lourdes au détriment de la cause du mouvement de libération national algérien. Toute la durée du conflit les autorités et les partisans de l'Algérie française et une large partie de l'opinion publique pouvaient stigmatiser d'une manière très efficace les patriotes algériens comme du bandit, des barbares, des terroristes, des aventuriers d'hors-la-loi. Cela fut un argument devant l'opinion française et internationale¹.

D'un point de vue militaire, les actions violentes n'étaient pas d'une importance particulière. Par contre, leurs effets psychologiques étaient spectaculaires. Ce qui surprit le plus les autorités coloniales était la coordination des attentats et le fait que personne n'était au courant jusqu'à la dernière minute. Les autorités ont eu connaissance de l'éclatement du soulèvement la veille².

¹ Henri Alleg, *La guerre d'Algérie*, Paris, Temps Actuels, 1981, vol. 1, p. 430.

² Rapport de police. Renseignements généraux. Le 2 novembre 1954. Archives du Wilaya d'Alger.

Les services de renseignement civile et militaire avaient des informations indiquant que le CRUA (Comité révolutionnaire d'unité et d'action), les anciens membres de OS (Organisation spéciale – groupe paramilitaire du MTLD) et des jeunes nationalistes se préparaient à des actions volentes contre l'ordre établi. Jean Vaujour, le préfet signalait en vain à Paris que les actions militaires pourraient se produire à tout moment dans le pays. Les milieux gouvernementaux n'ont pas pris au sérieux ses avertissements³. Selon Paris, les actions armées ne furent que les conséquences de la crise du MTLD et elles devaient vite cesser à cause des troubles au sein du parti⁴.

Le gouvernement et tous les partis politiques – sauf le PCF et le PCA – considéraient l'insurrection comme des actions terroristes mettant en danger l'intégrité territoriale de la France. Ainsi ils le traitèrent comme un problème policier et non politique : « Algérie c'est la France et de Flandres au Congo, il y a la loi, une seule nationale », a déclaré le ministre des Affaires Etrangères à l'Assemblée Nationale.⁵ La déclaration de Pierre Mendès-France, radical de gauche, chef du gouvernement, exprima non seulement la position de son gouvernement mais la philosophie de la politique algérienne des forces politiques dominantes, enracinée dans la culture politique de la III^{ème} République : « Les départements d'Algérie font partie de la République, ils sont français depuis longtemps et d'une manière irrévocable... Jamais la France, aucun gouvernement, aucun parlement français, quelles qu'en soient d'ailleurs les tendances particulières, ne cédera sur ce principe fondamental.⁶ » Selon l'opinion générale, exprimée au cours des discussions au sein de l'Assemblée nationale, l'insurrection était l'œuvre commune du communisme international et des nationalistes arabes dirigée de l'étranger⁷.

A cause de la propagande radiophonique soutenant l'insurrection, deux pays ont été surtout attaqués : l'Egypte et la Hongrie. Au cours du mois, le ministre de l'Intérieur et le Premier ministre citaient plusieurs fois les stations radio de Budapest et du Caire, dont « la propagande systématique incite jours après jours les populations d'Afrique du Nord à la violence »⁸.

La Voix des Arabes du Caire, fonctionnant depuis 1953, faisait le commentaire suivant au jour de l'insurrection : « L'Algérie a engagé aujourd'hui une lutte grandiose pour la liberté, l'arabisme et l'islam. [...] a commencé à vivre une vie digne et

³ Fabienne Mercier-Bernadot, La « Toussaint rouge » : que savaient les pouvoirs publics? *La guerre d'Algérie Magazine*, n° 6, p. 35.

⁴ *Le Monde*, le 7 novembre 1954.

⁵ *Journal Officiel de la République Française*, le 13 novembre 1954. p. 1967.

⁶ *Ibid.*, pp. 4960-4961.

⁷ *Ibid.*, pp. 4945-4947.

⁸ *Le Monde*, les 21-22 novembre 1954.

honorable. [...] ce n'est pas-là une révolte passagère, mais le déclenchement d'un mouvement de libération qui ira en s'intensifiant »⁹.

A Budapest, la station appelée *La voix de l'indépendance et de la Paix*, rédigée par les communistes de l'Afrique du Nord fonctionnait depuis le mai de 1954. Son rédacteur en chef William Sportisse fut membre du comité central du PCA. Sa durée d'émission était d'une heure et 30 minutes par jour (le matin de 7h à 7h30, le soir de 18h à 18h30 et la nuit de 23h30 à 24h). L'équipe de quelques membres reçurent les informations à diffuser de la direction du PC français par l'intermédiaire de la Légation de Hongrie à Paris. La nuit ils les traduisent en arabe dialectal pour pouvoir diffuser le matin. L'émission était très écoutée au Maghreb, mais au Proche-Orient aussi.

La radio transmet l'appel du FLN du 1^{er} novembre, et Ait Ahmed résidant au Caire l'en remercia.¹⁰ L'émission de cette station en langue arabe provoqua une complication diplomatique entre la Hongrie et la France.

Paris contacta les autorités hongroises après le 1^{er} novembre. Le ministre français de Budapest intervenait plusieurs fois auprès du Ministère hongrois des Affaires Étrangères. En plus, une délégation parlementaire française lors de sa visite à Moscou en septembre de 1955, en parla à Khrouchtchev. Dans sa réponse, le secrétaire général du PCUS ne refusa pas l'intervention de Moscou. Cependant, l'émetteur n'a pas cessé de fonctionner pour autant.

Le 28 septembre 1955, le ministre français demanda une audition au Ministre hongrois des Affaires Étrangères, János Boldoczki. Le ministre français demanda la suppression de l'émetteur en se référant à l'atmosphère internationale moins tendue et à la demande d'admission de la Hongrie à l'ONU : « Ces émissions sont d'ailleurs contraire à cet esprit international que les dirigeants hongrois dans leurs discours et dans leurs écrits manifestent le désir de promouvoir. Cette contradiction apparaît d'autant plus frappants en ce moment où la Hongrie sollicite son admission à l'ONU »¹¹. Le Ministre hongrois des Affaires Étrangères niait l'existence de l'émetteur, ce qui était complètement inutile. Tout le monde était au courant de son existence depuis le 7 juillet 1954, quand le quotidien *Alger républicain* se référant au journal marocain *Vigie Marocaine*, communiqua non seulement l'existence de l'émetteur mais aussi ses coordonnées. Cependant, les arguments du ministre français se révélèrent plus convaincants cette fois-ci. Une semaine plus tard, lors de sa séance du 6 octobre, le Bureau politique du Parti des Travailleurs Hongrois (PC) décida de supprimer l'émetteur. Cela s'explique par le fait que l'admis-

⁹ Centre d'Archives d'outre-mer (CAOM), Radio-Télévision, Affaires générales, Radios étrangères, Voix des Arabes 1.11.1954. 18 h. 93/4514.

¹⁰ Entretien avec William Sportisse, Paris, le 15 décembre 1999.

¹¹ Magyar Országos Levéltár (MOL, les Archives nationales hongroises), XIX-J-1-j Franciaország 1945-1964. 4. doboz 4/of-18/a. *Delalau de francia követ látogatása Boldoczki elvtárnál* (La visite du Ministre français chez le camarade Boldoczki), le 28 septembre 1955.

sion du pays à l'ONU aurait pu être bloquée par la France, membre du Conseil de Sécurité.¹²

La presse hongroise rendit compte des actions armées le lendemain des événements: le 3 novembre *Magyar Nemzet* (Nation hongroise) et le 5 *Szabad Nép* (Peuple libre). Le même jour la *Pravda* commenta aussi les événements sans mentionner le FLN. Par la suite et jusqu'à la fin de l'année 1956, le journal du parti soviétique ne s'en occupait pas vraiment. En septembre 1955, Khrouchtchev déclara devant une délégation parlementaire française : « La question de l'Afrique du Nord est française. Les Français auront, je le pense, la sagesse de la résoudre »¹³.

La radio nationale publique de Budapest parlait également de l'insurrection. En ce temps-là, l'attention des dirigeants politiques était focalisée sur les traités de Paris, signés les 19-23 octobre, créant l'Union d'Europe Occidentale et préparant ainsi l'adhésion de la République Fédérale d'Allemagne à l'OTAN. Mentionnant ce fait, le rapport de la Légation hongroise à Paris sur l'insurrection ne peut pas être qualifier d'insignifiant, à plus forte raison car la presse et les émetteurs des pays arabes ne la mentionnèrent pas non plus en premier lieu.

Seuls les Yougoslaves étaient au courant de la préparation de l'insurrection. Les insurgés avaient beaucoup de respect pour la guerre de libération anti-nazie des Yougoslaves au cours de la Deuxième Guerre mondiale. L'ambassadeur yougoslave au Caire fut « la seule personnalité européenne à être dans le secret des événements du premier novembre 1954 »¹⁴. Ces propos recourent les informations des services secrets français qui constatent de visites fréquentes des nationalistes algériens (parmi eux Mohamed Khider) à l'ambassade yougoslave au Caire au cours des mois d'octobre et de novembre 1954¹⁵.

Les services français interceptant les émissions arabes (mêmes celles des pays socialistes) et analysant la presse, écrivirent dans un rapport du 22 novembre : « Contrairement à ce qu'on attendait, les événements d'Algérie n'ont pas encore donné lieu, dans la presse du Moyen-Orient, à une campagne anti-française de grande envergure »¹⁶.

La Ligue Arabe et les pays arabes indépendants commencèrent à s'intéresser davantage à la question algérienne à partir du mois de décembre. Ils votèrent une aide financière au début de l'année 1955¹⁷.

¹² Voir aussi notre article « L'affaire de l'émission en langue arabe de la Radio Budapest », *Revue d'histoire maghrébine*, n°116, (2004) pp. 169-173.

¹³ Albert Gazier, *Autour d'une vie militante*, Paris, L'Harmattan, 2006, p. 209.

¹⁴ Les notes 2138/232 (1^{er} octobre) és 2630/232 (le 30 novembre). CAOM 81 F 1005 Fonds ministériels. Les pays socialistes et l'Afrique du Nord, Présidence du Conseil.

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ *Afrique du Nord (Articles et documents)*, Secrétariat général du gouvernement, Présidence du Conseil, n° 42, CAOM, 36H1.

¹⁷ *Cahiers de l'Orient contemporain*, 1955, p. 154.

Dans les rapports de la Légation de Hongrie à Paris, en mai 1955, on retrouve le nom du pays de l'Afrique du Nord, dans un document ayant comme titre : « Les événements qui explosèrent à Alger à la fin de 1954 »¹⁸. Il mentionna la situation coloniale comme cause des actes violents, mais il mit l'accent sur les agissements des agents de la Ligue Arabe, dominée par les Anglais. Une partie des armes mais également des agents arrivaient directement d'Angleterre ! Le rapport ne faisait aucune mention du FLN. Concernant les insurgés, on peut y lire les phrases suivantes : « Il s'agit des éléments paysans et nomades, poussés plus par le fanatisme religieux que par les idées politiques. Pour eux, les agissements organisés par les agents britanniques offrent un terrain favorable à la révolte. C'est parmi ces éléments qu'on retrouve les premiers maquisards algériens »¹⁹. Cette analyse très schématique relevant de la doctrine Jdanov est tout à fait éloignée de la réalité.

Le rapport envoyé en automne de la même année donnait une image plus réaliste de l'insurrection. Il souligna que le problème algérien pourrait provoquer une crise sérieuse : « En analysant le problème dans une perspective à long terme, on peut dire que la crise de l'empire colonial français est en mesure de provoquer tôt ou tard une crise très grave de la politique intérieure »²⁰.

Le manque d'intérêt par rapport aux événements du début de novembre, s'explique d'une part, par le fait que pendant plusieurs semaines il n'y avait plus d'autres actions d'une telle intensité. Et d'autre part, parce qu'en Tunisie et au Maroc ces événements se produisaient régulièrement, presque quotidiennement depuis un an.

Les Américains se forgèrent une opinion suivant la logique de la guerre froide. Selon Clark, le consul américain à Alger il ne faisait aucun doute que « les terroristes, membres du MTLN, agissent sous la pression de la Ligue arabe »²¹. Cependant, lors de la rencontre entre Dulles et Mendès-France, fin de novembre, le Secrétaire d'Etat américain exprima ses craintes à propos des événements d'Algérie. Il considérait la situation comme dangereuse, car elle aurait pu forcer le retrait des forces armées de l'Europe, territoire stratégiquement le plus important de la Guerre froide. Dulles refusa la participation des Etats-Unis et de l'OTAN à la résolution du problème algérien en expliquant que Washington ne pourrait suivre la situation que comme observateur extérieur²².

Les partis du mouvement national algérien nommèrent le régime colonial comme cause de l'insurrection. Toutefois en analysant leur discours, il était évident qu'ils ne partageaient pas les mêmes méthodes que les insurgés.

¹⁸ MOL XIX-J-1-j Franciaország 1945-1964. 5. doboz 003027/1 (le 28 mai 1955.)

¹⁹ *Ibid.*

²⁰ *Ibid.*, 12. doboz 11/4 - 009549.

²¹ Samya el Machat, « La question algérienne en 1954 à travers les archives du Département d'Etat », *Revue d'histoire maghrébine*, n°s 61-62, p. 42.

²² Samya el Machat, *Les Etats-Unis et l'Algérie. De la méconnaissance à la reconnaissance 1945-1962*, Paris, L'Harmattan, 1996, p. 36.

Selon Ferhat Abbas, l'utilisation de méthodes violentes ne prévaut pas à la résolution du problème, il essaie encore de convaincre les autorités coloniales de changer de politique, parce que « l'ère coloniale est définitivement close »²³. Il exprima directement ses idées lors de sa visite au préfet de la ville Sétif le lendemain de l'insurrection : « Il m'a expliqué que lui n'était pas dans ce mouvement. UDMA ne participait pas à ce mouvement insurrectionnel. Il considérait même que c'était une faute énorme. Je suis pour l'indépendance de l'Algérie mais pas comme ça. Votre régime français est si déliquescent que nous allons inexorablement à l'indépendance... Comme le régime colonial ne peut pas se tenir par la force il a proposé deux solutions pour sortir de la crise²⁴. [...] Choisissez une des deux solutions. Choisissez vite. Et moi, Ferhat Abbas je me batterai pour cette solution qui restera dans le cadre français avec un drapeau français. Mais si vous ne choisissez pas nous allons nous obliger à nous battre contre vous. Et moi qui ne suis pas dans l'insurrection j'y entrerai. L'insurrection gagnera et je vais être du côté des vainqueurs. Mais dites vous bien (et dites autour de vous) que le jour où je me batterai contre vous je le ferai (et c'est sa phrase textuelle) le dos au mur et les larmes pleines des yeux »²⁵. Les mots du nationaliste algérien le plus français sont très touchants et traumatisants. Cependant, ils n'avaient aucun effet.

Le MTLN, dans une déclaration datée du 5 novembre, dénonça le gouvernement comme responsable des actions violentes : sa politique de force et le refus total de la volonté d'autonomie du peuple algérien ont conduit à la violence. Le MTLN considérait que le problème algérien avait atteint sa phase finale et que sa résolution ne pouvait être que politique, et en aucun cas militaire²⁶. Le lendemain de la parution de l'article, le ministre de l'Intérieur dissout le parti. Les Oulémas publièrent le même jour une déclaration dans laquelle ils ne prirent pas position sous prétexte que peu d'informations étaient accessibles. Ils ne commentèrent pas ainsi les événements. Cependant en se référant à la tolérance de l'Islam, ils condamnèrent toutes les actions violentes. Ils pensaient qu'en négociant avec « les représentants véritables du peuple algérien » il serait possible d'arriver à l'instauration de l'autonomie interne. Ainsi, ils ne protégèrent ni les moyens d'action (la lutte armée) ni les objectifs (l'indépendance) du FLN²⁷.

C'était la prise de position des communistes algériens et français qui avait suscité – et continue toujours à susciter – le débat le plus grand et le plus passionnant.

²³ *République algérienne*, le 12 novembre 1954.

²⁴ L'une serait la constitution de la République algérienne où les diverses ethnies vivraient en paix et le moteur de la société serait la communauté française. L'autre pourrait être le système de collège unique qui assurerait l'égalité de tous les hommes.

²⁵ Fondation nationale des sciences politiques (FNSP), Archives contemporaines, Témoignages sur la guerre d'Algérie. Jacques Lenoir.

²⁶ *Algérie libre*, le 5 novembre 1954.

²⁷ Ahmed Nadir, « Le mouvement réformiste algérien et la guerre de libération nationale », *Revenu d'histoire maghrébine*, n°4, (1975) pp. 175-176.

En France, ce fut le Parti Communiste Français qui analysait d'une manière complexe le problème algérien, les racines de l'insurrection quoi qu'il ne fût pas vraiment convaincu qu'il s'agissait d'une insurrection nationale. La première réaction du parti fut d'estimer qu'il s'agissait d'une provocation car les actions armées s'étaient déroulés pendant la période durant laquelle le MTLD en pleine crise était au bord de l'éclatement.

Le PCF craignait que le pouvoir colonial ne réitérerait la répression terrible de mai 1945 et écraserait les nationalistes. C'est pour cela qu'on peut retrouver dans leur prise de position officielle la phrase la plus fréquemment citée : « En de telles circonstances, fidèle à l'enseignement de Lénine, le Parti Communiste Français, qui ne saurait approuver le recours à des actes individuels susceptibles de faire le jeu des pires colonialistes, si même ils n'étaient pas fomentés par eux »²⁸. La critique des actes de violence individuels exprimait évidemment une certaine méfiance. Néanmoins, le jour de l'insurrection la direction du PCF recevait des informations sur l'existence du FLN de Pierre Lentin, l'envoyé spécial du journal *Libération* à Alger, mais toutefois, il ne les considéra pas authentiques²⁹. Les données connues se référaient à une insurrection de type blanquiste, d'une base restreinte ce qui surpris les Algériens et ne provoqua point leur activité souhaitée.

La déclaration du Parti Communiste Algérien, adoptée au jour de l'insurrection « estime qu'à l'origine de ces événements, il y a la politique colonialistes d'oppression nationale, d'étouffement des libertés et d'exploitation, avec son cortège de racisme, de misère et de chômage »³⁰.

Dans cette déclaration, il ne s'agissait point des « actes individuelles » ni de méfiance vis-à-vis de ces actes. Cependant, dans sa prise de position du 14 novembre et du 9 janvier 1955 le PCA exprima clairement ses doutes par rapport aux « slogans et aux actions individuelles irréfléchis »³¹. Par la suite, le PCA fit son autocritique : il expliquait sa position erronée par le fait qu'il jugea la situation sociale et politique d'une manière trop schématique interprétant trop rigide les conditions décrites par Lénine dans son article « Le marxisme et le soulèvement »³². Le PCA, comme tous les partis communistes de l'époque, soutenait les mouvements anticolonialistes. Cependant, il avait une certaine méfiance vis-à-vis de ceux qui n'étaient pas dirigés par des communistes. L'opinion des membres d'origine européenne contribua à la formation de cette position erronée : « Ils trou-

²⁸ *L'Humanité*, le 9 novembre 1954.

²⁹ Annie-Rey Goldzeiguer, « La gauche française et le 1^{er} novembre 1954 », in Mohamed Touili (dir.), *Retentissement de la Révolution algérienne*, Alger - Bruxelles, 1985, p. 254.

³⁰ *Alger républicain*, le 2 novembre 1954.

³¹ *Liberté*, le 18 novembre 1954 ; le 13 janvier 1955.

³² Basir Hadzs Ali, « Az algériai felszabadító harc néhány tanulsága [Quelques enseignements de la lutte de libération nationale algérienne], *Béke és szocializmus* [Paix et socialisme, mensuel du mouvement communiste international], n°1, 1965, p. 111.

vèrent la politique des dirigeants trop compréhensive envers les nationalistes et pour cette raison ils quittaient en nombre grandissant le parti »³³.

Cependant, plusieurs membres du parti, par leur propre volonté, épousaient les idées des insurgés, aux premiers jours du soulèvement. La direction ne les retenaient pas. Bien au contraire, elle prit également contact avec le FLN. (Ce fut le seul parti qui le fit si tôt.)

Les 7 et 8 novembre puis le 12, Mohamed Guerouf, le membre du Comité central, puis son secrétaire Paul Caballero menaient des négociations avec Mostafa Ben Boulaid, le chef du premier wilaya ainsi qu'avec son adjudant. Ils se mirent d'accord que les communistes apporteraient une aide financière aux insurgés³⁴. Il y avait aussi un rapprochement de la part du FLN. Pendant les jours suivant l'insurrection, l'adjudant de Mostafa Ben Boulaid contacta Abdelhamid Benzine, le rédacteur en chef d'*Alger républicain*, quotidien à tendance communiste. C'était un choix volontaire, car Benzine était membre du PPA dans les années 1940 et, même après son départ, il garda de bons contacts avec les nationalistes. Au cours de ce rendez-vous clandestin, ils se mirent d'accord sur le fait que Benzine serait le contact entre le PCA et le FLN-ALN³⁵.

Ce qui est frappant dans toute la littérature critique de la position des communistes est qu'elle ignore complètement la position du mouvement communiste international (« la ligne de Moscou ») envers les mouvements de libération nationale des colonies. Jusqu'au milieu des années 1950 la politique de Moscou était déterminée par le Kominform (« petit Komintern ») qui réprouvait toute forme du nationalisme (gandhisme, panarabisme) dans les colonies. Moscou – les pays socialistes et les partis communistes – attaquaient surtout violemment les partisans de la troisième voie (p. ex. Nehru) qui voulaient rester neutres dans la lutte entre le « camp de la paix » et « celui de la guerre ». La véritable indépendance ne pouvait être réalisée que par la lutte des ouvriers et des paysans dirigée par les PC et aboutissant à la révolution démocratique et populaire (socialisme). La bourgeoisie nationale n'y était pas capable, elle était considérée comme le laquais de l'impérialisme³⁶. Cette position commence à subir un changement après la disparition de Staline. Moscou s'engage de plus en plus dans les affaires extareuropéennes et développe une doctrine à vocation globaliste. Attribuant une importance grandissante – même exagérée – aux nouveaux États appelés « ses alliés naturels ». Ce sont

³³ Rapport de police. Renseignements généraux, le 14 décembre 1954. Archives du Wilaya d'Alger.

³⁴ Alleg, *La guerre d'Algérie*, op. cit., vol. 1. p. 478. Les insurgés ont partagé le pays en six arrondissements, en six zones : 1) Aurès-Nemencha ; 2) Constantine ; 3) Kabylie ; 4) Alger et ses environs ; 5) le département d'Oran ; 6) Les territoires du Sud (Sahara). La nomination wilaya est utilisée à partir de 1956.

³⁵ Henri Alleg, *Mémoire algérienne*, Paris, Stock, 2006, p. 183.

³⁶ Joukov, Les problèmes des luttes nationale et coloniale après la Deuxième Guerre mondiale (en russe), *Voprossi ekonomiki*, 1949, n°9.

les résolutions du 20^{ème} congrès du P.C.U.S. (février 1956) qui consacre officiellement cette ouverture vers les pays et mouvements non communistes. La bourgeoisie nationale y est réhabilitée et considérée comme force politique autonome et antiimpérialiste. Mais la consécration triomphale de cette nouvelle stratégie tiers-mondiste eut lieu à la conférence internationale des 81 partis communistes à Moscou en novembre 1960. « L'écroulement du système de l'esclavage colonial sous la poussée du mouvement de libération nationale est un phénomène qui, pour son importance historique, vient immédiatement après la formation du système mondial du socialisme »³⁷. Dans cette nouvelle stratégie communiste les mouvements de libération nationale reprennent la 2^{ème} place des forces révolutionnaires internationales devant les communistes des pays développés. En moins de dix ans la bourgeoisie nationale parcourut une carrière foudroyante : du traître, du laquais de l'impérialisme elle devint l'alliée privilégiée. Pour apprécier l'attitude des communistes vis-à-vis du déclenchement de la guerre de libération et du FLN il faut replacer le problème dans ce contexte-là. Ce qui veut dire que le PCA n'était pas dans « la ligne de Moscou » en novembre de 1954 (contrairement avec le PCF). Par ses activités réelles il la devança ! Ce qui était son erreur c'était son hésitation : est-ce qu'il devrait s'engager ouvertement et sans équivoque pour la lutte armée ? Il attendait encore quelques mois pour franchir le Rubicon : en été de 1955 il constituerait les Combattants de la Libération, son unité armée.

En résumant notre analyse : les partis du mouvement national avaient compris et expliqué les raisons provoquant les événements, ils sympathisaient quelques fois avec les insurgés, mais en fin de compte, mis à part quelques cas particuliers, ils ne privilégièrent pas encore la lutte armée. Ils pensaient encore que la possibilité de résoudre le problème par voie légale n'était pas disparue totalement. A cause de cela, et de l'offensive armée du pouvoir colonial, le FLN se retrouva dans une situation très difficile. Par conséquent, son existence et sa survie n'étaient pas du tout garanties fin 1954.

³⁷ *Pour la paix, pour l'indépendance nationale, pour la démocratie, pour le socialisme* (Les actes de la conférence, en hongrois) Budapest, Kossuth Könyvkiadó, 1961. p. 23.

Migrations, exclusions et post-mémoires de la guerre d'Algérie (1945-1989)

TRAMOR QUEMENEUR

(Université de Coimbra / Université de Paris 8)

Les attentats de 2015 et de 2016 en France ont jeté une lumière crue sur une radicalisation mortifère d'une frange de la jeunesse française, notamment issue de l'immigration, invoquant des motifs religieux – l'appel au *djihâd*. Le contexte géopolitique international – la guerre au Proche et au Moyen-Orient ainsi qu'au Sahel et en Afrique du Nord – explique bien entendu cette situation. Mais l'importance du nombre de francophones et de Français en particulier dans les rangs de *Daech* (l'autoproclamé Etat islamique) ne laisse pas d'interroger. Y aurait-il des facteurs propres à la situation française qui conduiraient à cette situation ?

Il convient dans cette perspective de réinterroger la place de l'immigration maghrébine dans la société française dans une perspective de longue durée. Si c'est la période de 1945 à 1989 sur laquelle se centre le colloque au cours duquel cet article a été présenté, cela ne peut évidemment se faire sans revenir à la période précédente ni sans donner quelques éléments sur la période plus actuelle. Or, en réinterrogeant l'histoire de l'immigration maghrébine et plus particulièrement algérienne en France de 1945 à 1989, la guerre d'Algérie constitue évidemment un événement charnière fondamental, sur lequel il conviendra de revenir. Plus encore, il s'agit de la mémoire de cette guerre qui continue à travailler en profondeur la société française, comme Benjamin Stora l'a montré dans l'un de ses livres fondamentaux : *La gangrène et l'oubli. La mémoire de la guerre d'Algérie*¹.

Au-delà des mémoires portées par les personnes qui ont vécu le conflit, la société française continue à porter la mémoire de cette guerre, même par des personnes qui ne l'ont pas vécue. C'est le sens du concept de post-mémoire développé par Marianne Hirsch, à partir de la mémoire du génocide juif pendant la Seconde Guerre mondiale². D'abord cantonnée à une mémoire familiale, la chercheuse amé-

¹ Benjamin Stora, *La gangrène et l'oubli. La mémoire de la guerre d'Algérie*, Paris, La Découverte, coll. Essais, 1992, 376 p.

² Marianne Hirsch, « Family pictures : *Maus*, mourning and post-memory », *Discourse*, vol. 15, n°2 : « The emotions, gender, and the politics of subjectivity », Wayne State University Press, hiver 1992-1993, pp. 3-29.

ricaine élargit progressivement la réflexion à une post-mémoire de la Shoah portée par la société tout entière. Or, deux autres domaines de recherche paraissent bien s'appliquer à ce concept de post-mémoire : l'esclavage et la période coloniale.

Ce deuxième domaine est justement analysé par le programme européen MEMOIRS, qui concerne les post-mémoires coloniales du Portugal, de la Belgique et de la France, dans une perspective comparée³. Cet article, qui s'inscrit dans le cadre de ce programme, reprend donc brièvement l'histoire de l'immigration maghrébine et les processus d'exclusion et de solidarité dont elle a fait l'objet, notamment au cours de la période de la guerre d'Algérie. Pour ce faire, il s'appuie aussi sur des productions culturelles afin de montrer l'inscription de cette histoire dans les préoccupations sociales contemporaines.

Les débuts de l'émigration maghrébine

L'émigration maghrébine vers la France a commencé dès la fin du 19^e siècle, dans les années 1880-1890, les premiers départs provenant essentiellement de Kabylie. La pauvreté dans cette région ainsi que la répression de la révolte d'El Mokrani de 1871 ont en effet poussé les tribus à choisir des jeunes hommes pour émigrer. Ceux-ci travaillaient alors souvent comme commerçants ambulants pendant des périodes de courte durée, notamment dans la région de Marseille : ce sont les « Turcos ».

Au début du 20^e siècle, leur nombre s'accroît, en particulier à partir de 1913, après la suppression du permis de circuler pour les Kabyles. Un tel permis était auparavant requis pour les travailleurs français changeant de département, mais les Musulmans algériens (désignés dans cet article par « les Algériens ») n'étaient de surcroît pas considérés comme des « citoyens » à part entière mais comme des « sujets », soumis en Algérie au Code de l'indigénat. Celui-ci, établi en 1881, réprimait les Algériens, individuellement ou collectivement, non judiciairement mais à la discrétion des administrateurs, quand bien même l'Algérie n'était pas considérée comme une colonie mais comme trois départements français depuis 1848.

Au fur et à mesure, l'industrie réclamait de plus en plus de main-d'œuvre. Les Algériens travaillaient alors dans les raffineries, les huileries et les savonneries, comme dockers, mineurs, travailleurs du bâtiment à Marseille, dans le Nord ou en région parisienne. De 4 à 5000 en 1905, leur nombre passe à plus de 10 000 en 1914.

La Première Guerre mondiale constitue un premier basculement. Plus de 250 000 Algériens, 110 000 Tunisiens et 76 000 Marocains franchissent la Méditerranée au cours du conflit pour servir comme soldats ou comme « main-d'œuvre coloniale », notamment dans les industries d'armement. La guerre est évidemment un choc

³ Le programme MEMOIRS – Children of Empires and European Postmemories est financé par le Conseil Européen de la Recherche dans le cadre du programme de recherche et d'innovation de l'Union européenne Horizon 2020 (convention n°648624).

brutal, qui les a touchés dans les mêmes proportions que les soldats français, et pour laquelle ils n'ont pratiquement eu aucune reconnaissance. Mais la découverte de la métropole ouvre de nouveaux horizons à bon nombre d'entre eux, qui découvrent ainsi un moyen d'échapper à la situation coloniale et au Code de l'indigénat (malgré son assouplissement en 1919 avec la « loi Jonnart »)⁴. Ainsi, après la guerre, les Maghrébins sont de plus en plus nombreux à rester en France pour des périodes de courte durée, leur nombre s'accroissant jusqu'à 120 000 personnes en 1924. Sur ce nombre, la très grande majorité est constituée d'Algériens et en particulier de Kabyles : ils sont 100 000, contre 10 000 Tunisiens et 10 000 Marocains.

Leur installation est favorisée par les mauvaises conditions économiques en Algérie et les conséquences de la spoliation des terres, qui poussent les *fellahs* (payans) algériens vers les villes et la métropole, où leur nombre atteint 137 000 en 1937. En France métropolitaine, ils continuent à s'installer dans les grandes métropoles, près des usines, se regroupant selon leurs régions et même *douars* (villages) d'origine. Leur installation est aussi facilitée par le fait que la population métropolitaine est plutôt bien disposée à leur égard, comme le souligne par exemple le jeune soldat Messali Hadj : « *Les gens nous manifestaient du respect et même une certaine considération mêlée de sympathie* »⁵. D'ailleurs, environ un Algérien sur cinq contracte un mariage avec une Française, comme c'est le cas de Messali, qui se marie avec Emilie Busquant, une jeune parfumeuse anarcho-syndicaliste. Cette dernière a récemment fait l'objet d'un roman intitulé *La parfumeuse*⁶, et d'un documentaire⁷. Le couple est surtout connu pour l'engagement de Messali Hadj en faveur de l'indépendance algérienne ; mais ce que l'on sait moins, c'est que c'est Emilie Busquant qui a confectionné le premier drapeau de l'Algérie indépendante sur sa machine à coudre durant son séjour à Tlemcen en 1937⁸.

L'exil favorise en effet la politisation, comme l'a montré notamment le penseur palestino-américain Edward Said⁹. D'abord, cette politisation des colonisés en France se fait au contact des communistes qui créent en 1922 l'Union intercoloniale et le journal *Le Paria*. Sur fond de guerre du Rif, la mobilisation se renforce, jusqu'à

⁴ Les 1^{er}, 2 et 3 décembre 2014, j'ai organisé avec la professeure des Universités Zineb Ali Benali le colloque international « *La guerre des Autres. Les colonies dans la Première Guerre mondiale. Histoire, mémoire, récits* », qui a largement abordé ces thématiques et qui paraîtra en 2017.

⁵ Messali Hadj, *Mémoires*, cité in Benjamin Stora, *Les immigrés algériens en France. Une histoire politique, 1912-1962*, Paris, Hachette littératures, coll. Pluriel, 2009 (1992), 491 p., p. 15.

⁶ Mohamed Benchicou, *La parfumeuse. La vie occultée de madame Messali Hadj*, Paris, Rive-neuve éditions, 2012, 267 p.

⁷ Rabah Zanoun, *Emilie Busquant, une passion algérienne*, Ere production, Net diffusion & France Télévisions, 2016, 53 mn.

⁸ Benjamin Stora, *Messali Hadj 1898-1974*, Paris, Hachette littérature, Pluriel Histoire, 2004, 299 p., p. 174.

⁹ Edward Said, *Réflexions sur l'exil et autres essais*, Actes Sud, 2008, 760 p.

la création de l'Etoile Nord-africaine (ENA) en 1926 par Messali Hadj et Hadj Ali Abdelkader avec le soutien du parti communiste. Son but est « *l'indépendance totale de chacun des trois pays : Tunisie, Algérie et Maroc, et l'unité de l'Afrique du Nord* »¹⁰. Ainsi, c'est dans l'immigration que le nationalisme indépendantiste a puisé toute sa force pendant l'entre-deux-guerres.

La Seconde Guerre mondiale a une nouvelle fois modifié complètement la donne, avec un mouvement de retour qui s'opère après l'Armistice de 1940. L'émigration vers la métropole est favorisée à partir de 1942 (notamment pour la construction du Mur de l'Atlantique), mais le débarquement allié en Afrique du Nord en novembre met fin au flux migratoire jusqu'en 1945. Pendant la guerre, environ 60 000 travailleurs algériens vivent en France. Ils font l'objet d'une propagande de la part de l'occupant nazi et du régime de Vichy, certains plongeant dans la collaboration voire le collaborationnisme.

Mais de nombreux autres Maghrébins participèrent aux combats en Italie, notamment à Monte Cassino, puis à la Libération de la France et jusqu'en Allemagne, comme l'a notamment montré le film *Indigènes* de Rachid Bouchareb¹¹. Ce film a permis de souligner que les anciens combattants coloniaux de la Seconde Guerre mondiale avaient vu leurs pensions bloquées depuis 1959 et avait conduit le gouvernement De Villepin à aligner ces pensions avec celles de leurs compagnons d'armes français (sans pour autant qu'il y ait d'effet rétroactif). Sur un sujet analogue, l'exposition photographique de Roberto Battestini « Memoria », présentée notamment au Musée national d'histoire de l'immigration en 2014, a rendu hommage aux tirailleurs marocains qui ont libéré la Corse en 1943¹².

L'immigration maghrébine au cours des Trente Glorieuses

Pour ceux qui ont participé à la Libération, la déconvenue a été d'autant plus forte que le 8 mai 1945, jour de l'armistice et de la victoire alliée, une manifestation indépendantiste algérienne est réprimée dans le sang. La région du Constantinois – en particulier à Sétif, Guelma et Kherrata – est noyée dans le sang pendant plusieurs semaines, avec plusieurs dizaines de milliers de victimes¹³. Le 27 février

¹⁰ Stora, *Les immigrés algériens en France... op. cit.*, pp. 25-26.

¹¹ Rachid Bouchareb, *Indigènes*, Tessalit productions, 2006, 128 mn.

¹² Voir le dossier de presse de l'exposition sur le site de l'ACHAC :

<http://www.achac.com/upload/file/302/13f7e93894c439fa0dbc918da54456bfe1656342.pdf>, consulté le 12 janvier 2017.

¹³ Sur le sujet, voir en particulier Jean-Louis Planché, *Sétif 1945. Chronique d'un massacre annoncé*, Paris, Perrin, 2006, 422 p ; et Jean-Pierre Peyroulou, *Guelma, 1945. Une subversion française dans l'Algérie coloniale*, préface de Marc-Olivier Baruch, Paris, La Découverte, coll. Textes à l'appui / études coloniales, 2009, 404 p.

2005, alors que le débat sur la loi du 23 février 2005 affirmant que les enseignants d'histoire-géographie devaient souligner les « aspects positifs de la colonisation » était lancé, l'ambassadeur de France en Algérie, Hubert Colin de Verdière, a reconnu que la répression de la manifestation du 8 mai 1945 était une « *tragédie inexcusable* » qui a « *marqué profondément [...] les Algériens qui, dès cette époque, rêvaient de liberté* »¹⁴.

Cette répression n'empêche pas l'émigration vers la métropole de reprendre : les Algériens sont 22 000 en 1946 et 211 000 en 1954, soit une multiplication par 10 en 8 ans ! En revanche, le nombre de Marocains reste stable de 1946 à 1960 : ils sont environ 16 000. Quant aux Tunisiens, ils sont encore moins nombreux et arrivent plus tardivement en France : on en compte 5000 installés en France en 1954. Un des facteurs expliquant l'émigration plus importante des Algériens peut ainsi tenir à la volonté d'échapper à une situation profondément marquée par la répression et un système colonial qui peine à se réformer.

Certes, il existe toujours des vagues d'allers et de retours, notamment entre l'Algérie et la France, mais les migrations deviennent plus longues, plus stables. Les émigrés algériens proviennent alors de régions plus variées : de Kabylie bien sûr, mais aussi du Constantinois, d'Oranie et des Territoires du Sud. Cela contribue à la baisse de la proportion de Kabyles dans l'émigration algérienne, bien que ceux-ci soient encore plus de 50 % des émigrés algériens en 1948. En France, ils s'installent toujours dans les grands centres urbains, autour de Marseille, de Lyon, de Paris, de Lille, mais aussi dans l'Est, notamment en Moselle, du fait de son essor industriel. Ce secteur demande en effet beaucoup de main-d'œuvre, de même que les mines dans le Nord, ainsi que le bâtiment dont la France, en pleine reconstruction après la guerre, fait cruellement défaut.

Cela conduit au paradoxe que les ouvriers immigrés qui construisent les logements en France sont les plus mal logés. Certains vivent dans des hôtels meublés, des garnis¹⁵ ou encore dorment dehors, comme en témoigne la peinture d'André Fougeron exposée au Musée national d'histoire de l'immigration¹⁶. Cette situation concerne bien entendu les Maghrébins, mais aussi les Portugais et les Espagnols. La période de l'après-guerre voit aussi la multiplication des bidonvilles autour des grandes villes : le plus important, celui de Champigny, concerne de 12 000 à 15 000 Portugais¹⁷, celui de La Folie à Nanterre, qu'a notamment décrit Monique Hervo, militante anticolonialiste qui a vécu avec les habitants du bidonville, environ

¹⁴ Discours d'Hubert Colin de Verdière, ambassadeur de France en Algérie, à l'Université de Sétif, 27 février 2005. <http://www.fabriquedesens.net/Discours-d-Hubert-Colin-de>, consulté le 25 janvier 2017.

¹⁵ Appartements servant de dortoirs.

¹⁶ André Fougeron, *Nord-Africains aux portes de la ville (la zone)*, huile sur toile, 1954.

¹⁷ Marie-Christine Volovitch-Tavares, *Portugais à Champigny, le temps des baraquas*, Paris, Autrement, coll. Français d'ailleurs, peuples d'ici, 1995, 160 p.

10 000 Maghrébins et Portugais¹⁸. C'est également sur ce bidonville que la bande dessinée *Demain, demain* de Laurent Maffre, se focalise, à partir du témoignage de Monique Hervo¹⁹. Cette bande dessinée montre à la fois la répression dont les Algériens faisaient, mais aussi la solidarité dont ils pouvaient faire preuve de la part de certains Français, incarnés ici par le couple Raymond et Josiane, garagistes près du bidonville. Le film de Bourlem Guerdjou, *Vivre au Paradis*²⁰, aborde une problématique différente : il relate l'installation de Lakhdar (interprété par Rochdy Zem) dans le bidonville de La Folie à Nanterre. Ne supportant pas d'être coupé de sa famille, il fait venir sa femme Nora (jouée par Fadila Belkebla) et ses enfants. Travaillant dans le bâtiment, il n'a alors de cesse de vouloir offrir à sa famille un logement digne de ce nom, quitte à s'opposer au FLN et aux autres Algériens du bidonville.

C'est dans le but de résorber les bidonvilles qu'est créée en août 1956 la Société nationale de construction de logements pour les travailleurs algériens (SONACOTRAL), devenue après l'indépendance algérienne SONACOTRA puis depuis 2007 Adoma. Dirigée jusqu'en 1977 par Eugène Claudius-Petit, ancien ouvrier résistant d'obédience chrétienne sociale, la société gère 59 foyers-hôtels en 1964, avant d'en construire 200 autres de 1965 à 1976. A partir de 1958, Le Fonds d'action sociale pour les travailleurs musulmans d'Algérie en métropole et pour leur famille (FAS) aide aussi à la résorption des bidonvilles, à l'accueil, à l'alphabétisation et à la formation des migrants.

Si la situation économique favorisant la stabilité du travail explique l'installation durable des émigrés, l'arrivée des familles y contribue aussi. En 1952, 3400 familles Françaises musulmanes sont installées en métropole ; elles sont 5000 en 1958. Le bidonville de La Folie est ainsi subdivisé entre le quartier des célibataires et celui des familles. Mais la disproportion reste flagrante : on dénombre ainsi moins de 10 000 Algériennes pour 187 000 Algériens en 1954. Plus nombreux, les immigrés se regroupent dans des proportions moindres par rapport à la situation de l'entre-deux-guerres. Tandis que les familles se caractérisent par leur prise d'indépendance par rapport à la société d'origine, les célibataires y restent davantage liés, notamment par l'envoi d'argent à leurs familles restées sur place. Par exemple, au bidonville de La Campa, situé à cheval entre les communes de Saint-Denis, Stains et La Courneuve, on dénombre 76 familles (majoritairement espagnoles) et 30 célibataires (dont 21 Algériens) en 1961. Ce bidonville – surnommé

¹⁸ Monique Hervo, *Chroniques du bidonville. Nanterre en guerre d'Algérie 1959-1962*, Paris, Seuil, L'épreuve des fait, 2001, 264 p.

¹⁹ Laurent Maffre, *Demain, demain. Nanterre, bidonville de la Folie, 1962-1966*, Arles / Issy-les-Moulineaux, Actes Sud / Arte éditions, 2012, 224 p.

²⁰ Bourlem Guerdjou, *Vivre au Paradis*, 3B Productions, 1999, 105 mn.

« l'enfer » – est alors considéré comme l'un des pires de la région parisienne ; les tensions entre ses habitants aux origines différentes sont très fortes²¹.

Néanmoins, c'est aussi dans l'émigration que se poursuit la politisation, alors même qu'en France métropolitaine les Algériens ne sont pas soumis au système du « double collège »²² pour le vote et que les femmes algériennes peuvent voter (alors qu'elles n'obtiendront le droit de vote en Algérie qu'en 1958). L'émigration permet ainsi aux Algériens de sortir d'une situation coloniale opprimante mais aussi de s'émanciper d'une société traditionnelle contraignante. Elle permet également aux Algériens de différentes régions de se rencontrer, renforçant ainsi le sentiment national, encadré par la puissante fédération de France du PPA-MTL (Parti du peuple algérien – Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques) de Messali Hadj.

Les émigrés algériens côtoient alors les militants de gauche et d'extrême gauche dans les entreprises et les syndicats (la CGT et la CFDT), à l'occasion de grèves (notamment celles de 1947-1948) et de manifestations, en particulier celles des premiers mai et des 14 juillet. L'exemple le plus fort est sans doute la manifestation du 14 juillet 1953, au cours de laquelle six militants algériens du PPA-MTL et un militant de la CGT ont été tués par la police parisienne, et une quarantaine d'autres militants algériens blessés²³. Les relations entre les militants français et algériens sont parfois faites de défiances mais aussi de solidarités puissantes.

Pendant la guerre d'Algérie

Le déclenchement de la guerre d'Algérie le 1^{er} novembre 1954 accroît évidemment les clivages. Ceux-ci concernent les Algériens entre eux, et notamment les organisations indépendantistes, puisque le Front de libération nationale (FLN) qui lance l'insurrection est issu du PPA-MTL. Celui-ci, accusé d'être à l'origine des événements, est interdit, amenant les partisans de Messali Hadj à créer le Mouvement national algérien (MNA). Le FLN et le MNA vont s'opposer de plus en plus

²¹ Samia Ouidir, *Les bidonvilles en France entre 1945 et 1975. Etat des lieux et perspectives*, mémoire de Master 1 sous la dir. de Tramor Quemeneur, Département Méditerranée – Monde maghrébin, Université Paris 8, Saint-Denis, septembre 2015, 46 p., p. 39. Samia Ouidir poursuit son travail en Master 2 sur ce bidonville.

²² A partir de 1947, deux collèges électoraux sont créés en Algérie, l'un pour les Européens l'autre pour les « Français musulmans », comprenant chacun le même nombre d'élus, alors que les Musulmans sont huit fois plus nombreux que les Européens.

²³ Sur le sujet, voir Emmanuel Blanchard : « Paris, capitale impériale : la répression de la manifestation algérienne du 14 juillet 1953 », in Aïssa Kadri – Moula Bouaziz – Tramor Quemeneur (dir.), *La guerre d'Algérie revisitée. Nouvelles générations, nouveaux regards*, Paris, Karthala, 2015, ainsi que le documentaire d'Emmanuel Kupferstein, *Les balles du 14 juillet. Des manifestants algériens tués à Paris*, 2014, 85 mn.

violemment pour s'arroger le contrôle des immigrés algériens en France. Le 1^{er} juin 1955, un premier militant du MNA, Rabah Saïfi, est exécuté à Paris par des militants du FLN. A partir de là, les affrontements s'accroissent, conduisant le FLN à supplanter progressivement le MNA en France, sauf dans le Nord de la France. Les affrontements entre FLN et MNA font au total 4000 morts et 8000 blessés environ en France²⁴.

Mais les affrontements concernent aussi, au premier plan, les relations entre les autorités et les organisations indépendantistes algériennes. A cette fin, le Service de coordination des affaires nord-africaines (SCAA) est par exemple créé en juillet 1958, après la nomination de Maurice Papon comme préfet de police de Paris²⁵. Ce service est en particulier chargé de lutter contre l'Organisation politico-administrative (OPA) du FLN, collectant les cotisations auprès des travailleurs algériens. L'enjeu est effectivement d'importance car l'immigration algérienne représente le principal soutien financier des organisations indépendantistes. De 1956 au début de l'année 1962, les autorités policières françaises parviennent ainsi à saisir 11,2 millions de nouveaux francs de cotisations aux organisations nationalistes, ce qui laisse augurer des masses financières drainées par le FLN et le MNA. Par exemple, pour l'année 1961, Benjamin Stora comptabilise 58 millions de nouveaux francs de cotisations²⁶, bien loin des 4,8 millions saisis cette année-là par la police, soit à peine 8 % des sommes collectées, alors même que les sommes saisies par la police en 1961 sont les plus importantes de toute la guerre.

Autant dire que les travailleurs algériens en France représentent un enjeu fondamental de la guerre d'indépendance. Gagnant en moyenne 40 000 anciens francs par mois (soit 400 nouveaux francs), ils cotisent chaque mois entre 1000 et 1500 anciens francs, et même 3000 francs pour les commerçants. Les organisations nationalistes suivent même les déplacements des travailleurs algériens pour vérifier qu'ils cotisent bien auprès de leur parti et qu'ils ne sont pas en retard, font payer des amendes en cas de retard voire sanctionnent par la violence les réfractaires.

De l'autre côté, les autorités françaises multiplient les contrôles auprès des Algériens (et plus largement des Maghrébins) vivant en France afin de démanteler les organisations nationalistes. Maurice Papon, ancien préfet en Algérie, sous l'autorité du Premier Ministre Michel Debré, met en place une brigade de harkis à Paris, la Force de police auxiliaire (FPA), dont les méthodes ont été vivement critiquées dès la guerre elle-même et ont contribué à jeter l'opprobre sur l'ensemble des forces supplétives²⁷. Ils sont ainsi présentés dans une brochure de propagande du

²⁴ Stora, *Les immigrés algériens en France... op. cit.*, p. 206.

²⁵ Emmanuel Blanchard, *La police parisienne et les Algériens (1944-1962)*, Paris, Ed. Nouveau monde, 2011, 448 p.

²⁶ Stora, *Les immigrés algériens en France... op. cit.*, pp. 264-265.

²⁷ Voir notamment Paulette Péju, *Ratonnades à Paris, précédé de Les harkis à Paris*, préface de Pierre Vidal-Naquet, introduction de Marcel Péju, postface de François Maspero, Paris, La Découverte, coll. Poches / essais, 2000 (1^{ère} éd. 1961), 200 p.

FLN : « Les "calots bleus" sont un ramassis de traîtres algériens, marocains et tunisiens. Après avoir subi un entraînement non loin de la capitale, les harkis sont imposés à la direction des hôtels et cafés parisiens. Ceux qui ne sont pas gérants se postent à chaque étage pour surveiller les allées et venues de nos compatriotes. En utilisant de pareils collaborateurs la police française espère démanteler l'organisation, repérer et mettre la main sur nos cadres »²⁸.

La population française a quant à elle pensé très tôt que l'Algérie allait devenir indépendante. Ainsi, selon une étude de l'Institut français d'opinion publique (IFOP), en juillet 1956 seuls 19 % des Français se disaient sûrs que l'Algérie serait encore française cinq ans plus tard, contre 28 % qui pensaient l'inverse. Dans le même ordre d'idées, en avril 1956, 37 % des Français étaient opposés aux mesures de rappel et de maintien sous les drapeaux des jeunes Français pour partir combattre en Algérie, et 49 % envisageaient défavorablement l'appel à de nouvelles classes du contingent en Algérie. Un autre sondage de 1956 montre que 65 % des ouvriers étaient mécontents des nouveaux impôts levés pour l'Algérie et de l'envoi des jeunes recrues sur ce territoire²⁹. Les partisans de « l'Algérie française » deviennent de moins en moins nombreux à mesure que grossissent les rangs de l'indépendance. Bien entendu, une grande majorité des Français reste à l'écart de tout engagement contre la guerre. Certains font même preuve de défiance vis-à-vis des Algériens. Si l'on en croit la brochure du FLN précitée, dont le but est évidemment de chercher à mobiliser les Algériens, la population française, « dans son ensemble [...] estime logique la répression et l'approuve. Parfois, malgré les mises en garde réitérées, elle participe à la poursuite d'un fidaï (combattant) »³⁰.

Mais des actes de solidarité nombreux existent aussi, dont l'exemple le plus poussé est constitué par les réseaux de « porteurs de valises » qui aident concrètement les indépendantistes algériens à obtenir leur indépendance, en hébergeant ou en convoyant les militants algériens, ou encore en les aidant à transporter l'argent collecté, des documents voire des armes³¹. La même brochure du FLN reconnaît d'ailleurs que « de temps à autre, on relève des réactions saines spontanées. On a pu entendre des réactions saines comme celle-ci : "A les voir ainsi maltraités on comprend qu'ils se révoltent". Un samedi d'octobre 59, quatre femmes qui avaient manifesté leur désapprobation publiquement furent amenées au commissariat du quartier. Jusqu'au bout les quatre françaises demeurèrent courageuses malgré la colère de l'inspecteur désarçonné ». Les

²⁸ Fédération de France du Front de libération nationale, *Français, le savez-vous ? La vie des travailleurs algériens en France*, Fédération de France du FLN, sl., août 1960, 15 p., pp. 11-12. (Archives de la préfecture de police de Paris, C 4560 126 3).

²⁹ Marie-Thérèse Duvernay, *L'opinion française face au problème colonial, 1945-1962. D'après la revue « Sondages »*, mémoire de maîtrise sous la dir. de P. Willard, Université de Paris 8, sd., pp. 53 et 59.

³⁰ Fédération de France du Front de libération nationale, *Français, le savez-vous ? op. cit.*, p. 13.

³¹ Sur le sujet, voir notamment Hervé Hamon - Patrick Rotman, *Les porteurs de valises. La résistance française à la guerre d'Algérie*, Paris, Le Seuil, Point Histoire, 1982, 440 p.

arrestations opérées dans les réseaux conduisent au vaste procès du « réseau Jeanson » (du nom de son leader, le philosophe Francis Jeanson, proche de Jean-Paul Sartre, qui a jugé une vingtaine de militants français, les condamnant pour quatorze d'entre eux au maximum de la peine, à savoir 10 ans de prison et 70 000 francs d'amende³². Sans aller aussi loin, les relations franco-algériennes sont aussi faites de solidarités quotidiennes, d'amitiés voire d'histoires amoureuses comme en témoigne le très beau livre de Claire Etcherelli, *Elise ou la vraie vie*³³. Ce livre a été mis en film par Michel Drach avec Marie-José Nat jouant le rôle d'Elise Le Tellier, une jeune bordelaise arrivant à Paris et travaillant à la chaîne dans l'industrie automobile, où elle rencontre Arezki, joué par Mohammed Chouikh, dont elle tombe amoureux. Il s'avère que c'est un responsable du FLN, soumis à la répression.

La manifestation du 17 octobre 1961 à Paris représente bien entendu l'événement le plus emblématique et le plus dramatique de l'encadrement de l'immigration algérienne par les partis nationalistes et surtout de la répression dont elle est la cible³⁴. Cette manifestation fait suite à un couvre-feu instauré par Maurice Papon le 5 octobre interdisant aux « Français musulmans » de circuler entre 20 h 30 et 5 h 30 du matin. Le soir du 17 octobre, le FLN encadre plus de 20 000 Algériens de la région parisienne pour défiler pacifiquement vers Paris ou pour prendre le métro jusqu'au centre de Paris. La répression est implacable. Les manifestants sont tabassés à l'aide de « bidules », longues matraques d'un mètre de long, certains sont mitraillés, d'autres encore jetés à la Seine. Le bilan s'établit autour de 200 victimes. Plus de 11 000 Algériens ont été arrêtés, soit environ un manifestant sur deux. La guerre d'Algérie s'achève donc sur une tragédie pour les travailleurs algériens. Mais au cours de cette manifestation se sont aussi manifestés de nombreux actes de solidarité pour protéger les Algériens, les cacher, les soigner et pour dénoncer les événements qui venaient de se dérouler³⁵.

³² Voir *Le procès du réseau Jeanson*, présentation de Marcel Péju, Paris, Ed. François Maspero, coll. Cahiers libres, 1961, 254 p. (rééd. La Découverte, 2002), ainsi que Tramor Quemeneur, « Défendre les anticolonialistes français : le procès du réseau Jeanson » in Malika el Korsou (dir.), *Algérie 1954-1962. Les Robes noires au Front : entre engagement et « art judiciaire »*, Alger, Editions Les amis de Abdelhamid Benzine, 2012, 184 p., pp. 136-151.

³³ Elise Etcherelli, *Elise ou la vraie vie*, Paris, Denoël, 1967 (prix Femina), adapté au cinéma par Michel Drach, avec Marie-José Nat, en 1969.

³⁴ Voir notamment Jim House – Neil MacMaster, *Paris 1961. Les Algériens, la terreur d'Etat et la mémoire*, Paris, Tallandier, 2008 (2006), 538 p.

³⁵ Alexander David Gordon, « Le 17 octobre 1961 et la population française. La collaboration ou la résistance ? » in Kadri – Bouaziz – Quemeneur (dir.), *La guerre d'Algérie revisitée... op. cit.*, pp. 339-350.

De l'après guerre d'Algérie à la transmission de sa mémoire

Les accords d'Evian scellant le cessez-le-feu et préparant l'indépendance algérienne évoquent la question des Algériens en France dans les articles 7 et 11, stipulant qu'ils détiennent les mêmes droits que les Français sauf les droits politiques et qu'ils peuvent circuler librement entre les deux pays. Au contraire de constater des retours pour s'installer dans le pays nouvellement indépendant, un important flux de départs vers la France est enregistré dès la fin de l'année 1962. En à peine deux mois, la population algérienne augmente de 46 000 personnes en France³⁶ ! Le flux d'entrants sur le territoire français est tel que des accords bilatéraux sont passés en 1964 pour réguler le flux migratoire. Mais l'immigration continue et se renforce même : la population algérienne en France atteint 474 000 personnes en 1968.

A cette date, de nouveaux accords sont passés entre l'Algérie et la France, pour limiter la liberté de circulation prévue par les accords d'Evian et en imposant un contrôle aux frontières plus strict. En 1969, l'immigration ne dépend plus du ministère du Travail mais du ministère de l'Intérieur, ce qui montre une volonté de considérer les migrants sous le seul angle des « problèmes » de sécurité. Plus encore, le président algérien Houari Boumedienne décrète la suspension de l'émigration vers la France en septembre 1973 à cause des agressions racistes en France.

Parmi les affaires qui touchent la France à cette période, citons celle d'Alain Khetib, jeune ouvrier français d'origine algérienne de 23 ans vivant à Nanterre, mort dans sa cellule de prison à Fleury-Mérogis le 28 avril 1975. Incarcéré pour un vol qu'il a toujours nié, il avait été accusé par un autre jeune homme, arrêté avec d'autres, pour vol. Ces jeunes accusent la police nanterroise de les avoir violemment maltraités. Le Comité pour la vérité sur la mort d'Alain Khetib affirme ainsi que « la police de Nanterre était alors célèbre dans le département pour sa violence. Il est certain, par exemple que ce soir-là, les jeunes ont été frappés »³⁷. Or, l'un des jeunes qui témoigne de son temps passé au commissariat dit des policiers : « C'étaient des racistes, ils me disaient : "Retourne chez ton Boumedienne" »³⁸. Derrière cette affirmation faisant référence à l'actualité, la mémoire de la guerre d'Algérie n'est jamais très loin, comme l'a montré Benjamin Stora³⁹.

³⁶ Stora, *Les immigrés algériens en France... op. cit.*, p. 400.

³⁷ Comité pour la vérité sur la mort d'Alain Khetib, *Khétib. Les violences policières. La justice. La prison, slnd., circa 1975*, 18 p., pp. 3-4 (Institut d'histoire du temps présent, Fonds Etienne Bloch, ARC 3017-16 dossier IV-30 Fleury-Mérogis)

³⁸ *Ibid.*

³⁹ Stora, *La gangrène et l'oubli... op. cit.*, et *Le transfert d'une mémoire. De l'« Algérie française » au racisme anti-arabe*, Paris, La Découverte, 1999.

Cette mémoire de la guerre ne concerne pas uniquement la transmission du racisme au sein d'une partie de la population française ; il en est par exemple de même du côté des soutiens d'Alain Khetib, qui font plusieurs fois référence à la torture dans les tracts qu'ils distribuent. Ainsi, dans leur deuxième tract, qui appelle à une manifestation, le Comité anti-raciste de Nanterre accuse : « *Abreuvés d'injures racistes, humiliés, tabassés, c'est sous la torture qu'un jeune a prononcé le nom de Khetib* »⁴⁰. La référence réitérée aux actes de torture commis par la police ne peut manquer de faire penser à ceux perpétrés dans le système colonial et pendant la guerre d'Algérie⁴¹. L'« affaire Khetib » a eu des résurgences mémorielles récentes, puisqu'elle a été mentionnée dans une « marche contre l'oubli » qui s'est déroulée à Nanterre le 17 octobre 2015. Or, le tract des organisations appelant à manifester opère explicitement une jonction mémorielle entre la répression sanglante du 17 octobre 1961 et les violences policières et pénitentiaires entraînant la mort de jeunes issus de l'immigration⁴². La mémoire de la guerre d'Algérie s'est ici transmise à une nouvelle génération militante ; les luttes d'aujourd'hui se voient aussi à l'aune de celles d'hier, en dépit des contextes différents.

À l'instar de son homologue Houari Boumedienne, le président français Valéry Giscard d'Estaing décide lui aussi de suspendre l'immigration vers la France à partir de 1974. Ici, la raison tient à une volonté de faire face à la récession consécutive au premier choc pétrolier. Néanmoins, les circulaires Dijoud de 1974 et 1975 permettent le « regroupement familial ». Parallèlement, le secrétaire d'Etat de la condition des travailleurs manuels Lionel Stoléru crée en 1977 une « prime au retour » de 10 000 francs pour les travailleurs immigrés. C'est le « million Stoléru », qui ne porte pas ses fruits : les retours sont peu nombreux. Tout cela contribue à ce que le nombre d'Algériens en France continue à croître – avec un nombre de naissances important aussi – pour atteindre 711 000 personnes en 1975 et 805 000 en 1982, soit la première nationalité étrangère en France (avec 22 % des étrangers). Le nombre et la part des Algériens dans la société française décroît ensuite, du fait de l'acquisition de la nationalité française par les enfants. Il convient encore d'ajouter une vague migratoire au cours des années 1990 du fait de la « décennie noire » en Algérie au cours de laquelle 200 000 personnes sont mortes ou ont disparu.

Le nombre de migrants marocains et tunisiens s'est également accru au cours de cette période. Ainsi, après l'indépendance du Maroc en 1956, le nombre de

⁴⁰ Comité anti-raciste de Nanterre, tract sans titre appelant à manifester le 31 mai 1975, reproduit in Comité pour la vérité sur la mort d'Alain Khetib, *Khéttib...*, op. cit., p. 14.

⁴¹ Sur le sujet, nous renvoyons évidemment à la thèse de Raphaëlle Branche, *La torture et l'armée pendant la guerre d'Algérie 1954-1962*, Paris, Gallimard, NRF La suite des temps, 2001, 474 p.

⁴² Tract « 17 octobre 2015 – Nanterre. Marche contre l'oubli (d'hier à aujourd'hui) », à l'appel de l'Action antifasciste Paris-Banlieue, Alternative Libertaire, Confédération nationale du travail, El Ghorba, Mouvement inter luttes indépendant, Solidaires étudiant-e-s, Rythms of resistance Paris, slnd. circa octobre 2015, 2 pages.

Marocains est resté stable jusqu'en 1960. Ensuite, les Marocains entrant en France ont été de 12 000 puis de 19 000 personnes par an, portant leur nombre à 260 000 en 1975 puis à 441 000 en 1982. Les Tunisiens ont également obtenu leur indépendance en 1956. Leur nombre est passé de 5000 en 1954 à 27 000 en 1962. En 1975, ils étaient 140 000 sur le territoire français, travaillant très majoritairement dans le secteur industriel mais aussi dans les services et le commerce (à la différence des autres pays maghrébins), du fait d'un niveau de qualification plus important. En 1982, ils étaient 191 000 sur le territoire français.

À la suite de Mai 1968, les travailleurs immigrés ont commencé à porter des revendications dans les années 1970. Ainsi, des grèves importantes se sont déroulées de 1971 à 1975, par exemple à Renault. Les premiers mouvements de sans-papiers (marqués par des grèves de la faim) sont aussi nés en 1972-1973. Un vaste mouvement de grève des loyers SONACOTRA a aussi commencé en 1975 au foyer Romain-Rolland de Saint-Denis puis s'est propagé à la région parisienne et aux autres régions françaises en 1976. Les résidents protestaient contre les hausses de loyers qu'ils estimaient démesurées par rapport à leurs conditions de vie et à l'état des foyers. Le mouvement a duré jusqu'en 1980, permettant des avancées pour les résidents qui n'ont cependant toujours pas été considérés comme des locataires.

Mais les revendications ont aussi commencé à être portées par la « deuxième génération », celle des enfants. L'une des premières irrptions de la « seconde génération » dans le débat public concerne les « harkis », qui ont été dans le camp français pendant la guerre d'Algérie, et dont une partie seulement a été « rapatriée » en France à l'indépendance algérienne, installé dans des camps d'urgence, à la discipline militaire, qui sont devenus permanents. Leurs enfants entament des grèves de la faim en 1974, et des révoltes armées se déroulent même dans les camps de Bias et de Saint-Maurice l'Ardoise en 1975, faisant ainsi connaître le mal-être des parents. C'est notamment le sujet de la bande dessinée de Daniel Blancou, *Retour à Saint-Laurent des Arabes*⁴³. Ce nom est en fait le surnom donné à la localité Saint-Laurent-des-Arbres où était localisé le camp de Saint-Maurice l'Ardoise où les parents de Daniel Blancou ont travaillé comme instituteurs de 1967 à 1976. L'auteur, tout en se mettant en scène dans son ouvrage, rend ainsi compte de l'histoire de ses parents en les interrogeant, permettant à la mémoire familiale et sociale de se perpétuer concernant la mémoire des harkis, totalement marginalisés après le conflit.

La parole de la « deuxième génération » se fait surtout entendre au moment de la « Marche pour l'égalité et contre le racisme ». Celle-ci fait suite à des affrontements dans le quartier des Minguettes près de Lyon, au cours desquels Toumi Djäïdja, un jeune militant associatif, est blessé. Le père Christian Delorme et le pasteur Jean Costil de la Cimade suggèrent alors aux jeunes des Minguettes d'orga-

⁴³ Daniel Blancou, *Retour à Saint-Laurent des Arabes*, Paris, Guy Delcourt Productions, coll. Shampooing, 2012, 137 p.

niser une marche, qui part de Marseille le 15 octobre 1983, dans l'indifférence générale, pour s'achever à Paris le 3 décembre avec un défilé de plus de 100 000 personnes⁴⁴. Les revendications permettent des avancées sociales substantielles, telles que la carte de séjour de 10 ans, dans un contexte marqué par la montée du Front national. Elles contribuent aussi à poser le débat de l'immigration maghrébine en France et à retisser les liens d'une mémoire coloniale et de l'immigration, en s'intéressant aux origines de la situation vécue par les enfants d'immigrés. Plusieurs associations se créent ainsi à la suite de la « marche pour l'égalité », comme SOS Racisme, fondée en 1984 et très proche du parti socialiste, ou encore Convergence 1984 qui a organisé une autre marche cette année-là. Mais d'autres visent explicitement la valorisation de la mémoire de l'immigration et/ou des anciens colonisés. Citons en particulier l'association Génériques, créée en 1987 pour préserver, sauvegarder et valoriser l'histoire de l'immigration, notamment par la collecte et la conservation d'archives de l'immigration⁴⁵.

Mais parallèlement, le Front national poursuit son ascension électorale. De plus, lors de la cohabitation en 1986, le jeune étudiant Malik Oussekin est tué par les « voltigeurs motoportés », en marge de manifestations étudiantes auxquelles il ne participe pas. Ce drame, qui porte une nouvelle fois l'attention sur les violences policières, reste encore ancré dans les mémoires, puisqu'il a fait l'objet d'une bande dessinée, *Contrecoups* de Laurent-Frédéric Bollée et Jeanne Puchol⁴⁶. Cette dernière est elle-même profondément liée à l'Algérie puisque ses parents, d'origine pied-noire, ont participé à la manifestation du métro Charonne en 1962 contre l'Organisation armée secrète, au cours de laquelle 9 manifestants ont été tués⁴⁷. Elle en a d'ailleurs tiré un album, *Charonne – Bou Kadir*, pour lequel elle a obtenu le prix Artémisia en 2013⁴⁸.

Si d'un point de vue international, la date de 1989 correspond à la chute du mur de Berlin annonciatrice de la fin des régimes communistes en Europe orientale, concernant l'histoire de l'immigration maghrébine en France et de ses descendance cette date est aussi révélatrice d'un changement. En effet, c'est au cours de

⁴⁴ Sur le sujet, voir Abdellali Hajjat, *La marche pour l'égalité et contre le racisme*, Paris, Ed. Amsterdam, 2013, 261 p., ainsi que le film de Nabil Ben Yadir, *La marche*, Chi-Fou-Mi Productions / EuropaCorp, France – Belgique, 2013, 120 mn (avec Olivier Gourmet, Djamel Debbouze, Charlotte Le Bon).

⁴⁵ Nous renvoyons vers son site Internet : <http://www.generiques.org/>

⁴⁶ Laurent-Frédéric Bollée – Jeanne Puchol, *Contrecoups. Malik Oussekin*, Paris – Bruxelles, Casterman, coll. Ecritures, 2016, 204 p.

⁴⁷ Sur la répression du métro Charonne, voir Alain Dewerpe, *Charonne 8 février 1962. Anthropologie historique d'un massacre d'Etat*, Paris, Gallimard, coll. Folio Histoire, 2006, 897 p.

⁴⁸ Jeanne Puchol, *Charonne – Bou Kadir. 1961-1962. Une enfance à la fin de la guerre d'Algérie*, Paris, Editions Tirésias, coll. Lieu est mémoire, 2012, 84 p.

cette année qu'éclate en France une affaire médiatique : celle du « tchador »⁴⁹, à propos de trois jeunes collégiennes portant le voile dans un collège de Creil. C'est ainsi que l'on a basculé dans le débat public d'une question sociale de l'immigration à une question religieuse. Cela a conduit à ce qu'en France se construise un « islam imaginaire »⁵⁰, sur lequel l'attention se focalise. Dès lors, ce fait divers médiatique défraye épisodiquement la chronique en France, ne faisant que renforcer une pratique auparavant minoritaire et surtout ne faisant l'objet d'aucun débat public.

Conclusion

L'histoire de l'immigration maghrébine en France montre donc qu'elle est le cœur même de la naissance du mouvement nationaliste ayant conduit aux indépendances, car c'est souvent dans l'exil que le sentiment national se vit le plus fortement. Mais dans le même temps, les immigrés se sont ouverts à une autre culture, de laquelle il se sont imprégnés, faisant leur vie sur le sol métropolitain, y trouvant parfois des épouses. Ce mouvement est encore plus fort au cours des Trente Glorieuses, avec l'arrivée des premières femmes du Maghreb, qui ont contribué à ce que les familles cherchent d'autant plus à s'installer dans la durée. Les femmes, elles-mêmes, se sont progressivement émancipées de la société maghrébine traditionnelle. Mais la guerre d'Algérie a polarisé les tensions et a donné naissance à un racisme anti-maghrébin, au moment même où l'immigration algérienne devenait de plus en plus importante, notamment pour échapper à la guerre qui sévissait là-bas. Ce racisme ne s'est pas tari ensuite, il s'est au contraire renforcé avec la naissance du Front national et avec les difficultés économiques consécutives aux chocs pétroliers des années 1970. Le discours de rejet envers les immigrés a puisé dans ses racines de la guerre d'Algérie et a continué à gangrener le débat jusqu'à aujourd'hui. Cela n'a pas permis une insertion progressive et presque imperceptible des immigrés. Au contraire, les discriminations et le sentiment de discrimination ont *a contrario* poussé certains jeunes des quartiers marginalisés, issus de l'immigration à la deuxième ou à la troisième génération, à se réclamer davantage de leur identité d'origine que de leur identité française, et à eux-mêmes rejouer un discours puisant dans la situation coloniale. La « double absence » des émigrés-immigrés, les conduisant à ne se sentir nulle part chez eux, a contribué à créer chez une partie d'entre eux un « mal d'immigration » qui s'est reporté sur

⁴⁹ Le tchador désigne un voile iranien, chiite, totalement étranger à la population d'origine maghrébine, mais l'utilisation du terme renforce la connotation « intégriste ».

⁵⁰ Thomas Deltombe, *L'islam imaginaire. La construction médiatique de l'islamophobie en France, 1975-2005*, Paris, La Découverte, Cahiers libres, 2005, 382 p.

leur descendance, comme l'a montré le sociologue Abdelmalek Sayad⁵¹. Ce « mal d'immigration » conduit de plus en plus fréquemment, aujourd'hui, à vouloir puiser dans des racines religieuses qui conduisent parfois à des formes de radicalisation alimentées par le contexte international. Guérir de ce « mal d'immigration » demande de reposer les jalons d'une histoire de l'immigration qui permette de montrer la complexité et la richesse des rapports intercommunautaires qui ont existé, afin de sortir d'une lecture mémorielle binaire qui n'est que par trop simplificatrice.

⁵¹ Abdelmalek Sayad, *La double absence. Des illusions de émigrés aux souffrances de l'immigré*, Paris, Le Seuil, coll. Liber, 1999, 437 p.

L'effet de la rente des hydrocarbures sur la manifestation du nationalisme arabe après 1973

NOURREDINE ABDI
(CNRS, Paris)

Introduction

L'affirmation nationaliste arabe résulte toujours d'une reconnaissance quelque en soit le degré d'une identité arabe ou arabité ayant eu pour origine la presqu'île arabe. Dont la réputation fut sa capacité particulière à faire œuvre poétique. Au point où aujourd'hui encore cette œuvre se trouve cultivé sous le nom de poésie anti-islamique ayant fait l'objet de traductions en d'autres langues¹.

Cette arabité s'est répandue essentiellement avec l'usage de cette langue en laquelle ont été intégrées les diverses cultures des populations réunies en un Monde arabe. Populations qui ne peuvent être considérées comme originaires de cette presqu'île consistant pour l'essentiel en un désert. D'où une évolution profonde de cette arabité, au point de finir par présenter quelques légères variantes d'une région à l'autre au sein de ce Monde arabe. Variantes correspondants aux populations antérieures ainsi intégrées avant leur conversion à la religion musulmane. Ce dont résulte un caractère toujours quelque peu virtuel de cette arabité du Monde arabe. Dans l'introduction de sa grande étude intitulée d'ailleurs *Histoire des peuples arabes* et non pas du Monde arabe, achevée aux débuts des années 90, le professeur Albert Hourani n'est pas tout à fait sûr que « l'expérience historique des diverses régions étudiées (ainsi par ses soins) présente assez d'unité pour qu'on puisse les penser et en parler dans le même cadre » c'est-à-dire en considérant le Monde arabe en tant qu'un seul et même pays, au point qu'il le désigne aussi par l'expression « régions arabophones »².

Cependant Hourani inverse l'ordre des choses du moins pour ce qui est du Maghreb en disant « qu'on peut fonder sa cohésion sur le sentiment d'une ascen-

¹ *Musiques sur le fleuve*, Albin Michel, 1995.

² Albert Hourani, *Histoire des peuples arabes*, Editions du Seuil, 1993.

dance réelle ou imaginaire... et la renforcer par l'acceptation d'une même religion ». Or, dans cette région tout au moins, ce fut par la religion d'abord que l'intégration intervint, avant que ne se répande la langue arabe, du fait notamment de la présence d'une certaine élite arabophone au niveau des différents centres de pouvoir, ayant contribué fortement à cette évolution. Tel l'exemple d'Ibn Khaldoun qui a représenté un tel exemple de l'Andalousie à l'Égypte en passant par le Maghreb.

Même lorsque l'affirmation de l'arabité aboutira à un fort degré d'éthnisation sur cette base. Au point de célébrer la quasi unification de tous les pays du Monde arabe, à l'initiative surtout du nationalisme nassérien à partir de 1956, donnant lieu à la manifestation d'un arabisme assez séculier. Une mobilisation qu'illustrera notamment l'important engagement à l'encontre de toute domination étrangère, par l'appui apporté aux luttes pour l'indépendance comme à celle de l'Algérie jusqu'à 1962 et à celle de la Palestine. La lutte pour l'indépendance en Algérie de 1954 à 1962 ayant abouti à une scission entre la communauté des Algériens d'origine et de ceux d'origine européennes telle que le pays aboutira à la suite de son accès à l'indépendance à une importante éthnisation à la suite du départ de la plupart de ces derniers.

Cependant certains particularismes ont subsisté jusqu'à ce jour avec la poursuite de l'usage de langues antérieures comme c'est le cas au Maghreb avec notamment la berbère dont certains courants entendent le restaurer même par l'installation d'une autre autorité. En témoigne l'immense hommage rendu à Ait Ahmed décédé le 23 décembre 2015, à l'occasion de ses obsèques et du 40^{ème} jour de son décès en tant certes qu'un des principaux dirigeants du mouvement national et de la lutte pour l'indépendance, mais aussi que représentant de cette berbérité.

I. Un nationalisme arabe énergético-exportateur

Mais ce qui marqua le plus le Monde arabe dans sa globalité ces dernières décennies, c'est l'impact de son rôle dans la production et l'exportation d'hydrocarbures, au point d'être entré dans une nouvelle phase surtout à la suite du premier choc pétrolier de 1973, par lequel se distingua cette toute nouvelle économie. Un avènement qui compensa l'impuissance en cette année, du Monde Arabe face à Israël et au soutien dont il bénéficiait de l'Occident. Au point où on s'y glorifia à cette occasion notamment en chantant le pétrole. Une nouvelle poésie arabe s'imposa ainsi mais sans commune mesure avec celle de l'Arabie anti-islamique. En Algérie le président Boumediène ira jusqu'à comparer la couleur rouge du pétrole algérien au sang des combattants pour l'indépendance du pays. Il en arrivera même jusqu'à dire par la suite que l'on allait semer le pétrole³. Après le décès du

³ Un mot qui me découragea dans mon effort de former en Algérie en tant que directeur de l'Institut National Agronomique des cadres pour l'agriculture, en acceptant un poste au CNRS à Paris.

président Boumediène qui l'avait destitué, le président Ben Bella ira plus loin considérant qu'il y aurait eu une bénédiction du sol des pays recelant du pétrole. Effectivement la disposition de ressources en hydrocarbures fut considérée ainsi comme une grâce, en tant que don surnaturel, au point de faire partie de l'affirmation identitaire. L'arabité se trouvait ainsi marquée par cette dotation dont la disposition était sublimée y compris avec l'affirmation d'une religiosité au point de dévaloriser le rôle nourricier de la terre et de se demander si ce n'est pas plutôt que de l'olivier et du palmier, ce ne serait pas de ce sous-sol pétrolier que l'on descendrait.

D'où l'engagement en faveur tant de la préservation de cette richesse à l'encontre des pays importateurs, que pour sa mise en valeur auprès d'eux, au point où l'on peut parler d'un nationalisme à part⁴.

Qui plus est cette image se trouvait renvoyé par les pays notamment occidentaux, au Monde arabe considéré en tant que gisement d'hydrocarbures dont le pétrole, dont on enviait ce privilège⁵. Ceci au point de se consoler en disant que si on ne dispose pas de pétrole, on a des idées.

Ainsi, parviendra-t-on dans ces conditions à menacer l'Occident notamment l'Europe par la voix du président Boumediène parlant au nom de ce Monde arabe énergétique-exportateur rentier. Ceci en prononçant un discours mémorable en disposant d'une tribune internationale⁶ sur le Nouvel ordre économique international qui lui paraissait inévitable, jusqu'à mettre en garde le dit « Nord » en fait l'Europe en parlant du « déséquilibre qui, s'il n'était pas résorbé, fera qu'un jour, des millions d'hommes quitteront l'hémisphère Sud pour aller dans l'hémisphère Nord. Et ils n'iront pas là-bas en tant qu'amis. Parce qu'ils iront là-bas pour le conquérir. Et ils le conquerront avec leurs fils. Le ventre de nos femmes nous donnera la victoire ».

Effectivement son discours s'avèrera prémonitoire, étant donné que sous sa direction, l'industrialisation de l'Algérie entreprise de façon bureaucratique sera éphémère. Un revers qui prendra un caractère définitif dans les années 80 avec l'assassinat du président Boudiaf puis la destitution du président Chadli et du premier ministre.

II. La fin de l'unitarisme arabe

Toujours est-il que l'harmonie qui s'était imposée durant les années 60 entre les pays arabes se trouvera affectée par d'abord la différence de dotations entre eux

⁴ Nourredine Abdi, « Du nationalisme arabe au nationalisme pétrolier, l'orientation dirigiste », *La Crise des Empires, Suez-Budapest 1956*, Université de Szeged, Hongrie, 2007.

⁵ Paul Vieille, « Le pétrole comme rapport social », *Pétrole et société, Peuples Méditerranéens*, n°26, janvier-mars 1984, p. 3.

⁶ Session spéciale de l'Assemblée générale de l'ONU.

dans le domaine des hydrocarbures. Ceci au point où le Monde arabe finira par connaître une réduction de sa dynamique unitaire.

D'autant que ceux qui étaient bien pourvus finirent par utiliser cette ressource en tant que base quasi unique de leur économie, en sorte d'enclave énergéto-exportatrice dominante immergeante. Ceci à des fins qui tendront à être essentiellement consommatoires. Et, il y eu à partir de là un engagement de ces régimes ainsi établis en vue de la seule préservation de cet équilibre établi avec les avantages assurés sur divers plans. Ceci avec le besoin actuel tel celui des dirigeants algériens de donner des assurances au delà de la possibilité de parvenir à assurer le maintien des conditions de vie courantes. Ce qui contribue à entretenir un certain état de confiance et même un esprit de suffisance, considérant comme une normalité ce sort particulier qui lui permet de se distinguer du reste de l'humanité dont pour commencer la partie arabe non pourvue, au point de la percevoir comme inférieure puisque non dotée par le destin. Il en est ainsi au point d'avoir tendance à considérer les conditions particulières dans lesquelles l'on vit comme pouvant se perpétuer indéfiniment.

Ceux qui sont moins pourvus ne pouvant supporter l'idée que leurs conditions de vie puissent se dégrader bien davantage, préfèrent s'en remettre d'une certaine façon à la providence pour le futur. Ce qui est significatif c'est qu'en milieu urbain surtout, au niveau même de villes notamment moyennes à partir desquelles devrait en principe se diffuser une certaine modernité au sein du pays profond, on peut constater une involution y compris sur le plan de la perspicacité, en compensant cet état d'incertitude par un certain fatalisme⁷.

Qui plus est dans certains de ces pays énergéto-exportateurs domine un prétorianisme oligarchique porté par la rente⁸, au point d'en résulter une stabilité des régimes de ces pays à un niveau jamais atteint. En fait la puissance dépendra du poids de ce militaire qui prit une dimension sans proportion avec la productivité quasi inexistante du pays. Cependant la suffisance qu'afficheront les régimes de ces pays avec leur prétorianisme donnera l'occasion à des pays occidentaux dont les Etats-Unis secondés par le Royaume Uni puis par la France, d'intervenir militairement. Ce dont résultera leur renversement en Irak puis en Libye à l'avantage de la mouvance salafiste laquelle ne parvenait pas à y jouer quelque rôle jusque-là. Ceci avec la bienveillance d'autres pays arabes dont l'Arabie Saoudite avec la quasi inépuisabilité de ses réserves en hydrocarbures même au-delà du jour où pourrait s'imposer une autre source d'énergie⁹. Au point de faire cavalier seul jusqu'à culti-

⁷ Ayant eu à participer à un colloque organisé dans l'une de ses villes, la séance durant laquelle j'eus à intervenir fut encadré par des militants d'un parti politico-religieux, avec des digressions conséquentes avant que je prenne la parole et après. Excédé, j'en étais arrivé par réaction à tenir quelques propos libertins au cours de mon intervention.

⁸ Nourredine Abdi, « Origine et fondement de la subordination du politique au militaire en Algérie », *Awal*, Paris, Editions de la MSH, n°24 et 26, 2001 et 2002.

⁹ Louis Blin, *Le pétrole du Golfe...* Paris, Editions Maisonneuve et Larose, 1956.

ver une voie particulière et tendre à s'imposer ainsi dans le Monde arabe voire au delà, en renonçant à emprunter la même voie que les autres pays arabes¹⁰.

III. Les limites du nationalisme arabe énergéto-minier

Ceci au Maghreb à travers le cas de la Lybie et surtout de l'Algérie. Déjà l'arabité en impliquant une certaine reconnaissance envers tout le Moyen-Orient considéré comme en étant dans sa totalité son pays d'origine, limite au Maghreb et particulièrement en Algérie une prise en compte dans son expression nationaliste de l'ensemble régional dont elle fait partie. D'où un moindre sens du bien commun du fait d'un attachement à un nationalisme circonstanciel que favorise la disposition de la rente. Le pouvoir continuant à se parer sans cesse d'une référence à la lutte de libération nationale pour sa légitimation en tant que prétorianisme au pouvoir. Ceci à la différence du pays du printemps arabe tunisien où on s'efforce d'intégrer la variable démocratique, en attendant de parvenir à faire montre d'un certain volontarisme productiviste.

A cette situation au niveau intérieur de l'Algérie s'y ajouta du fait de l'usage fait de la rente d'autres conséquences sur le plan de ses relations avec les pays voisins. Ceci avec une appréhension restrictive de sa part voire en les déconstruisant, d'ensembles régionaux dont elle fait partie, à savoir le Maghreb, son versant sahélien, voire même la Méditerranée occidentale. Une fermeture qui s'était manifestée dès la fin des années soixante en grande partie à l'initiative de l'Algérie mais y compris de la Lybie en tant qu'effet du secteur énergéto-exportateur dont ils disposèrent. Ce qui les entraîna à introduire cette triple discorde dont la conséquence fut leur non participation à quelque compétition économique que ce soit à cette triple échelle de même qu'au-delà. D'autant que les sensibilités qui se développèrent successivement autour de la nouvelle manne dans ces deux pays, étaient aussi contraires l'une que l'autre à la reconnaissance et la prise en charge effective de cette triple dimension, en tous cas à la réalisation de nos deux pays dans ces cadres. Ils ne pouvaient plus se distinguer ainsi au niveau international y compris dans le cadre des aires auxquels ils appartiennent, qu'en tant que pays de la rente distincts, quasi purs importateurs et exportateurs de leurs secteurs énergéto-exportateurs.

¹⁰ Nabil Mouline, *Califat. Histoire politique de l'Islam*, Paris, Flammarion, 2016.

a) L'anti-maghrébinisme des États du Maghreb

Bien officiellement l'unification du Maghreb est considérée comme une étape dans celle du Monde arabe et qu'elle a fait l'objet du traité de l'Union du Maghreb arabe (UMA) du 17 février 1989. L'Algérie parvient avec le Maroc à faire un obstacle majeur à sa réalisation notamment de la question du statut de la partie occidentale du Sahara émancipée de l'Etat espagnol, au point où les populations de cette petite région auront bon dos à cet effet.

Depuis, se développèrent peu les relations d'une appartenance commune de ces deux couples, l'algéro-libyen d'un côté et le maroco-tunisien de l'autre. Alors qu'on n'insistera jamais assez sur la gravité de la situation résultant de la fermeture de la frontière algéro-marocaine, à savoir un certain blocage de la croissance économique dans les deux pays, voire les 3 avec la Tunisie. Comme c'est admis, il en résulterait pour eux de leur fermeture l'un à l'autre, une diminution du taux de croissance de l'ordre de 2 points. Il nous faut admettre que ce que j'appelle le mur de la honte est encore plus néfaste pour la région qui en est limitrophe à la fois côté Est et côté Ouest. Ainsi, côté algérien pour Tlemcen et ses environs où en résultent à la fois la réduction et la dénaturation de l'activité réellement productive. Certains prix tendant même à s'établir en fonction de la nouvelle économie que favorise une contrebande frontalière opérant de façon bien plus intense qu'une simple spéculation. Une activité parallèle en plein essor à Tlemcen et dans sa région et même au-delà avec l'expansion des communications routières telle l'ouverture d'une autoroute Est-Ouest dans le Nord de l'Algérie. Ceci au point où l'on pourrait penser que pour Tlemcen et sa région cette réduction de l'activité hors de sa part informelle, pourrait être bien plus forte par rapport au reste du pays. Ce qui permet de soutenir que sa croissance serait quasi nulle. Une situation que j'évoque par ailleurs dans une contribution¹¹.

De même pour le côté Ouest de la frontière où, en plus de certains de ces inconvénients, la région d'Oujda ne parvient pas à bénéficier dans les mêmes conditions, de la croissance que connaît actuellement l'ensemble du Maroc.

D'où ma suggestion d'appeler tout au moins la frontière entre l'Algérie et le Maroc du nom Zoudj-Bghal, les « Deux Mulets » celui d'une localité située à proximité. D'autant que de ce fait, l'union du Maghreb se trouve renvoyée sine die, tout en donnant toujours lieu périodiquement à quelques initiatives sans lendemain.

L'Algérie et la Libye se situent ainsi en fonction de la nature de leur système socio-économique, sur un autre plan vis-à-vis de leurs partenaires marocain et tunisien. Le principal objet d'un rapprochement entre la Libye et la Tunisie se trouve être la question du contrôle des frontières par rapport au terrorisme et à son

¹¹ « Pour une Tlemcen, métropole maghrébo-méditerranéenne ». Ceci dans un ouvrage collectif en cours de publication par l'Association des Amis de Tlemcen de Paris.

approvisionnement en armes. Au point où la petite Tunisie détonera encore longtemps au beau milieu de ses deux grands voisins. L'un de ses chefs d'Etat Moncef Marzouki ira dès le début de son mandat, ce qui est à son honneur, jusqu'à sillonner les capitales maghrébines pour en inciter les dirigeants en vue de la construction de l'Union du Maghreb Arabe (UMA). Ce qui ne réduira en rien la désinvolture de ses voisins immédiats lesquels grisés par la disposition d'une rente importante, entendent se comporter en maîtres exclusifs chez eux plutôt que de consentir quelques partages à commencer par celui de leurs prérogatives.

Et ce malgré aussi des voix telle celle toute aussi puissante et porteuse qu'elle le fut, d'un Moufdi Zakaria s'exprimant en faveur de l'unification du Maghreb. Ce grand chantre militant auteur de l'hymne national algérien, célébrant par ailleurs cet ensemble tout autant que chacun de ses trois territoires centraux. Ce en quoi je le rejoins au point où hors du Maghreb, je me présente comme Maghrébin et ne demande jamais à un Maghrébin de quel pays il est, mais juste de quelle ville, ayant toujours soutenu que ce qu'on appelle aujourd'hui émergence ne peut se réaliser pleinement qu'à l'échelle de tout le Maghreb.

b) Un Sahel toujours perçu en tant que *no man's land*

Ceci sans même le mentionner et en faisant à peine référence à la dimension africaine. Certes, si au lendemain de sa nationalisation et à la suite du premier choc pétrolier de 1973, le secteur énergétique-exportateur entraîna un recul de la part des Etats algérien et libyen vis-à-vis du Maghreb, par contre ils eurent subitement des velléités de déploiement au Sahel. D'où l'interventionnisme algéro-libyen dans la région, uniquement politico-économique de la part de l'Algérie et avec une dimension militaire de celle de la Libye, empiétant ainsi tous deux sur le domaine de la Françafrique.

Aujourd'hui, alors que l'Afrique sub-saharienne connaît une croissance économique parmi les plus fortes, au point de pouvoir être en voie d'émergence, à travers des pays tels la Côte d'Ivoire, le Nigéria, proches du Maghreb dont l'Algérie, dont dépendra ainsi en parti leur avenir. Se trouve admise à nouveau de la part de nos dirigeants l'ancienne bifurcation entre d'un côté un Sahara maghrébin et de l'autre un Sahel sous emprise française, au point où cette région fait peu parti de l'horizon de l'Algérie bien qu'elle y soit le plus accolée géographiquement. Par contre on se disperse dans des gesticulations comme dans le cadre du dit Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) qu'anime l'Algérie notamment avec une Afrique du Sud située aux antipodes du Maghreb.

La Françafrique continuant aujourd'hui à y exercer seule une influence à laquelle correspond même une séparation y compris dans le système de la recherche en France entre le Maghreb et le Sahel. Les laboratoires dont l'objet est cette région maghrébo-sahélienne, disposant de champs comportant les uns uniquement le

Maghreb et les autres le Sahel voire un ensemble dit saharo-sahélien, sans la facilité de déborder sur leurs limites.

Reste que l'évidence de l'intérêt de l'Afrique subsaharienne n'échappe pas au Maroc lequel tend à s'y implanter fortement, à la différence de l'Algérie laquelle bien que bordée sur tout son côté Sud par le Sahel tend à s'y maintenir à distance, y compris depuis le surgissement de la crise malienne.

IV. L'insuffisante régulation à l'échelle de la Méditerranée occidentale

Le plus grave c'est qu'à tendre à réduire toute interaction de l'Algérie avec des pays aussi proches soit-ils, au point d'éviter ainsi l'indispensable compétition sur le plan économique, le pouvoir algérien en arrive à se comporter de la sorte comme à travers le Maghreb et l'ensemble saharo-sahélien, y compris dans le cadre de la Méditerranée occidentale en tant que telle au point où elle a fini par faire parti de l'impensé. Ceci à la différence de la Tunisie voisine dont le Gouvernement fait preuve en ce domaine comme en ce qui concerne la constitution de l'Union du Maghreb Arabe, de la plus grande ouverture. Comme s'était engagé le président Marzouki pour le renforcement du Groupe 5+5 rassemblant l'Arc latin et le Maghreb. En définitive la construction d'une Méditerranée occidentale qui constitue le cadre d'importantes relations et échanges de toutes sortes et dans laquelle les enfants du peuple de la rive Sud s'y noient à trop vouloir rejoindre celle du Nord, n'est pas à l'ordre du jour côté algérien.

L'Algérie ne devant pas de part même la volonté de son président, y « inter-agir », comme le souligne Ihsane El Kadi sur le site « Maghreb émergent ». Un évitement auquel contribuent les dirigeants français toute orientation politique confondue, entendant maintenir à distance leurs anciennes maghrébines.

D'où la faible structuration de la relation entre un Maghreb peu unifié avec le versant Nord de la Méditerranée occidentale, à savoir un Arc latin qui l'est aussi. Ceci côté Sud du fait surtout du Maghreb énergétique et côté Nord à l'initiative surtout de la France. Lesquels tendent conjointement de s'aligner selon un certain géotropisme, au point où, même si en apparence ce n'est pas avec une rhétorique violente, les liens économiques tout autant que les attaches ethnoculturelles entre les deux rives se trouvent en réalité peu pris en considération. C'est comme si d'un commun accord tacite l'un et l'autre tentent d'ignorer cette mer qui les baignent tous deux les réunissant ainsi géographiquement au point où l'on peut l'appeler mer maghrébo-latine en tant que cadre de leurs échanges de toutes sortes, jusqu'à maintenir entre eux des liens d'interdépendance.

Alors que c'est à travers la Méditerranée que l'Algérie et la Libye entretiennent une bonne partie de leurs échanges extérieurs, la quasi totalité de ces derniers l'étant avec l'Occident dont le dit Arc latin notamment l'Espagne, la France, l'Italie,

mis à part avec certains autres pays dont la Turquie et les grands pays d'Asie. La référence à la dimension maritime entre peu en ligne de compte à l'échelle du Maghreb, même dans les élaborations unitaires les plus significatives entre ses cinq pays. Ceci étant donné le poids qu'y exercent l'Algérie et surtout la Libye. Ainsi, déjà du traité de l'Union du Maghreb arabe (UMA) du 17 février 1989, dont les premiers textes n'évoquent que le lien du Maghreb à l'Afrique et non à la Méditerranée occidentale qui le baigne sur toute la longueur de sa côte Nord.

D'où l'absence d'une reconnaissance de la méditerranéité du Maghreb, une des principales dimensions qui caractérisent pourtant cet ensemble, comme d'ailleurs l'Arc latin. Ce retrait à caractère idéologique vis-à-vis de la rive Nord de la Méditerranée en même temps que par rapport à la France, avait été systématisé en Algérie à la suite de l'arrivée au pouvoir du colonel Boumediène en 1965 et en Libye avec celle du colonel Kadhafi en 1969. La sensibilité panarabe s'y renforçant à l'initiative de ces caudillismes algérien et libyen portés par le secteur énergéto-exportateur, surtout à la suite du premier choc pétrolier. Ceci à l'encontre de la prise en considération de la Méditerranée occidentale comme du Maghreb et à une pleine et entière réalisation des pays concernés dans ces deux cadres.

L'Algérie et la Libye disposant de la force de frappe que constitue leur secteur énergéto-exportateur en tant que toutes deux vis-à-vis de l'étranger, à la fois fournisseuses de la production de ce secteur et qu'importatrices importantes grâce aux ressources conséquentes qu'il leur assure. Ce qui leur permettrait de jouer un rôle imposant dans l'ensemble de la région et au delà.

Or, en même temps qu'avec le prétexte de la préservation de leurs intérêts pétroliers et de leur souveraineté nationale, elles s'autorisent à manifester une perplexité vis-à-vis de la politique méditerranéenne de l'Europe occidentale dont celle dite de « voisinage ». Surtout dans la mesure où elle les assimile à des pays en voie de développement dépourvus de la rente et par conséquent tributaires de la division internationale du travail, jusqu'à vouloir exercer sur nos deux pays un contrôle quant à leur respect de certaines règles au niveau de la gouvernance et des droits de l'homme. Ceci en proposant en contrepartie des avantages financiers relativement biens modestes par rapport à l'importance des ressources que leur assure la disposition de la rente.

Conclusion : une contribution limitée en vue d'un réel essor régional

A la base du peu d'empressement des dirigeants algériens et libyens à affronter véritablement cette partie du monde développé toute proche, en l'occurrence l'Arc latin dont la France, comme y compris quelque pays maghrébin susceptible d'une émergence au point de se trouver ainsi en compétition directe avec, il y a aussi la crainte d'avoir à se remettre en question par rapport surtout à la situation extrême

vers laquelle ils entraînent leurs pays, en recourant à toutes sortes d'atermoiements au nom y compris du patriotisme, au point d'en faire des pays immergents faute d'une impulsion productiviste. Alors que l'Algérie tout au moins, est pourtant plus que la Libye, étant donné sa position géostratégique centrale, la plus à même d'impulser un mouvement dans une perspective méditerranéiste. Or, elle tend surtout à s'impliquer dans le seul maintien de l'équilibre régional issu des luttes d'indépendance. Ceci malgré l'exemple donné à son corps défendant par une jeunesse désespérée n'hésitant pas de se jeter à la mer dans l'espoir d'une reviviscence.

Dans les pays arabes énergético-exportateurs on a fini par passer de l'Etat rentier à un Etat de la rente avec la perpétuation de son improductivité. Ainsi, sous différentes formes le nationalisme y tend à un désengagement, la puissance dépendant de la perpétuation d'un militarisme en perte de vitesse et propice à un enfermement.

Quant aux pays arabes non dotés de ressources en hydrocarbures, ils poursuivirent leur fonctionnement de façon habituelle. Certains tel le Maroc remplissant de plus en plus les conditions d'une émergence. Ce qui y donne lieu à la perpétuation d'un arabisme ouvert assez séculier.

On peut considérer que cette différence sur ce plan entre l'Algérie et le Maroc, n'a pas été favorable à leur lien, bien au contraire.

Qui plus est, dans la grande campagne à laquelle ont donné lieu en France au cours du mois de novembre 2016 les élections présidentielles, on a presque pas évoqué la Méditerranée occidentale avec ses pays riverains si proches tant de la rive Sud que de celle du Nord, ni ceux du Sahel. Les relations d'échanges de toutes sortes qui existent dans ce cadre et de celles qu'il convient de promouvoir ont été peu prises en considération. Seules les relations avec quelques grandes puissances l'ont été. Au point d'y voir à une sorte d'abdication en faveur d'autres pays plus ou moins proches de cette région.

D'où une stabilité relative et un faible essor à venir de cet ensemble Méditerranée occidentale-Maghreb-Sahel.

La conception de la nation arabe dans deux documents du Parti Baas syrien

PETER ÁKOS FERWAGNER
(Université de Szeged)

Pendant la Guerre froide, le Parti Baas fut l'une des plus importantes forces politiques dans les pays arabes modernisant et républicains. Non seulement à cause de son avènement au pouvoir en Syrie et en Irak aux années 1960, mais aussi par sa conception consommée et mure de la nation arabe formulée à la fin des années 1940. Il semble que cette conception ne s'est pas modifiée beaucoup lors des décennies suivantes qui peut être démontré par deux documents non négligeables. Le premier c'est la Constitution du Parti de la résurrection arabe et socialiste adoptée en 1947 par le premier congrès du Baas. Le deuxième c'est le « système intérieur » du parti adopté après les amendements du 13^{ème} congrès de la Direction nationale du parti en 1980. Tous les deux documents affirment des principes de base et posent des fondements théoriques mais le deuxième s'occupe avant tout des question d'organisation et de structure intérieure. A cette époque-là, justement en 1980, un auteur hongrois pouvait écrire sur le parti que son influence s'étendait à tout le monde arabe et il était le seul groupement politique arabe ayant une « idéologie globale »¹. Certainement il n'a pas connu encore les forces islamistes...

La naissance du Parti Baas

Après l'indépendance de 1946 de la Syrie, la vie politique fut très compliquée et surtout très agitée dans ce pays du Proche-Orient : les régimes politiques ne se sont succédés que pour être renversés les uns après les autres. Et pourtant dans ce bouleversement perplexe le parti Baas, quelquefois dans l'ombre, représentait une constante réelle. Fondé par un chrétien grec-orthodoxe (Michel Aflak) et un sunnite (Salah Bitar), ce mouvement s'est proclamé parti de masse dès le début. Le Baas

¹ Imre Keresztes Nagy, « Az Arab Újjászületés Szocialista Pártja » [Le Parti socialiste de la résurrection arabe], in Antal Steinbach - Livia Kopácsy (dir.), *Politikai pártok és mozgalmak a fejlődő országokban* [Partis politiques et mouvements dans les pays en voie de développement], Budapest, Tudományos Szocializmus Információs és Továbbképzési Intézet, 1980, pp. 199-224.

(« renaissance », « résurrection ») était à la fois socialiste et nationaliste arabe, mais aussi laïc et attaché à l'islam. Le père spirituel de cette tendance fut Zaki Arsouzi, un Alaouite né dans une famille de classe moyenne à Lattaquieh et vécu à Alexandrette qui, après des études à la Sorbonne, est devenu un ardeur nationaliste arabe. C'était lui qui a fondé le minuscule parti Baas arabe en 1940 comme moyen de la lutte pour la souveraineté et l'indépendance des Arabes. Comme Xavier Baron dit, « Arsouzi lance alors des idées essentielles qui seront reprises et développées plus tard par la Baas : les Arabes forment une nation avec ses valeurs et sa culture propres ; la renaissance de la nation arabe est possible en accordant une grande attention à la langue arabe autour de laquelle s'est façonné le génie arabe »². Plus tard, relegué à l'arrière-plan et blessé dans son amour-propre, Arsouzi aurait déclaré au sujet du fondateur du Baas : « Aflak a volé mes idées et les a développées avec médiocrité »³.

Dès 1942, un autre groupuscule nationaliste a surgi au Damas, le Mouvement de la réanimation arabe rebaptisé en 1943 au Parti de la résurrection arabe (Baas). Les animateurs étaient Aflak et Bitar qui, eux aussi, font leurs études à Paris au début des années 1930. Selon Louise Plun « baignant dans un cadre intellectuel stimulant, les deux étudiants s'intéressent aux nouvelles idées de penseurs tels que Georges Sorel, Nietzsche, Bergson, et leur éducation les rend également perméables aux idées marxistes⁴ ». Du point de vue politique, cette époque parisienne fut véritablement déterminante :

« C'est à Paris que nous avons pleinement pris conscience de notre arabisme. Nous étions en contact permanent avec d'autres étudiants arabes, en particulier d'Afrique du Nord. Cela nous a naturellement conduit à discuter des luttes de libération nationale, mais aussi de la liberté et du socialisme.⁵ »

Les fondateurs du Baas étaient des fidèles actifs des idées socialistes, mais dans leur pensée l'arabisme devançait toujours le socialisme puisque le socialisme ne pouvait être qu'un moyen à acquérir les buts nationalistes les plus importants des peuples arabes : l'unité et la souveraineté. De la priorité de l'unité Aflak écrivit en 1943 :

² Xavier Baron, *Aux origines du drame syrien 1918-2013*, Paris, Tallandier, 2013, pp. 111-112.

³ Jean-Pierre Viennot, « Le parti Baas et la tentation du pouvoir en Syrie et en Irak », *Le Monde diplomatique*, novembre 1975, p. 20.

⁴ Louise Plun, « Michel Aflak et Salah al-Bitar : idéologues et fondateurs du Parti Ba'ath », *Les clés du Moyen-Orient*, le 16 février 2015. <http://www.lescledumoyenorient.com/Michel-Aflak-et-Salah-al-Bitar.html>, consulté le 22 septembre 2016.

⁵ Salaheddin Bitar, « The Rise and Decline of the Baath », *Middle East International*, juin 1971. Cité par Baron, *Aux origines du drame syrien... op. cit.*, p. 112.

« Chacun des objectifs du Ba'th, tels que nous les avons résumés dans « Liberté, Socialisme et Unité », sont fondamentalement d'une importance égale. Ils ne sauraient être isolés et l'exécution d'aucun entre eux ne devrait être différée. Mais un autre aspect de la question s'impose d'évidence : l'unité constitue en elle-même une priorité⁶. »

Selon eux les problèmes de la Syrie viennent non seulement du système mandataire et de la colonisation française, mais aussi du retard de la société syrienne. Ils étaient plus vigoureux que l'intellectuel Arsouzi et, pendant la Seconde Guerre mondiale, ils ont préparé l'action ouverte de leur mouvement. Après le départ des Français, en 1946, le journal du parti intitulé *al-Baas*, dont le directeur politique est Aflaq, pouvait faire son apparition et l'année suivante on a tenu le premier congrès du mouvement à Damas en présence de 250 délégués. Dans son discours inaugural Aflak définit ainsi les trois facteurs motivant la naissance du Baas :

« 1 – Nous étions convaincus que la Nation avait besoin d'un bouleversement.

2 – Nous avons senti que le moment était venu de déclencher ce bouleversement, cette transformation.

3 – Nous étions convaincus que la nouvelle génération serait l'instrument du bouleversement⁷. »

C'est ici qu'on a adopté la Constitution du Baas et sa structure à deux niveaux comportant un commandement « national » (pour l'ensemble de la nation arabe), et des commandements régionaux correspondant à chacun des pays arabes où le Baas s'implanterait avec plus ou moins de succès (Syrie, Irak, Transjordanie, Liban, Arabie saoudite, Yémen). D'après le communiqué paru dans le journal *al-Baas*, « les Congrèssistes discutèrent des différents articles de cette Constitution, de manière scientifique et dans une atmosphère enthousiaste. Durant les dernières séances, les Congrèssistes établirent définitivement la Constitution du Parti et l'adoptèrent⁸. »

⁶ Michel Aflak, « La nature révolutionnaire de l'unité arabe », cité par « L'unité » Michel Aflaq / Stéphane Parédé. <http://lanationarabe.over-blog.com/article-l-unite-michel-aflaq-stephane-parede-107746644.html>, consulté le 22 septembre 2016.

⁷ « Discours inaugural de Michel Aflak », cité par Kassim Sallam, *Le Ba'th et la Patrie Arabe*, Paris, Éditions du Monde Arabe, 1982, p. 340. L'auteur est né en 1942 au Yémen, en 1970 il est devenu le membre du Commandement national du parti en Irak.

⁸ « Communiqué des résolutions du premier Congrès du Ba'th arabe ». *Ibid.*, p 344.

La Constitution

Ce document fondamental contient trois grands « principes », des « principes généraux » rangés en 13 articles et le programme de la politique intérieure, extérieure, économique et sociale du parti⁹. Dans la vision des chefs exprimée aux années 1970, la Constitution, avec ses « mots précis et expressifs », reflète « les ambitions des masses arabes et leurs espoirs d'établir un État unifié arabe et socialiste ». Elle constitue une « munition intellectuelle qui est enrichie par la pratique révolutionnaire et par la lutte constante des masses » pour l'unité, la liberté et le socialisme de la nation arabe¹⁰.

Le « premier principe » affirme *expressis verbis* l'unité de la nation arabe : « Les Arabes forment une seule nation ». Par conséquent, le pays des Arabes « forment une unité politique et économique indivisible ». La deuxième conséquence c'est l'unité culturelle des Arabes, car les différences existantes entre eux sont négligeables. Troisièmement, « la patrie arabe appartient aux Arabes », c'est-à-dire ils ont le droit de disposer de leurs affaires.

Le « deuxième principe » développe la thèse de la personnalité de la nation arabe. Ainsi, les Arabes ont des qualités particulières, ils sont dynamiques, ils possèdent un esprit d'invention, ils sont capables à se renouveler et à renaître. Pour le développement de ces capacités il est indispensable la liberté individuelle, donc « la liberté de parole, de réunion, de croyance est sacrée ». Il est important également qu'on donne des chances égales aux citoyens.

Selon le « troisième principe », la mission de la nation arabe est à « renouveler les valeurs humains » et à « augmenter la cohésion et la coopération entre les nations ». C'est pourquoi la colonisation constitue un acte criminel contre laquelle les arabes doivent lutter par tous les moyens, en collaborant simultanément avec les autres peuples « dans le but de fonder des régimes justes ».

Les 13 articles des « principes généraux » sont le résumé du nationalisme arabe de l'époque. Ainsi le Parti Baas est un « parti arabe globale » et « national » dont le siège se trouve à Damas (article 1, 2). Le nationalisme est une « vérité vivante et éternelle » et l'idée nationale « consiste en la volonté du peuple arabe de se libérer, de s'unifier ». Le socialisme est important au fur et à mesure qu'il est un système « idéal » permettant aux Arabes de « réaliser leurs possibilités et d'épanouir leur

⁹ Pour consulter la version française : *Constitution du Parti Baas arabe socialiste approuvée par le premier congrès du parti en 1947*.

<http://europeunitairedemocratesocialiste.over-blog.com/article-constitution-du-72334464.html>, transféré le 26 septembre 2016.

¹⁰ The Ba'ath Arab Socialist Party, National Leadership, *The Constitution of the Ba'ath Arab Socialist Party Approved by the First Congress of the Party in 1947. The Internal System After the Amendments Approved in the 13th Congress of the National Leadership of the Party in 1980*, Damascus, 1982, p. 5.

génie » (article 4). Le parti proclame l'idée de la souveraineté populaire, conséquemment il s'appuie sur le peuple dans son action (article 5). Le Baas croit que ses objectifs (la renaissance arabe et l'établissement du socialisme) ne peuvent être réalisés que par la révolution, donc il lutte contre la colonisation et la corruption et pour la réunion de « tous les Arabes en un seul État indépendant » (article 6). Cet État, la « Patrie Arabe » s'étend entre les montagnes du Taurus, le Golf, l'océan Indien, le Sahara, l'Atlantique et la Méditerranée¹¹, il va sans dire que sa langue officielle est l'arabe et son drapeau est celui de la Révolution arabe de 1916 (article 7, 8, 9). L'Arabe est celui qui « utilise essentiellement » la langue arabe et qui a « le sentiment d'appartenir à la Nation arabe » (article 10). Il est remarquable que les femmes jouissent tous les droits du citoyen et qu'il faut garantir l'égalité des chances dans tous les domaines de l'enseignement et de l'économie (article 12, 13).

Le programme intérieur du Baas parle d'un régime parlementaire constitutionnel et décentralisé, de l'égalité devant la loi, de l'expression libre de la volonté, d'une autorité judiciaire indépendante. La politique extérieure s'inspirant de l'intérêt national arabe vise à réaliser un monde libre et sûr, dégagé du colonialisme. Pourquoi faut-il se dégager du colonialisme ? Parce que dans la conception théorique du Parti Baas, le colonialisme européen fut de tous les conquérants antérieurs (p. ex. les Mongols, les Ottomans) le plus dangeureux, car il parvint à créer à l'intérieur de la Patrie Arabe des entités politiques différentes et antagonistes qui constituaient une négation de l'idée même de nation. Selon les théoriciens nationalistes panarabes le colonialisme voulait établir au début du 20^e siècle dans la région arabe une situation chaotique et fragmentée pour mieux contrôler les peuples arabes. Mais en dépit de cela,

« le sentiment national arabe ne faiblit jamais. Bien mieux, il se manifesta souvent de manière éclatante, avec succès, à travers des luttes menées contre l'exploitation et la servitude. Le peuple exprimait ainsi son espoir dans l'unité, son sentiment que l'unité arabe devait prendre corps. Le désir populaire de l'unité n'était pas passager. En fait, il trouve son origine profonde dans des facteurs réels d'unification¹². »

Concernant l'économie, le parti considère que la répartition des fortunes est « injuste » ce qui est à changer. L'exploitation de l'autre est interdit, la propriété collective (étatique) est souhaitable notamment quant aux grandes ressources natu-

¹¹ Dès 1934, un groupe syro-libanais composé de nationalistes arabes (parmi eux Aflaq et Bitar) a défini déjà les limites géographiques et physiques dans lesquelles la nation arabe est censée prospérer. La Constitution reprend ces mêmes délimitations. Plun, « Michel Aflaq et Salah al-Bitar... », *op. cit.*

¹² Ces facteurs sont l'origine (*al-asl*), l'unité de la langue, l'histoire, la Patrie et la terre, la religion, les coutumes et l'héritage culturel, la lutte commune et l'unité de destin. Sallam, *Le Ba'th et la Patrie Arabe*, *op. cit.*, p. 50.

relles et aux grands moyens de production. L'étendue de la propriété foncière est déterminée par la capacité du propriétaire. Les ouvriers doivent participer à la gestion de leur usine dont les bénéfices sont à distribuer entre eux selon un quota fixé par l'État. L'usure est interdite. Le système bancaire est tout à fait simplifié : il n'existe qu'une seule banque gouvernementale qui émet la monnaie officielle. Le commerce est soumis au contrôle total de l'État et l'industrialisation des pays arabes suivent leurs possibilités.

La politique sociale contient le « devoir national » du mariage, la protection de la famille qui est « la cellule fondamentale de la Nation », la défense des enfants en tant que « dépôt » de la nation, la tâche de l'État à financer la santé publique et l'assistance médicale. Néanmoins, le travail est « obligatoire » et l'État doit assurer un travail à chaque citoyen, en même temps encourage l'établissement des syndicats indépendants défendant les droits des travailleurs. Le Baas s'efforce à créer une culture commune et nationale à la patrie arabe qui est « libre, progressiste, universelle, profonde et humaniste ». L'État garantit les libertés humaines (d'opinion, de penser, du culte, d'expression). « Le travail intellectuel est le plus sacré de tous les genres de travail et il est du devoir de l'État de protéger les intellectuels et les savants, et de les encourager » (section 3, article 41). Il faut éliminer toutes les différenciation de classe pour que les citoyens vivent sous un régime social juste.

La politique éducative vise à créer une « nouvelle génération arabe » qui croie dans l'unité de sa nation et l'éternité de sa mission. C'est pourquoi l'enseignement n'incombe qu'à l'État. Cet enseignement est gratuit dans toutes ses étapes et « obligatoire dans ses étapes primaires et secondaires ».

En somme, la doctrine du Baas repose sur deux piliers : la constitution d'une nation arabe unifiée du Maroc à l'Irak, et la construction d'un socialisme anti-marxiste fondé sur l'individu. L'unité arabe est au centre de la doctrine et prime sur tout autre objectif. Selon Aflak, les peuples arabes forment une seule nation aspirant à constituer un État et à jouer un rôle spécial dans le monde. De sensibilité laïque, il admet cependant le rôle que l'islam a joué dans l'arabisme. Le Baas se prononce, du moins dans les années 50, en faveur d'une démocratie pluraliste et d'élections libres.

Les amendements approuvés en 1980

L'autre document né en 1980, dans des circonstances tout à fait différentes, sauvegarde les principes fondamentaux, mais porte l'accent sur d'autres points. Le Baas est toujours un parti national qui prêche l'unité des Arabes et croit que le nationalisme est une réalité vivante et immortelle s'opposant au colonialisme, à l'impérialisme, au sionisme (un élément nouvel vis-à-vis à la Constitution qui ne

dit rien du problème de Palestine) et à la réaction¹³. Le socialisme est encore le système le plus idéal qui permet au peuple arabe de matérialiser son potentiel et garantit le développement constant de la nation arabe. Le parti reste un parti révolutionnaire parce que la révolution est la route unique à réaliser les grands objectifs nationaux dans l'unité arabe.

Néanmoins, l'accent se pose maintenant sur les questions d'organisation du mouvement, car c'est une condition nécessaire pour la lutte continue. Ainsi, la structure organisationnelle du Baas repose sur trois bases : la construction nationale globale, l'affiliation aux classes populaires et aux groupes des masses laborieuses, la démocratie centrale. Il est à noter que ces principes ont été discutés aux réunions antérieures par exemple au sixième congrès du Parti tenu en octobre 1963 au Damas¹⁴ où l'influence des responsables irakiens de l'aile gauche devait être si importante, et au dixième congrès tenu en mars 1970 à Bagdad¹⁵.

La construction nationale signifie le fait fondamental de l'existence nationale du parti qui émane de sa théorie militante intégrale, c'est-à-dire de la confession de l'unité arabe. Par conséquent, toutes les activités régionales ou isolationnistes sont étrangères de l'esprit révolutionnaire de l'organisation qui, dans le cas contraire, perdrait tout son révolutionnarisme. Étant donné que le parti est une organisation nationale, il élimine les vestiges régionaux et territoriaux accumulés dans les Arabes comme la conséquence de la longue histoire de la patrie arabe¹⁶. Cela veut dire aussi que le Baas ne s'occupe de la politique régionale que dans la perspective de le suprême intérêt national arabe, c'est pourquoi sa structure organisationnelle est nationale et globale qui englobe tous les travailleurs arabes.

Le document affirme que la structure sociale du parti avait une influence effective et importante sur la formation de son organisation révolutionnaire. Le Baas s'engage aux intérêts les plus larges des masses arabes, et « délimite l'identité de la lutte entre les classes populaires et les classes exploiteuses, réactionnaires, bourgeoises et féodales ». Il faut que ce facteur se représente impérativement dans sa construction organisationnelle, car le parti est considéré comme révolutionnaire qui embrasse les ouvriers, les paysans, les artisans, les étudiants, les intellectuels militaires et révolutionnaires.

Le principe de la démocratie centrale vient de deux conceptions fondamentales, de la liberté et du révolutionnarisme. Selon le document la démocratie garantit la liberté des membres du parti et permet à eux l'exercice du droit de discuter et d'exprimer leurs opinions, de faire des propositions et de critiquer les dirigeants. En ce

¹³ The Ba'ath Arab Socialist Party, National Leadership, *The Constitution of the Ba'ath Arab Socialist Party... op. cit.*, pp 29-30.

¹⁴ « Le sixième congrès du Parti Ba'ath arabe socialiste ». Sallam, *Le Ba'ath et la Patrie Arabe*, op. cit., pp. 369-385.

¹⁵ « Déclaration politique du dixième congrès national ». *Ibid.*, pp. 415-429.

¹⁶ The Ba'ath Arab Socialist Party, National Leadership, *The Constitution of the Ba'ath Arab Socialist Party... op. cit.*, p. 32.

qui concerne le centralisme, il est exigé par l'unité nationale organisationnelle et intellectuelle du parti. Par le renforcement de l'autorité centrale du mouvement, la construction du parti devient plus faible, l'exécution de la stratégie et des résolutions est plus effective. À ce point-là, la chose la plus importante c'est l'harmonie et l'équilibre entre les deux conceptions de la démocratie et de la centralisation de manière à ce que l'une ne domine pas l'autre. Que le centralisme ne se transforme en oppression qui supprime la liberté d'expression et de discussion et que, en même temps, la démocratie ne tourne en chaos et en anarchie théorique aux dépens de l'unité du parti et du prestige de sa direction élue.

Sur cette conception Aflaq avait déjà dit aux années 1940 :

« Pour que le Parti soit à même d'assumer le pouvoir, il faut tout d'abord qu'il soit maître de lui-même et qu'il connaisse sa voie. Il faut ensuite qu'il forme un tout cohérent et transparent, autrement dit, qu'il ait une direction unique, un seul objectif et une même logique, et que les rapports entre la base et le commandement reflètent une totale et profonde harmonie. Il faut enfin, que la base soit au courant de l'action des dirigeants dans tous ses détails, y compris dans ses motivations et ses justifications, et que les dirigeants connaissent la volonté et l'opinion de la base, qui doit être influente, efficace et soutenue par le militantisme.¹⁷ »

Afin d'assurer l'observation de la démocratie centrale, on a fixé sept bases d'organisation : la participation des membres aux élections des corps directeurs du parti ; l'élection de la direction se fait de la base ; la responsabilité de la direction devant les assises du parti ; dans toutes les réunions, la majorité des opinions forme la base de la décision, et tous les membres doivent adopter cette opinion et la défendre en dehors de l'organisation ; la majorité respecte l'opinion de la minorité, c'est-à-dire on ne peut attaquer personne à cause de son opinion ; engagement envers les décisions du parti, les autorités inférieures doivent obéir aux décisions des autorités supérieures ; la possibilité de la critique et de l'autocritique¹⁸.

Puis le document détaille en 11 chapitres et en 92 articles le règlement de fonction intérieur du parti Baas.

¹⁷ Michel Aflaq, « Le parti révolutionnaire, reflet de l'avenir de la nation », cité par Clément Steuer, *Sayyid Qutb et Michel 'Aflaq : Deux idéologues rivaux de la révolte arabe*. Thèse de DEA, Université de Lyon 2, 2003, p. 204.

¹⁸ The Ba'ath Arab Socialist Party, National Leadership, *The Constitution of the Ba'ath Arab Socialist Party... op. cit.*, pp. 37-38.

Conclusion

Il s'agit de deux documents fondamentaux, en même temps différents. Le premier vise à jeter les bases des principes théoriques, finalement l'idéologie politique du parti qui, en gros, restent constants pendant notre époque. Néanmoins, de temps en temps certains événements ont modifié légèrement ces principes. Par exemple en 1966, les notions modérées contenues dans la Constitution de 1947 étaient balayées par les dirigeants de l'aile dure du parti arrivée au pouvoir après un coup d'État militaire et remplacées par des éléments plus radicaux. Au milieu des années 1960, après l'arrivée au pouvoir en Syrie et en Irak, le Parti pouvait prouver sa capacité de s'intégrer à la lutte des masses arabes et notamment de conduire cette lutte avec succès. En ce qui concerne l'idéologie il est à remarquer qu'en 1970, le dixième congrès a déjà distingué « la stratégie historique à long terme du parti, qui est la construction de la société arabe socialiste et démocratique unifiée c'est-à-dire la réalisation des objectifs d'unité, de liberté et de socialisme, et les stratégies propres aux étapes historiques »¹⁹.

Le deuxième document vise plutôt à transplanter ces principes de base à la structure organisationnelle du parti, il essaie de traduire les grandes idées comme « unité », « liberté », « socialisme » aux dispositions structurelles. Cette transplantation, cette conversion de l'idéologie au simple règlement organisationnel reflète peut-être l'époque : en 1970, le « mouvement d'aménagement » de Hafez Assad qui marque un tournant dans l'histoire de la Syrie, coupe la période politiquement très troublée et stabilise la vie publique. C'est le pragmatisme du président de la République qui domine les décennies après 1970 ce qui correspond parfaitement à l'éloignement des idéologies.

¹⁹ « Déclaration politique du dixième congrès national », *op. cit.*, p. 417.

La construction de l'identité nationale par le livre scolaire : le cas de la Transylvanie au temps de l'Empire austro-hongrois (1867-1918)

JEREMY FLOUTIER
(Université de Szeged)

Le 19^e siècle est traditionnellement considéré en Europe comme le siècle du « réveil des nationalités ». L'Europe de ce siècle des nationalités voit émerger l'État-nation en tant qu'idéal étatique sur le modèle français d'un État national et centralisé. Dans cette mesure, il apparaît comme vital pour de nombreux États européens de doter l'ensemble de la population d'une conscience patriotique, passant notamment par une maîtrise de la langue nationale. Dans le même temps – et en continuité du 18^e siècle – la langue vernaculaire s'impose et incarne pour chaque groupe le fer de lance de l'identité, dans le cas d'étude le hongrois devenant par exemple la langue officielle de l'État en 1844, en remplacement du latin. Le cas de la Transylvanie est en ce sens particulièrement intéressant puisqu'il repose sur un équilibre fragile sans frontières ethniques précises et où les profondes fractures socio-économiques cristallisent les tensions entre les différentes communautés socio-économiques. La langue maternelle devient donc centrale dans la vision de l'autre puisque c'est elle qui marque les frontières d'une communauté, avec une construction idéologique qui s'opère autour de la langue comme va en témoigner l'analyse des livres scolaires de la période. Notons toutefois qu'une compréhension en profondeur de la situation transylvaine ne peut exister qu'en portant un regard dénué de considérations nationalistes alors que la problématique transylvaine ternit les relations hungaro-roumaines depuis plus d'un siècle¹. Tandis que les courants historiographiques des deux pays matérialisent cette profonde antinomie.

La Transylvanie est un espace géographique de la Roumanie du 21^e siècle, étant bordé au Sud et à l'Est par la chaîne des Carpates. Il est important de mentionner que la perception contemporaine des frontières transylvaines, est tout autre qu'au

¹ Gilles Olivier, « L'histoire de la Transylvanie : le différend historiographique hungaro-roumain », *Revue belge de philologie et d'histoire*, tome 75, fasc.2, 1997, pp. 457-485.

temps de l'Empire austro-hongrois. Puisque la délimitation actuelle se base sur la frontière occidentale du pays avec la Hongrie, incluant ainsi le Partium et le Banat, ne faisant pas partis de la Transylvanie historique et intégrés à la Roumanie après la signature du traité de Trianon le 4 juin 1920. Celle-ci se limitant donc au plateau transylvain, bordé au Nord et à l'Ouest par la grande plaine hongroise et du Sud à l'Est par la chaîne des Carpates. L'approche historique est également à prendre en considération, puisqu'elle possède une tradition d'autonomie politique vis-à-vis de la Hongrie depuis le Moyen Âge. Alors qu'au cours de la période dualiste, l'idéal d'un État centralisé vient pleinement intégrer la Transylvanie à la Hongrie dans le cadre de la Double-monarchie.

Le Compromis hongrois de 1867 est la conséquence de la concentration des intérêts Habsbourg sur l'Europe danubienne après la perte des possessions dans la péninsule italienne et dans l'espace germanique, au profit de la formation d'États-nation, ou d'embryon d'un État national dans le cas de l'espace germanique. C'est dans cette mesure que naît cette original Compromis, entre une élite hongroise soucieuse de retrouver la grandeur passée de la nation et une élite autrichienne souhaitant conserver son influence sur l'espace danubien, dernier sanctuaire de la Maison Habsbourg. Ce demi-siècle est un véritable âge d'or culturel et économique pour la Hongrie, profitant notamment d'un taux de croissance se situant entre l'Italie et l'Espagne² et se rapprochant au plus près de l'Europe de l'Ouest.

Cette réussite économique prend forme dans un État fondamentalement pluri-ethnique, avec environ 50 % de la population se déclarant comme hongroise³. Dans le cas de la Transylvanie, il s'agit d'un espace abritant plusieurs communautés depuis le Moyen Âge. Au cours de la période d'étude le groupe linguistique le plus important numériquement est celui des Roumains, puisque selon le recensement hongrois de 1910 un million quatre cent soixante quatre personnes se déclarent roumaines, soit 55 % de la population. Les Hongrois composent quant à eux 31 % des Transylvains, avec neuf cent mille personnes. Enfin, la troisième grande communauté de Transylvanie est celle des Saxons, avec deux cent trente et un mille personnes, soit 8,7 %⁴. Le reste de la population étant composée de diverses communautés assez restreintes comme les Arméniens ou les Slovaques.

L'étude de la vision hongroise de la Transylvanie et de ses habitants, tant dans une perspective historique que géographique, dans un contexte où le fait national est exalté se révèle être hautement caractéristique du contexte de ce 19^e siècle en

² En ce qui concerne les performances économiques de la Hongrie dualiste, voir : Charles Kecskeméti, *La Hongrie des Habsbourg*, tome II, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2011.

³ Un peu moins dans la première partie de la Double-monarchie, un peu plus dans la seconde. Se référer au recensement de 1910, notamment disponible en langue française : Office central de la statistique du Royaume de Hongrie, « Recensement général de la population des Pays de la Sainte Couronne hongroise en 1910 », in *Publications statistiques hongroises*, Vol. 42, Budapest, Atheneum, 1913. pp. 17-18.

⁴ Béla Köpeczi (dir.), *Histoire de la Transylvanie*, Budapest, Akadémiai Kiadó, 1992. p. 533.

Europe centrale. En effet, un manuel retrace la volonté officielle de transmettre l'histoire, ce dernier étant une interface directe entre l'État et la jeunesse, qui forme le si important futur de la nation. Outre cette vision historique, la description géographique du territoire national représente le rapport sentimental entre un État et son territoire. De plus, les manuels scolaires destinés à des écoliers du primaire ou du secondaire inférieur sont riches en enseignement à tirer dans la mesure où du fait du jeune public auquel se destinent ces ouvrages, ceux-ci se doivent d'être succincts et résumés. Ainsi, les événements qui sont plus ou moins développés, voire négligés révèlent le point de vue d'un régime donné sur l'histoire et sur ses orientations.

Dans le même temps, avant la publication et la distribution les manuels scolaires sont bien évidemment vérifiés par les autorités compétentes, à savoir le ministère de l'éducation en considération de la compatibilité avec les programmes scolaires officiels. Ces mêmes programmes scolaires stipulent clairement l'utilisation des manuels scolaires et fournissent des listes de manuels conseillés⁵. Ces ouvrages sont similaires pour tous les élèves du royaume. Cependant en raison de la grande hétérogénéité du système scolaire et de la relative longue échelle de temps de cinquante et une années de la Double-monarchie, il existe un grand nombre de livre scolaire. Pour cette analyse, le corpus utilisé est constitué de treize manuels d'Histoire, onze de Géographie, huit livres de lecture, trois d'apprentissage de la langue hongroise et d'un programme scolaire. En ce qui concerne les auteurs, ceux sont pour les manuels de géographie comme d'histoire des spécialistes. Certains de ces auteurs sont particulièrement reconnus à leur époque comme Mór Jókai (1825-1904), grand romancier et homme politique hongrois, Henrik Marczali (1856-1940), un historien de renom de la fin de la Monarchie ou encore Sándor Márki (1853-1925), professeur universitaire à Kolozsvár/Cluj⁶. Pour les livres de lecture, les auteurs sont très souvent des professeurs du secondaire. Ces manuels sont particulièrement intéressants car si leur destination, n'est originellement pas celle d'un enseignement historique et géographique, leur analyse permet de mettre en lumière toute la centralité de ces questions puisque la majorité des récits traitent de légendes hongroises, de récits populaires et de contes avec les grands personnages historiques nationaux.

Dans une perspective d'analyse des livres scolaires, il convient de clarifier et de définir le système scolaire de la Hongrie dualiste. Avec la création du système dualiste, l'école devient obligatoire de six à quinze pour les garçons comme pour les filles. L'instruction est très majoritairement dispensée à l'école primaire, le secondaire restant le fait que d'une très faible minorité. Ainsi, la recherche se limite à

⁵ József Eötvös, *Tanterv a népiskolák számára* [Programme à destination des écoles primaires], Buda, Magyar Kir. Egyetem, 1869, pp. 52-53.

⁶ Dans un objectif d'identification simplifiée des lieux évoquées dans cette étude, la toponymie est fournie en hongrois puis en roumain.

l'examen des livres destinés à l'école élémentaire et aux deux premières classes de l'école secondaire, soit de six à douze ans. L'école primaire comprend six classes, de six à douze ans dans ce qui est appelée l'école générale (általános iskola, népiskola). Si l'établissement est public – et malgré la loi relative aux nationalités de 1868 – l'enseignement est en pratique en hongrois, les écoles détenues par les Églises donnent ainsi la possibilité aux nationalités d'étudier dans leur langue maternelle. Durant la période étudiée, elles ont un poids certains, en 1869 ce sont 95,4 % des écoles primaires hongroises, par la suite il y a un accroissement des écoles publiques (financées par l'État), mais ces dernières ne représentent toujours que 20 % du total du parc scolaire en 1913⁷. Tandis qu'au travers du processus de magyarisation, la transformation du statut des écoles confessionnelles vers des écoles publiques permet un changement de la langue d'étude⁸. Il est à noter que la Transylvanie se distingue par une part bien plus importante d'établissement confessionnel, en comparaison du reste de la Hongrie. Ceci étant très certainement la conséquence de la grande diversité confessionnelle de la Transylvanie et de l'ancrage des traditions, où le poids des Églises est encore considérable sur les masses paysannes et plus fort que dans le reste du royaume.

Toutefois ce système scolaire ne touche pas l'ensemble de la population, notamment en Transylvanie, région parmi les plus pauvres du royaume et les plus en retard dans le processus de généralisation de la scolarisation. Si avant 1867 l'instruction primaire n'est le fait que d'une minorité, la Double-monarchie marque un temps où le pays fait son entrée dans la modernité et se rapproche le plus de l'Europe de l'Ouest. Pour les Roumains, 30 % sont scolarisés en 1868, alors qu'après 1879, une nette amélioration se remarque avec 60 % de Roumains qui fréquentent au moins l'école primaire, mais une proportion significative doit étudier dans des écoles allemandes ou hongroises, qui est de l'ordre d'un tiers des roumains scolarisés en raison d'un manque structurel d'écoles roumaines⁹. En comparaison, 80 % de la population n'est pas scolarisée dans le Regat, le royaume de Roumanie. Pour ce qui est des Saxons, leur position économique plus favorable et la tradition d'un réseau important d'école fait disparaître l'illettrisme chez cette communauté à la fin du Dualisme.

Ces progrès sont incarnés par l'action de József Eötvös (1813-1871), premier ministre de l'éducation de la Hongrie dualiste jusqu'à son décès et grand réformateur du système scolaire hongrois. Il représente par ailleurs l'un des trois pères du

⁷ Les chiffres avancés proviennent de l'étude suivante accordant une part importante de l'étude à la période dualiste. Voir: Anna Fenyvesi, « Linguistic minorities in Hungary », in Christina Bratt (dir.), *Linguistic minorities in Central and Eastern Europe*, London, Multilingual Matters Ltd, 1998, p. 141.

⁸ Ágoston Berecz, *The politics of early language teaching : hungarian in the primary schools of the late Dual Monarchy*, Budapest, Central European University, 2013, pp. 146-147.

⁹ En relation avec l'accès à l'éducation pour les Roumains de Hongrie avant 1918 voir : Catherine Durandin, *Histoire des Roumains*, Paris, Fayard, 1995, pp. 192-204.

Compromis avec Gyula Andrassy (1823-1890) et Ferenc Deák (1803-1876). Pour Eötvös, il est indispensable de disposer d'une population qualifiée et prête à œuvrer pour la modernisation du pays¹⁰. Néanmoins les décennies suivantes marquent un réel changement et les réformes libérales sont progressivement abandonnées. C'est ainsi qu'en 1881 l'étude de la langue hongroise devient obligatoire dans tous les établissements scolaires. D'autres mesures de moindre importance sont également adoptées dans les décennies suivantes, témoignant de ce virement de cap vers un idéal d'État centralisé et unitaire. La seconde loi est celle de 1907, lorsque Albert Apponyi (1846-1933) rend obligatoire l'enseignement en hongrois de la littérature hongroise et de l'instruction civique¹¹ dans toutes les écoles du royaume. Ce phénomène de magyarisation relative porte ses fruits en Haute-Hongrie (Felvidék, actuelle Slovaquie) et dans la grande plaine hongroise auprès des populations germaniques, juives et slovaques, mais ne se répand que très peu en Transylvanie. C'est ainsi qu'en 1906, 73,6 % des écoles du royaume enseignent en hongrois, bien que seulement la moitié de la population est hongroise. La question scolaire devient une des principales sources de conflits entre l'État et les nationalités, chacun souhaitant développer sa culture nationale en formant la jeunesse dans sa langue maternelle. À partir de 1898 l'utilisation unique de la toponymie hongroise est adoptée par le gouvernement, ceci introduit une conséquence majeure dans le domaine scolaire, puisque les livres scolaires, quel que soit la langue d'écriture, doivent utiliser les noms de références hongroises.

En considération de cette si importante notion d'État unitaire, la Transylvanie est perçue au travers du livre scolaire comme une terre fondamentalement hongroise. Le manuel de géographie est un instrument central dans la promotion du territoire national. En effet, les ouvrages de géographie utilisés développent une grande similarité dans les récits ayant attiré à la Transylvanie. En premier lieu, l'incontestable appartenance de la Transylvanie au bassin des Carpates est largement mise en avant, ce dernier délimitant le royaume de Hongrie depuis sa création au début du 11^e siècle. En effet, dans l'esprit hongrois les sommets des Carpates forment une frontière claire et légitime du pays¹². Il est intéressant de mentionner que dans pour les Roumains cette même chaîne des Carpates forment le « trait d'union » entre les principautés de Valachie/Moldavie et la Transylvanie,

¹⁰ Paul Bödy, « József Eötvös and the modernization of Hungary 1840-1870 », in *Transactions of the American Philosophical Society*, vol. 62, n°2, 1972, pp. 96-97.

¹¹ Concernant la mise en place de ces lois dans le domaine scolaire, se référer à : Péter Tibor Nagy, « Nemzetiség és oktatás a dualizmus kori Magyarországon » [Nationalité et éducation dans la Hongrie dualiste], *Educatio*, 1993, n°2, p. 255. ; Neamțu Gelu, *The hungarian policy of magyarization in Transylvania between 1867-1918*, Cluj-Napoca, Center for Transylvanian Studies, 1994, p. 16.

¹² Le manuel suivant l'illustre parfaitement : József Vaday, *Térképes földrajz V. és VI. osztályú elemi iskolai tanulók használatára* [Géographie cartographique pour l'utilisation des élèves des 5^e et 6^e classes des écoles primaires], Nagyvárad, Sonnenfeld, 1904. p. 4.

considérée comme la troisième principauté roumaine¹³. Cette connexion géographique avec le reste de la Hongrie est également reprise sous une autre forme par certains livres de géographie. Les auteurs de ces derniers évoquent les rivières qui naissent en Transylvanie et qui viennent se jeter dans les fleuves de la grande plaine hongroise. Ceci est bien entendu vrai, puisque les rivières ne peuvent naturellement pas franchir les sommets des Carpates. Toutefois l'intérêt est ici d'y voir la légitimation du territoire national par l'utilisation de la géographie physique et la logique de frontières naturelles.

Outre ce rattachement à l'espace hongrois par des arguments physiques, la description géographique de la Transylvanie révèle parfaitement la fascination hongroise pour ce territoire. En effet, la beauté de la Transylvanie est régulièrement invoquée dans les manuels de géographie, mais aussi au travers des livres de lecture. Par le biais des récits et des contes qui s'y prêtent particulièrement bien, l'image féerique de la Transylvanie est bien plus présente que pour n'importe quel autre territoire du royaume. Il est facile d'imaginer la portée de ces textes sur des enfants du primaire et de ce fait l'intégration totale de la Transylvanie comme partie intégrante de la nation hongroise et sanctuaire de la magyarité.

En continuité de la propagation de la vision unitaire de l'État, les manuels de géographie décrivent le pays *megye* par *megye* (équivalent du département). Cette technique permet notamment de légitimer la réforme administrative n°XXXIII du 19 juin 1876, dans laquelle les autonomies saxonnes et sicules héritées du Moyen Âge disparaissent au profit d'un État harmonisé administrativement. Outre, la volonté d'ancrer cette réforme, cette forme de description permet de présenter un État unitaire, où chaque *megye* est pleinement intégré. Concernant les livres d'histoire, le titre est souvent celui d'Histoire de la Hongrie (*Magyarország története*), cependant il s'agit en réalité d'une histoire des Hongrois, puisque les autres groupes nationaux ne sont mentionnés que lorsqu'il y a une interaction avec les premiers. Alors que les livres de lecture ne consacrent qu'assez rarement un récit aux nationalités. En dépit du fait que la multi-ethnicité du royaume est aussi ancienne que sa création.

Ce processus de nationalisation et de centralisation autour de l'histoire nationale hongroise se remarque parfaitement par l'étude des livres d'apprentissage de la langue hongroise destinés aux nationalités. Les récits des livres de lecture ne sont pas différents de ceux s'orientant pour les élèves fréquentant les écoles de langue hongroise. On y retrouve en effet les personnages principaux du roman national hongrois, « Attila », « Széchenyi István », « Mátyás Király »¹⁴. Ces histoires

¹³ Cristian Cercel, « Transylvanian Saxon symbolic geographies », *Civilisations*, n°60, 2012, pp. 90-91.

¹⁴ S. Bakó – K. Frühwith – J. Gruber, *Magyar nyelvtan és olvasókönyv nemét tannyelvű népiskolák számára* [Grammaire et livre de lecture hongrois à destination des écoles primaires de langue allemande], Budapest, Franklin, 1880. p. 89, 127, 160.

attestent de toute la volonté de donner un caractère national et patriotique à toutes les minorités, même pour les minorités n'ayant que peu de connaissance du monde magyar et disposant d'une histoire propre. Le constat est le même pour les manuels destinés aux Roumains, il est intéressant de constater qu'une éducation patriotique est aussi donnée. En effet, un recueil de plusieurs des plus célèbres poèmes hongrois se trouve à l'intérieur de l'ouvrage, tout comme l'hymne national hongrois, l'*Hymnusz* de Ferenc Kölcsey¹⁵. L'historien hongrois Ágoston Berecz fournit un peu plus d'informations sur cette pratique des poèmes patriotiques étudiés par les enfants n'ayant pas le hongrois comme langue maternelle, révélant notamment que ces poèmes doivent être récités devant un jury et attestent des élèves dans la langue magyare et de la bonne instruction de l'enseignant en hongrois¹⁶. En outre, l'introduction du *Magyarország története a népiskolák számára*, retrace explicitement la volonté de forger la fidélité de la population : « Il est nécessaire pour tout le monde de connaître l'histoire nationale car de celle-ci, il est possible d'étudier intelligemment l'amour de la patrie. Et que nous préservons la patrie et que la patrie nous maintient comme un tout à son tour »¹⁷.

Si la Transylvanie est considérée dans tous les manuels scolaires comme une composante essentielle de la nation hongroise, c'est également en raison de ce qu'elle incarne tout au long de l'histoire hongroise. La Transylvanie matérialisant notamment la continuité de la nation magyare lorsque le reste du royaume est aux mains des Habsbourg et des Ottomans à partir de la seconde moitié du 16^e siècle, dans ce qui est retranscrit comme une période sombre de l'histoire nationale. Dans cette mesure, si tous les ouvrages d'histoire comprennent la liste des souverains de la nation hongroise, celle-ci suit après 1526 et la chute du royaume, celle des princes de Transylvanie alors que l'histoire de la période ottomane en Hongrie n'est que très peu développée pour se concentrer sur la Transylvanie jusqu'à la libération du château de Buda en 1686. À noter, que quelques manuels se démarquent par leur caractère pro-Habsbourg, puisque cette liste des souverains suit après 1526, les princes de Transylvanie mais également les souverains Habsbourg¹⁸. Si le rôle his-

¹⁵ Viktor Marosán, *Magyar-román nyelvtan* [Grammaire hungaro-roumaine], Szatmár, Szabadajtó, 1889 ; Román Joan, *Doua carte de cetire și scriere pentru invetiarea limbei maghiare* [Deuxième livre de lecture et d'écriture pour l'apprentissage de la langue hongroise], Makó, Gaál László, 1903.

¹⁶ Berecz, *The politics of early language teaching... op. cit.*, p. 204.

¹⁷ « Szükség mindenkinek megismerni nemzete történetét, mert ettől tanulja meg hazáját okosan szeretni. S hogy mi tartjuk meg a hazát, a haza úgy tart meg minket. » Mór Jókai, *Magyarország története a népiskolák számára* [Histoire de la Hongrie à destination des écoles primaires], Budapest, Révai, 1884.

¹⁸ Afin de consulter des manuels suivant cette terminologie, voir : Jókai, *Magyarország története a népiskolák számára*, op. cit. ; Iván Györffy, *Népiskolai olvasótankönyv. Harmadik és negyedik osztálya számára* [Livre de lecture scolaire des écoles primaires. À l'intention des 3^e et 4^e classes], Pest, Heckenast Gusztáv, 1871, p. 148.

torique accordé aux Habsbourg fait débat chez les auteurs des livres scolaires – comme dans l'ensemble de la société hongroise – l'appartenance de la Transylvanie à la nation hongroise y est au contraire indiscutable.

Pour chacune des trois principales communautés, l'espace transylvain est central dès le mythe des origines. Au travers de ceux-ci, Roumains et Hongrois prétendent avoir la légitimité d'habiter et de contrôler la Transylvanie, le mythe des origines fournissant la légitimité de l'antériorité. L'ensemble des ouvrages scolaires qui ont été examinés sont convergents et très peu polémiques concernant la genèse magyare et la vision du mythe des origines saxons et roumains.

Dans le cas des Saxons, l'arrivée et l'établissement dans le *Königsboden* au 12^e siècle est uniformément repris. Il semble possible d'avancer deux raisons, tout d'abord l'installation bien plus tardive permet de bénéficier d'un plus grand nombre de sources historiques, au contraire des mythes roumains et hongrois dont la justification ne peut dépasser le stade des théories. De plus, le faible danger irrédentiste représenté par les Saxons n'incite pas à un refus des fondements de l'identité saxonne. En effet cet éveil national ne s'accompagne pas d'un devoir de véridicité historique et de regard critique, avec des peuples qui aiment donc plus leur passé qu'ils ne le connaissent réellement et une éducation scolaire reprenant très largement ces mythes afin de servir l'intérêt patriotique¹⁹. En réalité, il y a une forte exagération de l'ethnicité, puisque la Transylvanie est depuis deux millénaires un territoire de passage et la conséquence logique en étant un mélange des peuples qui ne donne que peu de crédit historique à ces théories nationalistes. Le manque de sources historiques sur ces questions est bien évidemment un espace vide dans lequel s'engouffre le nationalisme. Pour les Roumains, la stricte continuité de peuplement daco-romain depuis l'antiquité forme l'ethnogenèse roumaine. Dans cette théorie daco-roumaine, les populations latinisées restent en Dacie supérieure (équivalent de la Transylvanie) à la suite de l'évacuation de la Dacie par l'empereur Aurélien en 271, expliquant l'appartenance linguistique au monde latin, malgré le manque évident de preuve historique d'une continuité daco-latine en Transylvanie. Si les manuels scolaires hongrois n'évoquent pas cette éventuelle continuité, il est cependant fréquent d'y lire que la Transylvanie appartenait à la Dacie, tout en présentant succinctement la civilisation dace ou encore des héros fondateurs comme Décébale. Comme avec le *Olvasókönyv az elemi népiskolák számára*, « *En Transylvanie les Daces établirent un empire* »²⁰. Néanmoins le lien établi entre les Roumains et les Daces, n'est pas manifeste et ce lien direct n'est que peu développé lorsque l'his-

¹⁹ L'étude actuellement en cours des manuels scolaires roumains et hongrois de l'entre-deux-guerres sont en ce sens particulièrement révélateurs de cette radicalisation des historiographies.

²⁰ « Erdélyben pedig a dákok alapítottak birodalmat ». Mátyás Vass – Gyula Tergina, *Olvasókönyv az elemi népiskolák IV. osztálya számára* [Livre de lecture à destination de la 4^e classe d'école primaire], Szeged, Traub, 1892, p. 85.

toire des Daces est reprise dans les ouvrages scolaires, ceci justifiant probablement l'évocation d'une grande civilisation dace. Le point de vue hongrois étant une arrivée de paysans roumains au 13^e siècle²¹.

Le mythe des origines hongroises est naturellement le plus développé dans les manuels scolaires. Le personnage central de ce passé mythique est Attila. L'originalité de ce modèle est celui d'un personnage historique décrit en Europe de l'Ouest, comme un fléau sanguinaire autour duquel se crée une véritable légende noire. Si dans la quasi-totalité des autres cultures européennes Attila est synonyme de décadence et de recul de la civilisation, pour les Hongrois c'est un héros fondateur célébré en tant que tel. Cette descendance hunnique n'est pas une nouveauté dans la conscience collective hongroise, puisque déjà durant la période médiévale, Bonfini, le célèbre biographe du roi Mátyás (1443-1490) compare ce dernier à un nouvel Attila²². Tandis que les manuels d'histoire et les livres de lecture de la période dualiste débutent tous avec une présentation – de souvent plusieurs chapitres – du peuple des Huns et de son plus célèbre chef Attila. L'habileté au combat des Huns est largement décrite, tout comme le récit des batailles contre l'Empire romain. Comme cela a été précédemment mentionner, dans le cas des Roumains, l'Empire romain représente, avec le peuple dace, l'origine du peuple roumain. Or, en présentant ce peuple des steppes comme celui qui a fait vaciller le grand Empire roumain, il semble possible d'y voir la construction d'une opposition hungaro-roumaine dès les mythes des origines.

Dans cette mesure l'*Honfoglalás* [l'occupation du pays] sous la direction d'Árpád de la fin du 9^e siècle, n'est plus la prise du territoire mais une reconquête de l'héritage d'Attila, comme l'illustre le « *ils sont allés occuper l'héritage d'Attila* »²³. La Transylvanie est encore une fois essentielle dans cette théorie des origines. Le récit selon lequel Csaba, fils d'Attila, se réfugie en Transylvanie après la mort de ce dernier en 454 est considéré comme une évidence dans l'esprit sicule et de nombreux livres d'histoire et de lecture reprenant ces récits comme en témoigne l'*Olvasókönyv az elemi népiskolák III-IV. osztályai számára* : « *La brave nation sicule, laquelle dit d'elle même qu'elle descend des Huns d'Attila* »²⁴. La présence des « frères Sicules », portés comme

²¹ Voir par exemple : Albin Kőrösi, *Földrajz a középiskolák I. osztálya számára* [Géographie à destination de la 1^{ère} classe des écoles secondaires], Budapest, Lampel, 1912, p. 31.

²² A ce sujet, voir : Jean Bérenger, « Caractères originaux de l'humanisme hongrois », *Journal des savants*, n°4, 1973, p. 260.

²³ Le choix est fait ici de mentionner deux ouvrages, mais c'est une conception qui se retrouve très régulièrement. « *Menjenek Attila örökségét elfoglalni* ». Henrik Marczali, *Magyarország története a középiskolák III. osztálya számára* [Histoire de la Hongrie à destination de la 3^e classe des écoles secondaires], Budapest, Atheanum, 1900. p. 15. ; Jókai, *Magyarország története a népiskolák számára, op. cit.*, p. 3.

²⁴ « *A vitéz Székély nemzet, amely Etele hunjátitól származottnak mondja magát* ». Lajos Dezső, *Olvasókönyv az elemi népiskolák III-IV. osztályai számára* [Livre de lecture à destination des 3^e et 4^e classes des écoles primaires], Sárospatak, Steinfeld, 1885. p. 173.

les héritiers d'Attila²⁵, permet alors de présenter les Hongrois comme les plus anciens habitants de la Transylvanie. Outre Attila, la légende de Hunor et Magor est également reprise dans les livres de lecture, deux frères à l'origine des peuples Huns et Hongrois, retraçant ainsi une affiliation directe entre les deux peuples, entretenues en Transylvanie par les Sicules. Alors que le peuple Avar, peuple turcophone occupant le bassin des Carpates au 6^e siècle formerait la troisième branche d'un même peuple : « *Les grands Hunyors [...] se rendirent trois fois en Europe à la recherche d'une nouvelle patrie, tout d'abord avec les Huns, deuxièmement avec les Avars et troisièmement avec les Hongrois, comme les appelle l'historiographie* »²⁶. Cet exemple démontre que ces théories ne sont pas le fait unique des livres de lecture reprenant des récits populaires, mais ces théories se retrouvent tout autant dans les livres d'histoire.

En définitive, il est significatif d'observer le rapport entre ce héros mythique hongrois et l'espace transylvain, décrit comme celui qui établit le lien entre les Huns et les Hongrois, élément vital dans cette quête effrénée d'identité. Dans le cas hongrois, ici étudié, le rapport à la Transylvanie présente un cadre régulièrement fantastique, particulièrement dans les livres de lecture et la reprise des récits populaires des plus grands conteurs hongrois, comme Elek Benedek, Lajos Pósa ou encore Mózes Gaál.

En considération de ce contexte si particulier où un État profondément multi-ethnique souhaite évoluer vers une situation d'État-nation, le manuel scolaire joue un rôle tout à fait central. L'importance et les résultats de ces stéréotypes sont déterminants dans l'établissement de la définition de l'autre en tant que groupe, mais aussi pour sa propre définition. Cette différenciation forcée, est en tout premier lieu à mettre en parallèle avec la révolution hongroise de 1848 dont la conséquence est une polarisation de chaque ethnie sur des positions nationalistes. L'entretien et l'édification de ce soulèvement comme un grand souvenir national pour les Hongrois, mais qui fut un échec à cause des autres nationalités, où du moins qui est perçu comme tel, ne permet pas de développer un système de cohabitation viable.

Comme il a été possible de le voir jusqu'ici la Transylvanie est fondamentale dans les esprits et dans le roman national hongrois. Cet intérêt hongrois pour la Transylvanie prend également forme au cours de la période médiévale hongroise (895-1526). En effet, un des éléments forgeant la fierté nationale est la mission hongroise de défense des frontières contre l'Empire ottoman, devenant ainsi pour plusieurs siècles « le bouclier de la chrétienté ». Une fois de plus, la Transylvanie occupe un rôle majeur, puisque formant la frontière Sud du royaume, donc l'avant poste du bastion chrétien. Ainsi les récits des batailles se déroulant sur le territoire transylvain et le lourd tribut payé par les Hongrois sont largement mis en exergues,

²⁵ Ce point va être développé plus loin.

²⁶ « A nagy Hunyor [...] háromszor jöttek Európába, új hazát keresni, először Hunnoknak, másodikban Avaroknak, harmadikban Magyaroknak nevezi őket a történetírás. »

comme l'illustre parfaitement le *Történelem a népiskolák számára* : « A partir de là, la Hongrie appartenait véritablement à la civilisation de l'Ouest et devint l'authentique bastion de la religion et de la civilisation chrétienne vers l'Est et le Sud »²⁷.

Cette mission de protection de l'Occident est incarnée par deux hommes de premier plan dans l'histoire hongroise, János (1407-1456) et Mátyás Hunyadi. Le premier est régent du pays entre 1451 et sa mort et le règne du second entre 1458 et 1490 marque un âge d'or du pays. Les deux sont transylvains, alors que la probable origine roumaine de János Hunyadi semble être acquise, où tout du moins d'une famille origine de Valachie. Néanmoins, cette origine n'est évidemment pas évoquée et János Hunyadi est présenté comme « le plus grand des Hongrois ». A l'image de son père, l'identification du roi Mátyás avec la Transylvanie est également visible. C'est dans cette mesure que la maison de naissance du roi Mátyás à Kolozsvár/Cluj devient un véritable monument dans l'esprit hongrois alors que bien des manuels scolaires illustrés étudiés comportent une gravure ou dans certains cas une photo de l'édifice. L'imposante statue équestre du roi Mátyás, érigée en 1902 dans la même ville, devient un autre monument de grande importance dans l'esprit hongrois, elle est quant à elle peu présente dans les manuels en raison de son édification relativement tardive. Mais elle témoigne tout autant de la *magyarité* du personnage comme de la capitale officieuse de la Transylvanie.

Ce refus d'une histoire commune entre les communautés transylvaines est particulièrement tangible et se trouve être à la base de la création des stéréotypes. C'est ainsi que l'idée selon laquelle le Roumain manque d'entrain pour le fait militaire est très régulièrement colportée dans les livres scolaires. Le *Magyarország története a népiskolák számára*, fait par exemple la première mention des Roumains dans le livre avec les termes suivants : « Tandis que les Hongrois avec une culture merveilleuse de la bravoure, était sur le point de remporter la victoire, le traître de voïvode valaque Vlád fit défection auprès des Turcs »²⁸. Ce passage est très instructif, puisqu'il résume la vision des Roumains dans la glorieuse histoire médiévale hongroise, des hommes sans aptitudes pour le combat, dont les valeurs sont largement remises en question. Surtout en ce qui concerne leur loyauté envers les alliés, ce qui est un sentiment revenant régulièrement dans les descriptions du caractère roumain tant en ce qui concerne la population que l'État en lui-même et qui subsiste encore au 21^e siècle.

Au cours de ce siècle des nationalités la nature des relations hungaro-roumaines est une peur mutuelle et tout particulièrement à la suite de la révolution de 1848,

²⁷ « Magyarország innen kezdve most már csakugyan a művelt nyugathoz tartozott s kelet és dél felé valóságos bástyájává lett a keresztyén vallásnak s a műveltségnek ». Sándor Farkas, *Történelem a népiskolák V. osztálya számára* [Histoire à destination de la 5^e classe des écoles primaires], Budapest, Magyar Kir. Tudományegyetem, 1908. p. 18.

²⁸ « Melyben a magyarok a vitézség csodáit mivelték, már-már kivívta a győzedelmet, a midőn az áruló Vlád oláh vajda átpártolván a törökhöz [...] » Jókai, *Magyarország története a népiskolák számára*, op. cit., p. 35.

qui se transforme en une véritable guerre civile transylvaine. Ces souvenirs sont entretenus dans les manuels scolaires, comme avec le *Térkepes földrajz*, dans lequel les villes de Transylvanie sont décrites en quelques mots. A plusieurs reprises, il y apparaît uniquement l'année « 1848 »²⁹, ce qui atteste de toute l'ampleur de ces événements sur les mentalités hongroises, son rapport à la Transylvanie et du devoir de mémoire qui s'impose pour la jeunesse du royaume.

Un élément retraçant parfaitement cette peur de l'autre est la considération des personnages historiques et des héros nationaux de l'autre. Dans le cas des Hongrois, l'exemple le plus marquant qui se vérifie dans les livres scolaires est celui de Mihály Vitéz/Mihai Viteazul (1558-1601). Considéré comme un héros national par les Roumains, il est en revanche pour les Hongrois vu comme un tyran et un usurpateur dans tous les manuels scolaires. « *Après le triomphe du voïvode Michel, il devint le prince de la Transylvanie, il frappa avec cruauté les Hongrois, détruisit le peuple, imposa des taxes aux Hongrois et Saxons et la langue roumaine* »³⁰. La réalité est bien différente, puisque durant la courte période de règne d'un an sur la Transylvanie entre 1599 et 1600, il n'a pas réformé en profondeur la principauté, attestant un peu plus du peu d'entrain pour le nationalisme ethnolinguistique avant le 19^e siècle. Cette analyse est caractéristique d'une période, où la confusion du sens de la nation du 19^e siècle et des siècles précédents est singulièrement forte.

Si le lien entre Roumain de Transylvanie et du royaume roumain sont bien mis en évidence, le récit historique des interactions entre Roumains et Hongrois est parfaitement révélateur de l'animosité entre les deux communautés. Puisque comme cela a été montré, c'est l'histoire qui légitimise un peuple, alors que les romans nationaux sont fortement tributaires d'une idéologie et d'un contexte propre. Les Principautés de Moldavie et de Valachie, formant au temps du Dualisme le Royaume de Roumanie, sont décrites au travers des livres d'histoire comme des États vassaux du Royaume de Hongrie durant la période médiévale. Prenons ici l'exemple du *Magyarország története a népiskolák számára*, où le voïvode de Transylvanie Zsigmond Báthory (1572-1613) est glorifié pour avoir rattaché la Valachie après de brillantes victoires³¹. Si cette suzeraineté des principautés danubiennes fut réelle, sa narration est donc tout à fait légitime. Cependant sa forte accentuation permet d'imaginer les effets produits sur la jeunesse fréquentant ces écoles et les résultats sur la représentation du Roumain moyen pour ces écoliers dans un discours se concentrant sur l'opposition historique entre les deux plus grandes communautés de Transylvanie.

²⁹ Vaday, *Térképes földrajz V. és VI. osztályú elemi iskolai tanulók használatára*, op. cit.

³⁰ « E diadal után Mihály vajda kikiált magát Erdély fejedelmének, s igen kegyetlenül bánt a magyarokkal, a népet pusztította, nagy adókat sarczott be, s magyarra, szászra egyaránt rákényszeríté az oláh nyelvet ». Jókai, *Magyarország története a népiskolák számára*, op. cit., p. 56.

³¹ *Ibid.*, pp. 55-56.

L'analyse de la vision des communautés transylvaines contemporaines à l'écriture est largement tributaire des récits historiques précédemment évoqués, les manuels de géographie sont donc en ce sens significatif de la vision contemporaine des Transylvains. Tout d'abord, l'enseignement de la géographie qui débute dans la troisième classe de l'école primaire se concentre jusqu'à la quatrième classe sur la géographie nationale. Tandis que pour les cinquième et sixième classes, formant les classes supérieures du primaire, le programme ne traite plus uniquement du territoire national, mais également de la géographie européenne. Toutefois la description des autres pays européens est tributaire du rapport de la Hongrie avec ces États. L'exemple du *Földrajz a középiskolák számára* est en ce sens révélateur. En effet, neuf pages sont consacrées à l'Allemagne, tandis que pour le gênant voisin roumain, seulement une demi-page lui est réservée³². A titre de comparaison, cinq pages sont destinées à la Suisse, bien que les interactions entre les deux pays soient mineures.

Toujours dans les livres de géographie, les auteurs fournissent des descriptions détaillées des habitants de la Transylvanie et plus généralement du pays. Tout d'abord, il est à noter que la pluri-ethnicité de la Transylvanie n'est pas niée et même présentée au cours des descriptions. Cependant ces descriptions reprennent les stéréotypes généralement donnés à chacune des quatre communautés, à savoir les Sicules, les Hongrois de Transylvanie, les Saxons et les Roumains.

Le *Magyarország földrajza* l'illustre parfaitement lorsqu'il y est écrit à propos de la Transylvanie que « elle se divise en trois territoires, ceux des Hongrois, des Sicules et la terre saxonne »³³, cette phrase mettant notamment en relief les droits historiques des « trois nations de Transylvanie » à la suite de leur union politique en 1437³⁴. Les Sicules forment un groupe magyarophone rural vivant en masse compacte au Sud-est de la Transylvanie dans le Pays Sicule (*Székelyföld*). De par leurs origines très controversées, leur particularités culturelles et un fort patriotisme, ils représentent dans l'imaginaire hongrois les gardiens de la magyarité. En ce sens, la description du sicule est singulièrement positive. Les stéréotypes raccordés au Sicule sont d'une grande similarité entre les manuels scolaires. Il est notamment montré comme un grand travailleur et un homme au courage infini. « Les Sicules sont des agriculteurs

³² Géza Czirbusz, *Földrajz a középiskolák számára* [Géographie à destination des écoles secondaires], Budapest, Magyar Földrajzi Intézet, 1901, p. 86. À noter que l'ouvrage se destinant à la première classe des écoles secondaires, la classe d'âge des élèves est la même que pour les classes du primaire supérieur.

³³ « Felosztatik három kerületre, u.m. magyarok, székelyek és szászok földjére ». János Katona, *Magyarország földrajza az elemi iskolák III. tanfolyama számára* [Géographie de la Hongrie à l'intention de la 3e classe d'école primaire], Szeged, Bába Testvérek, 1873.

³⁴ Köpeczi (dir.), *Histoire de la Transylvanie*, op. cit., pp. 218-220.

besogneux »³⁵. Alors que son savoir faire est démontré dans le *Olvasókönyv az elemi népiskolák számára* avec « la maison sicule est sainement structurée »³⁶. Ceci permet en outre de concevoir encore un peu mieux le sentiment d'admiration et de fascination pour les Sicules et l'opposition avec les Roumains qui va être abordée ci-dessous. Les autres Hongrois de Transylvanie sont naturellement très présents dans les manuels scolaires, alors que leur rôle d'élite urbaine en Transylvanie est mis en avant.

Les Saxons représentent quant à eux une communauté assez bien décrite par les livres scolaires. En effet, ils possèdent au même titre que les Hongrois un statut d'élite économique et culturelle. C'est un aspect qui est repris par les manuels scolaires, tout en montrant leur poids dans les progrès économiques du pays. Cette vision globalement positive des Saxons doit être mise en relation avec l'absence d'un danger irrédentiste saxon ne mettant pas en péril le devenir de la nation hongroise. Pourtant au cours du Dualisme, les dirigeants politiques saxons luttent avec ferveur contre le trop grand patriotisme magyar et la fin des privilèges saxons. Mais leur attachement à la Monarchie, leur rejet commun avec les Hongrois des Roumains incarnant l'Est et les Balkans, de même que la germanité des Saxons sont autant d'éléments permettant de comprendre cette vision assez peu virulente. Certains manuels relèvent négativement leur propension au communautarisme et un certain manque d'entrain pour la cause nationale. C'est un aspect qui peut facilement s'analyser en connaissance de la situation des Saxons. En effet, ce groupe représente la plus petite communauté de Transylvanie en termes numériques, avec seulement deux cent mille personnes. De plus, même dans leur territoire historique du Territoire du roi (*Királyföld/Königsboden*), elle est en situation de minorité devant les masses paysannes roumaines formant une solide majorité. Tandis que les comportements natalistes des Saxons et des Roumains montrent une tendance à une marginalisation encore plus forte des Saxons. Dans cette perspective le repli sur-soi est la méthode utilisée par une partie de l'élite saxonne afin de garantir la perpétuation de la nation saxonne.

Enfin, la dernière communauté linguistique de Transylvanie est celle des Roumains. Contrairement aux Saxons, leur image dans les manuels scolaires est bien contrastée et représente dans biens des cas l'exact opposé des valeurs inculquées dans les manuels. Le Roumain contemporain des livres de géographie est présenté dans plusieurs cas comme un buveur immodéré. Or, chaque livre de lecture contient une partie destinée à la prévention des risques de l'alcoolisme et des conséquences

³⁵ « A székelyek szorgalmas földművelők ». István Havas - Sándor Peres - Lajos Pósa, *Olvasókönyv az elemi népiskolák IV. osztálya számára* [Livre de lecture à destination de la 4^e classe des écoles primaires], Budapest, Singer és Wolfner, 1906, p. 188.

³⁶ « A Székely ház egészséges szerkezete ». *Ibid*, p. 188.

sociales³⁷. Un autre point abordé est la proximité du Roumain avec les animaux dans sa vie quotidienne et notamment dans la maison familiale. Dans le même temps, l'hygiénisme est traité en profondeur dans les livres de lecture. Si c'est un fait que 90 % des Roumains sont paysans en 1910 et les disparités socio-économiques sont extrêmement profondes entre les communautés, la reprise de ces stéréotypes orientent inévitablement la vision du Roumain. En effet, pour les élèves des villes hongroises où souffle un vent de modernité et bénéficiant largement des retombées des réformes scolaires, cette image du Roumain doit sembler bien misérable et d'un autre temps. Alors qu'encore une fois, les livres de lecture mettent largement en avant – et à juste titre – le modernisme des villes, avec par exemple un éclairage public dans les villes au contraire des campagnes, ou bien encore que les villes sont constitués d'artisans et d'hommes instruits à la différence des campagnes³⁸. Si cette information est particulièrement vraie en ce qui concerne la Transylvanie, elle ne fait encore une fois que renforcer l'idée de supériorité des Hongrois et Saxons sur les Roumains et maintient ce climat de lutte des nations. Mais il n'est pas le fait unique des Hongrois. En addition, il est faux de définir et caractériser dans ces proportions, puisque naturellement ces idées reçues ne couvrent pas l'ensemble de la communauté roumaine, une restreinte mais existante bourgeoisie roumaine apparaissant notamment au cours du 19^e siècle³⁹. Cette relégation économique est traitée dans les manuels de géographie, mais également expliquée. Si le Roumain est pauvre c'est car il refuse la responsabilité et il montre trop peu d'entrain pour le travail. Alors que les vertus du travail sont abondamment décrites dans les mêmes livres de lecture, avec notamment la courte histoire « *Pourquoi faut-il travailler ?* »⁴⁰.

Enfin, le dernier grand point repris avec insistance dans les récits descriptifs des Roumains est leur forte tendance pour la superstition. La présence supposée d'une forte existence de la superstition chez une partie de la population roumaine de Transylvanie doit être mise en perspective. Tout d'abord, la faible pénétration de l'instruction dans les couches populaires roumaines peut en partie expliquer cette

³⁷ Samu Lasz, *Földrajzi olvasókönyv : középiskolák, felsőbb leányiskolák és polgári fiú s polgári leányiskolák számára* [Livre de lecture de Géographie : à destination des écoles secondaires et des écoles supérieures des garçons et des filles], Budapest, Lampel, 1912, p. 51. ; Afin d'illustrer la prévention de l'alcoolisme voir: Mátyás Vass – Gyula Tergina, *Olvasókönyv az elemi népiskolák III. osztálya számára* [Livre de lecture à destination de la 3^e classe d'école primaire], Szeged, Traub, 1892, pp. 79-80.

³⁸ Mátyás Vass – Gyula Tergina, *Olvasókönyv az elemi népiskolák II. osztálya számára* [Livre de lecture à destination de la 2^e classe d'école primaire], Szeged, Traub, 1892, pp. 143-144.

³⁹ A propos de la situation économique en Transylvanie au cours de la période voir : Köpeczi (dir.), *Histoire de la Transylvanie*, op. cit., pp. 536-548.

⁴⁰ « *Miért kell dolgozni ?* » János Gáspár, *Olvasókönyv a népiskolák II. osztálya számára* [Livre de lecture de hongrois à destination de la 2^e classe des écoles primaires], Budapest, Magyar Kir. Állam, 1878, p. 99.

importance du surnaturel. De plus, les Roumains sont orthodoxes ou grecs-catholiques et pour l'orthodoxie roumaine la langue liturgique reste jusqu'à la seconde moitié du 19^e siècle le slavon. Cette langue n'est évidemment pas maîtrisée des Roumains. Dans cette mesure il est facile d'imaginer une pénétration en profondeur de la superstition chez des masses paysannes d'une part par l'illétrisme, mais aussi en raison de l'utilisation d'une langue liturgique non comprise⁴¹.

Ces stéréotypes relatifs à chaque communauté transylvaine renvoient à l'idée selon laquelle l'État hongrois dualiste reste figé dans une peur de tout ce qui peut venir contrarier la mise en place d'un État moderne et unitaire⁴². Alors que la menace de la prépondérance culturelle de l'autre est une crainte commune aux communautés transylvaines, chacun se percevant comme une singularité. Les Hongrois de par leur langue non indo-européenne unique, particularité linguistique largement mise en avant dans les livres scolaires, ressentent la nécessité de se protéger des autres groupes ethno-linguistiques. Les Roumains cultivent leur isolation géographique en lien avec la latinité et les Saxons présentent les mêmes arguments en rapport avec leur germanité se trouvant être dans le même cas de figure.

Au final, il apparaît que la retranscription du Roumain est indéniablement négative en ce qui concerne le volet historique et les relations roumano-hongroises. L'ensemble des stéréotypes concernant les Roumains sont réutilisés dans les manuels d'instructions scolaires, ce qui facilite une perpétuation dans la société et dans les mentalités, qui comme cela a été démontré est rendue possible par une généralisation de l'instruction et des l'utilisation des manuels scolaires. Tandis que la caractérisation du Roumain est en totale rupture avec les valeurs de la Double-monarchie : travail, modernité et patrie. Pourtant une construction historique mettant en lumière les points de convergences et de luttes ou de cohabitations communes peut également être mise en œuvre. Celle-ci semble tout aussi pertinente que l'édification et la recherche d'une antinomie profonde dès le mythe des origines. Si les liens avec la Pologne sont constamment évoqués, la nature des rapports hungaro-roumains négativement retranscrits dans l'ensemble du corpus. Les influences culturelles inhérentes à des peuples partageant le même espace depuis des siècles sont minimisées voire niées.

⁴¹ L'article suivant traite en profondeur de l'ancrage de la superstition dans les populations paysannes, György István-Tóth, « Une société aux lisières de l'alphabet, la paysannerie hongroise aux XVII-XVIII^e siècles », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, n°4-5, vol. 56, pp. 877-880.

⁴² A ce propos voir : Béla Borsi-Kálmán, « Bref aperçu de l'histoire des frustrations des Roumains de Transylvanie », in Béla Borsi-Kálmán, *Liaisons risquées : Hongrois et Roumains aux XVIII^e et XX^e siècles*, Pécs, Jelenkor, 1999, pp. 191-203.

CHRONICA

Actes du colloque scientifique « *Nations, nationalismes, minorités et migrations dans l'espace euro-méditerranéen, 1945-1989* »
les 6-7 octobre 2016, Université de Szeged

ISSN : 1588 2039

